

N° 3105 – OCTOBRE 2021

www.jeuneafrique.com

jeune **afrique**

MAROC

Aziz le magnifique

AFFAIRE SANKARA

La fin de l'Histoire ?

DEMAIN L'AFRIQUE DE L'OUEST

Spécial 14 pages

AFRIQUE-FRANCE

À Montpellier,
Macron entend
tourner la page

PALMARÈS
LES
200
PREMIÈRES
BANQUES
AFRICAINES
32 PAGES

ALASSANE OUATTARA

« Je veux transmettre le témoin à une nouvelle génération »

Troisième mandat, réconciliation, Gbagbo, Bédié, Soro, avenir, armée, Guinée... **Une interview exclusive du chef de l'État ivoirien.**

Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Burundi 25 000 BIF • Canada 12 \$99 \$CAN • Espagne 9 €
France 750 € • Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Mauritanie 200 MUR • Pays-Bas 9,20 € • Portugal 9 €
RD Congo 10 USD • Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TUN
TOM 1 000 XPF • Zone CFA 4 800 F CFA • ISSN 1950-1285

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUPE

M 01936 - 3105 - F: 7,90 € - RD



VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



BGFIBank,
C'est surtout vous.

merci

50 ANS 1971
2021

À vos côtés depuis 50 ans



BGFIBank

Votre partenaire pour l'avenir



L'édito

Marwane Ben Yahmed

🐦 @marwaneBY

Gbagbo, Alpha Condé, IBK, Kaboré, Issoufou

La gouvernance en cinq leçons

Une jeunesse étudiante française marquée du sceau de l'éveil politique, à gauche et même à l'extrême gauche, un attachement viscéral aux idéaux anticolonialistes et tiers-mondistes portés par l'émblématique Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (Feanf), des parcours de militants pugnaces de la démocratie et d'opposants courageux, souvent contraints à l'exil, une proximité assumée avec l'Internationale socialiste (IS), et puis le grand soir, l'élection tant recherchée et enfin acquise à la tête de l'État... L'Ivoirien Laurent Gbagbo (élu en 2000), le Guinéen Alpha Condé (2010), le Nigérien Mahamadou Issoufou (2011), le Malien Ibrahim Boubacar Keïta (2013) et le Burkinabè Roch Marc Christian Kaboré (2015), notre « club des cinq » d'Afrique de l'Ouest, cultivent de très nombreux points

communs. Des rives de la Seine, où s'est façonnée leur culture politique, notamment au sein de la fameuse Feanf, aux palais présidentiels qu'ils ont conquis, de leurs comparses d'antan, Solange Faladé, Félix Mounié, Emmanuel Bob Akitani, Francis Wodié, Djéni Kobina, Seyni Niang ou Albert Tévoédjrè, qui firent résonner les murs de la rue Béranger, où se



**Ils ont, plus
que tout autre
président, rallumé
la flamme
de l'espoir
chez leurs
concitoyens.**

déroulaient les AG de la fédération estudiantine, à leurs homologues chefs d'État, avec lesquels ils ont partagé pouvoir, ors, privilèges et responsabilités. Ils se connaissent depuis longtemps, échangent régulièrement, et les leurs se fréquentent. La solidarité entre camarades de l'IS a souvent joué (sauf pour Gbagbo), surtout lorsque François Hollande dirigeait la France et qu'ils avaient ses faveurs...

Plus que tout autre président, du moins ceux issus du moule classique, ils ont suscité d'immenses attentes. Leurs idéaux originels – le patriotisme, la véritable indépendance, la démocratie, les libertés, le sens de la justice sociale –, leur parcours d'opposants qui n'ont jamais hésité à affronter le maître du moment, leurs convictions profondes proclamées au fil de

leur carrière... Autant d'ingrédients qui ont rallumé la flamme de l'espoir chez leurs concitoyens. Celui d'une autre gouvernance, plus ouverte, plus moderne, plus courageuse, plus juste, plus soucieuse des démunis, plus attachée à la souveraineté de nations jusqu'ici habituées à se laisser piétiner par les grandes puissances.

Ici s'arrête le fabuleux destin commun de nos cinq camarades. La matrice originelle est une chose, ce que l'on en fait en est une autre. Laurent Gbagbo est tombé en avril 2011, victime de son entêtement ou de son aveuglement. Ibrahim Boubacar Keïta aussi, en août 2020, pour les mêmes raisons. Et, tout dernièrement, c'est Alpha Condé qui a été emporté par un coup d'État.

Il n'est nullement question ici de justifier les putschs ou l'usage de la force militaire pour mettre

fin au règne d'un président. En revanche, il convient de souligner l'échec de ces trois chefs d'État dans tous les domaines où ils étaient censés briller, évoqués plus haut. Les opposants au long



Gbagbo était un politicien brillant, mais certainement pas un leader destiné à présider aux destinées de toute une nation.

cours qui arrivent tardivement (et à un âge avancé) au pouvoir font rarement de bons chefs... Gbagbo, IBK et Alpha n'ont jamais mis en

pratique, ou si peu, ce qu'ils ont si longtemps appelé de leurs vœux avant d'être en position de le faire.

Il y a parfois certaines circonstances atténuantes, notamment la tentative de coup d'État dont a été victime le « camarade Laurent » en septembre 2002 et ses conséquences, mais il y a tout de même loin de la coupe aux lèvres. Gbagbo s'est comporté en chef de clan, certes au sein d'une citadelle assiégée. C'était un politicien madré, un véritable animal politique doté d'une intelligence au-dessus de la moyenne, mais certainement pas un leader destiné à présider aux destinées de toute une nation. Il avait trop de comptes à régler et d'oeillères culturelles pour le devenir. Ibrahim Boubacar Keïta ? Il s'est révélé plus roi fainéant que capitaine d'un navire pris dans la tempête. On appelle cela le principe de Peter : un cadre qui



Roch Marc Christian Kaboré (3^e à partir de la gauche), Ibrahim Boubacar Keïta (5^e), Mahamadou Issoufou (7^e) et Alpha Condé (8^e), le 8 août 2016, à N'Djamena.

BRAHIM ADJ/AFIP

s'est élevé à son niveau d'incompétence... Quant à Alpha Condé, si nul ne met en doute sa détermination ni son patriotisme, il n'en demeure pas moins que lui aussi a failli dans sa mission, a fortiori quand on compare le pourfendeur de Lansana Conté et l'homme d'État dans l'exercice de ses fonctions. « Alpha » était visiblement frappé du syndrome d'hubris, cette perte du sens des réalités que les Grecs avaient identifiée et combattue dès l'Antiquité. C'est-à-dire la démesure, le crime d'orgueil puni par les dieux, qui a inspiré à David Owen, un ancien ministre britannique des Affaires étrangères, également médecin, l'ouvrage *In Sickness and in Power* (« Dans la maladie et le pouvoir »),



Frappé du syndrome d'hubris, Alpha Condé savait tout mieux que tout le monde, et seul son point de vue comptait.

dans lequel il cite quatorze symptômes résultant de la transformation de la personnalité de dirigeants politiques au contact du pouvoir. Absence de sens critique, arrogance, rejet des opinions alternatives, sentiment d'impunité... Bref, Alpha savait tout mieux que tout le monde, et seul son point de vue comptait. Concernant Gbagbo, IBK et Condé, l'analyse est hélas limpide : ces chefs, chargés de prendre les décisions et de conduire leurs pays sur la voie qu'ils avaient pourtant tracée de longues années durant, ont développé, une fois au pouvoir, une totale inaptitude à le faire lucidement. Pis, leur comportement était en totale contradiction avec les idéaux qui les ont forgés.

Certes, quand on devient chef de l'État, il est nécessaire de faire des compromis avec sa conscience ou ses principes. Il serait naïf, voire hypocrite de penser le contraire. Les chimères du militantisme ou de l'idéalisme cèdent la place au pragmatisme. Le pouvoir, sa conquête comme son exercice, implique quelques entorses aux règles que l'on se fixait auparavant. Il faut apprendre à fermer les yeux, à s'allier avec des gens que l'on n'apprécie guère, à chercher là où il se trouve l'argent nécessaire à ses ambitions ou à celles de son pays, à faire preuve de souplesse... Mais ces « arrangements » avec la morale ou la loi ne se justifient que si leur objectif final se confond avec l'intérêt général. Ce qui n'a pas été, tant s'en faut, le cas.

Roch Kaboré, réélu en novembre 2020, et Mahamadou Issoufou, qui a transmis après deux mandats le flambeau nigérien à Mohamed Bazoum en avril dernier, font, eux, figure d'exemples au sein de cette « fratrie ». Ils n'ont bien sûr pas tout réussi, et beaucoup reste à faire dans leurs pays. Mais ils sont restés fidèles à eux-mêmes, plaçant leur mission au-dessus de la famille, du clan, de l'ethnie pour devenir les présidents de tout un pays. Leur gouvernance, plus transparente et consensuelle, s'attache à servir l'intérêt général. La vie démocratique est plus saine que sous leurs prédécesseurs, les libertés ont progressé, l'économie également, malgré un contexte, sécuritaire notamment, délicat. Issoufou a su se retirer à temps, et nul doute que Kaboré en fera de même. Il l'a d'ailleurs promis.

« Je suis très heureux de la victoire de mon ami Roch. On est très liés, et nos destins, bizarrement, se sont recoupés. On a été Premiers ministres, puis présidents de l'Assemblée nationale en même temps. Et voici qu'il rejoint la fratrie... », confiait IBK au lendemain de l'élection de Kaboré, en novembre 2015. Une fratrie au sein de laquelle tout le monde n'a pas retenu – et a fortiori appliqué – les mêmes leçons... ●

Humour et sagesse

////////////////////

Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles.
M.B.Y.

La vie, ce n'est pas attendre que les orages passent, c'est apprendre à danser sous la pluie.

Sénèque

La nature a créé des différences, l'homme en a fait des inégalités.

Tahar Ben Jelloun

Si tout le monde vous donne raison, c'est que vous êtes d'une intelligence remarquable... ou bien que vous êtes le patron.

Haïlé Sélassié

Le secret du bonheur en amour, ce n'est pas d'être aveugle mais de savoir fermer les yeux quand il le faut.

Simone Signoret

Il y a un moment où les mots s'usent. Et le silence commence à raconter.

Khalil Gibran

La logique vous conduira d'un point A à un point B, l'imagination et l'audace vous conduiront où vous le désirez.

Albert Einstein

L'homme parcourt la planète, explore les océans, escalade les montagnes et va même sur la Lune... Et pourtant, ce qu'il cherche est simplement caché au fond de lui-même.

Philippe de Berny

SOMMAIRE

- 03 L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

- 08 L'homme du mois**
Mamady Doumbouya, chef des forces spéciales de Guinée
- 12 Dix choses à savoir sur...**
François Beya, « monsieur sécurité » du président congolais Félix Tshisekedi
- 14 Le match**
Cyril Ramaphosa vs Jacob Zuma
- 16 Le jour où...**
Le mouvement citoyen sénégalais Y'en a marre est né
- 18 L'actu vue par...**
Chems-eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris
- 20 L'œil de Glez**
Louis Armstrong, le Congo et le complot de la CIA
- 22 Le dessous des cartes**
Coup sur coup

- 24 Parti pris**
Le roi, l'argent et le Premier ministre, par François Soudan
- 26** Le coût d'un putsh, par Joël Té-Léssia Assoko
- 29** Les diamants noirs de Tiffany, par François Thomas



LA GRANDE INTERVIEW

- 32 Côte d'Ivoire**
Alassane Ouattara

ENQUÊTE

- 42 Assassinat de Thomas Sankara**
Enfin la vérité ?



POLITIQUE

- | | |
|---|---|
| 56 Interview
Faustin-Archange Touadéra, président centrafricain | 82 Maroc
La galaxie Akhannouch |
| 64 Tribune
Rancœurs historiques | 88 Interview
Mohamed Tozy, chercheur marocain |
| 66 Mali
La chute du « tigre » | 90 Questions à...
Reem Al Hashimy, directrice générale de Dubaï Expo 2020 |
| 72 Cameroun
Valsero, le « général » qui défie le pouvoir | 92 Algérie
La chasse aux MAKisards est ouverte |
| 76 Rencontre avec
Les Mobutu, à Rabat | 96 Disparition
Abdelaziz Bouteflika |



OBJECTIF AFRIQUE DE L'OUEST

98 Ils ont moins de 40 ans et prennent les choses en main



INTERNATIONAL

124 Sommet Afrique-France

SPÉCIAL FINANCE

141 Classements

Les 200 premières banques africaines

DOSSIER BTP

190 Infrastructures

Géants chinois: la fin de l'expansion sans entraves

CULTURE

208 Musique

Le grand retour de Koffi Olomidé

212 Arts

Vie, mort et résurrection d'un masque bamiléké

216 Cinéma

Interview de Lina Soualem, réalisatrice française



GRAND FORMAT

219 Djibouti

L'exception est-africaine

JEUNE AFRIQUE & VOUS

247 Le tour de la question

248 Ce jour-là...

250 Post-Scriptum

PHOTOS COUVERTURE: ÉDITION AFRIQUE SUBSAHARIENNE; DAVID DESPAULCOLAGNE; ÉDITION MAGHREB & MOYEN-ORIENT; YASSINE TOUM/TELQUEL; ÉDITION INTERNATIONALE ET CÔTE D'IVOIRE: ISSAM ZEJLY POUR JA

jeuneafrique

Fondateur: Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social: 57 bis,
rue d'Auteuil - 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel: redaction@jeuneafrique.com

Directeur général: Amir Ben Yahmed
Vice-présidents: Danielle Ben Yahmed,
François Soudan

Directeur de la publication:
Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:
François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique
sont à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes: +33 (0)1 44 30 18 23
Abonnements: Service abonnements
Jeune Afrique, 56, rue du Rocher
75008 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel: abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour
la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale
de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel: regie@jeuneafrique.com



Imprimeur: Siep - France
Commission paritaire: 1021c80822
Dépôt légal: à parution ISSN 1950-1285



Abonnez-vous à
jeuneafrique



Découvrez toutes nos
offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44 70 14 74

► L'homme du mois

Mamady Doumbouya

Un colosse aux pieds d'argile ?

Le 5 septembre dernier, le chef des forces spéciales de Guinée renversait le président Alpha Condé. Populaire mais peu connu, le nouveau maître de Conakry multiplie les promesses, au risque de décevoir.

Très rapidement, les rues de Conakry ont retrouvé leur agitation habituelle. Seules des affiches géantes rappellent aux passants que le pays vient de vivre le troisième coup d'État de son histoire. À côté du drapeau rouge, jaune et vert guinéen, on y voit Mamady Doumbouya, lunettes noires, béret rouge. C'est le jeune quadragénaire qui a pris le pouvoir le 5 septembre. Le lieutenant-colonel a interdit « toute manifestation de soutien » à son égard, mais s'est permis cette coquetterie.

Depuis deux semaines, le pays est suspendu aux décisions de cet ancien légionnaire promu commandant de l'unité d'élite des forces spéciales. Après avoir fait chuter Alpha Condé de son troisième mandat contesté, comment Mamady Doumbouya compte-t-il diriger le pays ?

Un militaire mesuré, organisé, méthodique : sa transition débute comme il a conduit son coup d'État. « Il a saisi le président en sachant que l'armée ne lancerait pas d'assaut. C'était brillant », juge un fin connaisseur des services de défense et de sécurité guinéens. Dès le 6 septembre, dans un geste qui en dit long sur la confiance du lieutenant-colonel dans le soutien de l'armée, il décide de libérer l'ensemble des militaires arrêtés à l'occasion du putsch. Très vite, il fait retirer

de la ville les barrages des services de sécurité, que l'ancien président avait postés sur l'axe Hamdallaye-Kagbélen, acquis à l'opposition.

Il annonce la tenue de concertations nationales, promet une transition inclusive. Le putschiste veut se présenter comme un « anti-Dadis » qui gère le pays de façon calami-teuse en 2008 et 2009, et « éviter les erreurs du passé ». Il fait sienne l'expression de l'un ses proches : « Il faut savoir bien faire les choses et le faire savoir. » Suffisamment pour rassurer ? Cellou Dalein Diallo, opposant à Condé, résume à JA l'état d'esprit d'une classe politique prête à remettre les compteurs à zéro : « Je lui fais confiance, jusqu'à preuve du contraire. »

Rien n'était pourtant gagné d'avance pour Mamady Doumbouya. Cette armée guinéenne dont il est devenu de facto le commandant, le jeune soldat a eu du mal à s'y faire accepter. Après cinq ans au

deuxième régiment étranger d'infanterie de Nîmes (Gard), au sein de la légion étrangère, le caporal-chef doit faire ses preuves à son retour en Guinée. On est alors peu de temps après l'élection d'Alpha Condé en 2010. « C'est lui qui s'est présenté au général Aboubacar Sidiki Camara, dit Idi Amin », raconte un homme proche de l'entourage du chef du Comité national de rassemblement et du développement (CNRD). Alors directeur de cabinet au ministère de la Défense, Idi Amin a la réputation d'être un « chasseur de têtes ».

Ascension express

Mamady Doumbouya se reconnaît dans le profil de ce Saint-Cyrien cultivé et respecté. « En me voyant, il saura que je suis un soldat », prédit l'ancien légionnaire. C'est Idi Amin qui le présentera à Alpha Condé, racontent aujourd'hui plusieurs de ses proches, même si l'ancien président affirme ne l'avoir « jamais recruté ».

C'est pourtant bien là que débute l'ascension express de ce natif de Kankan – il est malinké, comme le chef de l'État. Il sera un temps instructeur du Bataillon autonome de la sécurité présidentielle – celui-là même qu'il combattrait une décennie plus tard, pour renverser Alpha Condé.

La suite de son parcours est erratique. Selon nos



● ● ●
Jeune soldat, il a eu du mal à se faire accepter dans cette armée dont il est devenu de facto le commandant.

Le président du Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD) sortant d'une réunion avec des représentants de la Cedeao, à Conakry, le 17 septembre.



JOHN WESSELS/AFP

→ informations, l'homme passe alors plusieurs années entre son pays d'origine, où il sera notamment envoyé en formation en Guinée forestière, puis stationnera à Kindia, et la France, où réside son épouse, sous-officière de gendarmerie, avec laquelle il a trois enfants. Le légionnaire, qui n'a pas fait d'école d'officiers, enchaîne les formations.

En 2013, il est envoyé à l'école d'application d'infanterie de Thiès, au Sénégal. En 2014, il effectue un stage à l'Institut des hautes études de défense nationale en France. Quatre ans plus tard, il reçoit le brevet d'études militaires supérieures de l'École de guerre, à Paris. Il est alors promu en tant que commandant des forces spéciales, l'unité d'élite chargée du contre-terrorisme. Si vite.

Depuis, le lieutenant-colonel jouit de la réputation d'un homme courageux, respectueux de la hiérarchie et proche de ses hommes. « Il s'occupe de sa troupe comme de ses enfants, les place tous sur un pied d'égalité, et fait siens leurs problèmes. En retour, ils sont prêts à tout pour lui », confie un politique. Toujours devant lors des exercices militaires, toujours le premier à agir lorsque la situation l'impose.

Un entourage solide

Mamady Doumbouya est attendu au tournant, et il le sait. Comment composer avec les ex-membres de gouvernement parmi lesquels figurent (comme l'ancien ministre de la Défense Mohamed Diané) ceux qui alertaient hier Alpha Condé de son ascension fulgurante ? « Il a une qualité essentielle : il sait reconnaître ses limites et s'entourer des bonnes personnes », estime un ancien ministre proche du premier cercle du chef du CNRD. Idi Amin, tout d'abord. En congé de son poste d'ambassadeur à Cuba, il est arrivé à Conakry une semaine après le coup d'État et est pressenti pour jouer un rôle clé dans la transition. Tout comme deux des proches de Doumbouya, considérés comme des « intellos » au sein de l'armée : son ami Balla Samoura, ex-directeur régional de la gendarmerie de Conakry, présenté comme le numéro

deux de la junte, et le colonel Amara Camara, porte-parole du CNRD, directeur de l'école militaire interarmées de Manéah, à Coyah.

Il demeure une question cruciale : de quelles aides a bénéficié le lieutenant-colonel pour mener son putsch ? Qu'est-ce qui a provoqué sa décision ? Plusieurs anciens responsables évoquent la frustration de Doumbouya lorsque son unité a été écartée de la capitale et privée d'une partie de ses moyens. « On ne crée pas des problèmes à quelqu'un muni d'une kalachnikov », plaisante l'un d'entre eux. « Il avait les armes, il avait les opportunités. Ce n'est pas le plus âgé, ni le plus gradé, mais c'est celui qui avait le courage d'agir », estime un ancien ministre.

Le charismatique militaire, qui rêve de « faire l'amour à la Guinée »,



« Il avait les armes, il avait les opportunités. Ce n'est pas le plus âgé, ni le plus gradé, mais c'est celui qui avait le courage d'agir. »

jouit d'une popularité massive, mais fragile. N'a-t-il pas, lui aussi, participé au système répressif mis en place par Alpha Condé lors de la campagne pour le troisième mandat, en 2020 ? Certains mauvais souvenirs, comme la mise au pas des mutins du camp de Samoréya, semblent pour l'instant occultés.

« Il fait aujourd'hui l'unanimité, mais il y a fort à parier que ça ne va pas durer, alerte une source au fait des négociations. Il faut des résultats très vite. » Trois semaines après le putsch, les consultations se multipliaient en coulisses. Mais pas depuis le palais présidentiel, déserté depuis le 5 septembre dernier : le militaire craint les mauvais sorts qui ont pu lui être laissés par ses anciens occupants. ●

Marième Soumaré
avec Diawo Barry, à Conakry



Angélique Kidjo

La chanteuse béninoise est la seule Africaine francophone du classement 2021 des 100 personnalités les plus influentes établi par le magazine *Time*.



Nizar Baraka

Le secrétaire général de l'Istiqlal a remis son parti, arrivé troisième aux élections générales, au centre du jeu politique marocain.



Simone Gbagbo

L'ex-première dame ivoirienne s'est vu proposer un rôle très secondaire dans les travaux pour la création du nouveau parti de Laurent Gbagbo.



Werrason

Le concert de l'artiste congolais du 25 septembre, au Zénith, a été annulé par la préfecture de police de Paris. Elle craignait des troubles des opposants de la diaspora.

DE HAUT EN BAS: BRUNO LEVY POUR J.A.; NAOUFAL SBAOU; REBECCA BLACKWELL/APS; PER-ANDERS PETTERSSON/GETTY IMAGES



BOLLORE
TRANSPORT & LOGISTICS

**Je participe
chaque jour aux
développements
de mon pays.**

BERTINE TETCHI
AGENT DE CIRCULATION

CRÉER *plus* POUR DÉVELOPPER LES ÉCHANGES INTRA-AFRICAINS

Bolloré Transport & Logistics opère le premier réseau de logistique intégrée du continent et investit pour fluidifier la circulation des biens et des personnes. Le rail, la route, les fleuves, sont autant de solutions qui permettent le désenclavement des pays sans façade maritime. Le chemin de fer en particulier est une alternative écologique à la route qui réduit la congestion, dans un contexte d'urbanisation et de développement des villes africaines.

NOUS FAISONS BIEN *plus* QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

François Beya

Puissant « monsieur sécurité » du président congolais Félix Tshisekedi, cet homme aussi discret qu'incontournable intervient dans les dossiers les plus sensibles.

1 Mobutu

Pur produit des renseignements, il a d'abord été recruté par Seti Yale, le conseiller à la sécurité de Mobutu. À ses côtés, il gravit les échelons au sein du Centre national de documentation (anciennement Agence nationale de renseignements, [ANR]) puis du Conseil national de sécurité (CNS). Avant la chute du maréchal, en 1997, Beya dirigeait le cabinet d'Honoré Ngbanda, l'un des plus fidèles « sécurocrates » de Mobutu.

2 Shin Beth

Il est envoyé se former au Shin Beth, le contre-espionnage israélien, puis multiplie les formations et développe son réseau à travers l'Afrique, mais aussi en Europe et aux États-Unis.

3 Exil

Comme de nombreux cadres de l'ère Mobutu, il quitte le pays à l'arrivée de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), en 1997, et s'installe en Europe. À Kinshasa, sa résidence est occupée par des soldats de la rébellion de Laurent-Désiré Kabila. Il revient finalement au Congo et est rapidement adoubé par Didier Kazadi Nyembo, l'administrateur général de l'ANR qui en fait son directeur de cabinet.

4 « 1+4 »

Le réseau de celui que l'on surnomme « Fantomas » est aussi familial. Son beau-frère est Arthur Z'ahidi Ngoma, l'un des vice-présidents du régime « 1+4 », entre 2003 et 2006. Ce dernier le nomme d'abord conseiller à la sécurité avant de lui confier

le poste de directeur général adjoint de la Direction générale de migration (DGM).

5 Joseph Kabila

Avant d'être recruté par son beau-frère, Beya avait approché Vital Kamerhe, alors secrétaire général du PPRD, le parti de Kabila. Il lui avait promis de l'introduire auprès du raïs. La rencontre ne s'était pas concrétisée, mais, au lendemain des élections de 2006, Beya est reconduit comme numéro deux de la DGM avant d'en prendre les rênes. Il demeure aux côtés de Kabila jusqu'à l'accession au pouvoir de Tshisekedi.

6 Réseau Makutano

Il a ses entrées dans les milieux d'affaires. Ambroise Tshiyoyo, le président de la chambre de commerce franco-congolaise, est son cousin. Ce dernier est marié à Nicole Sulu, fondatrice du réseau d'affaires Sultani Makutano et gérante

de l'hôtel Sultani, où Beya possède des bureaux. C'est notamment grâce au carnet d'adresses de Beya que ce think tank a construit son succès.

7 Mandataire

Son grand frère, Constantin Tshiyombo, ancien banquier basé à Kigali, a été nommé le 14 juillet à la tête du conseil d'administration du Fonds pour la promotion de l'industrie.

8 Union sacrée

Il a joué un rôle essentiel dans la mise en place de l'Union sacrée et a été sur tous les fronts pour permettre à Tshisekedi de reprendre le pouvoir qu'il partageait avec son prédécesseur. Il est également en contact avec plusieurs personnalités politiques de premier plan, dont Kabila, Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba.

9 Ennemis

Des détracteurs, il en compte beaucoup, que ce soit dans le camp présidentiel, où il entretient des relations délicates avec Jean-Marc Kabund, le puissant président de l'UDPS (parti présidentiel), ou au FCC (opposition), où certains l'accusent d'avoir joué un rôle dans la mise à l'écart de ses anciens collègues des services, dont Kalev Mutondo et John Numbi, aujourd'hui en cavale.

10 Centrafrique

Il dispose de solides contacts à Bangui, notamment celui du président Touadéra qui l'a d'ailleurs décoré de l'Ordre national du mérite centrafricain en 2019. Il aurait aussi fait office de médiateur, début 2020, entre Faustin-Archange Touadéra et son prédécesseur, François Bozizé, aujourd'hui dans le maquis. ●

Romain Gras



SAAD POUR JA

Si on avance si vite dans les **services financiers**, c'est sûrement parce qu'on vient du **mobile**.

Plus de 60 millions de personnes à travers le monde font confiance à Orange Money. Depuis son lancement en Côte d'Ivoire il y a 13 ans, Orange Money s'est hissé au rang des leaders mondiaux du secteur, avec l'ambition d'être l'acteur de référence de l'inclusion financière en Afrique et au Moyen-Orient.

#OrangeMoney

**Vous rapprocher
de l'essentiel**



Cyril Ramaphosa

– 68 ans –

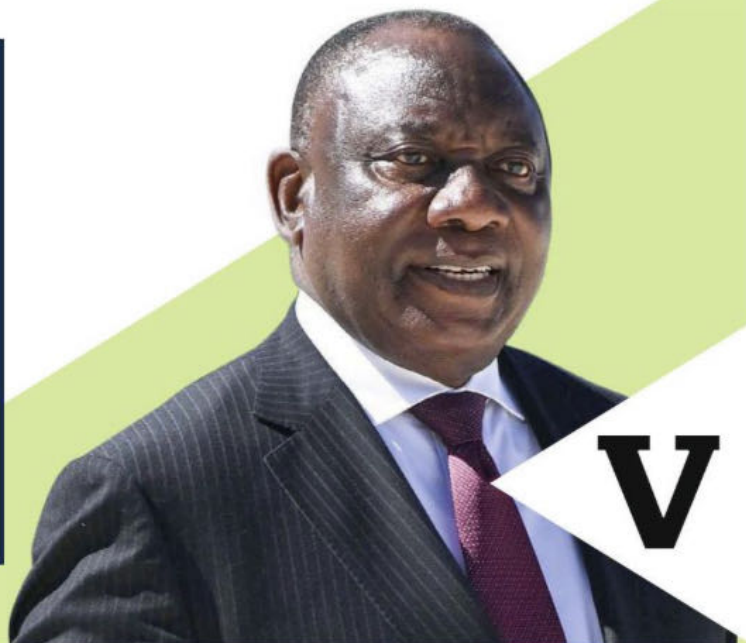
AVANTAGE

Président normal après des années de scandales, il est cette figure paternelle qui réconforte, ou sermonne.

FAIBLESSE

Rigide, il semble figé par le sérieux de la fonction.

DAVID FISHER/SHUTTERSTOCK/SIPA



Une si fraîche camaraderie

Le 17 septembre, la justice sud-africaine a confirmé la condamnation de l'ancien président à quinze mois de prison ferme. Un tournant dans son bras de fer avec l'actuel chef de l'État.

Même les pires rivaux se donnent du « camarade ». C'est l'appellation d'usage entre militants du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir en Afrique du Sud. C'est donc au « camarade Jacob Zuma » que Cyril Ramaphosa adresse ses vœux de « prompt rétablissement » au lendemain de la sortie de prison de l'ancien chef de l'État, le 5 septembre, pour raisons médicales. Cordial et sobre, le président n'a jamais donné l'air de vouloir tirer profit des ennuis de son prédécesseur.

Condamné à quinze mois de réclusion pour avoir fait obstruction aux enquêtes anticorruption, Jacob Zuma a été incarcéré le 7 juillet. « Un triste jour dans l'histoire du mouvement », commente alors Cyril

Ramaphosa, en pensant à son parti. L'incarcération de « JZ » est l'aboutissement d'un long bras de fer judiciaire et politique dans lequel Ramaphosa s'est personnellement investi. Avec les cadres de l'ANC, il a fait pression sur Zuma pour le convaincre de se présenter devant les juges. En vain. Zuma refuse de se soumettre à une commission qu'il qualifie de « partielle ». Il voit dans cette instance – qu'il a lui-même créée – un instrument politique destiné à le discréditer.

Car ce qui est en jeu avec la commission anticorruption Zondo, c'est précisément le récit de ses deux mandats (2009-2018), marqués par un très haut niveau de corruption. « Neuf années gâchées », torpillait Cyril Ramaphosa en 2019 à Davos. Jacob Zuma contre-attaque : « Ceux qui qualifient la dernière

décennie « d'années gâchées » feraient bien de se rendre compte qu'ils ne parlent pas seulement de moi. Ils se pointent aussi du doigt. » Touché.

Divorce à la Saint-Valentin

Cyril Ramaphosa a en effet traversé cette « décennie perdue » bras dessus bras dessous avec Jacob Zuma, en tant que vice-président du pays (2014-2018) et de l'ANC (2012-2017). Le 11 août, la commission l'interroge sur sa responsabilité dans la faillite du pouvoir. « J'aurais pu choisir de démissionner. Mais cela aurait diminué mes possibilités de contribuer au combat contre la capture d'État », se défend-il.

De l'intérieur, Ramaphosa a organisé la chute de son patron. Fraîchement élu président de l'ANC, il pousse Zuma à la démission le



Jacob Zuma – 79 ans –

AVANTAGE

Tribun populiste, l'ancien chef de l'État est un *showman*, un blagueur, chanteur et danseur.

FAIBLESSE

Deux mandats marqués par un très haut niveau de corruption.

MICHELE SPATARIA/AFR

14 février 2018. Divorce politique un jour de Saint-Valentin.

Les deux hommes formaient un couple dépareillé. Jacob Zuma le tribun populiste est un *showman*, un blagueur, chanteur et danseur malgré ses 79 ans et son embonpoint.

Son arrestation a plongé le pays dans une explosion de violence inédite depuis la fin de l'apartheid.

Ramaphosa, son benjamin de dix ans, est plus rigide, comme figé par le sérieux de la fonction. Avec la crise liée au Covid-19, ses multiples apparitions télévisées lui valent parfois le surnom d'« oncle Cyril ». Président normal après des années de scandales, il est cette figure paternelle qui reconforte ou sermonne.

Le passage de l'un à l'autre en février 2018 ne scinde pas le pays.

« Nous allons faire en sorte que tout se passe bien, pour que la nation ne soit pas divisée », assurait Ramaphosa quelques jours avant le coup fatal. Au soir de sa déchéance, Zuma lance un dernier avertissement : sa démission pourrait « mettre beaucoup de gens en colère ». Son arrestation, au mois de juillet, a plongé le pays dans une explosion de violence inédite depuis la fin de l'apartheid.

Ce sont les soutiens de Zuma qui allument la mèche en bloquant des axes routiers. Puis la pauvreté et les restrictions liées à la lutte contre le Covid-19 génèrent une semaine de pillages et de destructions. Bilan : environ 1,5 milliard d'euros de dommages. C'est la pire crise du mandat de Cyril Ramaphosa. « Faire le ménage ne sera pas une mince affaire », anticipait-il dès janvier 2018 dans une interview accordée à Bloomberg. « Notre peuple réclame un gouvernement propre et c'est ce que nous allons lui donner », promettait-il depuis Davos.

Test en novembre

Malgré les remous, la lessiveuse est bien en marche au sein du parti.

Ace Magashule, secrétaire général de l'ANC depuis 2017 et soutien de Jacob Zuma, a été suspendu en mai pour cause de procès pour corruption. Le 9 septembre, Carl Niehaus, membre du bureau de Magashule et bruyant défenseur de Jacob Zuma, est mis à la porte du siège de l'ANC à Johannesburg.

« À la manière de dominos, tous les obstacles potentiels à la réélection de Cyril Ramaphosa sont tombés, analyse Eric Naki, journaliste du quotidien sud-africain *Citizen*. En s'affirmant sur les questions de corruption et de discipline interne, Ramaphosa a vu s'effondrer la base de soutiens fidèles à Zuma. » Éditorialistes et politologues notent l'amenuisement, voire la mort de la faction qui s'opposait à Ramaphosa au sein de l'ANC depuis 2017.

Un diagnostic qui ne dit rien de l'état réel du parti. L'ANC subira un premier test le 1^{er} novembre, à la faveur des élections locales. En plus de regagner la confiance des électeurs, Ramaphosa devra rassurer ses militants. Le parti fait face à des difficultés financières. Un terreau fertile pour toute opposition. ●

Romain Chanson, à Johannesburg

... Y'en a marre est né

Fadel Barro



JEAN-MARC PAU POUR JA

Alors que deux cofondateurs du mouvement citoyen sénégalais viennent d'être placés sous mandat de dépôt dans une affaire de trafic de passeports, son ancien porte-parole revient sur le jour – ou plutôt la nuit – de sa création.

Y'en a marre a été créé dans la nuit du 15 au 16 janvier 2011. À l'époque, j'étais journaliste à *La Gazette*, un magazine sénégalais d'investigation. Souvent, le soir, je retrouvais des amis originaires, comme moi, de Kaolack : Thiat et Kilifeu, du groupe de rap Keur Gui, Sofia ou Aliou Sané, avec qui je vivais en colocation.

Thiat était friand des révélations de *La Gazette* à propos des affaires politico-financières. Dans mon appartement dakarois, aux Parcelles assainies, on refaisait le monde. Ce soir-là, après le boulot, on buvait le thé en discutant. Et, vers 2 heures du matin, on a subi une coupure de courant interminable. À l'époque, les « délestages » étaient fréquents et pouvaient durer jusqu'à dix-huit heures d'affilée.

Je taquinais mes amis rappeurs : « Votre musique, là, ça ne sert pas à grand-chose. En ce moment, vos fans ne peuvent même pas vous écouter ! » Et eux me rétorquaient : « À quoi ça sert d'être journaliste si tu ne t'adresses qu'à une poignée de

lecteurs de l'élite qui ont les moyens d'acheter le journal et ont l'instruction suffisante pour lire tes articles en français ? »

Nous avons alors décidé de créer un mouvement indépendant des partis et des syndicats. Notre nom est venu naturellement dans la discussion. On a dit : « Y'en a marre ! » Marre des coupures de courant, contre lesquelles le régime d'Abdoulaye Wade demeurait impuissant. Marre aussi de nous-mêmes, qui restions les bras croisés tandis que le pays sombrait dans l'abîme. Nous avons rédigé notre première déclaration et convié les médias à une conférence de presse sur la place du Souvenir. Nous interpellions nos concitoyens : y'en a marre quand ? Y'en a marre où ? Y'en a marre de qui ? Nous nous adressions en priorité à la jeunesse, et nous lui annoncions que si elle entendait ce cri, nous définirions une stratégie pour trouver des solutions.

L'association n'a existé juridiquement qu'en 2013 car le régime de Wade ne nous a jamais délivré de récépissé ; et celui de Macky Sall a tardé à le faire. Ce n'est qu'en juin 2013, à la veille de la visite

à Dakar de Barack Obama, que nous l'avons obtenu. Le président américain avait annoncé qu'il comptait nous recevoir. Y'en a marre est issu de la critique de toutes ces formes légalisées de représentation qui, selon nous, avaient échoué, et que nous estimions exsangues et inopérantes.

Tache d'huile

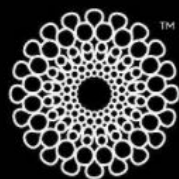
Vers 3 heures du matin, ce 16 janvier, nous avons envoyé le communiqué aux médias pour leur donner rendez-vous deux jours plus tard. Dès le lendemain, Keur Gui a invité les rappeurs sénégalais (Xuman, Simon, Fou malade...) à rejoindre le mouvement.

Ce 18 janvier 2011, les policiers sont venus, eux aussi. Ils ont interrompu la conférence de presse et nous ont arrêtés. Mais notre nom était tellement conforme au ras-le-bol des Sénégalais que le projet a fait tache d'huile. Il nous fallait rompre avec l'éternel fatalisme des Sénégalais : nous avons donc rédigé des plaintes symboliques, que nous faisions signer à nos compatriotes. Il s'agissait de désigner un responsable. Et, en ce temps-là, le coupable avait pour nom Abdoulaye Wade.

Les bases que nous avons posées cette nuit-là annonçaient la mobilisation du 23 juin, à Dakar, contre son projet controversé de Constitution. Pour nous, l'enjeu était d'aboutir, en 2012, à une alternance qui ne serait pas phagocytée par les partis politiques, mais émanerait des citoyens eux-mêmes. ●

Propos recueillis par Mehdi Ba

Nous en avons aussi marre de nous-mêmes, qui restions les bras croisés tandis que le pays sombrait.



EXPO 2020
DUBAI UAE

EXPO DUBAI 2020 CÉRÉMONIE D'OUVERTURE **30 SEPTEMBRE 2021**

REGARDEZ L'ÉVÈNEMENT EN DIRECT
virtualexpo.world

19:30 HEURE LOCALE EAU
15:30 (GMT)

Participez à la création d'un monde nouveau



WORLD
EXPO

OFFICIAL PREMIER PARTNERS

accenture

cisco

DP WORLD

Emirates NBD

etisalat

Etihad

G42

mastercard

ORAS

PEPSICO

SAP

SIEMENS

TERMINUS
特爾斯

Chems-eddine Hafiz

« Il n'y a pas d'islamiste modéré »

Recteur de la Grande Mosquée de Paris depuis 2020, il publie en cette rentrée un Manifeste contre le terrorisme islamiste, où il condamne sans détour et dans son ensemble l'islam politique.

Jeune Afrique : Vous désignez l'islamisme comme le fléau de l'islam, mais au Maroc les islamistes du PJD ont montré leur aptitude à s'intégrer au jeu politique en acceptant leur défaite aux législatives de septembre...

Chems-eddine Hafiz :

L'exception marocaine tient au fait que le souverain est le Commandeur des croyants. Les islamistes sont défavorablement concurrencés par cette légitimité. En outre, ayant pris acte de la victoire parlementaire du PJD [en 2011], le roi a maintenu ses prérogatives, notamment régaliennes.

En Tunisie, les islamistes n'avaient pas les coudées franches, et, en Égypte, Morsi n'a pu aller jusqu'au bout de sa logique. Mais, sans entraves, l'application de l'islamisme, c'est les talibans. L'Algérie a eu l'exemple du Front islamique du salut (FIS), qui, en 1991, allait instaurer une charia dans sa conception la plus stricte.

Il ne peut donc y avoir, selon vous, un islam politique modéré ?

Il n'y a pas de modérés en islamisme, comme il n'y a pas de musulmans modérés : il y a des musulmans, comme moi, et il y a l'islamiste, qui va instrumentaliser la religion à des fins de pouvoir. Après le 11 Septembre, ce sont les islamistes qui ont établi les normes du bon et du mauvais musulman, que je suis à leurs yeux. Alors que les valeurs de l'islam sont l'éthique,

la bienveillance, l'humilité et la compassion, l'islamiste, lui, estime être seul dans le vrai et place son projet de pouvoir au-dessus de tout. C'est une approche totalitaire.

La rupture entre la Grande Mosquée de Paris sous rectorat algérien et le Conseil français du culte musulman sous présidence marocaine serait-elle l'écho de la crise algéro-marocaine ?

Nous sommes tous frères en islam. Lorsque l'on est au minbar, on ne demande à personne son passeport. Je ne veux pas importer ce type de problèmes, bien au

● ● ●
Tous les musulmans sont frères. Nos diasporas doivent montrer l'exemple de la fraternité.

contraire, et nos diasporas doivent montrer l'exemple de la fraternité. Et quand certains soulignent que je suis l'avocat du Polisario, il ne faut pas exagérer : j'ai été l'avocat d'une foule de personnes, et le Polisario fait partie de ceux que j'ai défendus, pendant six mois. Je ne veux pas tomber dans ces polémiques, nous sommes dans le domaine religieux, nous devons y rester. ●

**Propos recueillis par
Laurent de Saint Périer**



ERIC TSCHAELEN/REA



CAISSE RÉGIONALE
DE REFINANCEMENT
HYPOTHÉCAIRE

La CRRH-UEMOA élargit ses refinancements aux SFD de l'UEMOA

✓ Un taux d'intérêt compétitif.

✓ Une durée de 10 ans.

✓ Une assistance technique pour la définition de votre stratégie de financement et l'amélioration de vos procédures de gestion des prêts à l'habitat abordable.

✓ La CRRH-UEMOA : 60 institutions financières actionnaires dont la BOAD, la SFI, Shelter Afrique, la BIDC et 56 banques commerciales de l'UEMOA.

✓ La CRRH-UEMOA : 306 milliards de FCFA mobilisés dont 244 milliards de FCFA décaissés pour la promotion du financement du logement dans l'UEMOA.

✓ La CRRH-UEMOA : Une institution crédible

Notation Moody's en 2020 :

- Note d'émetteur à long terme en monnaie locale : Ba2
- Note d'émetteur à long terme en devises : Ba3

Ces notes font de la CRRH-UEMOA l'institution de l'UEMOA la mieux notée par une agence internationale, après la BAD et la BOAD.

Notation Bloomfield 2020 :

AA+ à long terme et A1+ à court terme pour la troisième année consécutive.

La CRRH-UEMOA détient depuis 2015, la meilleure note attribuée à une institution émettrice sur le marché financier régional, et représente l'une des signatures des plus sûres de l'Union.



Tel : +228 22 23 27 51
+228 22 23 27 22
Fax : +228 22 23 27 52

Nous écrire: infos@crrhuemoa.org
68, avenue de la Libération
BP : 1172 Lomé - Togo
Site internet : <http://crrhuemoa.org/>



[crrhuemoa](https://www.linkedin.com/company/crrhuemoa)



[crrhuemoa](https://www.facebook.com/crrhuemoa)

«Finançons ensemble l'accès à la propriété pour tous».



Louis Armstrong, le Congo et le complot de la CIA

Assassinats ciblés, déstabilisation télécommandée, coups tordus ou mosaïque incongrue de mercenaires et de pouvoirs publics... À défaut d'être sur le coup éventés, les complots secrets de l'interventionnisme occidental finissent par être avoués. À condition d'être patient !

Prenons l'exemple de Louis Armstrong : ce n'est qu'en septembre dernier que le journal britannique *The Guardian* a dévoilé le rôle bien involontaire joué par le chanteur et trompettiste américain dans le Congo des années 1960. Aurait-il chanté *What a Wonderful World* en 1967 s'il avait compris ce qui s'était joué dans son dos quelques années plus tôt, à Léopoldville ?

Le 17 janvier 1961, le Premier ministre déchu Patrice Lumumba est assassiné après avoir été livré au gouvernement katangais de Moïse Tshombe. Au fil des ans, l'Histoire

dévoilera qu'il a été tué par des responsables de la province séparatiste et par des policiers belges. Larry Devlin, l'un des chefs de la CIA chargés de l'Afrique centrale, finira par reconnaître que l'Agence était responsable du coup d'État d'un Mobutu peu suspect de sympathie pour le bloc soviétique.

« Cheval de Troie »

Selon *The Guardian*, Washington aurait fortement incité Armstrong à faire une grande tournée sur le continent, la CIA espérant en profiter pour infiltrer les instances politiques de pays nouvellement indépendants et, dans le cas du Congo, collecter des informations sur la riche province du Katanga.

Deux mois avant le meurtre de Patrice Lumumba, Devlin dînait même avec le couple Armstrong à Léopoldville, à 1,5 km de l'endroit où Lumumba était retenu prisonnier.

Ne pouvant entrer officiellement en contact avec le gouvernement katangais autoproclamé, l'agent de la CIA s'était présenté au trompettiste comme un simple attaché politique de l'ambassade américaine désireux de faciliter sa tournée. C'est sous le couvert de cet événement qu'il aurait obtenu des informations stratégiques sur la province séparatiste. Autrement dit, Louis Armstrong a été utilisé comme « un cheval de Troie ».

À l'origine de ces nouvelles révélations, la chercheuse londonienne Susan Williams affirme que l'artiste « aurait été horrifié » d'apprendre la manipulation, tant il était de tous les combats contre le racisme et l'impérialisme.

Il sera à ce point marqué par son voyage africain que le Congo lui inspirera en partie la comédie musicale *The Real Ambassadors*. ●

Damien Glez

GRAND PRIX MONDIAL **HASSAN II** DE L'EAU

COOPÉRATION ET SOLIDARITÉ DANS LES DOMAINES
DE LA GESTION ET DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU

DAKAR, MARS 2022

CLÔTURE DES CANDIDATURES : 31 DÉCEMBRE 2021

www.hassan2gwwp.org

LE SOUS-THÈME DE LA 7^{ÈME} ÉDITION :

« LA SÉCURITÉ DE L'EAU DANS LES TERRITOIRES
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ».



Coup sur coup

Des tirs retentissent dans la capitale, le chef de l'État est arrêté ou fuit le pays quand il le peut, un gradé apparaît sur les écrans pour revendiquer la prise de pouvoir au nom, le plus souvent, de la restauration de la démocratie... Si l'on a pu penser un temps que la « tradition » des coups d'État était un mauvais souvenir sur le continent, ces derniers mois ont apporté un cinglant démenti aux optimistes. La chute d'Alpha Condé en Guinée, renversé par le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, les coups d'État menés à Bamako par Assimi Goïta contre Ibrahim Boubacar Keïta, d'abord, puis contre Bah N'Daw... Et ces putschs ne sont que les derniers d'une longue série.

Trente putschs

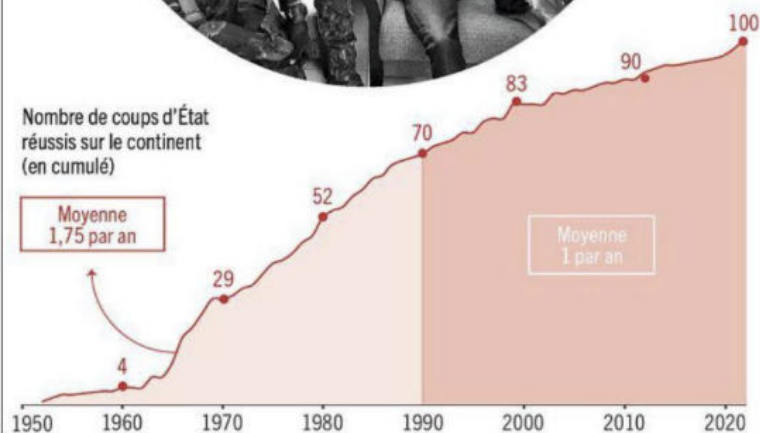
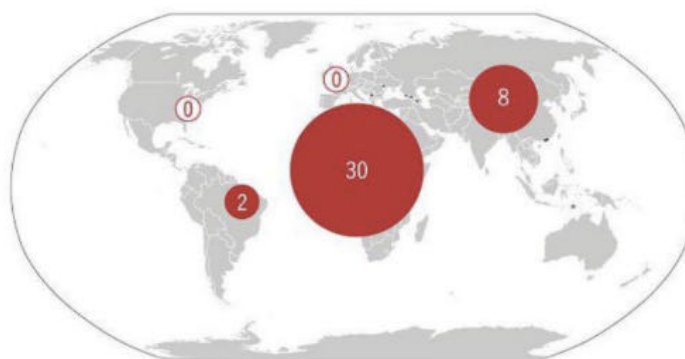
À l'orée des années 1990, un vent d'espoir s'était pourtant levé dans la foulée des conférences nationales ayant ouvert la voie au multipartisme dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. Allait-on enfin voir l'alternance se faire par les urnes dans le cadre de scrutins transparents et de campagnes équitables ?

Las, ces trente et une dernières années, le continent a été le théâtre de trente putschs. Trois coups d'État sur quatre dans le monde ont lieu sur le continent, et le bilan est pire encore si l'on resserre la focale sur la seule Afrique de l'Ouest : Guinée, Mali, Niger ou encore Guinée-Bissau... Retour sur trente années d'instabilité chronique. ●

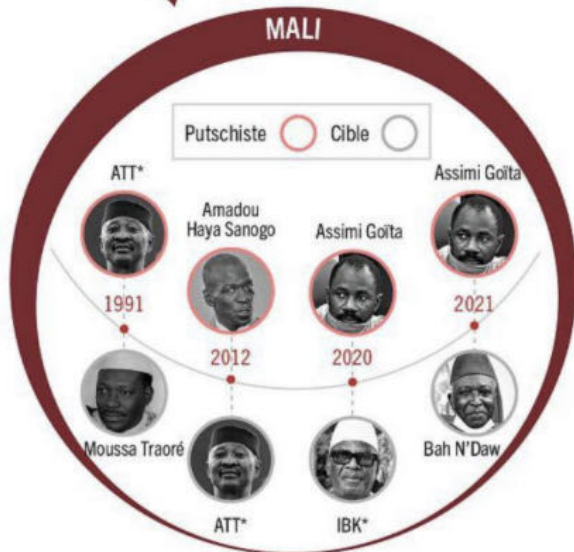
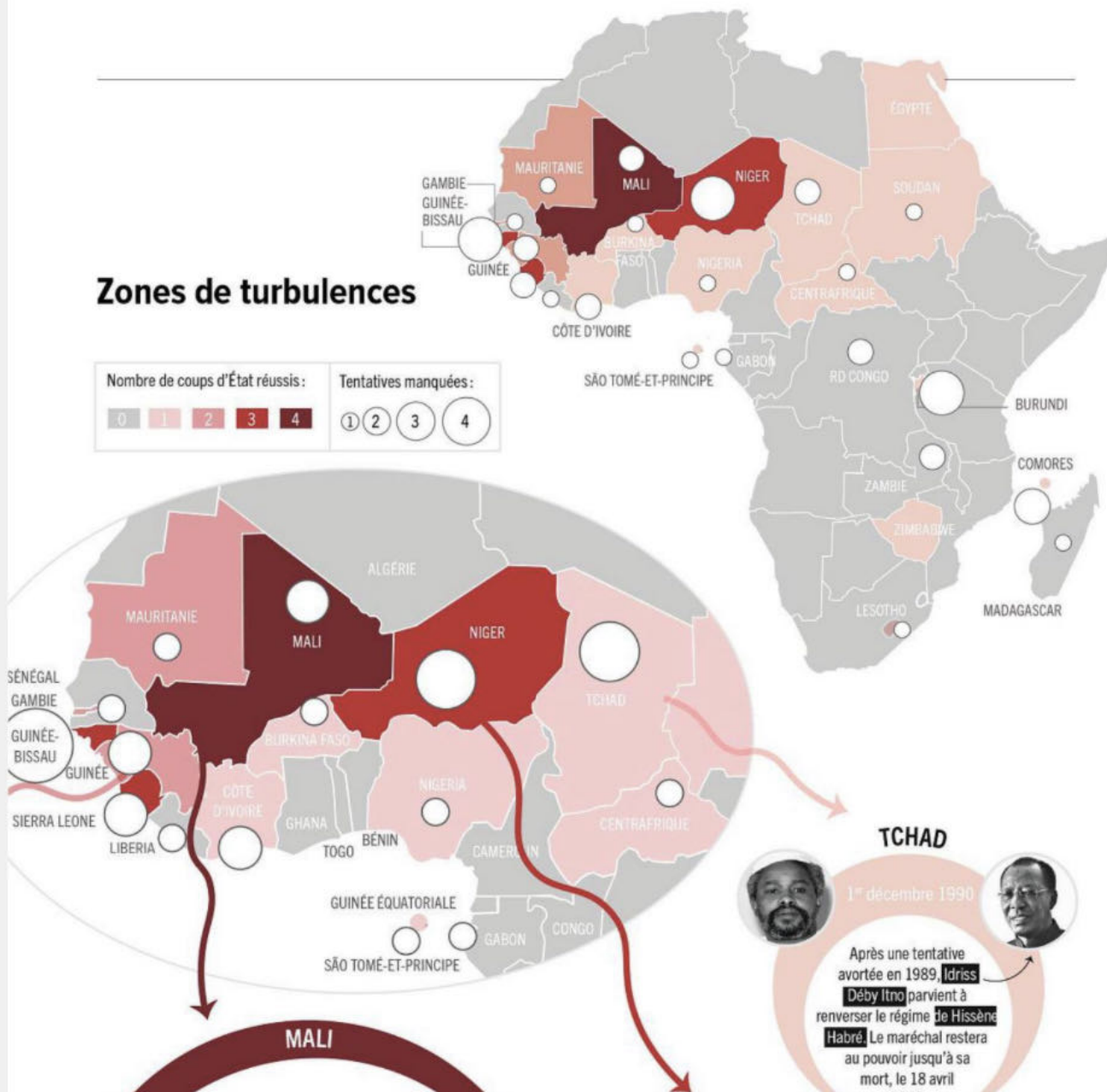
Marie Toulemonde

Ne sont pris en compte que les coups d'État menés par des membres de l'armée régulière, ce qui explique l'absence de la chute du maréchal Mobutu et de celle de François Bozizé.

L'Afrique concentre 75 % des putschs depuis 1990



Zones de turbulences



* Amadou Toumani Touré (ATT), Ibrahim Boubacar Keita (IBK)



Le roi, l'argent et le Premier ministre François Soudan

Depuis le 10 septembre 2021, les quelque 37 millions de Marocains ont pour Premier ministre le détenteur de la première fortune privée du royaume. Énoncé comme cela, ce *matter of fact* tend a priori à donner raison aux adversaires de Aziz Akhannouch, qui à fleurets démouchetés lui ont reproché, ainsi qu'à son parti, le Rassemblement national des Indépendants (RNI), une « utilisation obscène de fonds » afin d'« inonder la scène politique avec de l'argent », tout au long de la campagne qui a précédé les élections générales du 8 septembre. S'il est vrai que, comme l'écrivait Jules Michelet, « la politique est l'art d'obtenir l'argent des riches et les suffrages des pauvres, sous le prétexte de les protéger les uns des autres », le RNI et son chef ont gagné sur toute la ligne : ils ont dépensé plus que tous leurs concurrents réunis et remporté haut la main les scrutins, lesquels n'ont été entachés que de très marginales irrégularités.

S'il est indéniable qu'au Maroc comme ailleurs l'argent est au cœur du jeu politique, réduire des

élections démocratiques comme celles du 8 septembre à une simple affaire de troc et de rétribution est évidemment simpliste, donc erroné. L'érosion de l'assise populaire des islamistes du PJD, laquelle a débouché sur leur retentissante déroute électorale, est un phénomène objectif, tout comme l'est la réussite spectaculaire de

● ● ●
Nul doute que Aziz Akhannouch veillera à ce que les intérêts de son groupe ne bénéficient pas indûment de ses nouvelles fonctions.

l'OPA lancée par Aziz Akhannouch sur un « parti de l'administration », refuge de notabilités rurales et de professionnels de l'affairisme, transformé en moins de cinq ans en une formation jeune, urbaine,

moderne, féminisée et digitalisée. Sa campagne de terrain, certes onéreuse, a été remarquable en ce sens qu'il a su conquérir une partie significative des classes moyennes en jouant sur ce qui était jusque-là la grande force du populisme islamiste : les émotions. En s'éloignant du discours technocratique classique et réputé insensible au social au profit de thématiques de respect et de dignité attentives aux réalités sensiblement vécues, le patron du RNI est entré en résonance avec le paysage émotionnel du Maroc, renvoyant du même coup un PJD, déchiré entre les déceptions de sa base et son incapacité à séduire l'establishment, dans un ghetto de passions tristes fait de défiance et de désunion internes, bien loin de l'espoir qu'il incarnait il y a dix ans.

Berbère

Aziz Akhannouch, 60 ans, est un milliardaire chef de gouvernement. Soit. Douzième fortune d'Afrique, 1 576^e mondiale, avec des avoirs estimés à 2 milliards de dollars selon *Forbes*, époux qui plus est d'une femme d'affaires elle aussi prospère. Est-ce pour autant un mal pour l'économie et le développement du Maroc ? Rien n'est moins sûr. Le fils de Oulhaj Akhannouch, commerçant avisé, notabilité du nationalisme berbère et de la lutte anticoloniale, n'est pas le premier homme d'affaires à accéder à la primature : Karim Lamrani et Driss Jettou notamment l'y ont précédé et figurent parmi les meilleurs Premiers ministres que le Maroc ait connus. En outre, dès son entrée au gouvernement, en 2007, il a démissionné des postes d'administrateur et de manager des sociétés qui lui appartiennent, lesquelles, dit-il, ne lui versent plus aucun revenu, tout comme il a renoncé à percevoir son salaire de ministre. Sa phrase, prononcée il y a deux ans dans une interview à *Jeune Afrique* – « plutôt que de stigmatiser les hommes d'affaires qui s'engagent en politique, mieux

vaut se méfier de ceux qui entrent en politique pour en ressortir hommes d'affaires » –, sonne plutôt juste. Quant aux obscures campagnes d'opinion et de boycottage, menées en 2015 puis en 2018 concernant les pratiques jugées anticoncurrentielles de sa société Afrikaia, leader sur le marché de la distribution de carburants, elles n'ont manifestement pas dissuadé les électeurs de voter pour son parti. Outre ses qualités managériales exprimées depuis près de quatorze ans à la tête d'un portefeuille particulièrement sensible au Maroc (Agriculture, Pêche, Développement rural), le nouveau Premier ministre présente aussi l'avantage de représenter ce que les politologues Tozy et Hibou qualifient de « l'une des plus belles trajectoires d'ascension des hommes des confins »*. Natif de Tafraout, dans les marges berbérophones de l'Anti-Atlas, fils d'un self-made-man soussi investi à la fois dans le négoce et la politique, Aziz Akhannouch reste très ancré dans la société locale, ce qui l'a toujours distingué de l'élite technocratique de la finance et de l'économie, intégrée dans les cercles du pouvoir à travers notamment la holding royale.

Fortune

Fruit d'une opération de conquête lancée en 2016, au lendemain de la reconduction du PJD à la tête du gouvernement, la victoire du RNI satisfait à n'en point douter la monarchie. Il n'est un secret pour personne que, en dépit des efforts des islamistes pour se rendre compatibles, leur vision de l'évolution de la société marocaine ne correspondait pas à celle du roi, lequel les a néanmoins laissés gouverner jusqu'à la lie. Mais si la compétence et l'éthique de responsabilité d'Aziz Akhannouch ne souffrent guère de doute, la simple équation Premier ministre-première fortune ne peut que poser le problème du rapport (voire de la confusion) entre le pouvoir et l'argent aux yeux d'une opinion



Aziz Akhannouch reçu par le roi Mohammed VI, le 10 septembre, au palais royal de Fès.

AZZOUZ BOUKALLOUC/AFAP

prompte à faire la différence entre la fortune du souverain – considérée comme consubstantielle à la monarchie, donc quasiment de droit – et celle de ses serviteurs, souvent jugée suspecte. Il existe certes au Maroc tout un dispositif de contrôle des conflits d'intérêts, fort d'une demi-douzaine de conseils et d'instances indépendantes qui ne demandent qu'à être réactivés. Surtout, Mohammed VI lui-même a maintes fois démontré qu'aucun puissant n'était intouchable en son royaume. Si les errements de la « chasse aux riches » menée au milieu des années 1990 par un certain Driss Basri n'ont heureusement jamais été dupliqués, l'utilisation par le Palais des rapports de la Cour des comptes et la quasi-institutionnalisation des « colères royales » ont coûté leur poste à une dizaine de grands commis et de technocrates d'élite au service du Makhzen. Fin analyste des maux dont souffre la société marocaine, M6 est aussi un homme capable de trancher, les problèmes comme les têtes (au sens figuré, on l'aura compris).

Aziz Akhannouch ne l'ignore pas et nul doute qu'il se montrera très attentif à ce que le groupe Akwa ne bénéficie pas indûment de sa nouvelle fonction. Soucieux de son image, il se sait particulièrement scruté sur ce point, tout comme il s'attend à être rapidement jugé sur son bilan social. Même si elle a été bien gérée sur le plan sanitaire, la pandémie de Covid-19 a fait exploser la pauvreté en milieu urbain et accru les inégalités déjà fortes entre les citadins et les ruraux. Illustration de cette disparité : un cinquième des Marocains accaparent plus de la moitié des revenus annuels perçus dans le pays. C'est justement pour réduire ces écarts sociaux que le nouveau modèle de développement impulsé par le roi a été conçu. Et c'est à l'homme le plus fortuné du royaume que revient la lourde tâche de le mettre en œuvre. Un paradoxe peut-être. Mais pas forcément une contradiction (*lire aussi pp. 82-89*). ●

* *Tisser le temps politique au Maroc*, Karthala, 2020



Joël Té-Léssia Assoko

Rédacteur en chef adjoint à Jeune Afrique

Le coût d'un putsch

Aussi tentante soit-elle, l'équation posant coup d'État égale catastrophe économique est moins univoque qu'on ne le croit, en tout cas à court terme. Dans une très influente étude, déployant un luxe d'outils économétriques, les économistes américains John Londregan et Keith Poole concluaient, en 1990, que les coups d'État « survenus dans un passé récent n'ont aucun effet systématique sur le taux de croissance des revenus ». Réexaminant les données historiques, des spécialistes scandinaves des inégalités jugeaient, en octobre 2020, que « les coups d'État réussis ont un impact positif significatif sur les parts de consommation du quintile inférieur [de la population] et un impact négatif important sur le quintile supérieur ». Autrement dit, sur le court terme, les populations pauvres en profitent, tandis que les plus riches sont sous pression, « ce qui explique en partie leur popularité persistante dans les pays en développement à forte inégalité ».

Mais, ajoutaient aussitôt ces experts, « l'effet redistributif est plus élevé pour les [renversements de pouvoir] civils que pour les coups d'État militaires, tout

en soulignant les conséquences négatives à long terme sur la croissance globale et le revenu par habitant. Cette conclusion est proche des résultats d'une étude du Stockholm Institute of Transitions Economics, selon laquelle : « lorsqu'ils renversent des dirigeants démocratiques, les coups d'État non seulement ne parviennent pas à promouvoir les réformes économiques ou à empêcher l'apparition de

Lorsqu'ils renversent des démocrates, les coups d'État ont des effets négatifs sur l'économie.

crises financières et l'instabilité politique, mais ils ont également des effets négatifs importants sur [...] la santé, l'éducation et l'investissement. »

Tel est, in fine, le prix économique réel d'un coup d'État. La dégradation des perspectives économiques de la nation, des efforts à renouveler sans cesse, à chaque soubresaut,

pour regagner la confiance des investisseurs, des contrats dont la validité juridique autant que la maturité financière restent éternellement incertaines. En surplomb de toutes ces incertitudes pèse une sorte de loi de Gresham de l'économie politique, qui veut qu'un coup d'État en appelle un autre. « Un coup d'État réussi favorise l'avènement d'un suivant pendant au moins les six années à venir », avertissaient John Londregan et Keith Poole. Et il n'est pas certain que l'effet déstabilisateur ne dépasse pas les frontières du pays concerné...

Illusions et embarras

Une dernière tentation à laquelle il convient de résister est de réécrire l'histoire économique pour expliquer les soubresauts politiques. L'économie n'est pas tout, pour autant nul n'est en droit d'ignorer les données économiques qui lui déplaisent. La Guinée reste pauvre et frappée de profondes inégalités. Il n'en demeure pas moins qu'entre 2010 et 2020, le PIB par habitant a triplé en monnaie locale et quasiment doublé en dollars. Les inégalités salariales y sont moindres que dans les pays voisins. La part des revenus salariaux revenant aux 40 % les moins fortunés y frôle 20 % de la masse totale, contre 16 % en Côte d'Ivoire, 16,4 % au Sénégal, voire 7,2 % en Afrique du Sud, selon le Pnud.

Le réseau routier reste défaillant, mais le taux d'accès à l'électricité en Guinée est passé de 27,6 % de la population en 2010 à 44 % en 2018, soit deux fois le niveau actuel du Burkina Faso et presque autant que celui de l'Angola... Face à cette réalité, quelles illusions agitent donc l'intellectuel guinéen qui a réduit le bilan économique de la dernière décennie à une « légère amélioration de la desserte en électricité » ? Les victimes d'un coup d'État ne sont pas toujours celles qu'on imagine. ●



EVOLEX AFRICA

Le sommet annuel des leaders du droit

SAVE THE DATE

29 et 30 novembre 2021

► à Paris et en digital

Directeurs juridiques

Juristes d'État

Décideurs publics

Avocats d'affaires

ORGANISATEURS



Kunbo
Innovation & Consulting

www.evolex.africa

info@evolex-africa.com



© A. Ravera

EMMANUELLE BASTIDE

7 MILLIARDS DE VOISINS

DU LUNDI AU VENDREDI A 10H10 TU

**Émissions spéciales à Montpellier
dans le cadre du Nouveau Sommet Afrique-France**

Gros plan sur les PME qui gagnent en Afrique

Comment améliorer l'accès à l'emploi pour les jeunes en Afrique ?

À retrouver en podcast sur rfi.fr





François Thomas

Journaliste, directeur de publication du magazine Brune

Les diamants noirs de Tiffany

Le 15 septembre dernier, Beyoncé et Jay-Z, nouvelles égéries du joaillier de luxe Tiffany & Co, présentaient la nouvelle collection « About love ». Elle, dans une robe noire signée Olivier Rousteing de Balmain, portant à son cou le diamant le plus célèbre du monde, le Tiffany Diamond (128,54 carats, 82 facettes). Lui avec une coiffure rasta à la Basquiat, égratignant les codes du chic et du bon genre. Avec, en toile de fond, un tableau jamais révélé au public, « Equals Pi », de Jean-Michel Basquiat, peintre disruptif décédé en 1988 et qui reste un des plasticiens africains-américains les plus cotés au monde.

En 1961, Audrey Hepburn avait tenu le même rôle que les Carter. Dans *Diamants sur canapé*, vêtue elle aussi d'une délicate robe noire, le cou orné d'un quadruple rang de perles, elle admirait la vitrine du joaillier en soupirant : « Rien de mal ne pourrait vous arriver chez Tiffany ».

Entrée dans le giron du groupe LVMH en 2019, la maison Tiffany, longtemps considérée comme faisant partie de l'establishment Wasp (blanc, anglo-saxon et précaire), tente de séduire

une clientèle plus jeune, plus internationale.

Soixante ans après Hepburn, des icônes noires prennent donc du service. Le monde de 2021 n'est pas celui des années 1960. Le mouvement Black Lives Matter, l'impact phénoménal des réseaux sociaux, la montée en puissance de la contre-culture, l'influence grandissante des icônes africaines-américaines et des acteurs culturels de l'univers musical ont des répercussions significatives

Soixante ans après Audrey Hepburn, Beyoncé et Jay-Z s'allient au groupe de luxe.

sur les politiques de communication des grands du luxe. L'alliage de l'ultra-luxe et du rap, explosif et improbable hier, est gagnant sur les réseaux sociaux et dans les imaginaires biberonnés à internet. Chargé de rajeunir la marque, Alexandre Arnault, vice-président exécutif de Tiffany & Co, s'est dit

honoré « que les Carter fassent partie de la famille Tiffany ».

Faire partie de la famille... La formule est habile. Le luxe et les « rebelles » ont lié leur sort. Si l'exercice n'est pas nouveau dans la mode ou la parfumerie, il est inhabituel dans la haute joaillerie, où les carats détestent sortir de leur zone de confort. Le groupe LVMH, qui possède 50 % des parts du champagne Armand de Brignac, propriété de Jay-Z, connaît bien le rappeur et n'a pas eu trop de difficultés à convaincre le couple de milliardaires adulé aux quatre coins du globe. Beyoncé est suivie par 200 millions de followers sur Instagram. Une manne exceptionnelle.

Black Lives Matter

Les Carter ne sont pas des milléniaux, mais ils les font rêver. Ils sont le trait d'union avec cette catégorie qui ne dispose peut-être pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour s'offrir un diamant, mais qui est déjà sensible aux codes du luxe insufflés dans la musique, le sport, l'automobile, la mode et les accessoires. En 2021, on n'en est plus au storytelling sur Michael Jordan, ses victoires et ses paires de basket. On parie sur l'ultra business de l'ultra luxe sans préjugés. Jay-Z gagne plus avec ses placements dans le champagne ou l'immobilier qu'avec ses vinyles.

LVMH a bien compris que le rap noir américain est plus puissant que jamais et désireux de « vivre luxueusement ». Et cette inclusivité va au-delà du choix d'influenceurs noirs : le groupe a embauché une directrice de la diversité. La contestation portée par Black Lives Matter a créé un précédent dans les esprits et dans les politiques de communication. Le chausseur Louboutin a lui pris le risque d'offrir une paire d'escarpins à Assa Traoré, qui a posé en dénonçant « les violences policières ». Une façon glamour, disent certains, de montrer que ces marques ont capté l'époque. ●



LANCEMENT DU CONSEIL CONSULTATIF AFRICAIN POUR SOUTENIR LA MISSION DE L'UNIVERSITÉ GLOBAL HEALTH EQUITY

Le 14 août 2021 - L'Université Global Health Equity - UGHE (équité de la santé mondiale) qui est une Université de sciences de la santé mondiale basée au Rwanda, est ravie d'annoncer la formation d'un conseil consultatif africain, coprésidé par Son Excellence Mme Jeannette Kagame, Première Dame de la République du Rwanda, ainsi que la professeure Senait Fisseha, Directrice des programmes internationaux de la Fondation Buffett.

Le conseil consultatif jouera un rôle déterminant dans la mission ambitieuse de l'UGHE: former un personnel de santé solide en Afrique afin de fournir des services de santé équitables et de qualité à tous, et de soutenir le continent sur la voie de l'autosuffisance en matière de santé en développant le potentiel de ses ressources humaines. En plus de fournir une orientation sur le développement et la mise en œuvre stratégiques de l'institution, le conseil consultatif soutiendra les efforts de l'UGHE pour étendre ses programmes académiques et sa portée globale en fonction des besoins du continent africain.

Supervisé par des dirigeants africains et en s'appuyant une expertise africaine...

Le conseil consultatif réunira d'éminents dirigeants et leaders mondiaux africains de la santé issus de divers domaines, secteurs, sexes et zones géographiques, ainsi que des personnes dont les carrières respectives ont contribué à faire progresser le développement humain et socio-économique du continent. Le conseil consultatif invitera également certains leaders mondiaux à partager leurs connaissances et leur expertise acquises dans le cadre de leur travail sur le continent et dans le monde.

Répondre aux besoins urgents des systèmes de santé africains ...

De nombreuses populations africaines sont confrontées à d'importants obstacles géographiques et financiers qui les empêchent d'avoir accès aux soins de santé

de base, et la prestation de ces services est compromise par la pénurie d'établissements de santé, d'équipements médicaux modernes et de professionnels de la santé qualifiés. La pandémie de COVID-19 a particulièrement mis en évidence la nécessité d'accroître les capacités de recherche et des industries en Afrique afin de soutenir le développement et la production de médicaments, d'équipements et de vaccins susceptibles de sauver des vies sur le continent. Afin d'y parvenir, il est également crucial de former des équipes de professionnels qualifiés.

Soutenir la mission de l'UGHE vers des soins de santé équitables...

En formant des générations de leaders en santé mondiale pour fournir des services de santé équitables et de qualité, l'UGHE vise à améliorer la prestation des soins de santé en Afrique et au-delà du continent ainsi qu'à fournir des leçons qui peuvent être mises en œuvre dans le monde entier. Afin d'apporter des solutions innovantes aux défis pressants de la santé, les étudiants sont dotés des compétences nécessaires pour mener des recherches cliniques et de santé mondiale, ainsi que de l'expertise et du savoir-faire pour construire, renforcer et gérer des systèmes de santé résilients préparés à répondre aux menaces sanitaires émergentes telles que le COVID-19. En formant des générations de leaders en santé mondiale pour fournir des services de santé équitables et de qualité, l'UGHE vise à améliorer la prestation des soins de santé en Afrique et au-delà du continent ainsi qu'à fournir des leçons qui peuvent être mises en œuvre dans le monde entier. Afin d'apporter des solutions innovantes aux défis pressants de la santé, les étudiants sont dotés des compétences nécessaires pour mener des recherches cliniques et de santé mondiale, ainsi que de l'expertise et du savoir-faire pour construire, renforcer et gérer des systèmes de santé résilients préparés à répondre aux menaces sanitaires émergentes telles que le COVID-19.



S.E. Mme Jeannette Kagame,
Première Dame de la République du Rwanda

« Permettre à tous les êtres humains d'accéder aux services de santé et aux soins de qualité dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin, c'est leur offrir une dignité et un contrôle sur leur propre vie. Pour y parvenir, toutefois, il ne suffit pas de disposer de politiques, de lois et de mécanismes solides dans le secteur de la santé. Nous avons besoin des bonnes personnes aux bons endroits, qui prennent les bonnes décisions au bon moment, pour garantir le droit de chaque individu à la santé. »



Prof. Senait Fisseha,
Directrice des programmes internationaux,
Fondation Buffett, et co-présidente
du conseil consultatif africain
de l'Université Global Health Equity

« Afin de commencer à faire progresser le potentiel des ressources humaines et l'autonomie des systèmes de santé africains, nous avons besoin d'institutions de santé mondiale comme l'UGHE qui forment des cliniciens, des leaders passionnés et compatissants de la santé mondiale, des chercheurs, des scientifiques et des chercheurs innovants, des entrepreneurs de la santé et des gestionnaires sur le continent. Le nouveau conseil consultatif africain de l'UGHE, composé de dirigeants et d'experts éminents, aidera notre institut à mener un programme de développement des ressources axé sur l'humain, et nous sommes fiers d'unir leurs visions, leurs actions, leurs compétences exposées et leur engagement pour aider à faire avancer l'équité en matière de santé. »



Présentation du Conseil consultatif africain

De l'Université
Global Health Equity



Co-présidentes

S.E MME JEANNETTE
KAGAME



Première dame de la République du Rwanda, présidente et fondatrice de la fondation Imbuto

DR. SENAIT FISSEHA



Directrice des programmes internationaux à la fondation Susan Thompson Buffet

Membres

DR. PAUL FARMER



Chancelier à UGHE | Président, Département de la santé mondiale et de la médecine sociale, Harvard Medical School

MS. JEANINE
MUNYESHULI



Économiste, professeur de yoga et leader communautaire rwandaise

DR. PETER PIOT



Directeur de l'école et Handa, professeur de santé mondiale, London School of Hygiene and Tropical medicine

DR. AWA
MARIE COLL SECK



Ministre d'État auprès du Président de la République du Sénégal

DR. JIM YONG KIM



Vice-président et associé chez Global infrastructure partners

MS. VERA
EGGLESTON



Responsable du développement économique des femmes, Bloomberg Philanthropies

MRS TSITSI
MASIYIWA



Fondatrice et coprésidente de la Highlife Foundation, philanthrope et entrepreneure sociale

À PROPOS DE L'UGHE

L'UGHE se concentre sur l'enseignement des sciences médicales modernes de qualité, l'innovation et l'apprentissage scientifique et exige que les étudiants apprennent et vivent au sein des communautés confrontées aux contraintes susmentionnées en matière d'accès aux soins de santé. En situant son université dans le nord rural du Rwanda, UGHE offre une éducation de proximité qui expose nos étudiants aux défis qu'ils seront chargés de relever sur le continent. Grâce à une approche d'apprentissage basée sur la communauté qui fait des membres de la communauté des enseignants, les étudiants acquièrent une connaissance approfondie des besoins des personnes vulnérables, ce qui leur permet de les aborder de manière adéquate dans leur future vie professionnelle. En appliquant ces principes, l'UGHE brise les frontières traditionnelles entre les disciplines universitaires, favorisant ainsi l'enseignement et l'apprentissage interprofessionnels.

RENSEIGNEMENTS

Nom : Prof. Agnès Binagwaho
Email : vicechancellor@ughe.org
Tél. : +250 (0)791590286

www.ughe.org

CÔTE D'IVOIRE

ALASSANE OUATTARA

« Je veux passer le témoin
à une nouvelle génération »

Relations avec Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié, renouvellement de la classe politique, situation économique, transition en Guinée... Le chef de l'État s'est confié à JA pour sa première interview depuis sa réélection.

MARWANE BEN YAHMED



Dans son bureau
du Plateau,
à Abidjan,
le 15 septembre.

ISSAM ZELLY POUR JA

L

La dernière interview qu'Alassane Ouattara (ADO) nous avait accordée, en mars 2020, semble remonter à une autre époque. C'était le temps où se forgeait l'après-ADO. Le chef de l'État, alors âgé de 78 ans, avait pris la décision de quitter le pouvoir et de transmettre le témoin à son « fils » et plus proche collaborateur depuis près de trente ans, Amadou Gon Coulibaly (AGC). Le Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), né quelques mois plus tôt, se mettait en ordre de bataille pour appuyer cette candidature. Hamed Bakayoko, autre poids lourd du parti et proche du président, avait accepté de se ranger derrière Gon Coulibaly et de mettre ses qualités et son réseau au service du « Lion de Korhogo », dont il était si complémentaire.

Un an et demi plus tard, ce scénario censé porter sur les fonts baptismaux la Côte d'Ivoire de demain a des allures de relique. « AGC » et « Hambak », décédés respectivement en juillet 2020 et en mars 2021, laissent un vide immense. Alassane Ouattara s'est finalement résolu à briguer un troisième mandat, ce qui a mis le feu aux poudres : campagne électorale nauséabonde, scrutin sous haute tension, violences, appels de l'opposition à la déstabilisation, à la désobéissance civile ou au boycott (en fonction du niveau d'animosité à l'égard du chef de l'État)... Une énième crise politique et son corollaire, la peur de l'embrasement. Les mânes de la période décembre 2010-avril 2011 hantaient toujours la lagune Ébrié.

Depuis cette sinistre séquence, la raison a fini par prévaloir, et l'heure

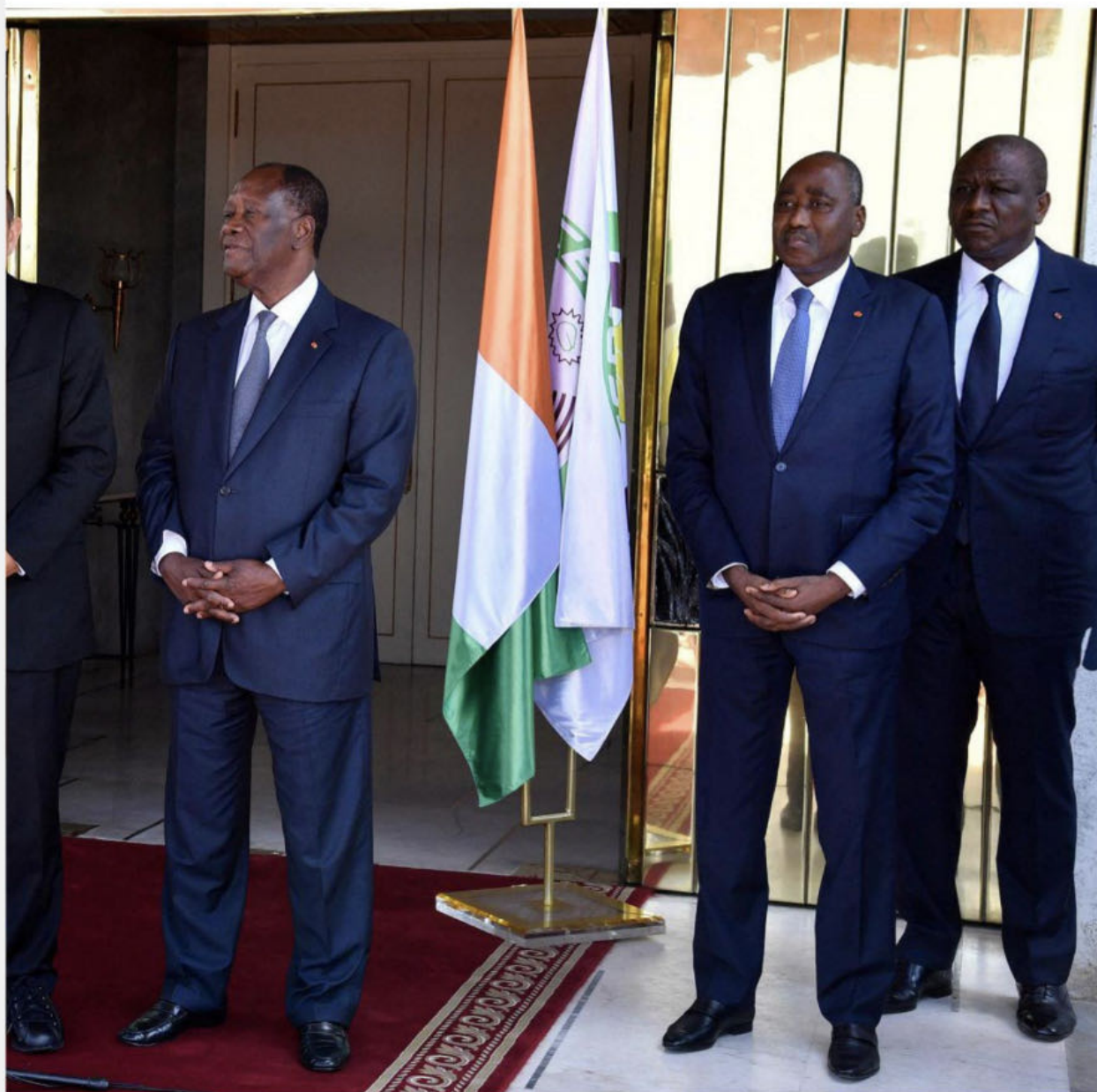
Abidjan, le 2 octobre 2017. Le président Ouattara avec Jean-Yves Le Drian, chef de la diplomatie française, et Gilles Huberson (à g.), ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. À dr., Amadou Gon Coulibaly et Hamed Bakayoko, décédés respectivement en juillet 2020 et en mars 2021.



est à l'apaisement. Ouattara a été réélu, Laurent Gbagbo, acquitté par la Cour pénale internationale (CPI), est rentré en Côte d'Ivoire, et Henri Konan Bédié a mis de l'eau dans son champagne. Le chef de l'État a même rencontré ses deux prédécesseurs et adversaires de toujours, et le trio se donne à nouveau du « mon frère » en s'embrassant comme du bon pain.

Sur le fond, et sur ce que chacun pense des deux autres, cela ne change

rien. Mais sur la forme, cela change tout. Patrick Achi a pris les rênes du gouvernement, Laurent Gbagbo a quitté le Front populaire ivoirien (FPI) pour créer une nouvelle formation, et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) attend toujours de savoir si Bédié passera un jour la main. Quant à Guillaume Soro, l'ancien chef rebelle devenu président de l'Assemblée nationale désormais en rupture de ban, il poursuit son



ISSOUF SANOGO/AFP

exil mystérieux. Sans doute s'interroge-t-il sur les vicissitudes du destin : s'il avait fait preuve de patience et était resté au RHDP, peut-être aurait-il aujourd'hui un boulevard devant lui dans la course à la succession de Ouattara.

Pour répondre à nos questions, notamment sur la manière dont il a vécu ces dix-huit derniers mois et sur sa vision de l'avenir, le chef de l'État nous a reçu le 15 septembre, en fin

de matinée, dans son vaste bureau du palais présidentiel, au Plateau. Un entretien de plus d'une heure, le premier qu'il accorde depuis sa réélection.

Jeune Afrique : L'année écoulée a été particulièrement éprouvante, entre le décès de vos deux Premiers ministres, votre candidature à un troisième mandat contestée par l'opposition et une

présidentielle tendue... Sans oublier la crise liée au Covid-19. Comment l'avez-vous vécue, et qu'en avez-vous retiré ?

Alassane Ouattara : Cette année a effectivement été très difficile. La disparition de deux de mes très proches collaborateurs, que je considérais comme des fils, Amadou Gon Coulibaly et Hamed Bakayoko, représente une perte immense pour la Côte d'Ivoire tant le travail qu'ils

ont accompli au service de la nation a été considérable. Et pour moi aussi, évidemment, compte tenu des liens personnels et affectifs que nous entretenions.

Amadou avait été désigné candidat du RHDP à l'élection présidentielle, notamment pour incarner le renouvellement générationnel que j'appelais de mes vœux. Son décès brutal, quelques semaines seulement avant le dépôt des candidatures, m'a amené à revenir sur ma décision [de quitter le pouvoir], et je l'ai fait à la demande de mon parti. La Constitution, approuvée par les Ivoiriens à plus de 93 % en 2016, m'y autorisait. Je ne le souhaitais pas car j'avais fait le choix, en mon âme et conscience, de me retirer. Mais j'ai estimé que c'était nécessaire pour la stabilité du pays.

Ce qui s'est passé par la suite m'a profondément choqué et me laisse un goût amer. L'élection a été entachée de graves incidents après que certains « responsables » de l'opposition ont appelé à la désobéissance civile et tenté de faire prospérer l'idée d'une transition qui n'aurait eu ni base légale ni légitimité.

Ces personnes savaient pertinemment que j'étais éligible à un nouveau mandat et que j'avais initialement décidé de me retirer. Cette

malhonnêteté intellectuelle m'a profondément déçu. Comment de hauts responsables, dont certains ont géré la Côte d'Ivoire, peuvent-ils décider d'organiser le boycott des élections et appeler à des actions qui ont conduit à des violences et à des morts ? Une commission d'enquête a été mise en

« **J'ai donné des instructions pour que Laurent Gbagbo reçoive tous les avantages et toutes les considérations dus à son rang.** »

place. Les résultats seront rendus publics, et des sanctions seront prises.

L'atmosphère est-elle plus apaisée aujourd'hui ?

Heureusement, oui. Nous sortons d'un cycle électoral complet, avec la présidentielle d'octobre 2020 et les législatives de mars 2021, auxquelles l'opposition a pris part. Nous avons désormais une Assemblée nationale plurielle, où sont représentés tous

les partis significatifs de notre pays. C'est la première fois depuis plus de vingt ans.

L'heure serait donc enfin à la réconciliation ?

C'est en tout cas mon souhait, et nous faisons tout pour y parvenir. Une loi d'amnistie a été adoptée en 2018, un ministère consacré à la réconciliation et à la cohésion nationale a été créé et, plus récemment, la quasi-totalité des civils incarcérés dans le contexte de ces crises politiques a été mise en liberté conditionnelle. Nous avons également instauré un cadre de dialogue entre le gouvernement et les partis. Enfin, j'ai rencontré les présidents Henri Konan Bédié, le 11 novembre 2020, et Laurent Gbagbo, le 27 juillet dernier.

Comment avez-vous vécu le retour de Laurent Gbagbo, en juin, et que vous êtes-vous dit un mois plus tard ?

Pour moi, c'était une évidence qu'après son procès à la CPI Laurent Gbagbo devait rentrer en Côte d'Ivoire. Nous avons organisé son retour, les choses se sont bien passées et nous nous sommes rencontrés. C'était un entretien fraternel et amical.



Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo dans la résidence du premier, à Daoukro, le 10 juillet.

ISSOUF SANOGO/AFP



Dans le stade Houphouët-Boigny, à Abidjan, le 10 octobre 2020, quelques jours avant l'élection présidentielle.

Laurent Gbagbo est un acteur majeur de la vie politique de notre pays, mais aussi un ancien président. J'ai donc donné des instructions pour qu'il reçoive tous les avantages et toutes les considérations dus à son rang.

Le pensez-vous sincère quand il dit vouloir prendre part à la réconciliation nationale ? Le passif entre vous est lourd...

Je ne veux pas le juger, ses actes parleront pour lui. Nous avons désormais de bonnes relations, des relations normales, et nous échangeons souvent au téléphone.

Et avec Henri Konan Bédié ?

C'est la même chose. Je l'ai eu récemment au téléphone, à l'occasion d'un deuil qui a frappé sa famille.

Je considère qu'en ce qui concerne les trois grands leaders politiques de ce pays, comme les gens disent – et si je suis inclus dans ce trio –, les choses se passent bien. Nous devons d'ailleurs nous voir dans un avenir

proche afin d'échanger sur les défis que la Côte d'Ivoire se doit de relever.

Que pensez-vous de leur alliance ?

C'est leur décision.

Certains de vos proches la décrivent comme un jeu de dupes...

Disons que c'est effectivement surprenant, car ils n'ont pas la même idéologie politique : Laurent Gbagbo est un socialiste, et Henri Konan Bédié, un libéral centriste... Je peine à imaginer les contours du programme qu'ils pourraient proposer ensemble aux Ivoiriens !

Laurent Gbagbo a décidé de créer un nouveau parti, en dehors du Front populaire ivoirien (FPI), désormais dirigé par Pascal Affi N'Guessan. Cela vous dérange-t-il ?

Non, pas du tout. Nous avons une Constitution et des lois. Tout citoyen qui les respecte doit avoir cette possibilité [de créer un parti].

Lorsque vous aviez annoncé que vous ne brigueriez pas de troisième mandat, le 5 mars 2020, vous aviez évoqué le nécessaire renouvellement de la classe politique. Pour l'instant, il ne semble guère engagé : les Ivoiriens demeurent focalisés sur Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié. Comment faire en sorte qu'il devienne enfin concret ?

Je n'ai pas seulement parlé du renouvellement générationnel – que j'avais acté, puisque ce jour-là à Yamoussoukro, devant le Parlement réuni en congrès, j'avais dit que j'avais décidé de ne pas être candidat. J'avais estimé qu'il était temps de passer la main. Des circonstances exceptionnelles m'ont amené à revenir sur cette décision, mais pour moi, sur le fond, cette affaire est réglée, et c'est plus que jamais mon souhait.

Regardez la composition du gouvernement : plus d'une dizaine de ministres ont été nommés à des postes clés et ont moins de 50 ans.

Le secrétaire général de la présidence [Abdourahmane Cissé], qui est tout de même l'un des personnages les plus importants de l'exécutif, vient à peine d'avoir 40 ans. Enfin, ce rajeunissement est également perceptible dans l'administration et au sein du RHDP, où de nombreux jeunes cadres ont pris des responsabilités.

Et qu'envisagez-vous pour la présidentielle de 2025 ?

J'ai été réélu il y a moins d'un an. Ma préoccupation immédiate, c'est de travailler au service de mes compatriotes. Pour 2025, je prendrai la décision appropriée le moment venu. Cela dit, ma position est connue, puisque je l'avais exprimée en mars 2020...

Où en sont les enquêtes concernant Guillaume Soro ? Seriez-vous prêt, comme avec Gbagbo ou Bédié, à faire l'effort de renouer avec lui ?

Je n'ai rien à dire de particulier sur Guillaume Soro. Ce dossier n'est pas à mon niveau, mais entre les mains de la justice. Les faits qui lui sont reprochés sont d'une extrême gravité, et il a été l'objet d'une condamnation à perpétuité, mais il peut évidemment rentrer et faire face à la justice.

Pensez-vous que la Côte d'Ivoire soit enfin vaccinée contre les violences liées aux crises politiques ?

Je pense que oui. D'ailleurs, nous avons fait face à une tentative de déstabilisation avant l'élection ; quelle aurait été la situation après le scrutin ?

Nous mettons tout en œuvre pour que la démocratie se consolide, pour améliorer le bien-être de nos concitoyens. Et nous entretenons de bonnes relations avec les pays voisins. Ce travail est nécessaire pour nous prémunir contre les crises que nous avons vécues par le passé.

Un député indépendant a fait savoir qu'il proposerait un texte visant à restaurer la limite d'âge de 75 ans pour les candidats à la présidentielle. Ce serait une manière de rendre inéluctable ce fameux renouvellement...

Je n'ai rien contre. Je rappelle, une énième fois, que j'avais décidé

Le président-candidat avec, de g. à dr., Fidèle Sarassoro, son directeur de cabinet, Patrick Achi, à l'époque secrétaire général de la présidence, et Masséré Touré, directrice de la communication de la présidence, le 18 septembre 2020, à Abidjan.



de partir alors que j'avais 78 ans ! C'est un débat qui ne me gêne pas. Il appartiendra au Parlement d'approuver ou de refuser la proposition.

Une telle mesure vous empêcherait vous, ainsi qu'Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo, de concourir en 2025. Et mettrait fin au conflit qui vous oppose depuis près de trois décennies...

La Constitution doit être impersonnelle. La question, ce n'est pas Ouattara, Bédié ou Gbagbo.

Certains voient dans l'ascension de votre frère, Téné Birahima, qui est aujourd'hui ministre de la Défense, une manière de le préparer à vous succéder. Est-ce le cas ?

Il est ministre de la Défense. Il fait du très bon travail et n'est pas intéressé par autre chose que les responsabilités que je lui confie. Il n'y a pas matière à débat.

Avez-vous déjà en tête le profil de celui que vous aimeriez voir vous succéder, le nouveau Amadou Gon Coulibaly ?

Avec Amadou, qui a travaillé avec moi pendant trente ans, c'était une évidence. Tout le monde sait que c'était quelqu'un de très compétent et d'intègre, qui avait un sens politique particulièrement aiguisé. Nous sommes dans une configuration nouvelle. La démocratie doit jouer pleinement son rôle au sein du RHDP, qui désignera son candidat.



BAPTISTE GIRON/AFRICA MATCH SCOOP

Lors d'une primaire par exemple ?

Je ne sais pas. Le RHDP devra décider quelle est la meilleure manière de procéder, mais il faut que ce soit un choix démocratique, comme celui qui m'a amené à accepter d'être candidat.

Regrettez-vous cette décision ?

Non. Avec le recul, je suis plutôt soulagé aujourd'hui de l'avoir prise. Mon seul regret, et il est de taille, c'est la folie de quelques-uns, qui sont prêts à tout, même au pire, pour le pouvoir.

Êtes-vous satisfait du gouvernement dirigé par votre Premier ministre, Patrick Achi ?

Tout à fait. Patrick Achi est un très

bon Premier ministre. Il a une excellente connaissance de l'administration et du secteur privé, une bonne formation, acquise en Côte d'Ivoire, en France et aux États-Unis. Le gouvernement a été rajeuni et il est véritablement inclusif, avec au moins deux ministres par district dans les quatorze que compte le pays. Le rythme des réformes s'accélère, je ne peux qu'être satisfait.

Quid du RHDP ? Il a perdu deux figures majeures : Amadou Gon Coulibaly, qui était le président du directoire et autour duquel son organisation avait été pensée, et Hamed Bakayoko, qui avait en partie pris le relais...

Je reconnais que la situation n'est plus la même. Comment pourrait-il

en être autrement ? Fort heureusement, les élections sont derrière nous et nous traversons maintenant une période creuse. Nous avons besoin d'une véritable restructuration du RHDP. J'ai mis en place un comité présidé par le ministre d'État Gilbert Kafana Koné, qui doit nous faire des propositions avant la fin de l'année.

Parmi les défis majeurs, l'assimilation de toutes les composantes qui ont intégré le RHDP autour du Rassemblement des républicains (RDR). Estimez-vous que la mayonnaise a réellement pris ?

Soyons francs : pas totalement encore. Certains continuent de raisonner par rapport à leur formation d'origine. Le RHDP doit devenir une union de partis qui existe par

elle-même et ne plus être un rassemblement d'anciens mouvements.

Cela étant dit, le RHDP est tout de même une formation forte, la plus grande de Côte d'Ivoire, avec 60 % des députés et trois quarts des sénateurs. Elle est la seule qui soit implantée dans l'ensemble du territoire, dans toutes les régions, tous les départements, communes ou villages, et elle réunit des citoyens de tous bords.

Pourquoi n'avez-vous toujours pas désigné un nouveau vice-président pour remplacer Daniel Kablan Duncan ?

La priorité, après le renouvellement de l'Assemblée nationale, était de former une nouvelle équipe gouvernementale afin de poursuivre et d'accélérer le développement économique et social du pays. Le vice-président, lui, agit sur délégation du chef de l'État, qui le nomme. Il n'y a donc pas de vide juridique comme veulent le faire croire certaines personnes. Chaque chose en son temps.

Quels sont, selon vous, les principaux enjeux pour votre gouvernement ?

Nous devons poursuivre notre marche vers le développement en dépit des difficultés conjoncturelles et sécuritaires ou du contexte particulier lié à la pandémie de Covid-19. Cela signifie accroître le rythme de la transformation de notre pays et de l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens. C'est la base de notre programme – « La Côte d'Ivoire solidaire » –, qui a d'ailleurs été élaboré par Amadou Gon Coulibaly et Patrick Achi.

À travers notre nouveau Plan national de développement (PND), qui mobilisera 110 milliards de dollars pour la période 2021-2025, dont les trois quarts viendront du secteur privé, nous allons accélérer l'accès des populations à l'éducation, à l'eau, à l'électricité et aux soins de santé. Mais aussi promouvoir l'émergence de champions nationaux – comme l'ont fait la Corée du Sud, le Vietnam et, plus près de nous, le Maroc – et le financement de projets afin de créer plus d'emplois pour les jeunes et les femmes, à travers l'industrialisation



LUDOVIC MARIN/AFIP

Avec son homologue français Emmanuel Macron, le 21 décembre 2019, à Abidjan.

de notre pays et la transformation locale de nos matières premières.

Il nous faut également multiplier nos actions en faveur du triptyque « paix, sécurité, justice » afin de renforcer la cohésion sociale, de consolider la paix et de contrer toute tentative d'attaque terroriste. Notre objectif est de réduire les disparités

dans le monde. En 2021, il se situera entre 6 % et 7 %, et nous retrouverons ensuite le rythme qui était le nôtre entre 2012 et 2019, autour de 8 %. Cela nous permet de maintenir de bonnes perspectives, et donc nos ambitions.

Parmi les autres préoccupations de vos concitoyens, il y a la lutte contre la corruption et, plus largement, la bonne gouvernance...

J'en ai pleinement conscience. En témoignent l'accélération et le renforcement des actions de la Haute Autorité pour la bonne gouvernance, la création d'un ministère consacré à la lutte contre la corruption et le lancement de plusieurs audits de gestion dans différentes structures publiques.

Nous portons en outre une attention particulière à la sensibilisation, indispensable au renforcement des capacités des institutions chargées de ces questions, ainsi qu'à la modernisation et à la numérisation des procédures de l'administration pour en finir avec ce fléau. Enfin, et c'est une évidence, il faut des sanctions. De ce point de vue, c'est tolérance zéro.

Bonne nouvelle pour la Côte d'Ivoire, l'annonce par le gouvernement d'une importante découverte pétrolière. On évoque des réserves dix fois supérieures à celles qui existent aujourd'hui. Est-ce vrai ?

« Nous sommes préoccupés par l'intégrité physique et la santé du président Alpha Condé. »

régionales et sociales, de doubler de nouveau le revenu par habitant, entre 2020 et 2030, et de réduire de moitié le taux de pauvreté afin que la Côte d'Ivoire intègre le cercle des pays émergents, dans la tranche supérieure.

N'est-ce pas trop ambitieux, compte tenu de la crise du Covid ?

Absolument pas. Grâce à la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire et économique, la Côte d'Ivoire a montré la résilience de son économie, avec un taux de croissance de 2 % en 2020, ce qui est rarissime

Tout à fait. Il s'agit d'une découverte majeure – la première depuis vingt ans – de pétrole brut et de gaz, réalisée avec le groupe italien Eni. Pour le pétrole, les estimations préliminaires se situent entre 1,5 et 2 milliards de barils, alors que nos réserves actuelles sont de 160 millions. Concernant le gaz, on parle de 1 800 à 2 400 milliards de pieds cubes, soit deux fois le niveau actuel. Nous visons une mise en production effective en 2024 ou 2025. Mais malgré cette excellente nouvelle et la manne que cela représente, nous ne changerons rien à la politique de diversification de l'économie dont nous avons parlé précédemment.

La situation sécuritaire au Sahel ne laisse pas d'inquiéter. Or la Côte d'Ivoire a été la cible d'attaques jihadistes, notamment à sa frontière avec le Burkina. Que faites-vous pour contrer cette menace ?

C'est un défi majeur. Des changements profonds ont été opérés au sein de l'armée ivoirienne, qui est plus professionnelle, plus disciplinée, mieux formée et mieux équipée grâce à d'importants investissements engagés depuis 2013. La formation des militaires se poursuivra dans le cadre de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme de Jacquleville. Nous allons également augmenter les effectifs en recrutant 10 000 nouveaux soldats [on compte près de 18 000 militaires aujourd'hui]

en trois ans, dont environ 3 000 à 4 000 dès cette année. Cela permettra en outre d'harmoniser les pyramides des âges et des grades. Cette stratégie va bien sûr de pair avec une collaboration accrue avec les pays voisins, notamment le Burkina et le Mali, mais aussi d'autres pays côtiers comme le Togo, le Ghana ou le Bénin.

Compte tenu de ce qui s'est passé au Mali, et plus récemment en Guinée, avez-vous pleinement confiance en votre armée et en ses chefs ?

Entièrement. La Côte d'Ivoire dispose d'une excellente armée, républicaine et dotée d'officiers bien formés et légalistes.

Justement, comment analysez-vous ces coups d'État ? Êtes-vous préoccupé par ce qui ressemble tout de même à un net recul démocratique au sein de la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ?

Je les condamne fermement, que ce soit au Mali ou en Guinée. C'est inacceptable. Tous les chefs d'État de la sous-région l'ont dit lors du sommet de la Cedeao, qui a d'ailleurs pris des sanctions. Nous sommes préoccupés par l'intégrité physique et la santé du président Alpha Condé, et nous l'avons dit aux autorités militaires guinéennes lors de notre mission, qui était conduite par le chef de l'État ghanéen, Nana

Akufo-Addo, à Conakry, le 17 septembre. Le président [Mamady Doumbouya] du CNRD [Comité national du rassemblement et du développement] nous a donné des assurances à ce sujet.

Il est indispensable d'accompagner les Guinéens afin de minimiser l'impact de la transition sur les populations. Il faut revenir à l'ordre constitutionnel le plus tôt possible. Cela ne doit pas nous empêcher de procéder à une autocritique de la gouvernance dans nos différents pays. Car, évidemment, une mauvaise gouvernance peut amener des militaires à intervenir dans le jeu politique, ce qui n'est pas souhaitable. Ceux qui sont au pouvoir doivent mieux tenir compte de la réalité, de l'évolution de leur pays et de toutes les couches sociales, notamment de la jeunesse, ainsi que du développement équilibré de l'ensemble du territoire national.

Votre ami et ancien homologue burkinabè, Blaise Compaoré, doit comparaître, à partir du 11 octobre, devant un tribunal militaire à Ouagadougou dans le cadre du procès sur l'assassinat de Thomas Sankara. Certains estiment que vous le protégez en l'accueillant ici en Côte d'Ivoire et qu'il doit répondre à la justice de son pays. Que leur répondez-vous ?

C'est un problème entre l'ancien président Blaise Compaoré et son pays. Il est en Côte d'Ivoire pour des raisons bien connues. Son épouse est ivoirienne, et la Côte d'Ivoire a toujours été une terre d'hospitalité. Je n'entends pas me mêler d'une affaire qui est devant la justice du Burkina Faso.

Comment ont évolué vos relations avec le président français, Emmanuel Macron, depuis votre réélection ?

Elles sont excellentes, comme d'ailleurs celles de la Côte d'Ivoire avec la France, qui est un partenaire privilégié depuis plusieurs décennies. Nous nous parlons souvent, de la situation en Côte d'Ivoire comme de la situation à l'échelle continentale et internationale, et nous nous voyons quand je suis de passage à Paris. ●



ISSAM ZEJLY POUR JA

ASSASSINAT DE
THOMAS SANKARA

ENFIN LA VÉRITÉ ?

L'heure du procès a enfin sonné, mettant fin à plus de trente années d'attente durant lesquelles l'enquête judiciaire a d'abord été enterrée, avant d'être relancée après la chute du régime de Blaise Compaoré, en 2014. Le 11 octobre, à 9 heures, s'ouvrira, dans la salle des banquets de Ouaga 2000, le procès de l'assassinat, le 15 octobre 1987, de Thomas Sankara et de ses douze compagnons. Un procès historique dont les audiences seront publiques tant cette affaire d'État cristallise l'attention des Burkinabè – et de nombreux Africains – depuis trois décennies. En tout, quatorze prévenus sont appelés à

comparaître devant le tribunal militaire de Ouagadougou. Parmi eux, des membres du commando qui a tué Sankara, des complices, mais aussi et surtout trois hommes dont beaucoup pointent depuis longtemps la responsabilité directe dans cet assassinat : Blaise Compaoré, Gilbert Diendéré et Hyacinthe Kafando. Ancien aide de camp de Sankara et ex-commandant adjoint de la gendarmerie nationale, Moussa Diallo était l'un des intimes du président assassiné. En amont du procès, ce témoin de premier plan, qui a longtemps gardé le silence, s'est longuement confié à JA. Et livre des détails inédits sur la fin sanglante de la révolution burkinabè. ●

Le leader de
la révolution
burkinabè.

PATRICK DUFRANDSYGMA VIA GETTY IMAGES



Moussa Diallo

Récit d'un témoin clé

EXCLUSIF

À l'heure où s'ouvre le procès des assassins présumés de Thomas Sankara, celui qui fut son aide de camp puis un maillon de son dispositif sécuritaire s'est confié en exclusivité à JA. Et apporte un nouvel éclairage sur la fin tragique de l'icône panafricaine.

BENJAMIN ROGER

D

Des anecdotes sur le « camarade capitaine », il en a des centaines. Toutes en évoquent une de ses facettes. Et même si plus de trois décennies se sont écoulées depuis qu'il l'a vu pour la dernière fois, guitare en main sur sa terrasse de Ouagadougou, quelques jours avant d'être fauché par des rafales de kalachnikov, Moussa Diallo semble intarissable sur ses années au plus près de l'icône panafricaine.

Les souvenirs sont toujours là, bien vivaces. En cette fin d'après-midi chaude de début septembre, derrière les rideaux tirés d'un appartement en banlieue parisienne, l'ancien aide de camp de Thomas Sankara les retrace un à un. Et se livre comme il l'a rarement fait. Libéré du devoir de réserve que lui imposait son statut d'officier, le jeune retraité dit tout ce qu'il sait sur ce funeste 15 octobre 1987 qui, à l'abri des regards, a conduit sous terre Sankara et douze de ses compagnons. « Je ne fais pas ça de gaieté de cœur, mais par devoir par rapport à ceux qui sont morts. Je le fais aussi pour l'Histoire. Un pays est fait de ces moments tragiques. Il ne faut pas les occulter mais en parler, pour que les jeunes générations s'en servent », explique-t-il.

Après avoir été entendu par le juge d'instruction François Yaméogo, qui a mené l'enquête pendant cinq ans sur cette affaire d'État, Moussa Diallo comparaitra comme témoin lors du procès historique qui s'ouvrira le 11 octobre devant le tribunal militaire de Ouagadougou. Comme tous les proches de Sankara, voilà plus de trente ans qu'il attend que justice soit faite pour l'assassinat de son ancien « patron ».

Un capitaine fringant au verbe haut

Entre le président révolutionnaire et son cadet, qu'il choisira comme aide de camp avant d'en faire un maillon de son dispositif sécuritaire, l'histoire fut relativement brève mais intense. Tout commence par une rencontre à Dédougou, en 1982. Moussa Diallo, alors jeune sous-lieutenant de retour de formation au Maroc et aux États-Unis, profite de vacances en famille en attendant son affectation. Au même moment, Sankara y est en résidence surveillée après avoir démissionné avec fracas de son poste de secrétaire d'État à l'Information sous la présidence de Saye Zerbo. Comme beaucoup de jeunes officiers de l'époque, Diallo a entendu parler de ce capitaine fringant au verbe haut et aux idéaux révolutionnaires. Il parvient à le rencontrer. Les deux militaires discutent toute la matinée. En le quittant, le sous-lieutenant Diallo déclare à Sankara qu'il est « prêt à le suivre ».

Il regagne ensuite le groupement d'instruction des forces armées à Bobo-Dioulasso, commandé par un certain Jean-Baptiste Lingani. Le 7 novembre 1982, un coup d'État renverse Saye Zerbo. Le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo devient président et nomme Sankara Premier ministre, le 10 janvier 1983. Quelques jours plus tard, Diallo reçoit un appel. Au bout du fil, le nouveau chef du gouvernement. « Je veux que tu viennes à Ouaga. J'ai besoin d'un aide de camp, j'ai pensé à toi. » Surpris par une telle marque de confiance, Diallo débarque dans la capitale dès le lendemain pour prendre ses fonctions. « Voilà comment j'ai débuté à ses côtés. Nous passions nos journées ensemble, du matin au soir », se souvient-il. Au fil des semaines, les divergences se creusent entre le président et son populaire Premier ministre. Le 17 mai, Sankara est arrêté, puis placé en résidence surveillée. Mais, en coulisse, il se prépare à prendre le pouvoir avec l'appui de son camarade Blaise Compaoré, qui dirige le camp des para-commandos à Pô. À Ouaga, Moussa Diallo continue à servir discrètement son patron. Il l'aide à se rendre de nuit à des réunions, fait office d'agent de liaison

avec Compaoré et ses hommes... Mais il finit par être renvoyé dans son régiment, à Bobo-Dioulasso. Le 4 août 1983, alors que les capitaines Sankara et Compaoré prennent le pouvoir dans la capitale, Moussa Diallo et ses hommes assurent la réussite du putsch dans la deuxième ville du pays en prenant ses principaux points stratégiques.

Une fois président, Thomas Sankara envoie un message à son collaborateur : « Je t'attends à Ouaga. » Diallo ne répond pas. Il ne veut plus occuper ce poste éreintant d'aide de camp. « Je ne supportais plus son rythme, se justifie-t-il. Il vivait à 200 à l'heure, ne dormait pas, ne mangeait pas. Nous partions tôt le matin et nous ne savions jamais quand nous allions rentrer. Je ne voyais plus ma fiancée, avec laquelle je ne communiquais plus que par téléphone. » Le nouveau chef de l'État, qui apprécie sa franchise, comprend sa décision. Et continue de faire pleine confiance à Diallo, désormais propulsé commandant du groupement d'instruction de Bobo-Dioulasso

LE CHEF DE L'ÉTAT L'APPELLE RÉGULIÈREMENT. LA MÊME PHRASE REVIENT SOUVENT : «DIALLO ! ÇA VA ? VIENS VOIR ! »

et, surtout, coordonnateur des Comités de défense de la révolution (CDR) de tout l'ouest du Burkina Faso. Malgré les 350 kilomètres qui les séparent, le chef de l'État appelle régulièrement son ancien aide de camp. La même phrase revient souvent : « Diallo ! Ça va ? Viens voir ! »

Au Ghana pour rencontrer Jerry Rawlings, à Cuba pour rendre visite à Fidel Castro, à Washington pour le fameux discours à la tribune des Nations unies... L'officier est de plusieurs voyages officiels. Quand il est dans son régiment, à Bobo, il reçoit parfois la visite, nocturne et impromptue, de son imprévisible aîné. « Le soir de notre mariage, alors que mon épouse et moi étions couchés, j'ai entendu toquer à ma porte. C'était Thomas, qui s'est excusé pour le retard mais qui avait tenu à venir. Nous avons mangé une part de gâteau, discuté un peu, et il est reparti au milieu de la nuit », se rappelle-t-il.

En 1985, Moussa Diallo est promu commandant adjoint de la gendarmerie nationale et revient à Ouagadougou. Membre du →



Moussa Diallo, aujourd'hui à la retraite, en banlieue parisienne, le 8 septembre 2021.

VINCENT FOURNIER POUR JA

→ premier cercle de Sankara, il continue à le voir régulièrement, ainsi que toute sa garde rapprochée, à commencer par Étienne Zongo, son successeur comme aide de camp du « PF » (président du Faso). Dans les mois qui suivent, les rumeurs de tensions au sommet du Conseil national de la révolution (CNR) entre le clan Sankara et celui de Compaoré se font de plus en plus insistantes. Comme plusieurs proches du capitaine au béret rouge, voilà un moment que Diallo se méfie de son supposé frère d'armes.

Fiché communiste

Un épisode que lui relate Vincent Askia Sigué, garde du corps et ange gardien de Sankara, autant réputé pour sa loyauté à toute épreuve que pour ses méthodes brutales, lui met la puce à l'oreille. Au début de 1985, Sigué, avec lequel Moussa Diallo s'est lié d'amitié quand il était aide de camp, débarque à Bobo-Dioulasso sans le prévenir. « C'est urgent, il faut absolument que je te parle », lui dit le grand gaillard aux biceps saillants, expert en maniement des armes. Celui que certains surnommaient le « chien de garde » de Sankara est en mauvaise posture. Des péripéties lors d'une mission à l'étranger, mais surtout une empoignade musclée avec des diplomates libyens, qui s'en sont plaints à Tripoli, ont mis le président hors de lui. « Je suis venu te donner un message pour le patron. Il refuse de me voir ou de me prendre au téléphone. Je le comprends, mais dis-lui que son attitude est suicidaire. Les gens ne m'aiment pas parce qu'ils savent qu'il faudra passer sur mon corps pour l'atteindre. Je suis prêt à mourir pour lui. Dis-lui que s'il m'éloigne, ils vont l'abattre. Celui qui est derrière tout ça, c'est Blaise Compaoré », affirme, cette nuit-là, Sigué à Diallo, dans sa chambre d'hôtel à Bobo-Dioulasso.

Alors que l'officier objecte qu'il y va un peu fort, son collègue poursuit. Et lui raconte un échange qu'il a eu avec Blaise Compaoré à Pô, quelques semaines avant le coup d'État du 4 août 1983. « Une fois que nous serons au pouvoir, il ne faut pas que Thomas soit président. Il est déjà fiché communiste, pro-Kadhafi... Ce n'est pas bon pour nous et pour la réussite de la révolution. Il faut que ce soit moi le président. Thomas en restera un leader charismatique, mais pas au premier plan », lui aurait assuré le chef des para-commandos. Le soir même, Sigué prend sa voiture et fonce à Ouagadougou pour tout raconter à Sankara,

**« JE SUIS VENU TE DONNER
UN MESSAGE POUR LE
PATRON. DIS-LUI QUE SON
ATTITUDE EST SUICIDAIRE,
QUE S'IL M'ÉLOIGNE, ILS
VONT L'ABATTRE. »**

lequel appelle directement Compaoré pour convenir d'un rendez-vous à mi-chemin. Une fois au point de rencontre, les deux capitaines parlent longuement dans une voiture, en pleine nuit. En ressortant, « Tom' Sank » va voir son fidèle garde du corps : « C'est bon,

c'est réglé, Blaise renonce à ce qu'il t'a dit. » Puis ils rentrent à Ouaga, tandis que Compaoré retourne à Pô. Depuis ce jour, ce dernier n'a plus jamais voulu reparler à Sigué, dont il se méfiait comme de la peste.

Intrigué, Moussa Diallo a tenu à vérifier cette histoire directement auprès de Sankara. « Je lui en ai parlé un matin, tôt, chez lui, alors qu'il sortait de sa douche. Il a confirmé tous les propos de Sigué. Je lui ai répondu : "Dans ce cas c'est très grave, car ce n'est pas le genre d'ambition à laquelle on renonce facilement." » Désormais, Diallo en est convaincu : il faut surveiller Compaoré et ses proches comme le lait sur le feu. En



BARA/INFORMATION HAUTE VOLTAA/ARCHIVES JA



De g. à dr., le capitaine Blaise Compaoré, ministre d'État délégué à la présidence, le capitaine Thomas Sankara, président du Conseil national de la révolution (CNR), et le lieutenant Moussa Diallo, chef des Comités de défense de la révolution (CDR) de Bobo-Dioulasso, le 5 août 1983, à Ouagadougou.

1987, plusieurs épisodes renforcent encore sa méfiance. Par exemple, quand son supérieur, Ousseini Compaoré, le commandant de la gendarmerie, revient d'une mission au Togo. Sur place, il a rencontré un ministre qui lui a confié une caisse à remettre à Blaise Compaoré. Dedans, du champagne que, selon ce ministre, « Blaise avait beaucoup aimé » lors de son récent passage à Lomé. Une fois rentré, il remet le cadeau à son destinataire, qui feint l'étonnement et lui répond qu'il ne connaît pas ce ministre togolais. Surpris, Ousseini Compaoré et Moussa Diallo enquêtent et découvrent finalement que Blaise est allé au Togo depuis la Côte d'Ivoire sans rien dire à personne, pas même à Sankara. « Il cachait des choses, il niait la vérité. Cela devenait suspect. Tout ça nous a fait comprendre qu'il n'était plus loyal », assure Diallo.

Mais c'est surtout une autre affaire, bien plus sérieuse, qui va alerter les deux responsables de la gendarmerie – et même les conduire à mettre le domicile de Blaise Compaoré sur écoute par leur

service de renseignement, sans prévenir Sankara. « C'était osé, mais il fallait bien faire quelque chose tant la situation devenait critique », explique avec le recul l'ex-commandant adjoint de la gendarmerie. En 1987, donc, le colonel Jean-Claude Kamboulé, opposant à la révolution, tente d'organiser un mouvement de résistance depuis la Côte d'Ivoire, sous la protection des services ivoiriens et de Félix Houphouët-Boigny. Ce petit groupe avait été infiltré par un agent burkinabè qui informait régulièrement ses supérieurs sur ses activités. D'après lui, Kamboulé serait revenu un jour furieux d'une audience avec le président ivoirien. À ses hommes, il aurait alors tenu ces propos : « Le Vieux m'a demandé d'arrêter tout ce qu'on fait pour déstabiliser Sankara parce qu'il a déjà trouvé une solution plus rapide et plus facile : c'est Blaise Compaoré qui va s'en occuper. » Ces informations sont immédiatement remontées au président burkinabè, qui, malgré l'insistance de ses proches, ne fera rien.

Guerre des tracts

Les semaines passent, les tensions s'accroissent. La guerre des tracts fait rage. Chaque jour ou presque fleurissent dans les rues de Ouaga des feuillets caricaturant Sankara en tyran solitaire. Pour Moussa Diallo et plusieurs proches du président, il ne fait aucun doute que Compaoré et ses hommes sont derrière cette campagne. Le 2 octobre 1987, le président est à Tenkodogo pour célébrer le quatrième anniversaire du discours d'orientation politique de la révolution. Il est violemment critiqué par Jonas Somé, leader étudiant et représentant des CDR dans les universités. « C'était, aussi et surtout, un "petit" de Blaise », explique Diallo. Quelques jours plus tard, grâce au système d'écoutes mis en place au domicile ouagalais de Compaoré, l'ancien aide de camp capte une conversation qui l'inquiète au plus haut point.

Venu rendre visite au numéro deux de la révolution, Jonas Somé apprend qu'il est à Pô auprès des para-commandos. Il l'appelle alors depuis sa ligne fixe. « Il lui disait qu'il était temps de passer à l'action, que la situation allait s'aggraver s'ils ne faisaient rien et que lui était déjà prêt, affirme Diallo. De son côté, Blaise essayait de le rassurer et lui disait : "Oui, rassure-toi, ça va se faire, ne t'inquiète pas." Leur discussion laissait clairement entrevoir qu'il y avait un projet commun d'agir contre Thomas. » Dans la foulée, l'officier de gendarmerie prend la cassette, achète un magnéto portable et demande en

urgence à voir Sankara. Une fois dans son bureau, il lui tend la magnéto. « Camarade président, je voudrais que vous écoutiez ça, c'est très important. » Réponse de l'intéressé : « Non, je n'écouterai pas, tu peux me laisser. » Avant de partir, Moussa Diallo fait quand même écouter la conversation à Étienne Zongo pour l'alerter. Le soir, il reçoit un appel de Sankara, qui l'invite à passer chez lui. « Je sais de quoi tu veux me parler », lui dit-il en guise de formule d'accueil. Diallo insiste, lui dit qu'il redoute un assassinat, que ses proches aussi risquent d'être tués s'il ne fait rien. « Il a pris sa guitare et a commencé à jouer. J'ai essayé de continuer mais il ne répondait plus, il jouait. Je le connais

**« CAMARADE PRÉSIDENT,
JE VOUDRAIS QUE VOUS
ÉCOUTIEZ ÇA. » RÉPONSE DE
SANKARA : « NON, JE
N'ÉCOUTERAI PAS. »**

bien, c'était sa façon de me dire : "C'est bon, je t'ai compris, tu peux partir." Il n'était pas plus inquiet que ça. Je suis donc rentré chez moi. C'est la dernière fois que je l'ai vu. » Plus de trente ans plus tard, il en est convaincu : Thomas Sankara, mis en garde par plusieurs de ses fidèles, n'ignorait rien de ce qui se tramait mais il se serait « laissé faire, volontairement ». Pourquoi ? Parce qu'il aurait été déçu par ses compagnons Compaoré, Lingani et Zongo, qui « ne suivaient plus le rythme de la révolution », et que, « en idéaliste qu'il était, il se pensait sûrement plus utile pour la cause mort que vivant ».

« Kennedy » vend la mèche...

Selon lui, Sankara tentera toutefois de crever l'abcès lors d'une réunion secrète entre les quatre hommes dans la soirée du 13 octobre, au domicile de Blaise Compaoré. « Si c'est moi le problème, je démissionne et vous continuez la révolution sans moi », leur a dit le président, révèle Moussa Diallo. Compaoré, Lingani et Zongo refusent qu'il quitte ses fonctions. En coulisse, les événements s'accroissent. Le même jour, Drissa Cissé, un commerçant et ancien député proche de Jean-Pierre Palm, un officier du clan Compaoré, est arrêté après avoir glissé à l'une de ses proches que « Blaise Compaoré serait bientôt président ». Des

Thomas Sankara
jouant de la
guitare pour
les chanteuses
Tshala Muana
(Zaire), M'Pongo
Love (Zaire)
et Julia Young
(Cameroun), le
1er août 1986.



ARCHIVES JA

propos que sa confidente est allée rapporter aux gendarmes. Le voilà détenu au camp de la gendarmerie de Bobo-Dioulasso. Informé de l'arrestation de ce commerçant, connu sous le surnom de « Kennedy », Jean-Pierre Palm tente immédiatement d'intervenir auprès du commandement de la gendarmerie à Ouagadougou pour le faire libérer. Devant Moussa Diallo, Ousseini Compaoré lui répond que ce qui est reproché à Cissé est « tellement grave » qu'il vaut mieux, dans son propre intérêt, ne pas se mêler de cette affaire. « C'était peut-être une erreur, mais Palm a alors sûrement compris que Cissé avait trop



parlé, analyse Diallo rétrospectivement. Je me demande encore s'ils n'ont pas avancé le coup au 15 octobre à cause de cette affaire, car "Kennedy" devait être transféré le 16 à Ouaga pour être interrogé. »

Le jeudi 15 octobre, Moussa Diallo est chez lui, au camp de la gendarmerie, au chevet de son épouse malade. Il n'en sort que vers 15 heures pour aller travailler. Sur place, il retrouve une vieille connaissance, l'ex-officier nigérien Moussa Ganda. Ce dernier connaît aussi le lieutenant Gilbert Diendéré, un fidèle de Blaise Compaoré, qui dirige les para-commandos de Pô, avec qui il est passé par l'académie militaire de Saint-Cyr,

en France. Ganda lui demande s'il peut joindre Diendéré. Moussa Diallo appelle alors le standard du Conseil de l'Entente, où il a son bureau. Devant lui, Ganda parvient à y joindre le bras droit de Blaise Compaoré, avec qui il commence à discuter de tout et de rien. Au mur, l'horloge indique presque 16 h 30. « Soudain, Ganda me dit que sa conversation avec Diendéré a été coupée. Nous essayons alors de rappeler le standard du Conseil, sans succès. Au bout de quelques minutes, le standardiste finit par décrocher. Au loin, j'entends des tirs. Mon interlocuteur me dit qu'il y a des rafales, et il raccroche. » →



La tombe de Thomas Sankara, en août 1988, à Ouagadougou.

→ Le commandant adjoint de la gendarmerie comprend immédiatement que des événements graves sont en cours, même s'il ignore encore que Sankara est alors en réunion avec des collaborateurs au Conseil de l'Entente. Il retourne chez lui, prend son arme et sa voiture, et se dirige vers les lieux de la fusillade. Estimant qu'il est imprudent de débarquer ainsi dans l'enceinte du Conseil alors qu'il ne sait rien des forces en présence, il choisit finalement d'aller chez son frère pour utiliser son téléphone et tenter d'y voir plus clair. Dans les rues, c'est la confusion. Diallo essaie de repartir, mais très vite les carrefours stratégiques de la ville sont tenus par des militaires. Il décide de rester caché chez son frère. Dans la soirée, il apprend, dévasté, que Sankara et douze de ses compagnons ont été assassinés.

« Kafando dirigeait le commando »

Moussa Diallo finit par rentrer chez lui. Le 17 octobre, il est arrêté et envoyé au Conseil de l'Entente, où il est détenu pendant sept mois. Sur place, un de ses geôliers est un membre de la garde rapprochée de Blaise Compaoré. Il est de Dédougou, comme lui, et le connaît de longue date. L'homme finit par se confier à Diallo. Selon lui, dans les jours qui ont précédé le 15 octobre, Hyacinthe Kafando, le chef de la sécurité rapprochée de Compaoré, leur avait interdit de quitter le domicile de leur patron pour éviter toute fuite. Ils mangeaient et dormaient sur place. Tous sentaient qu'une opération était prévue, mais ils n'en avaient

pas les détails. Le jour J, ce témoin affirme avoir vu partir de la cour un groupe de militaires dirigés par Kafando. Selon Moussa Diallo, qui s'appuie sur les confidences de cet homme et d'autres protagonistes, Blaise Compaoré était bien chez lui à ce moment-là. Quant à Gilbert Diendéré, Diallo le jure sur l'honneur : il était au Conseil de l'Entente quelques minutes avant la fusillade.

À ses yeux, les responsabilités dans l'assassinat sont aujourd'hui assez claires. « Blaise Compaoré était l'ordonnateur, Gilbert Diendéré le superviseur, et Hyacinthe Kafando dirigeait le commando qui l'a exécuté », assure-t-il. Alors que le procès tant attendu s'ouvre en ce mois d'octobre devant le tribunal militaire de Ouagadougou, l'ancien aide de camp ne mâche pas ses mots contre les assassins présumés de Sankara. « Quand tu es officier, il y a une éthique à respecter. Et quand tu as commis un acte, tu dois l'assumer. Compaoré et Diendéré n'ont jamais assumé ce qu'ils ont fait et ont montré qu'ils n'avaient aucune éthique. » Le 11 octobre, l'ancien président, réfugié en Côte d'Ivoire depuis sa chute, en 2014, brillera par son absence à la barre. Son ex-chef d'état-major particulier sera, lui, bien présent. Avec toute la cour suspendue à ses déclarations. ●

**« COMPAORÉ ET
DIENDÉRÉ N'ONT JAMAIS
ASSUMÉ CE QU'ILS ONT
FAIT ET ONT MONTRÉ
QU'ILS N'AVAIENT
AUCUNE ÉTHIQUE. »**

africanews.

le seul média d'information panafricain multilingue

INSPIRE

— Africa —

SPÉCIAL

Autonomisation des femmes au Sahel

3 épisodes exclusifs en partenariat
avec le SWEDD, diffusés en
septembre, octobre et novembre.

Découvrez les femmes qui
construisent la croissance du Sahel.



Jeremiah Fisayo Bambi,
présentateur du programme
"Inspire Africa"

disponible sur CANAL+ canal #173 - DStv canal #417 - GOtv canal #47 (#143 Ghana, #343 Ouganda)

Blaise Compaoré, Gilbert Diendéré, Hyacinthe Kafando...

Trois principaux accusés et de nombreuses questions

Ils seront au cœur du procès tant leur responsabilité directe dans la mort de Sankara est pointée du doigt depuis des années. Mais seul Gilbert Diendéré sera à la barre.

BLAISE COMPAORÉ

Il sera le grand absent du procès. Réfugié en Côte d'Ivoire depuis son renversement, en 2014, Blaise Compaoré n'a aucune intention de se présenter le 11 octobre devant les juges burkinabè pour répondre de son rôle dans l'assassinat de Sankara. « Il ne se rendra pas à ce procès politique organisé à son encontre, devant ce tribunal militaire qui est une juridiction d'exception. Il n'a jamais été convoqué par le juge d'instruction pour un interrogatoire, et on ne lui a notifié aucun acte sinon sa convocation finale devant le tribunal. Je rappelle également qu'il bénéficie d'une immunité, prévue par la Constitution, en tant qu'ancien chef de l'État », estime son avocat, M^e Pierre-Olivier Sur.

Visé par un mandat d'arrêt, l'ancien président coule des jours paisibles à Abidjan, où il bénéficie de la protection et de la bienveillance de son vieil ami Alassane Ouattara. Avec son épouse (ivoirienne), Chantal, il réside dans une grande villa du quartier chic de Cocody-Ambassades. Il y reçoit ses amis de passage sur les bords de la lagune Ébrié, ses partisans burkinabè, ou encore des cadres de son parti, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), dont il est toujours le président d'honneur. Il lui

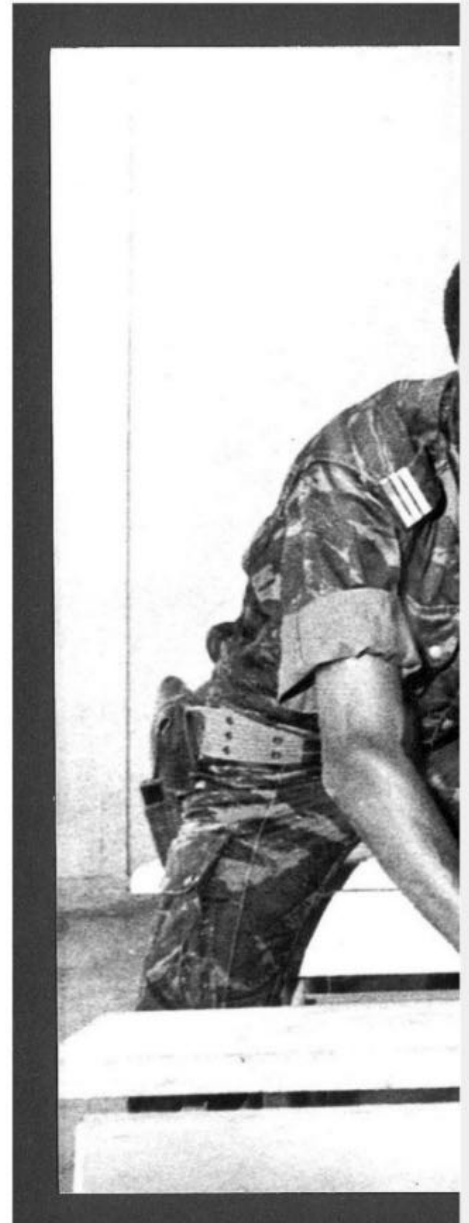
arrive aussi de passer des week-ends dans la station balnéaire huppée d'Assinie ou des vacances à l'étranger, comme au Maroc ou au Sénégal. Début 2021, il est aussi allé se faire soigner au Qatar. À 70 ans, le « beau Blaise » n'est plus aussi fringant, et nombre de ses visiteurs le disent amoindri, voire malade. Il souhaite surtout finir sa vie chez lui et ne cache pas son envie de rentrer au Burkina Faso. Mais, en coulisse, les tractations entre Abidjan et Ouaga sont dans l'impasse. Même s'il a fait de la réconciliation nationale une priorité de son second mandat, Roch Marc Christian Kaboré entend que justice soit faite, sur le dossier Sankara comme sur d'autres. De son côté, Blaise Compaoré ne compte pas revenir tant qu'une menace judiciaire pèse sur lui.

Invisible pendant trois jours

Le 11 octobre, nul doute que le président déchu suivra avec attention l'ouverture de ce procès historique dont il sera le principal accusé, jugé par contumace pour atteinte à la sûreté de l'État, complicité d'assassinat et recel de cadavres. Si des centaines d'enquêtes et de témoignages ont pointé, au fil des décennies, sa responsabilité directe dans

l'assassinat de son « frère » Thomas Sankara, le taiseux Blaise Compaoré n'a que très peu évoqué son rôle dans cette affaire. Quant à ceux qui espéraient enfin l'entendre répondre aux questions des juges, ils devront encore attendre.

Selon la version officielle, Blaise Compaoré était chez lui, souffrant, quand Sankara et ses douze compagnons ont été tués au Conseil de l'Entente, le 15 octobre 1987, vers





ARCHIVES JA

Déçu par Compaoré (à g.) et le commandant Lingani (à dr.), Sankara se serait « laissé faire ».

16 h 30. Plusieurs sources, dont un ancien aide de camp de Sankara, Moussa Diallo (*lire pp. 44-50*), ont indiqué qu'il était bien chez lui à ce moment-là. Des témoins rapportent également que le petit groupe de para-commandos qui a tué Sankara et ses compagnons, dirigé par l'adjudant-chef Hyacinthe Kafando, était parti à bord de plusieurs véhicules du domicile de Compaoré. Selon Alouna Traoré, seul collaborateur de

Sankara à avoir survécu à la tuerie du 15 octobre, Hamidou Maïga, le chauffeur et garde du corps personnel de Compaoré, en faisait partie.

Dans les trois jours qui suivent, Blaise Compaoré est invisible. Le 15 octobre au soir, la proclamation du Front populaire, qui consacre le coup d'État, est pourtant faite en son nom. « Il est très fatigué et doit se reposer, mais c'est bien lui qui dirige le Front populaire », affirment, le lendemain,

le commandant Lingani et le capitaine Zongo à des diplomates étrangers basés à Ouagadougou.

Il prétend un complot...

Compaoré fait finalement sa première apparition publique le 18 octobre, pour une réunion avec les secrétaires généraux des ministères destinée à remettre l'administration publique en marche. Le 19 octobre, il décide de s'adresser enfin à ses →



FRANÇOIS MORI/AP/SIPA

Blaise Compaoré, le 18 septembre 2012, à Paris, après une rencontre avec le président Hollande.



AHMED OUBA/AFP

Le général Gilbert Diendéré, le 10 décembre 2011.

→ compatriotes. Livide, stressé, il lui faudra deux heures pour enregistrer son message à la nation. Pour tenter de justifier la mort de Sankara et de ses douze compagnons, il développe la thèse d'un complot selon laquelle l'ancien président et sa garde rapprochée projetaient de l'arrêter avec ses proches le soir du 15 octobre, à 20 heures. « Informés à temps, les révolutionnaires sincères se sont insurgés, déjouant le complot de 20 heures et évitant ainsi à notre peuple une tragédie sanglante, un bain de sang inutile. Ce dénouement brutal nous choque tous, et moi plus que quiconque pour avoir été son

compagnon d'armes, mieux, son ami. Aussi, pour nous, il reste un camarade révolutionnaire qui s'est trompé. »

Quelques jours après l'assassinat, Blaise Compaoré s'explique encore devant quelques journalistes étrangers présents à Ouagadougou, dont Philippe Dementet, de l'hebdomadaire *La Vie* : « Quand ça a commencé à tirer, je suis descendu dans la rue avec mon arme. Je croyais que c'était ma maison qu'on attaquait. Je suis arrivé au Conseil de l'Entente vers 18 heures. Je me suis mis en colère contre les hommes responsables du carnage. Mais ils avaient des preuves qu'un complot contre mes

camarades et moi-même se préparait pour 20 heures. Si je n'avais pas eu ces éléments de preuve, j'aurais réagi de façon brutale contre ceux qui avaient commis un tel acte et jamais je ne serais resté à la tête de l'État. »

GILBERT DIENDÉRÉ

Quand il a été arrêté après sa tentative de coup d'État contre les autorités de transition, en 2015, beaucoup ont immédiatement pensé qu'il allait enfin rendre des comptes pour l'assassinat de Sankara. À raison. Incarcéré à la Maison d'arrêt et de correction des armées (Maca) depuis six ans, le général Gilbert Diendéré, déjà condamné à vingt ans de prison pour son putsch manqué, sera au centre de toutes les attentions à partir du 11 octobre.

Homme secret

Car, en l'absence de son ancien patron, Diendéré fera figure de principal accusé à la barre. L'ancien chef d'état-major particulier de Compaoré, qui dirigeait son redouté régiment de sécurité présidentielle (RSP), est poursuivi pour atteinte à la sûreté de l'État, complicité d'assassinat, recel de cadavres et subornation de témoins dans le dossier Sankara. Nul doute qu'il sera longuement interrogé durant le procès tant cet homme secret, véritable boîte noire du régime Compaoré, est présumé être au cœur des événements du 15 octobre 1987. En trois décennies, Gilbert Diendéré ne les a presque jamais évoqués. À l'époque, il était le commandant adjoint des paracommandos de Pô et faisait déjà office de bras droit de Compaoré. Ce sont ses hommes qui ont tiré sur Sankara et ses douze camarades. D'après certains témoins, c'est lui qui leur aurait donné l'ordre de passer à l'action en ces termes : « S'ils résistent, anéantisiez-les ! »

Dans un entretien à JA lors d'une rencontre à la Maca, en 2017, le général avait nié toute implication. « Je n'étais pas au courant d'une quelconque opération contre Sankara. J'ai été informé après les événements, comme Blaise, qui était malade, chez lui, quand cela est arrivé. » Il



Inauguration d'un monument à la mémoire de Thomas Sankara, au Conseil de l'Entente, à Ouagadougou.

avait aussi juré n'avoir donné « aucun ordre » à Hyacinthe Kafando, qui jouissait même, avait-il affirmé, d'une « certaine autonomie ».

Auparavant, Gilbert Diendéré s'était aussi confié au Belge Ludo Martens, qui avait retranscrit ses propos dans son livre *Sankara, Compaoré et la révolution burkinabè*, livrant une version bien différente. « [Nous avons été prévenus] que Compaoré, Lingani et Zongo seraient arrêtés ce soir. Notre réaction a été qu'il fallait arrêter Sankara avant que l'irréparable ne se produise. Sankara tenait comme toujours son arme, un pistolet automatique, à la main. Il a immédiatement tiré et tué un des nôtres. À ce moment, tous les hommes se sont déchaînés. »

HYACINTHE KAFANDO

Depuis que le juge d'instruction François Yaméogo l'a convoqué pour l'entendre sur l'assassinat de Sankara, fin 2015, Hyacinthe Kafando

s'est volatilisé. La présence de l'ancien militaire, devenu chef de la sécurité rapprochée de Blaise Compaoré quand celui-ci est arrivé au pouvoir, aurait été signalée au Bénin et au Togo. Mais selon plusieurs sources, c'est surtout en Côte d'Ivoire qu'il se cache depuis six ans. Il y bénéficierait, à l'instar de Compaoré, de la bienveillance des autorités ivoiriennes.

Visé par un mandat d'arrêt, l'ex-adjutant-chef demeure introuvable. Il sera lui aussi absent du procès Sankara, dans lequel il est accusé d'atteinte à la sûreté de l'État et d'assassinat. Kafando est pourtant l'une des clés de cette affaire. Alors sous les ordres de Gilbert Diendéré, il est désigné par de nombreux témoins comme le chef du commando qui a criblé de balles Sankara et ses compagnons au Conseil de l'Entente.

Reste à savoir s'il a agi sur ordre de ses supérieurs

ou de sa propre initiative, comme l'assure Gilbert Diendéré. L'intéressé n'a jamais parlé et ne le fera malheureusement pas tant qu'il n'aura pas été retrouvé. ●

Benjamin Roger



Hyacinthe Kafando.

REM ZOEINGRE

Politique



INTERVIEW

Les Russes, la France, le cas Bozizé... Les vérités de Faustin- Archange Touadéra

Confronté à une offensive rebelle peu après sa réélection, à la fin de 2020, le président centrafricain a entamé son second mandat dans un contexte sécuritaire qui demeure tendu. Mais il dit ne souhaiter qu'une chose : la paix et la justice. Il s'est confié à *Jeune Afrique*.

PROPOS RECUEILLIS À BANGUI PAR MATHIEU OLIVIER

Tribune Rancœurs historiques

Mali La chute du « tigre »

Cameroun Valsero, le « général » qui défie
le pouvoir

Rencontre avec... Un thé à Rabat chez les Mobutu

Maroc La galaxie Akhannouch

Questions à... Reem Al Hashimy, directrice générale
de Dubaï Expo 2020

Algérie La chasse aux MAKisards est ouverte

Disparition Abdelaziz Bouteflika



Le chef de l'État
à Bangui, le
27 décembre 2020,
jour des élections
présidentielle et
législatives.

ALEXIS HUGUET/AFP

Nous n'aurons pas droit aux traditionnels bureaux de chefs d'État. Faustin-Archange Touadéra n'y est toutefois pour rien, pas plus que le protocole, qui nous attend de pied ferme en cette fin de matinée. Dans l'enceinte du Palais de la renaissance de Bangui, un échafaudage en barre désormais l'accès, symbole involontaire d'une Centrafrique en perpétuelle reconstruction. Ce 13 septembre, l'entretien devra se dérouler un peu plus loin, dans le « salon des ambassadeurs », siège provisoire des activités présidentielles.

À l'abri de l'atmosphère étouffante d'une capitale sous perfusion de la communauté internationale, Faustin-Archange Touadéra nous a reçu longuement. Le président grignotera même du temps sur son rendez-vous suivant, contraignant l'intéressé à patienter dans l'antichambre sous l'œil vigilant de Casques bleus rwandais. Fervent protestant, Touadéra a la parole rare. Critiqué pour sa proximité avec la Russie, accusé d'avoir conclu de mystérieux accords avec la société Wagner, ébranlé par des accusations d'exactions visant son armée, il n'ignore pas qu'il est attendu, par ses adversaires comme par ses partenaires. Si l'homme est méfiant, son large sourire ne le montre guère.

Jeune Afrique : Vous avez été réélu en décembre 2020 alors que venait d'être créée la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), rébellion qui attaquait Bangui en janvier suivant. Dix mois plus tard, la capitale est-elle hors de danger ?

Faustin-Archange Touadéra : Vous avez raison de rappeler le contexte. Avant les élections, la paix revenait. Les Centrafricains n'avaient qu'une envie : aller voter et choisir leur dirigeant. Mais cette coalition a voulu les en empêcher. Pis, elle a enclenché une déstabilisation totale de l'État et a fini par marcher sur Bangui et arriver à ses portes le 13 janvier, jusqu'à s'infiltrer dans le PK12 et le PK9.

Heureusement, avec l'aide de nos alliés, nous avons pu repousser l'offensive et libérer le corridor qui nous relie au Cameroun, que la CPC avait bloqué. L'étau est desserré mais, bien sûr, les violences continuent. Les forces de sécurité font leur travail et effectuent des missions de ratissage dans Bangui pour démasquer tous ceux qui détiennent illégalement des armes. Il y a toujours une menace, et nous la prenons au sérieux.

Depuis janvier, vous semblez avoir privilégié, avec vos alliés rwandais et russes, une option offensive et militaire.



Le 25 décembre 2020, des éléments russes et rwandais sécurisaient déjà un meeting du président candidat.

Jusqu'où irez-vous dans cette voie ?

L'action militaire nous a été imposée par la CPC. Je l'ai assumée pour protéger la population et les institutions, mais je n'ai pas choisi cette guerre. Avec un État et une économie si fragiles, nous n'en avons pas les moyens. Nos hommes sont en formation, notre armée en reconstruction, et des missions internationales travaillent à restaurer nos capacités militaires. De plus, nous sommes sous embargo des Nations unies pour les armes.

J'ai utilisé les moyens à ma disposition, notamment les accords qui lient la Centrafrique avec d'autres pays, comme le Rwanda et la Fédération de Russie. C'était indispensable : si la CPC était entrée dans Bangui, ça aurait été le coup d'État assuré, et nous serions revenus presque dix ans en arrière, en 2013. Nous avons été obligés de faire la guerre, mais nous privilégions les discussions pour ramener la paix.



NACER TALEL/ANADOLU AGENCY VIA AFP

De quelle manière ?

J'ai sollicité la CIRGL [la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs] et la Ceeac [la Communauté économique des États de l'Afrique centrale] pour que ces organisations dont nous faisons partie nous viennent en aide. Les présidents congolais, Denis Sassou Nguesso, et angolais, João Lourenço, ont répondu présent, et nous continuons à travailler avec eux pour trouver un moyen de restaurer la paix. Je le répète : notre priorité n'est pas l'option militaire et, selon nos informations, la CPC se désunit. Certains leaders souhaitent revenir dans le cadre des accords de paix signés en 2019 à Bangui. C'est ce à quoi nous travaillons.

Les accords de 2019 peuvent donc encore être appliqués ?

Ils restent un cadre idéal de sortie de crise. Quatorze groupes armés les ont signés, et six

d'entre eux en sont sortis pour créer la CPC. Il faut donc au moins se donner les moyens de les appliquer avec les huit qui sont restés. La mise en œuvre se poursuit, notamment au niveau du désarmement et de la démobilisation. Concernant les six autres groupes, nous espérons les faire revenir vers le texte qu'ils avaient signé après avoir longuement négocié avec nous.

Ne craignez-vous pas que l'on parle d'impunité ?

Quand je dis que nous voulons les faire revenir, cela ne veut pas dire que l'on oubliera tout. D'ailleurs, les accords de 2019 ne prévoient pas d'amnistie. La justice centrafricaine enquête, comme la Cour pénale internationale. Nous avons aussi la Commission vérité, justice et réconciliation. J'ai dit que mon second mandat serait celui de l'impunité zéro, et il le sera.

L'ancien président François Bozizé a séjourné à plusieurs reprises au Tchad, tandis que Nouredine Adam serait basé au Soudan. Quelles sont vos relations avec ces deux pays ?

La République centrafricaine a toujours eu de très bonnes relations avec ses voisins. Nous recherchons la paix, nous sommes dans les mêmes organisations régionales, et nous collaborons dans le cadre de commissions mixtes. C'est essentiel, car nos frontières sont à la fois longues et très poreuses, ce qui permet à nos ennemis de passer d'un territoire à un autre. Nous nous organisons pour régler le problème, notamment avec le Tchad et le Soudan.

Mais, dans les cas précis de Bozizé et d'Adam, qu'est-ce qui empêche leur arrestation ?

Leurs cas sont pris en compte dans les discussions que nous avons, notamment au sein de la CIRGL et de la Ceeac. J'ai aussi évoqué le cas de François Bozizé avec mon homologue tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno. Nous espérons trouver des solutions viables.

François Bozizé vous a-t-il déçu en reprenant les armes ?

Oui. Quand il est revenu clandestinement [en décembre 2019], j'ai pensé qu'il le faisait avec une idée de réconciliation. C'est pour cela que nous n'avons pas choisi de le soumettre à la justice, alors qu'il était sous mandat d'arrêt. Je lui ai parlé, je l'ai reçu en audience et je l'ai invité à la paix. Ensuite, la Cour constitutionnelle a invalidé son dossier de candidature. Lui, ancien président et garant de la Constitution, n'a pas souhaité respecter cette décision. J'ai été vraiment déçu. Et ça ne

s'est pas arrêté là : il a saboté tout ce que nous avions entrepris avec les groupes armés, tout ce qui était en train de se mettre en place. Les rebelles sont venus en armes jusqu'à Bangui, ils ont tué des commerçants, des militaires... Ces crimes, c'est Bozizé qui en est à l'origine.

Que pensez-vous de la solution évoquée au sein de la CIRGL de lui trouver un lieu d'exil afin de l'éloigner de la Centrafrique ?

Si nous, Centrafricains, lui mettons la main dessus, nous ferons en sorte qu'il réponde de ses actes devant la justice. Maintenant, si dans le cadre de la CIRGL et des négociations en cours nous décidons qu'il vaut mieux le condamner à vie à l'exil pour avancer vers la paix, nous l'accepterons. Mais il faudra que cet exil soit loin des frontières centrafricaines.

Vous avez tout à l'heure évoqué l'embargo sur les armes qui s'applique à la Centrafrique. Comprenez-vous qu'il soit encore en vigueur ?

Il avait un sens en 2013. Il est aujourd'hui injuste. Nous avons une armée en reconstruction et un président élu qui a pour mission de protéger la population. Or je n'en ai pas les moyens. Aujourd'hui, les groupes armés sont mieux équipés que nous. Ils achètent à l'étranger des armes d'un plus gros calibre, des mines antichars ou même des moyens antiaériens dont ne dispose même pas l'armée nationale. Il est injuste de nous priver des moyens d'user de la violence légitime.

À quoi cela sert-il que l'Union européenne forme notre armée si c'est pour la laisser sans armes ? Nous avons un président élu, un Parlement élu, un gouvernement démocratique, et, finalement, on nous empêche de remplir notre mission régalienne. Faut-il que l'on laisse des bandits renverser l'État ? L'embargo est un appel à tous ceux qui veulent nous déstabiliser : nos ennemis savent qu'en face d'eux il n'y a rien.

Depuis trois ans, vous avez reçu un soutien de taille, celui de la Fédération de Russie, mais aussi celui d'une société de sécurité russe nommée Wagner. Pourquoi cette alliance hors du commun ?

Avez-vous vu, ici à Bangui, une société qui s'appelle Wagner et qui aurait pignon sur rue ?

Wagner entretient des liens avec des entreprises présentes en Centrafrique, en l'occurrence Sewa Securities, pour la

sécurité, et Lobaye Invest, dans le secteur minier...

À ma connaissance, nous avons en Centrafrique des sociétés qui se sont créées conformément à la loi et qui agissent sur des marchés libéralisés. Nous n'avons pas les moyens d'enquêter plus loin. Vous me dites que certaines d'entre elles sont liées à Wagner, mais il faut que l'on nous donne les capacités de le vérifier. Moi je n'ai rien signé avec une société qui s'appellerait Wagner. Je vous mets au défi de prouver le contraire.

Vous n'avez pas connaissance des liens entre Sewa Securities, Lobaye Invest et Wagner ?

Il y a beaucoup de sociétés de sécurité privées à Bangui. Quant aux contrats miniers, ils n'ont pas à passer par moi.

Toutes les sociétés de sécurité n'engagent pas d'anciens combattants venus d'Ukraine ou de Syrie...

Je le redis : il y a des textes en vigueur en Centrafrique. Quand les gens les respectent, dans le cadre d'un secteur libéralisé, voulez-vous qu'on les chasse et qu'on leur dise : « Vous êtes de telle nationalité donc on ne veut pas de vous » ?

Le premier dirigeant de Lobaye Invest était un certain Evgueni Khodotov, un collaborateur de l'oligarque russe Evgueni Prigojine, proche de Vladimir Poutine et financier du groupe Wagner.

L'ignoriez-vous également ?

Je ne connais pas de monsieur Prigojine.

Selon plusieurs sources, il a pourtant organisé des rencontres entre les groupes armés et votre gouvernement, auxquelles celui-ci a pris part, avant les accords de 2019...

Vous m'apprenez beaucoup de choses. Je suis allé à Khartoum et j'y ai rencontré les responsables des groupes armés. Tout cela se passait en séance plénière, en public, sous l'œil de nos partenaires, comme l'Union africaine par exemple. C'était à la télé et à la radio. Je n'ai pas souvenir qu'il y ait un quelconque Russe sur les images.

Aucun allié russe n'est intervenu dans les négociations en amont ?

Je n'en ai pas eu connaissance.

Sur le sol centrafricain, des combattants russes sont bien présents, notamment à

« Avez-vous vu, ici à Bangui, une société qui s'appelle Wagner et qui aurait pignon sur rue ? »



Berengo, dans un camp situé autour de l'ancien palais impérial. Cette présence a-t-elle vocation à durer ?

Elle est autorisée dans le cadre des Nations unies. L'objectif des instructeurs russes est de former les militaires centrafricains à l'utilisation des armes qui nous ont été livrées – environ 7000 armes individuelles –, gracieusement et légalement, par la Fédération de Russie. Ce n'est pas quelque chose qui se fait en cachette.

Vous évoquez des instructeurs, mais qu'en est-il des combattants sur le terrain ?

La situation a évolué avec l'offensive de la CPC. La population réclamait la présence de l'armée sur le terrain pour faire face aux groupes qui tuaient, installaient des barrages ou occupaient des bâtiments administratifs. J'ai demandé que le déploiement de nos forces s'effectue de manière conjointe avec nos alliés, notamment pour éviter que celles-ci n'utilisent mal les armes données par les Russes. Chaque unité a donc eu avec elle un petit groupe de supplétifs russes, ce qui a fait baisser le nombre de ceux qui étaient à Berengo. Il fallait compenser, et, en accord avec les Nations unies, de nouveaux instructeurs sont donc arrivés. Voilà les faits. Au sujet des Russes, il n'y a rien à cacher.

Le rapprochement avec la Russie a affecté la relation entre la Centrafrique et la France. Est-elle plus apaisée aujourd'hui ?

Pourquoi se focaliser sur la Russie, qui nous a en plus aidés gracieusement ? Je le répète : les besoins sont énormes, dans l'équipement ou dans la formation des policiers, des gendarmes et des gardes forestiers. Nous avons demandé l'aide de tous les pays de bonne volonté et aussi de l'UE. À l'époque, Federica Mogherini [ex-chef de la diplomatie européenne] m'avait répondu qu'elle avait fait passer le message aux États membres de l'UE. Nous n'avons pas eu de réponse favorable. La Fédération de Russie, avec qui notre relation est ancienne, a quant à elle répondu présent. Un autre pourrait en faire de même. Pour la Centrafrique, la solution ne passe pas par la Russie ou par la France, mais par la France et par la Russie. Ce qui nous a été donné est en deçà de nos besoins. Nous ne refusons donc aucune main tendue.

En juin, un rapport des experts des Nations unies pour la Centrafrique a évoqué un certain nombre d'exactions qui auraient été commises par l'armée centrafricaine et ses alliés. Comment avez-vous réagi ?

Nous avons été informés de ces allégations par voie de presse, et j'ai demandé à la →

Alexandre-Ferdinand N'Guendet, ancien président du CNT (à g.) et François Bozizé (au centre), à Bangui, le 24 novembre 2020.



À Bangui,
le 13 septembre.

→ justice d'ouvrir des enquêtes. C'est en cours. Si les accusations sont fondées, il faudra prendre des mesures en conséquence, dégager les responsabilités et désigner les coupables. Nous avons la ferme volonté de faire la lumière sur les faits.

Encore au sujet de l'ONU, faut-il selon vous faire évoluer le mandat de sa mission en Centrafrique, la Minusca ?

Oui, il doit être plus robuste. On a bien vu que la coalition de François Bozizé et des groupes armés avait la capacité de se battre avec des obus et des mines jusqu'aux portes de Bangui. Il faut donner à la Minusca les moyens de riposter. Nous avons besoin de troupes combattantes, et c'est en ce sens que nous avons plaidé auprès du Conseil de sécurité. Je crois que nous avons été entendus, puisque la mission a reçu plus de moyens, notamment aériens, avec des avions de combat, pour appuyer nos troupes au sol et empêcher les groupes armés de poursuivre les violences à l'encontre de la population.

Vous vous apprêtez à organiser un dialogue national, prévu avant la fin de l'année. Qu'en attendez-vous ?

Je suis un homme de dialogue. La preuve : dès ma prise de fonctions, en 2016, j'ai commencé à discuter avec les groupes armés. Aujourd'hui, beaucoup de personnalités politiques réclament une concertation nationale. J'ai demandé que l'on consulte toutes les forces vives de la nation et que l'on mette en place un comité d'organisation pour réfléchir à l'événement. La majorité et l'opposition sont là, comme la société civile ou les syndicats, et tout le monde travaille à dégager des thématiques. Nous pourrions parler de tout,

et la parole ne sera refusée à personne du moment qu'un cadre républicain est observé, que la Constitution et les lois en vigueur sont respectées.

Une enquête sur des liens présumés entre des personnalités de l'opposition, comme Karim Meckassoua – qui a préféré fuir le pays –, et la CPC est en cours. N'est-ce pas un mauvais signal envoyé avant ce dialogue ?

La loi s'applique à tout le monde. C'est vrai que des gens qui sont peut-être des leaders d'opinion font l'objet d'enquêtes. Mais il ne doit pas y avoir d'impunité pour qui que ce soit. Dans le cas de Karim Meckassoua, les experts des Nations unies indiquent clairement dans les pages 10 et 11 de leur rapport sorti en juin qu'il est en lien avec la CPC.

Le même rapport contient les accusations d'exactions contre l'armée centrafricaine, que vous qualifiez plus tôt d'allégations...

Oui, là aussi c'est à la justice de faire son travail. C'est une question de cohésion sociale et de respect des victimes. Karim Meckassoua a été destitué par la Cour constitutionnelle comme d'autres députés l'avaient été par le passé. Il a été président de l'Assemblée nationale, mais il a préféré fuir le pays clandestinement. Pourquoi se soustraire de cette manière, si ce n'est dans le but de favoriser la violence et de commettre des actes de déstabilisation ? ●

« Dans le cas de Karim Meckassoua, les Nations unies indiquent clairement qu'il est en lien avec la CPC. »

UNE SERIE CANAL+ ORIGINAL

MANJAK

**A PARTIR DU 4 OCTOBRE
SEULEMENT SUR**

**CANAL+
PREMIERE**

VOÏCE © DJIBRI DANKOHO POUR CANAL+



Tribune Yann Gwet

Essayiste camerounais

Rancoeurs historiques

Il y a quelque chose d'étonnant avec le Rwanda. Il s'y passe toujours quelque chose. Ce pays est souvent, pour le meilleur ou le pire, à la une de l'actualité. Pourtant, vu de l'intérieur, on a le sentiment que l'essentiel passe au travers des radars médiatiques.

Récemment, par exemple, le gouvernement a annoncé la création d'un ministère de l'Unité nationale et de l'Engagement civique. L'information a été relativement peu commentée à l'extérieur du pays. Il est vrai que le décès de la star locale du rap « Jay Polly » à la même période dans un hôpital de Kigali, où il avait été conduit en urgence alors qu'il était détenu depuis plusieurs mois dans un établissement pénitentiaire, constituait, pour les pourfendeurs du pouvoir rwandais, une occasion de tirer une nouvelle fois à boulets rouges sur un régime qui provoque chez certains une aversion irrationnelle.

Pourtant, la question de l'unité nationale est centrale dans le projet de transformation du Rwanda. Elle a occupé l'esprit des architectes de sa renaissance après le génocide perpétré contre les Tutsi. Les fameuses « discussions du village Urugwiro » qui, entre mai 1998 et mars 1999, réunirent toutes les forces vives d'une nation pas totalement pacifiée pour plancher sur les fondements de

la reconstruction, identifièrent « l'unité nationale » comme l'un des socles du nouveau Rwanda. La nouvelle Constitution consacra « l'unité » comme l'un des « piliers du développement ».

L'impératif de l'unité répondait évidemment à l'histoire récente : l'instrumentalisation politique des divisions avait conduit le pays au bord de l'anéantissement. L'enjeu, sur le papier, était simple : s'unir ou périr. Dans les faits, c'était une autre histoire : comment « faire nation » avec des compatriotes dont une partie avait été actrice du génocide ? Comment faire émerger une communauté de destin dans

le pays bénéficiait d'atouts spécifiques qui, naturellement, favoriseraient l'œuvre d'unification : une langue unique, des coutumes communes, etc. Or, la présence de ces facteurs n'a pas empêché la désintégration du pays. Dans sa fameuse conférence sur la nation, Ernest Renan rappelle à juste titre que si « la langue invite à se réunir ; elle n'y force pas. Les États-Unis et l'Angleterre, l'Amérique espagnole et l'Espagne parlent la même langue et ne forment pas une seule nation... Il y a quelque chose de supérieur à la langue : c'est la volonté ».

Réalité objective

Puisqu'il est question de « volonté », difficile de dire que les nouvelles autorités en ont manqué dans leur objectif de réconciliation du peuple rwandais après la tragédie de 1994 : des actes de vengeance de militaires issus des rangs de l'armée du FPR ont été sanctionnés ; la mention ethnique sur les cartes d'identité a été abolie, des officiers issus de l'armée du régime génocidaire ont été intégrés à la nouvelle force, des anciens miliciens Interahamwe réfugiés dans les forêts congolaises ont été réadmis dans la société, etc.

Et pourtant, d'une certaine manière, la création même d'un ministère consacré à l'unité nationale, vingt-sept ans après le génocide, témoigne de ce que les

● ● ●
Au Rwanda, la création d'un ministère de l'Unité nationale montre que les efforts entrepris ont été insuffisants.

un pays qui, depuis son indépendance, s'était précisément bâti sur l'idée de destins irréconciliables ?

Les fondateurs du nouveau Rwanda avaient visiblement conscience de la difficulté du problème. Mais ils estimaient que

efforts entrepris depuis presque trois décennies ont été insuffisants. La réconciliation par la réforme du système politique n'a pas empêché le développement d'un négationnisme virulent. Mais qui aurait pu imaginer à l'époque qu'un génocide dont toutes les preuves existent aurait pu être relativisé, contextualisé, nié ? On peut penser que, dans l'esprit des cadres du Front patriotique rwandais [FPR], la question de la réconciliation des mémoires historiques ne se posait pas : le génocide contre les Tutsi était une réalité objective. Mais dès lors que, contre toute attente, des mémoires s'affrontent autour de la place et du sens de cet événement fondamental, sur quelles bases fonder « l'unité nationale » ? Dans quelle mesure l'unité peut-elle être accomplie sans un récit historique partagé ?

Cette question va bien au-delà du Rwanda. Au Cameroun, par

exemple, la question historique est revenue au cœur du débat national avec la résurgence de « la crise anglophone ». Là aussi, l'un des enjeux est celui du récit

● ● ●

Au Cameroun, tout l'enjeu est de savoir s'il peut y avoir cohésion nationale sans mémoire nationale.

national – et donc de l'unité du pays : peut-il y avoir cohésion nationale sans mémoire historique nationale ? Quel contrat social dans un climat de rancœurs historiques ? Au Nigeria, la parenthèse ouverte par la guerre

du Biafra n'a jamais été refermée ; l'héritage de cette tragédie pose toujours la question de l'unité du pays, d'autant plus que, entre-temps, d'autres considérations politico-historiques ont conduit à l'émergence de revendications sécessionnistes dans diverses autres régions du territoire. Et que dire de l'Éthiopie, dont une terrible guerre civile menace la survie ?

Constituer une nation est difficile. Le prix de « l'unité » est souvent lourd. C'est peut-être la raison pour laquelle les gouvernements confrontés à des problèmes de cohésion nationale choisissent soit de fermer les yeux, soit d'instrumentaliser les divisions – souvent pour le pire. En raison de son histoire, le Rwanda n'a pas d'autre choix que celui d'affronter le problème, puis d'y apporter une solution – et peut-être, comme dans d'autres domaines, d'inspirer le continent. ●



Commémoration des vingt-cinq ans du génocide, au stade Amahoro, le 7 avril 2019, à Kigali.

BENCURTIS/AP/SIPA

MALI

LA CHUTE DU « TIGRE »

Poursuivi dans l'affaire Air IBK, Soumeylou Boubeye Maïga est désormais derrière les barreaux. L'ancien Premier ministre réussira-t-il à se sortir de ce nouveau mauvais pas ?

FATOUmata DIALLO

Il est 8 heures à la maison centrale d'arrêt de Bamako. Alors que la plupart des prisonniers se réveillent à peine, Soumeylou Boubeye Maïga (SBM) s'active déjà. Il quitte ce dortoir « sans fenêtre ni bouche d'aération » qu'il occupe depuis le 26 août dernier avec 79 codétenus, et se rend dans un autre bâtiment, là où il partage un bureau avec les agents pénitentiaires. Fidèle à sa réputation, Boubeye ne chôme pas.

Tout le jour durant, il reçoit les visites de ses enfants, de ses épouses, de ses amis, et mobilise son réseau. Ses proches ne cachent pas leur inquiétude quant aux conditions de détention de l'ancien Premier ministre, mais ils l'assurent : à 67 ans, le « Tigre » est « toujours un vieux combattant qui se bat et garde le moral ».

Ce n'est qu'une fois la nuit tombée qu'il rejoint sa cellule, cette chambre exiguë où il dort aux côtés de bandits. Ce n'est pas la panacée, mais le prévenu a préféré cela à la cellule individuelle qu'on lui avait proposée pour des raisons de sécurité. Et alors, Boubeye ronge son frein. Il ne cachait plus son ambition de porter haut les couleurs de l'Alliance pour la solidarité au Mali et la Convergence des forces patriotiques (ASMA-CFP) à l'élection présidentielle de 2022 et imaginait ses →

NICOLAS REMÈNE

S'il semble ronger son frein, ce redoutable homme de réseau est décidé à se battre et « garde le moral ».



→ ennuis judiciaires derrière lui. Jamais il n'aurait imaginé voir ressurgir le fameux dossier Air IBK. L'affaire remonte à 2014, SBM est alors ministre de la Défense. L'achat par l'État malien d'un Boeing 737 pour près de 20 milliards de F CFA (30,5 millions d'euros) fait scandale, et dès le début le nom de Boubeye apparaît.

Le 2 octobre 2014, alors qu'il se trouve à Paris pour une visite privée, il voit même sa suite du luxueux hôtel Intercontinental du quartier de l'Opéra investie par la police. Le ministre est conduit dans les locaux de la Direction centrale de la police judiciaire de Nanterre (Hauts-de-Seine). Les enquêteurs sont convaincus qu'une transaction opaque a été effectuée grâce à l'intermédiaire de Michel Tomi, un sulfureux homme d'affaires français qui a œuvré dans les salles de jeux en Afrique. Celui-ci est mis en examen pour corruption d'agent public étranger, abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux.

Après quarante-huit heures de garde à vue, SBM est relâché sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Un ancien ministre d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) croit y voir la main de puissants soutiens : « Boubeye est très connecté avec les chancelleries. Lorsqu'il a été arrêté, Jean-Yves Le Drian [alors ministre français de la Défense] l'a soutenu en coulisses. » À l'époque, le ministre malien est surnommé « l'homme de Paris à Bamako ».

En 2018, le dossier finit par être classé sans suite. Définitivement, croit-on, jusqu'à ce qu'un procureur opiniâtre relance l'affaire. Mahamadou Timbo affirme être en possession de nouvelles preuves matérielles et du témoignage probant d'un « homme haut placé », des éléments suffisants pour rouvrir le dossier.

Le procureur près de la Cour suprême de Bamako a retenu cinq chefs d'inculpation contre SBM, parmi lesquels « atteinte aux biens publics par détournements » et « abus d'influence réelle ou supposée en vue d'obtenir des avantages ». Les détails ne sont pas connus par l'accusé : trois semaines après son incarcération, ses avocats assurent ne pas avoir accès au dossier malgré leurs demandes répétées auprès du juge d'instruction.

Intelligent et ambitieux

Intelligent et ambitieux, Boubeye « est un personnage qu'on doit avoir plutôt à l'œil que dans son dos », confiait IBK au sujet de l'ancien chef de la sécurité d'État (1993-2000). Les deux hommes ont longtemps été ennemis, mais IBK fait confiance à SBM en lui donnant les clés de la Défense dès le début de son premier mandat, en 2013. Le défi est



de taille dans un état en guerre où l'armée est en lambeaux.

L'homme a des atouts, et notamment sa relation « quasi filiale » avec Abdelaziz Bouteflika, décédé le 17 septembre dernier. SBM était gamin lorsqu'il a connu l'Algérien. Celui-ci venait se planquer à Gao pour préparer la guerre d'indépendance de son pays. Il loge alors chez le gouverneur de la ville, dont le père de Boubeye est le chauffeur. L'affection que SBM porte à Bouteflika restera intacte au point qu'il envisage de transformer la maison de son ami, à Gao, en musée. Ces liens se révèlent stratégiques face au boursier du nord du pays.

En septembre 2013, IBK est à Paris pour rencontrer son homologue, François Hollande, lorsque le Mali s'embrace. À Kidal, des échanges de tirs opposent l'armée malienne à des membres du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Puis, le 30 septembre, une mutinerie éclate à Kati. Des bérêts verts proches de l'ex-putschiste Amadou Haya Sanogo réclament une promotion. IBK est tenu informé des soubresauts, mais c'est Boubeye qui est sur place. À Bamako, le ministre de la Défense s'illustre dans ses nouvelles fonctions. Il lance l'opération Saniya (« propreté », en bambara) et réussit en quelques heures à mettre la main sur les mutins. Quelques mois plus tard, il arrête le général Sanogo. Grâce à Boubeye, le calme règne de nouveau à Kati, et IBK prononce une phrase restée célèbre : « Kati ne fera plus peur à Bamako, en tout cas pas à Koulouba. » L'avenir le démentira, mais, à l'époque, le régime a effectivement repris la main.

Accueillant le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, lors du 58^e anniversaire de l'indépendance du Mali, le 22 septembre 2018, à Bamako.

Selon Ibrahim Boubacar Keïta, SBM « est un personnage qu'on doit avoir plutôt à l'œil que dans son dos ».

Le président ne tarit alors plus d'éloges envers son ministre de la Défense et répète souvent : « Boubeye est un homme efficace. » L'intéressé, qui préfère la rigueur à l'oisiveté, n'est pourtant guère tendre envers son président. « IBK est un ignare, lance-t-il souvent. Il ne travaille pas, et dort beaucoup. »

Une première rupture a lieu en mai 2014. Lorsqu'à Kidal l'armée malienne essuie une lourde défaite face à des groupes armés menés par le MNLA. Il faut un responsable : le ministre démissionne. Mais Boubeye sait se relever. En 2018, alors que l'élection présidentielle ne s'annonce pas facile, IBK le rappelle. Cette fois, l'enfant de Gao deviendra Premier ministre. « Il sait mettre ses troupes au travail. Il est rodé à la machine politique et connaît tout le monde », indique un ancien ministre.

SBM a le bagout du journaliste sportif qu'il fut, jeune, à *Podium*. Rien ne le prédestinait à la politique et, à 67 ans, il a une trajectoire singulière dans le marigot malien. Son engagement remonte aux années 1980, lorsqu'il rencontre Alpha Oumar Konaré lors d'un congrès du Parti malien du travail (PMT), à Dakar. Konaré voit en Boubeye un jeune militant ambitieux et travailleur. Quand il prend les rênes du pays, en 1992, il nomme SBM à la tête de son cabinet. Puis en 1993, alors que le pays est toujours sous la menace de putschs, il croit en lui et lui confie les clés de la sécurité d'État (DSE). Boubeye obtient là l'un des postes les plus importants de sa carrière et sans doute celui qui va lui apporter le plus d'ennemis.

Boubeye est très ouvert, il n'a pas peur de rencontrer les gens. Il aime serrer les mains, mais aussi scruter ses interlocuteurs. À la DSE, il se mue très vite en détective et s'adonne à des pratiques parfois douteuses en constituant des dossiers. « Il avait des fiches sur tout le monde. Dès que vous lui donniez un nom, vous pouviez être sûr que dès le lendemain il connaissait déjà l'identité et les activités de la personne », confie un observateur de la vie politique malienne. À Bamako, il se dit même que le patron des services des renseignements connaît tout sur les bouquinistes qui traînent à l'entrée de l'université de Bamako.

Des méthodes qui dérangent

Reste que ces méthodes dérangent. À la fin des années 1990, il fait arrêter l'homme d'affaires Aliou Boubacar Diallo pour une affaire de corruption présumée, la veille du mariage de sa fille. Le businessman, qui a récemment adhéré au parti L'Alliance démocratique pour la paix-Maliba, ne lui a jamais pardonné.

« Quand il a été nommé à la DSE, Boubeye a eu des pratiques abusives. Son nom était cité dans toutes les sales affaires », glisse un cadre de Bamako. À l'époque, Alpha Oumar Konaré protège son petit poucet. Pour faire taire les critiques, il indique qu'il est son compagnon de lutte et qu'il ne doute pas de sa moralité. « C'est lorsqu'il a passé la main à Amadou Toumani Touré que Konaré a vu l'ampleur des magouilles dans lesquelles Soumeylou était trempé », ajoute notre source, qui a côtoyé l'ancien président. C'est la rupture entre le mentor et son protégé. Quand IBK nomme SBM Premier ministre, en 2017, Konaré confie au chef de l'État qu'il vient de se tirer une balle dans le pied.

Certains diront que l'avenir lui a donné raison. Pour la première fois dans l'histoire du Mali, en avril 2019, opposition et majorité s'accordent pour déposer une motion de censure contre le Premier ministre. Les députés pointent du doigt son bilan mitigé. Ils lui reprochent son manque de résultats dans la lutte contre l'insécurité et son incapacité à faire face au front social, alors que la grève des enseignants fait planer le spectre d'une année blanche. Boubeye sort la tête basse et laisse seul un IBK qui ne réussira jamais à reprendre totalement le contrôle.

Le régime a été renversé. Assimi Goïta et ses hommes ont pris le pouvoir à deux reprises, en août 2020 et en mai 2021. Leur relation avec Boubeye a d'abord été bonne, Malick Diaw, le président du Conseil national de transition, le connaît de longue date. Un temps, il se disait même que Boubeye leur servait de médiateur à l'international. Ont-ils finalement eu peur de ce sécuocrate ? Voilà en tout cas l'ancien puissant derrière les barreaux.

Selon ses proches, SBM n'a pourtant pas dit son dernier mot. Il croit en sa bonne étoile, en son sens politique et en son réseau. Partout en Afrique de l'Ouest, l'ancien ministre des Affaires étrangères (2011-2012) a des amis. Lorsqu'il a été arrêté, à la fin d'août, le président Alassane Ouattara – qu'il connaît depuis le début des années 1990 – s'est ainsi enquis de ses conditions de détention auprès des autorités maliennes.

En plus de trente ans de carrière politique, plusieurs fois Soumeylou Boubeye Maïga est tombé. Mais il s'est toujours relevé. À chaque fois, il est revenu plus fort. Ces jeunes militaires, que SBM a si longtemps dirigés et surveillés, vont-ils définitivement l'écarter ? Il faut se méfier des vieux tigres, ils gardent longtemps des griffes acérées. ●

Les jeunes putschistes, que Boubeye a longtemps dirigés et surveillés, vont-ils l'écarter ?



LA CEMAC

Face aux chocs exogènes, une stratégie régionale pour renforcer la résilience et retrouver le chemin de la croissance



Siège de la CEMAC

Le dernier sommet extraordinaire des **Chefs d'État de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)**, tenu par visioconférence le 18 août 2021 sous la présidence de **S.E. Paul BIYA**, Président du Cameroun et actuel Président de la Conférence des Chefs d'État de la CEMAC, a livré ses grandes résolutions. Parmi celles-ci, se dégage une stratégie régionale basée sur la solidarité et destinée à sortir la sous-région des multiples crises qu'elle traverse.



Le Président de la Commission de la CEMAC, le Pr Daniel Ona Ondo

SITUATION MACROÉCONOMIQUE EN PÉRIODE DE COVID-19 ET MESURES DE REDRESSEMENT

En évaluant la situation macroéconomique, en particulier dans le contexte de pandémie du Covid-19, les Chefs d'État de la CEMAC ont également analysé les mesures de redressement appropriées pour renforcer la résilience des économies de la sous-région en vue d'accélérer leur transformation structurelle.

En effet, les conséquences des crises sécuritaire, sanitaire et économique ont conduit à des déséquilibres dont les effets ont été dévastateurs sur les économies des pays de la CEMAC, alors que la sous-région commençait à tirer profit des réformes engagées, avec l'appui des partenaires extérieurs, dans

le cadre de la stratégie régionale de sortie de crise adoptée lors du sommet du 23 décembre 2016 à Yaoundé. Comme ce fut déjà le cas lors de la crise née de la chute des cours du baril de pétrole sur le marché international, qui avait fait peser le risque d'un ajustement monétaire sur la zone, les mesures de redressement préconisées par les décideurs se focalisent sur le plan communautaire de relance économique post Covid-19 de la CEMAC.

Face aux chocs exogènes, l'objectif est clair. Il s'agit pour les États de la CEMAC de réaffirmer la solidarité communautaire à travers une stratégie cohérente et coordonnée pour préserver la viabilité des finances publiques et renforcer la position extérieure de la CEMAC. Autrement dit, il s'agit d'assainir le système financier,

de mettre en œuvre les politiques et les réformes prioritaires dans le cadre de la deuxième phase du Programme de Réformes Économiques et Financières de la CEMAC (PREF-CEMAC), d'améliorer la gouvernance et la transparence dans les secteurs public et extractif et de créer des meilleures conditions d'une croissance inclusive, durable et tirée par le secteur privé.

UNE DYNAMIQUE PLUS FORTE POUR RELANCER LES ÉCONOMIES

Les mesures urgentes prises par les États membres de la CEMAC, dès l'apparition des premiers signes de la pandémie, en plus de l'appui des institutions régionales et communautaires qui, dans leurs domaines de compétence respective, ont permis de freiner la propagation de la maladie et de soutenir les acteurs économiques durement frappés par la crise sanitaire du Covid-19. À ce titre, on peut noter l'action décisive de la Commission de la CEMAC dirigée par le Pr Daniel Ona Ondo qui a pleinement joué son rôle en coordonnant la riposte au niveau sanitaire et économique.

En effet, qu'il s'agisse du plan sanitaire de riposte et de lutte sous-régional contre la

Covid-19 adopté par les Ministres de la Santé en mars 2020, ou du plan communautaire de relance post Covid-19 de la CEMAC récemment adopté par les Chefs d'État, l'institution en charge d'animer le processus d'intégration régionale a été au four et moulin en multipliant les initiatives pour limiter l'impact économique, social et humain de la crise en Afrique centrale.

En plus des solutions endogènes qui ont largement contribué à sortir la CEMAC du marasme, l'ensemble des initiatives internationales visant à apporter un ballon d'oxygène aux États est aussi à saluer. C'est dans cette perspective que la participation de la Directrice Générale du FMI, Kristalina Goergieva, du Président du Groupe de la Banque Mondiale, David Malpass, ou encore celle du Directeur Général du Trésor français, Emmanuel Moulin, lors des assises virtuelles de la CEMAC avait tout son sens. Par la mise en place des mécanismes additionnels de financement des déséquilibres budgétaires, le traitement de la dette publique et à travers les programmes économiques et financiers de deuxième génération avec le FMI, la stratégie régionale de redressement se veut plus dynamique et plus forte.



Le 5 avril 2019 au siège de l'UE à Bruxelles, Mme Francesca Di Mauro Directrice pour l'Afrique Centrale, Département Coopération Internationale de l'Union Européenne et le Pr Daniel Ona Ondo

PROJETS INTÉGRATEURS ET DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE POUR RENOUER AVEC LA CROISSANCE

Les recommandations des décideurs politiques de la CEMAC appellent à faire du plan communautaire de relance de l'économie post Covid-19, une cause commune. Elles suggèrent donc de poursuivre les efforts consentis dans la mobilisation effective des ressources promises pour le financement des 11 projets intégrateurs de la CEMAC présentés à la Table ronde de Paris ainsi que dans le suivi de leur mise en œuvre.

En outre, pour une réponse socioéconomique immédiate, à moyen et long terme, les responsables communautaires prescrivent de rétablir les grands équilibres macro-financiers, de protéger les emplois et les moyens de production et de permettre une reprise progressive de l'économie. Cela passe nécessairement par une plus grande diversification de l'économie de la zone CEMAC. Ainsi, l'harmonisation des politiques communes et sectorielles dans les domaines de l'industrialisation de la filière bois, ou encore la mise en place de l'observatoire du climat des affaires sont des signaux positifs qui vont dans le sens de la promotion d'un secteur privé dynamique et de la multiplication des sources de la croissance.



Réunion de travail en présence du Pr Daniel Ona Ondo, Président de la Commission de la CEMAC



www.cemac.int

CAMEROUN

VALSERO

« le général » qui défie le pouvoir

Il est devenu l'un des principaux porte-voix de la contestation. Aussi adulé que critiqué, le rappeur s'est produit à Paris fin septembre. Un concert qui a enflammé les esprits.

FRANCK FOUTE, À YAOUNDÉ

Ni treillis ni képi pour « le général », mais un drapeau aux couleurs nationales. Sur la scène du Zénith de Paris, ce 18 septembre, Valsero débarque drapé d'une étoffe vert, rouge et jaune. L'apparition de l'artiste à l'imposante stature déchaîne immédiatement la foule de fans. Alors que le plus engagé des chanteurs camerounais fait son retour sur scène après des mois sans concert à cause de la pandémie de Covid-19, son show n'est pas seulement un rendez-vous pour amateurs de musiques urbaines, « mais une réunion politique où on a invité des artistes », tacle Hervé Emmanuel Nkom, du parti présidentiel.

Cela faisait plusieurs jours que la tension montait, tant au Cameroun qu'au sein de la diaspora : l'événement a ravivé les querelles qui déchirent les partisans du pouvoir et ceux de l'opposition depuis la présidentielle tendue de 2018. Tandis que les premiers appelaient au boycott du concert, les seconds faisaient tout pour que les 7 000 places de la salle soient vendues.

L'air résonne du premier beat, les projecteurs s'allument... et dans le carré d'or, un homme attire presque autant les regards que l'artiste. L'opposant Maurice Kamto est là. Jean-Michel Nintcheu, le député du Social Democratic Front (SDF), aussi. Le décor est posé, et il a tout d'un meeting anti-Paul Biya.

En vingt ans de carrière, Valsero est peu à peu devenu l'une des voix les plus importantes de l'opposition au président camerounais, à la tête du pays depuis bientôt trente-neuf ans.

Valsero n'a pas failli à sa réputation en dévoilant un spectacle truffé de messages politiques : il y a eu la minute de silence pour les personnes mortes ces quatre dernières années dans le conflit qui sévit dans les régions anglophones, les appels à la libération des prisonniers politiques interpellés lors des manifestations du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) de Maurice Kamto. « Libérez, libérez... », reprennent en chœur les spectateurs entre deux morceaux, à l'intention de Yaoundé où sont encore détenus 124 membres de l'opposition.

Ces inconditionnels du chanteur, ce sont les soldats du « général » Valsero. Comme le faisaient les soutiens du pouvoir, il les surnomme « la meute », et se dit parfois loup : « Je suis un loup, une bête / C'est le système qui m'a créé / À force d'agressions, j'ai fini par me rebeller », clame-t-il dans *Les loups sont de sortie*, son dernier album diffusé en juin 2020. Rebelle, Valsero l'est depuis son plus jeune âge. Il a grandi en dehors des conventions, hors du système. Dès sa jeunesse, passée dans le quartier résidentiel de Mimboman, à Yaoundé, ce fils de fonctionnaires originaires du sud du Cameroun se montre difficile. À 15 ans, il →



Le 13 septembre,
à Paris.

MARTIN BUREAU/AFAP

→ quitte la maison familiale et se réfugie à Elig-Edzoa, l'un des quartiers les plus dangereux de la capitale.

C'est là, dans les années 1990, que Valsero s'initie au rap. Dans ces ruelles de Yaoundé, on écoute alors du gangsta rap américain : NWA, Dr Dre, Ice Cube... L'adolescent se prend au rythme. « J'ai aimé l'énergie du rap. C'est une musique qui m'a parlé très jeune, et qui continue de le faire », assure-t-il. Mais avec la vie de bohème et le ghetto viennent aussi les galères. Fin 1996, Valsero est arrêté lors d'un raid de la police. C'est le début d'une longue série d'incarcérations. L'épreuve a néanmoins valeur de déclic. L'apprenti chanteur échappe à la condamnation et, à sa sortie de cellule, il décide de changer de vie. Il reprend des études et obtient un diplôme de technicien des travaux de télécommunications à l'École nationale des postes.

Colère

Voilà qu'il découvre une nouvelle réalité. Il a reçu une formation, mais ne parvient pas à sortir du chômage. La recherche de travail lui fait découvrir un système gangrené par la corruption et le trafic d'influence, explique-t-il. Il s'indigne face à la fracture générationnelle et le fait que 70 % de la population jeune soit sans emploi quand certains sexagénaires cumulent plusieurs postes. Sa liberté de ton refait surface : c'est au travers de la musique que le soldat dit sa colère.

Son premier album sort en 2008, et le titre donne le ton : *Politiquement instable*. Son tube « Lettre au président », s'adresse déjà à Paul Biya en des termes quasi inimaginables à l'époque. « Les jeunes en ont marre », scande le rappeur, qui poursuit : « Écoute ton peuple quand ton peuple dit non/ Ils font peut-être du bruit mais ils ont des raisons/ Prési, quelles sont tes intentions ?/ Prési, as-tu des solutions ?/ Parce que faut que ça change au bled. »

L'effet est inattendu. Cette année-là, des émeutes urbaines ont été durement réprimées, mais « le général » n'a pas peur d'affirmer ses convictions. « Je crois simplement que les gens se sont reconnus dans ces chansons, précise-t-il. C'est le message, plus que le messenger, qui a provoqué cet effet. » Le messenger ne changera jamais de ligne. En 2016, dans *Motion de soutien*, il chante : « 33 ans de dictature, 33 ans de corruption, 33 ans de népotisme, 33 ans de destruction, 33 ans de souffrance, de misère sans interruption, 33 ans d'arrogance, de violence



Lors d'un meeting électoral de Maurice Kamto, le 30 septembre 2018, à Yaoundé.

et d'humiliation. » Deux ans plus tard, lors de la présidentielle, l'artiste fait un pas de plus et s'engage officiellement. Il rejoint la coalition qui se forme autour du MRC de Maurice Kamto, et devient un atout clé pour l'un des principaux opposants de Paul Biya.

Détracteurs

Avec cet engagement, les critiques s'amplifient. Quand Valsero se retrouve incarcéré en janvier 2019, les rappeurs font preuve de solidarité, mais certains regrettent publiquement la politisation à l'excès de leur confrère. Krotal, Koppo, Izmo ou Ebo du groupe Ak Sang Grave disent tout haut ce que d'autres pensent tout bas. Crainte de manipulations potentielles ? Prises de position excessives ? La liste des détracteurs de Valsero ne cessera de s'allonger.

Qu'importent les critiques, à 46 ans, « le général » reste droit dans ses bottes. « Ce n'est que par la politique que l'on peut faire changer les choses. J'ai fait de nombreuses propositions à ce gouvernement, mais tout ce que veulent ses membres, c'est se maintenir au pouvoir », assé-

nait-il quelques heures avant son spectacle. Désormais installé à Turin avec sa famille, il n'envisage pour l'instant pas de retour sur une scène – politique ou musicale – camerounaise : « Cet endroit n'est pas sûr pour moi et ma famille en ce moment », reconnaît-il. Il est néanmoins déterminé à poursuivre son combat et prépare un nouvel album. Mots pour maux. ●

« ÉCOUTE TON PEUPLE
QUAND TON PEUPLE
DIT NON/ ILS FONT
PEUT-ÊTRE DU BRUIT
MAIS ILS ONT DES RAISONS »

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

DJIBOUTI

Le futur est en marche



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée

Un hub régional en transports et logistique

Des infrastructures et services aux standards internationaux

De nouvelles offres touristiques



Un port d'attache pour les investisseurs

Bobî Ladawa,
veuve du
maréchal
Mobutu, le
24 août, à Rabat.

RENCONTRE AVEC

UN THÉ À RABAT CHEZ LES MOBUTU

La veuve de l'ancien homme fort du Zaïre vit avec une partie de ses enfants et petits-enfants dans la capitale chérifienne depuis 1997. Visite exclusive chez une famille très discrète

FADWA ISLAH



HOC POUR JA

Vendredi 20 août 2021. En ce jour férié, les rues de Rabat sont presque désertes : le royaume célèbre l'anniversaire de la « révolution du roi et du peuple », qui marque le soulèvement des Marocains contre l'exil forcé de Mohammed V à Madagascar en 1953. Et le quartier résidentiel des Ambassadors ne fait pas exception. Le long des larges allées bordées de palmiers, d'ordinaire animées par le ballet des voitures de ministres, généraux et autres hauts commis de l'État, le temps semble s'être arrêté. Le silence est à peine interrompu, çà et là, par le sifflement d'un tuyau d'arrosage ou le bruissement de porte d'une des guérites des gardiens surveillant les villas cossues.

L'une d'entre elles, semblable par son style néomauresque à toutes les autres, abrite depuis un quart de siècle Bobi Ladawa, veuve Mobutu, et une partie de la descendance de l'ex-président zaïrois. Sa sœur jumelle Kosia vit elle aussi à Rabat, mais se trouvait en Europe au moment de notre visite. Depuis son départ précipité de Kinshasa, le 16 mai 1997, après que son mari a été renversé par Kabila, Bobi Ladawa se fait très discrète. C'est la première fois qu'elle accepte de recevoir un journaliste pour parler de sa vie marocaine.

La «Mama» de tous les Rbatis

Ici, tout le monde la connaît. « Cela fait vingt-quatre ans que je vis à Rabat. C'est ici que j'ai mes repères et mes habitudes. Les commerçants chez qui je fais mon marché me mettent de côté mes produits préférés. Tous m'appellent "Mama", car ils ont bien intégré qu'il ne faut pas me dire "Madame". Moi, je ne suis pas européenne, je suis africaine, congolaise. » Pour autant, les codes de l'élite marocaine n'ont visiblement plus de secrets pour elle : tenue d'intérieur brodée de sfifa, enfants et petits-enfants scolarisés au lycée Descartes ou à l'École américaine, villa agencée comme un riyad, avec patio et fontaine en son centre, et des séjours tout autour – salon traditionnel marocain, salon européen, salle à manger.

C'est dans le grand salon traditionnel marocain, pièce tout en longueur aux murs revêtus de zelliges, avec des banquettes disposées en cercle, que le corps du défunt maréchal a été présenté à ceux qui souhaitaient lui rendre un dernier hommage avant son inhumation au cimetière chrétien de Rabat, le 13 septembre 1997, quatre mois après son renversement. « La maison n'a pas désempilé pendant quarante

jours et quarante nuits. Des amis sont venus de partout nous soutenir, des Marocains mais aussi des Africains et des Européens. Nos voisins ont été très compréhensifs car il y avait énormément de monde en permanence, des chants religieux, des veillées... Dans notre malheur, nous n'avons jamais été seuls », se souvient Ngawali, la fille du maréchal.

Un point de vue partagé par Nzanga, le fils aîné de Bobi Ladawa, arrivé au Maroc à l'âge de 27 ans : « Bien sûr, il y a la tristesse et le manque de notre père. Mais la chaleur des gens et leur soutien ont permis de compenser un peu. Avec les Marocains, et pas seulement les autorités, on se sent en famille. Tout est fait pour qu'on se sente chez nous. Dans les moments de joie comme de peine, les Marocains n'ont jamais hésité à être à nos côtés. Malgré nos différences religieuses, nous partageons les mêmes valeurs. Au moment des décès, les gens d'ici venaient spontanément nous rendre visite, et prier avec nous en récitant des chants funéraires musulmans pour accompagner l'âme du défunt. Le Maroc a été un refuge et une bénédiction sur notre chemin. »

Et c'est dans cette même maison que la famille habite depuis son arrivée au royaume à la suite des événements qui l'ont poussée à fuir le Zaïre... Une période sur laquelle ni Mama Bobi Ladawa ni ses enfants ne souhaitent s'étendre. « Je n'oublierai jamais. Je ne veux pas en parler car ça me fait revivre des moments terribles pour notre famille. J'ai eu beaucoup de mal à monter dans l'avion pour Lomé, au Togo, avant de devoir repartir pour le Maroc », explique Bobi Ladawa.

Nzanga, lui, se souvient jusque dans les moindres détails du jour où il est arrivé au royaume de Hassan II, ami de longue date du maréchal. « C'était exactement le 23 mai 1997. Nous avions atterri à l'aéroport de Rabat-Salé en provenance de Lomé. Je vois encore le convoi sécurisé de voitures traversant la capitale sous la protection des autorités marocaines en direction de Skhirat, à l'hôtel L'Amphitrite, où nous avons résidé jusqu'à ce que nous emménagions dans cette maison... »

Sans rancune ni rancœur

Mais si la veuve du maréchal n'a rien oublié, elle affirme ne pas nourrir de rancœur. « Mes douleurs, ce sont des choses que je préfère garder pour moi, confie-t-elle. Je n'ai de comptes à régler avec personne, j'ai le cœur en paix. Bien sûr, j'ai pu être heurtée par des propos tenus sur mon mari. Mais je n'en veux à personne, lui-même nous disait sans cesse de rester au-dessus de la mêlée, au-dessus de ceux qui bavardent et complotent. Ne dit-on pas que l'arbre le plus haut s'expose toujours au vent ? »

« POUR RIEN AU MONDE JE NE RENONCERAI À MA VIE AU MAROC. C'EST ICI QUE JE ME SENS CHEZ MOI », NOUS LANCE NGAWALI.



Assises, Mama Bobi Ladawa, entourée de Ngawali (à g.) et Yalitho, deux des filles du maréchal. Debout, Nzanga (à g.) et Nyiwa, fils et petit-fils de Sese Seko Mobutu.

En attendant, Mama Bobi Ladawa se dit très heureuse de sa vie au Maroc. « Je me sens vraiment chez moi. À l'aise et en sécurité. Si j'étais restée au pays après le décès de mon mari, je ne suis pas sûre du sort qui m'aurait été réservé. En venant ici, j'ai pu avoir une nouvelle vie, mon existence sur Terre s'est prolongée et je suis encore là, à 76 ans », souffle-t-elle entre deux bouchées de petits fours de chez Maymana, traiteur-pâtissier très prisé de la bonne société rabatine. Et d'ajouter : « Au milieu de toutes les épreuves que nous avons traversées, en particulier lors des derniers mois au Congo, où nous ne savions plus qui était avec nous et qui était contre nous, où n'importe qui pouvait s'en prendre à nous à tout moment, j'ai ressenti un grand soulagement en m'installant au Maroc. »

Ses enfants partagent le même sentiment. « Pour rien au monde je ne renoncerais à ma vie au Maroc, nous lance Ngawali, fille du maréchal. D'ailleurs, quand la pandémie de Covid a débuté, j'étais à l'étranger. Dès que les frontières ont commencé à se fermer, je n'avais qu'une obsession : rentrer à Rabat, car c'est ici que je me sens chez moi. » « C'est dans ces moments que l'on comprend combien il est important d'avoir une figure d'autorité claire, un chef d'État fédérateur comme le roi Mohammed VI », martèle Mama, qui n'est pas sortie du Maroc depuis le début de

la pandémie et qui s'estime très chanceuse de pouvoir y mener sa deuxième vie.

Hassan II, un père de substitution

Un nouveau départ rendu possible grâce au roi Hassan II, qui a soutenu son ami de longue date quand tous ses alliés lui ont tourné le dos. « Nous n'oublierons jamais ce que le roi Hassan II a fait pour nous. Nous avons toujours entendu notre père parler de lui avec beaucoup de respect. Notamment de son soutien lors des guerres du Shaba. Et, à notre arrivée du Congo, quand il m'a reçu mon père et moi, il a été extraordinairement accueillant et bienveillant, comme seul un membre de votre famille peut l'être. Il m'avait demandé de m'adresser à lui comme je le ferais avec un oncle, se rappelle Nzanga Mobutu, qui voit dans le défunt monarque une figure paternelle. Mon père et lui n'avaient qu'un an d'écart. Et lorsque mon père est décédé, il nous a reçus, mon frère aîné Manda et moi, et a su trouver les mots justes pour adoucir notre peine. » Nzanga a même décidé, de concert avec son épouse Catherine Bemba [sœur de Jean-Pierre Bemba, président du Mouvement de libération du Congo], d'appeler son fils cadet Sese Hassan, en hommage « à mon père Sese Seko Mobutu et à Sa Majesté Hassan II, paix à leur âme ».

À la reconnaissance, sa sœur Ngawali ajoute l'admiration : « Bien avant 1997, j'étais déjà

très admirative du chef d'État brillant, visionnaire qu'il était. De sa culture, son érudition et sa verve. Ses interventions dans les médias devraient être montrées à tous les étudiants en sciences politiques. » Mais ce deuxième père disparaîtra à son tour, en juillet 1999. Un événement vécu comme un choc par la famille. Nzanga, qui assiste alors à un mariage en Italie avec son épouse, rentre illico au Maroc pour assister aux funérailles avec ses frères, Manda, Giala et Ndokula : « C'était comme perdre mon père une deuxième fois. » « Grâce au roi Hassan II, et à son fils, Sa Majesté Mohammed VI, cela fait vingt-quatre ans que nous menons une vie sereine et apaisée. Il est très difficile de trouver les mots pour exprimer notre gratitude... », insiste Mama.

Liens historiques

Cette bienveillance au sommet de l'État se retrouve au sein des élites marocaines. Une histoire d'amitié qui a débuté avec les contingents militaires envoyés dans les années 1960 pour soutenir le Congo indépendant face aux rébellions, et qui s'est poursuivie plus tard, en 1976-1978, avec la guerre du Shaba. « Feu le général Benhamou Kettani, qui avait fait la Seconde Guerre mondiale, a été une figure tutélaire et sans doute une source d'inspiration pour notre père, qui avait été très marqué par son attitude, en 1960, face aux mutins de Matadi à qui il avait tenu ces propos : "Soldats congolais, je vous demande de faire taire la haine sur laquelle rien ne se construit" », raconte Nzanga, qui nous confie travailler sur un livre consacré à son père.

Dans les années 1970, ces liens se poursuivront avec le général Abdelkader Loubaris (alors colonel-major), qui dirigeait les troupes marocaines de la Monuc venues pacifier le Katanga. « On le voyait souvent quand il venait au Zaïre, mais aussi lorsque nous allions au Maroc. C'était bien plus qu'un ami de la famille, c'était presque un "tonton" », se souvient Nzanga. De son côté, Ngawali, ex-conseillère diplomatique de son père, avait tissé des liens d'amitié avec Ahmed Snoussi, l'ancien ambassadeur du Maroc à l'ONU. « Nous nous sommes rencontrés aux Nations unies au début des années 1990, lors des réunions sur le conflit au Zaïre. C'était un homme très cultivé, d'une grande finesse, avec lequel j'aimais beaucoup échanger », se souvient-elle. « Quand je suis venue vivre au Maroc, j'ai continué à lui rendre visite régulièrement. Et lui-même est venu assister à une

**LA FAMILLE
N'EXCLUT PAS LE
RAPATRIEMENT DE
LA DÉPOUILLE DU
MARÉCHAL, MAIS
À CERTAINES
CONDITIONS,
INSISTE MAMA.**

messe de requiem à la mémoire de papa. » Ces messes, célébrées à la cathédrale de Rabat le 7 septembre de chaque année, date anniversaire de la disparition de celui que beaucoup surnommaient le « roi du Zaïre », réunissent souvent le gotha de la société marocaine. « Notre porte est toujours ouverte à ceux qui souhaitent honorer sa mémoire... », précise Ngawali, qui travaille avec le reste de la famille à la mise en place d'une Fondation Mobutu.

Longtemps attendue par les sympathisants du défunt maréchal, cette Fondation aura plusieurs missions, telles que l'organisation de conférences et d'expositions, l'édition de livres, la structuration des archives, etc. « Il faut parfois plusieurs générations avant de pouvoir porter un regard juste et apaisé sur les choses. Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis les tragiques événements qui ont poussé mon père à quitter le pouvoir. Le temps est venu de faire la lumière sur certains volets », confie Ngawali. « Le maréchal Mobutu incarnait à sa manière une figure fédératrice pour beaucoup de Zaïrois. Globalement, même ses adversaires s'accordent à dire qu'il a fait l'unité », souligne Nganza.

Travail de réhabilitation

Ce travail de réhabilitation s'accompagnera-t-il du rapatriement de la dépouille de l'ex-président, réclamé par des personnalités congolaises ? La famille ne l'exclut pas. « Nous avons été contactés plusieurs fois à ce sujet. C'est une décision qui doit se prendre de manière collégiale. Le moment venu, la famille se prononcera en toute sérénité », martèle Mama. « Par respect pour notre défunt père, il est important que le rapatriement de sa dépouille puisse se faire dans une atmosphère de réconciliation nationale et de paix », renchérit Ngawali. « Il ne va pas rester ici éternellement, il va un jour rentrer au pays, tranche Mama. Mais il faut que les conditions préalables à son retour soient réunies. » Et d'insister : « Toutes les conditions », sans en dire plus.

La veuve de l'homme qui dirigea pendant plus de trente-deux ans le Congo continue de couler des jours tranquilles à Rabat, préoccupée avant tout par son foyer, le bien-être de sa descendance et l'unité de la famille. « Je suis une grand-mère très investie. Aujourd'hui, j'ai la possibilité de passer du temps avec mes enfants et mes petits-enfants. Je vais les voir dès que je peux, même ceux qui sont à l'étranger. Lorsque mon petit-fils Nyiwa, qui vivait aux États-Unis, a eu son diplôme de fin d'études secondaires, j'étais très fière et très heureuse de pouvoir aller assister à la cérémonie. Ce sont des choses qu'il m'était difficile de faire quand j'étais première dame. » ●



PARIS 2021
**LEGAL
MAKERS**

ÉCRIVONS UNE NOUVELLE PAGE DU DROIT
LUNDI 6 DÉCEMBRE 2021 // PALAIS BRONGNIART

// KEYNOTES
// WORKSHOPS
// MEETUPS
// MARKETPLACE



POWERED BY
B AVOCATS
BARREAU
• PARIS
Le Point

MAROC

LA GALAXIE AKHANNOUCH

La victoire du Rassemblement national des indépendants (RNI) aux élections générales du 8 septembre doit beaucoup à ces personnalités qui gravitent autour du patron du parti. Communicants, stratèges, éminences grises... Qui sont ces fidèles collaborateurs du nouveau chef du gouvernement ?

JIHÂD GILLON

Surnommé un peu péjorativement le « parti de l'administration » sous Hassan II, le Rassemblement national des indépendants (RNI) s'est singulièrement dépoussiéré. D'un mouvement fortement lié au pouvoir royal – son premier président n'était autre qu'Ahmed Osman, ancien Premier ministre et beau-frère du souverain –, le RNI est devenu une machine électorale, raflant, lors des élections de septembre, la première place à la Chambre des représentants, et devenant le premier parti du pays.

Une métamorphose à mettre en grande partie au crédit d'Aziz Akhannouch, qui a succédé à Salaheddine Mezouar en 2016. Pourtant, deux ans plus tard, lorsque son groupe agroalimentaire est la cible d'une campagne de boycott sur fond de grogne sociale, Aziz Akhannouch semble en mauvaise posture : il incarne alors aux yeux de ses détracteurs une classe d'affairistes essentiellement soucieux de leurs intérêts financiers.

L'ancien ministre de l'Agriculture réussira pourtant à renverser la tendance, notamment grâce au discrédit qui frappe les islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD), au pouvoir depuis 2011 (voir l'interview de Mohamed Tozy pp. 88-89). Mais aussi à la faveur d'une campagne active et originale dont les artisans forment le cercle rapproché du leader. Qui sont ces femmes et ces hommes qui ont fait du RNI la première force politique du pays, et d'Aziz Akhannouch le nouveau Premier ministre ? Portraits. ●



Aziz Akhannouch
lors d'une
conférence de
presse après
l'annonce des
résultats,
le 9 septembre,
à Rabat.

FADEL SENNA/AFP

FAHD IRAQI, NINA KOZLOWSKI ET FADWA ISLAH

MOULAY HAFID ELALAMY (1) LE BUSINESS ANGEL

Le fondateur du groupe Saham, 61 ans, incarne cette caste de technocrates parachutés au RNI, mais qui ont fini par s'engager avec plus de conviction au sein du parti. La casquette du bleu, il l'a revêtue quand il a intégré le gouvernement en 2013. À l'époque, il ne consacre que très peu de temps aux activités partisans de la formation politique, alors présidée par Salaheddine Mezouar. Mais avec l'arrivée d'Aziz Akhannouch à la tête du RNI, Moulay Hafid Elalamy devient de plus en plus assidu au sein des instances du parti.

Il n'a quasiment raté aucune des réunions du bureau politique, qui étaient délocalisées mensuellement. Ses capacités organisationnelles et sa vivacité d'esprit ont été d'une aide précieuse lors des travaux du bureau politique. Ce qui explique qu'Akhannouch consulte régulièrement ce manager avisé sur diverses questions. Aux élections même, il n'a pas souhaité se présenter, bien qu'il aurait eu toutes les chances de décrocher un mandat d'élu. C'est que MHE n'est pas homme à se lancer dans un concours de popularité. Il a préféré soutenir son parti différemment, avec son chéquier, pour apporter une importante contribution au financement de la campagne. Un montant à six zéros, dit-on...

MBARKA BOUAIDA (2) LA PATRONNE DU SUD

Dans la grande famille du RNI, Mbarka Bouaida est un atout. Le parti de la Colombe coule dans ses veines, puisque son père, Ali Bouaida, est l'un des cofondateurs de la formation, en plus d'être un grand notable sahraoui du Sud, propriétaire (entre autres) d'une compagnie d'hydrocarbures. Souvent décrite comme une passionaria de la cause du Sahara marocain, Mbarka Bouaida, 45 ans, démarre sa carrière politique en 2007 lorsqu'elle est élue députée de sa région d'origine, Guelmim-Oued Noun, tout en faisant partie du bureau politique du RNI.

Elle est placée sous le feu des projecteurs en 2013, lorsqu'elle intègre le gouvernement Benkirane au poste de ministre déléguée aux Affaires étrangères, sous la tutelle de Salaheddine Mezouar. En



MLADEN ANTONOV/AFP



DAVID RODRIGUES POUR JA



3

avril 2017, l'homme fort du RNI, Aziz Akhannouch, la nomme secrétaire d'État auprès du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

En 2019, elle est la première femme à devenir présidente de région, toujours de celle de ses origines et le fief de sa famille. Pièce maîtresse du parti, on l'a dit « très impliquée » dans la dernière campagne électorale, et très compétente. Il y a de fortes chances qu'elle demeure présidente de sa région, et, qui sait, qu'elle fasse son entrée au gouvernement.

WAFAA JAMALI (3) **LA TOUR DE CONTRÔLE**

Sur l'organigramme officiel présenté par le RNI en juillet, elle est « la coordonnatrice générale de la campagne ». Mais tous ceux qui ont suivi de près les préparatifs des élections savent que, dans les faits, Wafaa Jamali, 36 ans, était la véritable directrice de campagne. Une mission qu'elle a embrassée en 2016, quand Aziz Akhannouch a succédé à Salaheddine Mezouar à la tête du RNI. Congrès, statuts, organisations parallèles, renforcement de l'équipe politique, *data, policy, field* (terrain), digital... Cette diplômée de l'Iscae et de Sciences Po Paris, passée brièvement par la banque d'affaires, coiffe tout, relit les notes, suit les chantiers, filtre les requêtes, fait remonter quotidiennement, sept jours sur sept, les sujets au président pour arbitrage. Celle qui a été par ailleurs conseillère technique au cabinet de l'ancien ministre de l'Agriculture – où elle travaillait sur de gros dossiers tels que le fonds de développement rural ou le programme de réduction des disparités sociales et territoriales – est la tour de contrôle de la fusée Akhannouch. Sa force de travail, ses qualités d'analyse et son dévouement au président la destinent à rester une pièce maîtresse du nouveau chef du gouvernement.

DR



4

MUSTAPHA BAÏTAS (4) **L'AVENIR**

Déjà star montante du parti sous l'ère Salaheddine Mezouar, Mustapha Baïtas, 44 ans, a trouvé dans la nouvelle galaxie Akhannouch le cadre propice pour briller davantage. Dès les premiers mois du mandat du nouveau président, il a été nommé directeur général du siège du parti.

DR

Élu sur la liste nationale des jeunes aux dernières législatives, Baïtas a orchestré la création de la Jeunesse du RNI en 2017, une structure qui faisait jusqu'alors défaut au parti. Il a été de toutes les tournées régionales et a toujours figuré dans les délégations dépêchées par le parti, au Maroc comme à l'étranger.

Durant son mandat parlementaire, Baïtas a été le porte-voix du parti face aux attaques politiques, notamment quand le RNI a été accusé d'instrumentaliser à des fins électorales la fondation Joud pour le développement. Homme de confiance d'Akhannouch, qui l'avait déjà recruté comme conseiller au ministère de l'Agriculture et de la Pêche, ce natif de Sidi Ifni a décroché haut la main son siège de député dans son fief, tout en apportant son soutien aux candidats du RNI aux quatre coins du royaume.

MOHAMED AUJJAR (5) **L'AMI**

Ce cadre historique du parti faisait partie de ceux qui ont ovationné Aziz Akhannouch à son arrivée à la tête du RNI, mais qui doutaient des capacités de ce dernier à encaisser les coups bas, fréquents sur le ring politique. Mais Mohamed Aujjar a été rassuré de voir le président insuffler une nouvelle dynamique au RNI, et son engagement est allé crescendo au fil des années. Aujjar n'en a même pas voulu à Akhannouch quand ce dernier a dû le sacrifier dans les tractations du remaniement gouvernemental d'octobre. C'est que ce politicien avisé savait qu'il pourrait compter plus tard sur l'appui de son président, devenu son ami. Ce dernier l'a d'ailleurs soutenu quand son nom a été proposé en août 2020 pour diriger à l'ONU la Mission d'établissement des faits en Libye. C'est sans doute cette nomination qui a fait que Mustapha Aujjar, 62 ans, ne s'est pas présenté aux dernières élections. Mais il n'a raté presque aucun meeting de campagne et a bien entendu eu son mot à dire sur la stratégie électorale du parti.

ICHRAK MOUBSIT **LA FIDÈLE PARMIS LES FIDÈLES**

Diplômée de l'Institut supérieur de la communication et de l'information (ISIC) à Rabat, Ichrak Moubsit a d'abord été journaliste dans plusieurs



MOHAMED DRESSI KAMILI POUR JA

5

publications marocaines, dont le quotidien *L'Économiste*. Il y a environ dix ans, la jeune trentenaire avait rejoint la « team Akhannouch » au sein du ministère de l'Agriculture pour devenir sa conseillère presse et communication. Connue pour son caractère bien trempé, elle possède une excellente connaissance du microcosme médiatique et des rouages de la presse.

Dynamique, bosseuse, cash, elle est un lieutenant ultrafidèle du nouveau chef du gouvernement, qu'elle défend bec et ongles. Dans les coulisses politicomédiatiques, on estime qu'elle fera partie du « cabinet Akhannouch ».

YOUSSEF AÏT AKDIM (6) **LA MATIÈRE GRISE**

Cet ancien de *Jeune Afrique* – il a également été journaliste politique à *TelQuel* et au *Monde Afrique* – a rejoint



HOC

6

**AZIZ AKHANNOUCH
S'EST TOUJOURS
ENTOURÉ DES
PROFILS LES PLUS
DIVERS,
CHERCHANT À
RECUEILLIR UN
MAXIMUM D'AVIS
AVANT DE
TRANCHER.**

la garde rapprochée d'Aziz Akhannouch en 2018, après la campagne de boycott qui avait ciblé trois grandes marques, dont Afriquia, le navire amiral du groupe Akwa, alors présidé par le patron du RNI. Le 13 septembre de la même année, Aziz Akhannouch annonçait avoir « entamé un processus immédiat de retrait de toute gestion au sein du holding familial ».

Ce dernier s'est toujours entouré des profils les plus divers, cherchant à recueillir un maximum d'avis avant de trancher. Aït Akdim, 38 ans, a ainsi été chargé de préparer les habituels éléments de langage, mais pas seulement. Chargé de mission sous l'autorité de Wafaa Jamali, la directrice de campagne, il a animé un temps l'équipe de communication du RNI, avec un focus particulier sur la veille et la « riposte » : à travers un travail de collecte d'informations sur les adversaires politiques du parti, sa cellule était chargée de mettre en place une stratégie efficace et

rapide de réponse aux attaques.

À partir de 2019, l'ancien journaliste a été affecté principalement à la cellule consacrée au programme électoral, chapeautée par Aziz Akhannouch en personne. Le nouveau chef du gouvernement est réputé avide de notes et de rapports, qu'il restitue à ses collaborateurs copieusement annotés. Ce programme, qui a été présenté aux Marocains lors d'une tournée en juin, soit bien avant les élections du 8 septembre, est le fruit des contributions des organisations parallèles du parti (jeunes, médecins, ingénieurs, experts-comptables, etc.) et des cadres du RNI, parmi lesquels de nombreux ministres et anciens ministres. « Avec ses qualités rédactionnelles, son esprit de synthèse et sa compréhension des enjeux politiques et économiques du pays, Youssef a joué un rôle dans l'offre politique du RNI », confie l'un des membres de l'équipe Akhannouch. ●

Mohamed Tozy

« Les cadres du PJD se sont embourgeoisés »

Spécialiste de la vie politique marocaine, le chercheur nous livre son analyse de la déroute historique des islamistes lors des élections générales.

Les élections du 8 septembre au Maroc ont totalement bouleversé l'échiquier politique avec la déroute du Parti de la justice et du développement (PJD) et la victoire confortable du Rassemblement national des indépendants (RNI) d'Aziz Akhannouch, qui a été nommé chef du nouveau gouvernement par le roi Mohammed VI. L'ancien ministre de l'Agriculture dirigera donc le prochain exécutif.

Quant à la formation islamiste, arrivée au pouvoir en 2011 au lendemain du Printemps arabe, elle s'est littéralement effondrée avec seulement 13 sièges, contre 125. Pas même de quoi constituer un groupe parlementaire. Un résultat qui s'explique, selon le chercheur en sciences politiques Mohamed Tozy, par le vote sanction massif infligé au PJD après ses dix années passées aux commandes du gouvernement et à la tête des grandes villes. Mais aussi par l'émergence de nouvelles dynamiques politiques internationales.

Jeune Afrique : Avez-vous été surpris par la déroute du PJD ?

Mohamed Tozy : C'est son ampleur qui m'a surpris. Les membres du PJD s'étaient eux-mêmes préparés à la défaite. La campagne ne s'est pas passée comme ils l'auraient voulu. En outre, ils ont eu du mal à trouver des candidats, des militants, etc. Un an avant les élections, il y avait déjà une certaine lassitude chez les cadres, pas vraiment enthousiasmés par Saadeddine El Othmani.

Comment expliquer un tel effondrement ?

Quand les candidatures ont été publiées, je me suis penché sur les taux de couverture. Et j'ai été très surpris de constater que le PJD était à 36 %. Les islamistes n'ont pas réussi à couvrir toutes les circonscriptions



BERAHIM TAOUIGAR

communales. Ils étaient sur ce point huitième à peu près partout, y compris dans les grandes villes. C'est pourtant là que se situent leurs fiefs... Il y a une corrélation entre le nombre de candidats et les résultats [le RNI a présenté 25 000 candidats, contre 5 000 pour le PJD].

D'autres facteurs ont joué, comme la lassitude et l'usure du pouvoir. Mais aussi le fait que le PJD n'a pas

« **Décus, lassés, voire en colère, les électeurs ont clairement sanctionné l'action du gouvernement sortant mais aussi la gestion locale dans les grandes métropoles.** »

pu satisfaire son aile dure, qui n'a pas digéré la normalisation avec Israël. Pas plus qu'il n'a satisfait ses militants dans la manière dont il a attribué les postes, nommant aux affaires des petits fonctionnaires

d'une technicité limitée et à l'engagement idéologique et religieux limité. Des gens doublement moyens. Il y a un certain aveuglement des cadres du PJD, qui se sont embourgeoisés et déconnectés du peuple et de ses conditions de vie. Cela a d'autant plus déçu que l'adhésion au discours du PJD était construite sur une quête de rigueur morale et sur le respect d'une ligne idéologique. Ces compétences étaient utiles dans l'opposition et au moment de la conquête du pouvoir. Elles sont devenues inutiles et encombrantes une fois que le PJD était aux affaires. À part ses stars, qui ont gardé leur place dix ans durant, le PJD a dû faire appel à des technocrates. En écartant ses idéologues et ses prédicateurs, il a perdu une partie de sa capacité d'influence. Et en matière de stratégie digitale, le parti a été très largement rattrapé, voire dépassé par les autres formations comme le RNI et l'Istiqlal.

C'est donc un vote sanction contre le PJD ?

Nous sommes clairement dans un vote sanction contre l'action du gouvernement, mais surtout contre



Meeting du Parti de la justice et du développement, le 1^{er} octobre 2016, à Larache.

FADEL SENNA/APP

les politiques locales au niveau des grandes métropoles dont le PJD assurait la gestion. À Kénitra par exemple, les gens étaient tellement déçus par la gestion d'Aziz Rabbah, en poste depuis 2009, qu'il y a eu une incroyable mobilisation contre lui. Les transports, ainsi que la question du foncier, à travers le mode de distribution des boutiques, ont généré beaucoup de colère.

À Agadir, par rapport au mandat de Tarik Kabbaj [l'ancien maire socialiste, USFP], la régression était flagrante. Cela s'est vu sur le financement essentiellement népotiste des associations locales, des institutions touristiques et culturelles, etc. Ça, c'est la culture Frères musulmans. C'est sectaire. Ce qui a permis au PJD de se maintenir aussi longtemps aux affaires a d'abord été la nouveauté, la dynamique post-Printemps arabe. Puis un certain discours victimaire, notamment chez Abdelilah Benkirane, sur les « génies » qui œuvreraient de manière souterraine pour entraver le travail des ministres islamistes. Cela s'est essouffé, du fait de la personnalité d'El Othmani mais aussi parce que les gens ont commencé à comprendre que les élus PJD étaient à la tête de grandes

villes et qu'ils ne pouvaient plus se cacher derrière ce discours.

Les couacs de Saadeddine El Othmani en matière de communication dans la gestion de la pandémie, au moment où les ministres RNI étaient devenus très populaires du fait de leur implication, ont certainement joué aussi. Il y a une maturation des électeurs qui accordent désormais une valeur à leur vote. Et ils sont décidés à continuer à s'exprimer et à sanctionner si ceux qu'ils ont choisis cette fois ne se montrent pas à la hauteur.

Est-ce la fin de l'islam politique au Maroc ?

Il y a un contexte international marqué par le recul de l'islam politique à la mode Frères musulmans. La culture et la doctrine fréristes, qui ont une dimension très autoritariste et non pas démocratique, ont montré globalement leurs limites. Elles sont hiérarchisantes, ostracisantes, conservatrices et peut-être violentes.

Il y a aussi des raisons internes, au-delà des aspects géopolitiques. En Égypte, si le maréchal Sissi a pu mettre fin à la présence des Frères, c'est d'abord parce qu'ils étaient

«

La culture et la doctrine fréristes, qui ont une dimension autoritaire, ont montré leurs limites. L'islam politique recule partout dans le monde. arabo-musulman.

»

faibles. L'AKP turc craint cet essoufflement. Malgré la dimension impériale géopolitique d'Erdogan, ce dernier est en train de perdre de son aura interne. Istanbul a échappé à son parti et il ne doit sa survie qu'à la tentative de putsch de 2016. En Tunisie, si Kaïs Saïed a pu s'arroger tous les pouvoirs, c'est d'abord parce qu'Ennahdha a perdu tout crédit auprès de l'opinion. Cela ne veut pas dire que les sociétés se sont modernisées. La religion continue d'occuper une place importante dans la mobilisation. Au profit du salafisme, qui peut s'accommoder avec les pouvoirs. ●

Propos recueillis par Fadwa Islah

QUESTIONS À...

Reem Al Hashimy

Directrice générale de Dubaï Expo 2020

« Nous devons écouter ce que l'Afrique a à dire d'elle-même »

Après un report l'année dernière pour cause de Covid-19, l'Expo Dubaï 2020 s'ouvre le 1^{er} octobre avec le slogan « Connecter les esprits, construire le futur ». Tout un symbole pour cette zone du monde où rien ne semble impossible. Pour cette première exposition universelle organisée dans la région, les Émirats arabes unis ont vu les choses en grand, avec pas moins de 191 pays représentés, des milliers d'animations et pléthore d'expériences immersives. Objectif : permettre aux visiteurs venus des quatre coins de la planète durant les six mois que dure l'événement de réfléchir ensemble à l'édification d'un futur meilleur, comme l'explique Reem Al Hashimy, directrice générale de Dubaï Expo 2020. Entretien.

Jeune Afrique : L'Expo universelle Dubaï 2020 débute dans quelques jours. Êtes-vous prête ?

Reem Al Hashimy : Tout à fait. Je suis heureuse d'ouvrir l'exposition le 1^{er} octobre et d'accueillir des visiteurs du monde entier qui viendront découvrir l'histoire des 191 pays représentés. C'est la première exposition universelle organisée au Moyen-Orient, et ce sera une célébration de l'ingéniosité humaine autour du thème « Connecter les esprits, construire le futur », mettant en avant des problématiques auxquelles les pays participants seront invités à réfléchir pour penser ensemble les modèles de développement du futur.

« Connecter les esprits, construire le futur », que signifie concrètement ce slogan ?

Dans le pavillon Durabilité, c'est l'expérience d'un enfant à travers son rapport à l'océan ou à la forêt qui incarne cette connexion, en lui montrant combien toute décision qu'il prend a un impact sur la planète. Connecter les enfants avec ces réalités les amènera à modifier leur manière d'être et d'agir au quotidien, et à repenser l'avenir.

La connexion des esprits renvoie aussi à l'idée des nombreuses rencontres qui se créeront au cours de Dubaï Expo. Car la raison d'être des expositions universelles a évolué. Si elles continuent de représenter une vitrine pour les pays participants, elles sont désormais aussi un carrefour de coopération internationale et de recherche collective de solutions aux grands défis de l'humanité.

Quelles sont vos ambitions pour cette édition ?

L'événement doit contribuer à l'édification d'un avenir meilleur, avec des sous-thèmes – l'Opportunité, la Mobilité et la Durabilité – qui inciteront les visiteurs à préserver notre planète, à explorer de nouvelles frontières et à construire le futur. Pendant six mois, l'Expo 2020 sera une destination familiale incontournable, avec des milliers d'événements, des expériences exploratoires étonnantes et une entrée gratuite pour

les moins de 18 ans.

Les Émirats y démontreront leur capacité à se réinventer pour s'inscrire dans une vision durable. Il s'agira d'affirmer avec force l'ouverture de Dubaï sur le monde, son attachement aux valeurs de solidarité et de coopération ainsi que sa volonté de contribuer aux efforts engagés face aux défis de notre époque.

En quoi cette édition sera-t-elle différente des précédentes ?

Nous prévoyons de recevoir des millions de visiteurs du monde entier, plus que n'importe laquelle des précédentes éditions. Jamais autant d'États – 191 ! – n'ont participé à une exposition universelle. La manière dont ils sont représentés est également différente. Tous les États, même les plus petits États insulaires, comme les Comores, ont leur propre pavillon. Cela nous tenait à cœur, et nous avons soutenu ceux qui ne disposaient pas de moyens suffisants pour monter leur pavillon en leur fournissant la logistique. Mais en



Nous avons veillé à ce que tous les États, même les plus petits, aient leur propre pavillon.



EXPO 2020 DUBAÏ

laissant aussi à chacun la liberté totale de choisir sa narration et ce qu'il veut mettre en avant.

Pouvez-vous nous parler des pavillons africains ?

Prenons celui de la Côte d'Ivoire. L'histoire du cacao dans ce pays s'arrête aux agriculteurs, car la chaîne de valeur de transformation de la matière première en chocolat reste très limitée, et la vie de l'agriculteur ne change pas autant qu'elle le devrait. L'exposition nous apprend que seulement 20 % de la production mondiale se fait en Côte d'Ivoire, alors que 95 % du chocolat produit dans le monde en provient. Comment augmenter la valeur ajoutée de cette filière pour les Ivoiriens ? La question pourra être résolue à travers les contacts avec les investisseurs venus des quatre coins du monde et qui verront les opportunités qu'offre le pays dans cette filière, mais aussi dans celle du café.

En ce qui concerne le Soudan du Sud, il s'agit de montrer le pays autrement que par des images de conflits. C'est la plus jeune nation au monde, un pays très riche en

matière d'art et de culture.

Le pavillon du Mali, qui a une place spéciale dans mon cœur, fait un beau clin d'œil à la gloire passée du pays, à sa richesse et à celle de son peuple.

Le Maroc, lui, a choisi de se positionner en acteur du renouveau mondial et de faire de son pavillon une vitrine pour la destination Maroc, terre d'investissement et d'innovation.

Quel regard portez-vous sur le continent ?

J'aime profondément le continent africain. J'y ai beaucoup d'amis. Beaucoup de frères, beaucoup de sœurs. Aujourd'hui, ce qui compte, ce n'est plus ce que le monde pense de l'Afrique, mais c'est ce que l'Afrique pense d'elle-même. Nous devons écouter ce qu'elle a à dire. D'ailleurs, chaque pays africain développe un propos différent.

Aux Émirats, nous avons une longue histoire avec les peuples d'Afrique, et je crois que nous aurons également un très bel avenir, car ils font partie de nous. Durant les cinquante dernières années, de

nombreux projets y ont été réalisés. Il y a une forte empreinte émiratie dans plusieurs pays du continent. Dans les infrastructures, les investissements, mais aussi dans les domaines du développement et de l'aide humanitaire.

C'est la première fois que cette exposition a lieu dans un pays arabo-musulman.

Le plus important est que le succès, l'ambition et le progrès ne soient pas l'apanage d'une région. Nous pouvons et nous devrions tous avoir la possibilité de réussir. L'autre message concerne les habitants de la région, en particulier les jeunes. Il est important qu'ils puissent voir et découvrir le monde à leur porte. Notamment en matière d'estime de soi. Dubaï accueille cette Expo, mais c'est l'Expo de la région. Quand je parle de région, je tiens à préciser que l'Afrique de l'Est en fait partie. Je ressens également une affinité avec l'Ouest, mais avec l'Est, c'est très fort. ●

Propos recueillis par Fadwa Islah, envoyée spéciale à Dubaï

Manifestation du
MAK, le 25 mai
2018, à El Kseur,
dans la wilaya
de Béjaïa, en
Kabylie.



DR

ALGÉRIE

La chasse aux **MAK**isards est ouverte

Depuis quelques mois, le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) est accusé de tous les maux par les autorités. Aidées en cela par la radicalité des leaders de l'organisation, qui fait de celle-ci un bouc émissaire idéal.

FARID ALILAT

Mandats d'arrêts internationaux, arrestations en série, convocations dans les commissariats et les brigades de gendarmerie, perquisitions à domicile, mises sous mandat de dépôt... La chasse aux militants du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK) est sans précédent depuis la décapitation des groupes islamiques armés qui ont semé la terreur dans les années 1990. Le MAK a ainsi été classé en mai comme une organisation terroriste, tout comme le mouvement Rachad, fondé par d'anciens dirigeants du FIS réfugiés à l'étranger.

Financé par Israël et le Maroc...

Le ton est donné en août par le Haut Conseil de sécurité (HCS), qui se réunit régulièrement sous la présidence du chef de l'État. À l'issue d'un conclave entièrement consacré au MAK et à Rachad, ces mouvements sont déclarés responsables des incendies qui ont ravagé la Kabylie au début d'août, faisant plus de 90 morts, dont 33 militaires. Le MAK, que

dirige l'ancien chanteur Ferhat Mehenni, est également accusé d'être impliqué dans le meurtre barbare par une foule hystérique de Djamel Bensmail, soupçonné d'avoir allumé le brasier alors qu'il était venu prêter main-forte pour lutter contre les flammes. Les deux organisations sont en outre accusées d'être soutenues et financées par des entités étrangères, dont le Maroc et Israël. Une accusation qui, en Algérie, vaut presque condamnation. Le communiqué du HCS, qui parle d'« éradication totale », laisse d'ailleurs peu de place au doute sur le sort qui attend le mouvement séparatiste.

Depuis, les interpellations se multiplient. Trouble à l'ordre public, incitation au rassemblement, atteinte à l'unité nationale, appartenance à une organisation terroriste ou encore réactivation de cellules dormantes sur injonction de parties étrangères... Les chefs d'inculpation, pour lesquels les prévenus encourrent des peines allant de dix ans de prison à la réclusion à perpétuité, donnent la mesure de la détermination du pouvoir à en finir avec ce mouvement indépendantiste dont l'ancrage est pourtant négligeable en Kabylie. La traque des dirigeants du MAK →



Ferhat Mehenni, chef du MAK, lors d'un rassemblement à Paris, le 18 avril.

DE LA CHANSON ENGAGÉE À LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Bien avant son hasardeuse aventure indépendantiste, Ferhat Mehenni a fait carrière dans la chanson engagée. Fils de chahid (martyr de la révolution de 1954), ce diplômé de Sciences Po Alger, promotion 1976, était l'un des porte-parole des revendications culturelles et identitaires berbères à l'époque où l'Algérie vivait sous le régime du parti unique. Ses chansons au vitriol contre le pouvoir et la sécurité militaire et pour la reconnaissance du berbère lui valent plusieurs séjours en prison. Elles ont néanmoins joué un rôle incontestable dans la lutte pour la reconnaissance de la berbèrité, que les régimes des présidents Boumédiène et Chadli ont combattue. Pour avoir cofondé, en 1985, la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) avec des militants démocrates, Ferhat est

condamné par la Cour de sûreté de l'État à trois ans de prison. Il en purge vingt et un mois avant que lui et ses camarades bénéficient d'une grâce présidentielle. L'avènement du pluralisme, en 1988, l'incite à arrêter la chanson pour embrasser une carrière politique au sein du parti laïc RCD. L'expérience tourne court. Il renoue avec la musique et sort en 1993 un double album. En décembre 1994, il échappe de peu à la mort lors du détournement d'un avion d'Air France par le GIA. En 1997, il quitte avec fracas le RCD sur fond de divergences politiques et personnelles. Son engagement prend un virage radical en 2001 avec la création du MAK au lendemain des émeutes sanglantes qui ont fait 126 victimes en Kabylie. Ferhat s'exile alors en France, où il devient le chantre de l'indépendance de la Kabylie. ● **F.A.**

→ s'étend au-delà des frontières. Le 26 août, le parquet d'Alger a annoncé le lancement d'un mandat d'arrêt international contre Ferhat Mehenni, exilé en France depuis une quinzaine d'années. Un rapport a été transmis à la justice française pour tenter d'obtenir son extradition. Selon une source proche du dossier, le mandat a été diffusé par Interpol dans les aéroports de France. Deux autres mandats visant un membre fondateur du MAK, Ahmed Aït Bachir, ainsi que son fils, ont également été émis.

La justice française a deux options : convoquer Ferhat Mehenni pour qu'il soit entendu par un juge d'instruction dans le cadre de la demande d'extradition, ou renvoyer son dossier en Algérie pour un complément d'informations, car il y a peu de chances, en vertu du statut de réfugié politique que lui a accordé Paris en 2014, que le chef du MAK soit extradé vers son pays.

Impact limité

Alors, le MAK, vrai danger ou épouvantail commode ? Jusqu'en mai 2021, les seules activités notables de ses militants se résument à l'organisation de marches, chaque 20 avril, à Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira (trois grandes villes rétives à l'autorité de l'État central) pour commémorer le Printemps berbère de 1980. Le mouvement ne possède aucun local, contrairement au Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et au Front des forces socialistes (FFS), fortement implantés en Kabylie.

Le MAK, c'est davantage une présence humaine qui se chiffre à quelques centaines de militants. Et le gros des troupes se trouve à l'étranger, notamment en France et au Canada, où l'on compte de fortes communautés kabyles. Tolérées par les autorités depuis la création du mouvement, en 2001, les marches des « makistes » ont rarement donné lieu à des actes de violence. D'après les autorités, le MAK serait pourtant une organisation terroriste capable de prendre les armes contre l'État et ses représentants, d'organiser des attentats et de déclencher des incendies géants. Autant d'accusations qui peinent à convaincre l'opinion publique.

Il n'empêche que le MAK se distingue par son discours agressif et radical. Avocat acharné de l'indépendance de la Kabylie, Mehenni n'y va pas avec le dos de la cuillère et considère que l'Algérie est une « création française ex nihilo » : il qualifie l'État de régime « colonial », et ses services de sécurité de « forces coloniales ». Redoutable tribun, il pousse la diatribe jusqu'à comparer

les arrestations de ses militants aux rafles des paras du tristement célèbre général Massu durant la Bataille d'Alger, en 1957. Pis, il juge que les incendies qui ont touché la Kabylie sont le fait de l'État et visent à punir les populations à la manière, argue-t-il, d'un Saddam Hussein, qui avait fait gazer les Kurdes en 1988. Mais la virulence du discours semble inversement proportionnelle à son impact, très limité, sur les Kabyles. Lesquels, dans leur majorité, n'ont pas d'appétence particulière pour le projet séparatiste et son lot d'idées extrémistes, auxquels ils reprochent, au contraire, de nuire à la région et à ses habitants.

Qu'en est-il des accusations de financement par le Maroc et Israël? Ayant séjourné à plusieurs reprises au royaume chérifien, Ferhat Mehenni soutient la marocanité du Sahara occidental et se félicite que Rabat

ait appuyé son idée d'autodétermination de la Kabylie par la voix de son ambassadeur à l'ONU, Omar Hilale. Le MAK a-t-il pour autant perçu de l'argent marocain? Rien n'est exclu,

mais aucune partie ne serait prête à l'admettre publiquement. En 2011, un ancien militant du MAK prétendait, sans le moindre début de preuve, que Mehenni recevait 250 000 euros par mois de la part du Makhzen. Là encore, difficile de croire que de telles sommes soient mensuellement versées sur les comptes du chef du MAK sans que cela n'éveille

les soupçons des autorités françaises. Idem pour le soutien présumé d'Israël, où Ferhat Mehenni s'est rendu pour un séjour de quatre jours en mai 2012. Mais accuser le MAK de collusion avec Rabat et Tel-Aviv n'est-il pas en définitive une façon d'accorder à ce mouvement séparatiste plus d'importance que ne lui en prêtent les Algériens? ●

L'organisation séparatiste est tenue pour responsable des incendies dévastateurs de cet été et du meurtre barbare de Djamel Bensmail, lynché par une foule hystérique.

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider

AVEC

JEUNE AFRIQUE DIGITAL,

PROFITEZ :

- ♦ de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
- ♦ de nos newsletters et de nos alertes pour suivre toute l'actualité africaine en temps réel
- ♦ de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain

Rendez-vous sur
jeuneafrique.com/abonnements
pour découvrir nos offres



Abonnez-vous

à Jeune Afrique Digital
à partir de

1 €

seulement

et profitez de toute l'actualité
africaine décryptée pour vous.



DISPARITION

Abdelaziz Bouteflika

La mort avant la mort

Décédé le 17 septembre, l'ex-président algérien était reclus dans sa résidence de Zéralda depuis sa démission, en avril 2019. Une fin de vie monacale après plus d'un demi-siècle passé dans les hautes sphères du pouvoir.

Sa dernière demeure n'aura donc pas été son duplex de l'immeuble d'El Biar, sur les hauteurs d'Alger, où il vivait depuis les années 1970 jusqu'à cet AVC d'avril 2013 qui l'a cloué sur un fauteuil. Abdelaziz Bouteflika s'est éteint dans la soirée du vendredi 17 septembre, dans sa résidence de Zéralda, sur le littoral ouest d'Alger, à l'âge de 84 ans.

Vivant, Bouteflika rêvait de finir sa vie et sa longue carrière comme président et d'avoir des funérailles nationales en présence de chefs d'État et de monarques, comme ce fut le cas pour Houari Boumédiène, en décembre 1978. Las ! L'ancien ministre des Affaires étrangères (1963-1979) de ce dernier n'a eu droit qu'à des obsèques officielles, et son successeur n'a pas décrété de deuil national.

Si la vieillesse est un naufrage, la vieillesse dans la disgrâce et la réclusion est un long purgatoire. Depuis ce fameux soir du 2 avril où il est apparu en djellaba pour remettre sa démission après vingt ans passés à la tête de l'État, Bouteflika n'a jamais quitté cette résidence où il s'était installé dès l'été 2013 avec sa sœur Zhor. Il était constamment veillé par cette dernière, qui ne l'a pas quitté d'une semelle depuis son accession au pouvoir en 1999. Ancienne sage-femme, elle était à la fois garde-malade, gouvernante, confidente, conseillère et interprète.

Devenu presque aphasique à la suite de son accident vasculaire, l'ancien président marmonnait et balbutiait devant les rares interlocuteurs autorisés à lui rendre visite. C'était donc sa sœur qui traduisait ses propos et lisait sur ses lèvres. « On pouvait à peine entendre le son de sa voix », raconte l'un de ses visiteurs, qui n'a pas souhaité s'étendre sur sa relation avec l'ancien raïs. Parler de Bouteflika après sa disgrâce est devenu un exercice délicat pour ceux qui allaient encore le voir. Si la voix était inaudible et les propos parfois inintelligibles, le cerveau et la mémoire n'avaient pas été altérés par l'AVC. « Sa tête fonctionne très bien », nous disait encore cet homme qui avait pris de ses nouvelles deux mois après sa démission.

Alors qu'il avait été l'un de ses plus fidèles soutiens, et le plus loyal des généraux, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée, mort en décembre 2019, avait fini

par tourner le dos à l'ex-président. Lorsque Saïd Bouteflika a été incarcéré à la prison militaire de Blida en mai 2019 pour atteinte à la sûreté de l'État et de l'armée, son frère aîné avait tenté d'entrer en contact avec Gaïd Salah pour qu'il intervienne en sa faveur. Mais l'ancien patron de l'armée lui a fermé toutes les écoutilles. Rancunier, il n'avait pas digéré que Bouteflika et son conseiller de frère, qu'il avait soutenus pendant quinze ans, se soient retournés contre lui en envisageant de le démettre.

Prison dorée

Dans la résidence de Zéralda, Bouteflika menait une vie presque monacale. Il se tenait informé de tout ce qui se passait dans le pays et ailleurs. Il n'aimait pas lire la presse, surtout nationale, et regardait plutôt la télé. Il était suivi par une équipe médicale algérienne restée à son chevet depuis l'été 2013. Après s'être longtemps fait soigner en France ou à Genève, il n'a plus jamais quitté les murs de Zéralda après sa démission. Pas même pour assister aux funérailles de son frère Abdelghani, décédé en février 2021.

Chassé du pouvoir par la révolution du 22 février, l'ancien chef de l'État était de facto en résidence surveillée, même si aucune décision de justice n'avait été rendue en ce sens. Bien au contraire, les juges ont épargné



Vu son état de santé, sa convocation devant un juge n'aurait été que symbolique.



RYAD KRAMDJI/AFP

Le 9 février 2019, le FLN organise un meeting à la Coupole, à Alger, pour appeler le président Bouteflika à briguer un cinquième mandat. Erreur fatale.

Bouteflika en s'abstenant de le convoquer pour qu'il soit entendu dans les affaires de corruption pour lesquelles deux de ses Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia, ainsi qu'une vingtaine de ministres ont été lourdement condamnés.

Sa convocation devant un juge n'aurait été que symbolique, son état de santé ne lui permettant pas de répondre à un magistrat instructeur. Son audition était d'autant plus hypothétique que son successeur n'était pas favorable à des poursuites judiciaires. « Je pense que la justice s'est prononcée. Si elle demande à l'entendre, c'est son affaire, mais, pour le moment, il n'en est pas question », expliquait Abdelmadjid Tebboune sur France 24 en juillet 2020. Protégé,

il n'en vivait pas moins dans une prison dorée.

Si Abdelaziz a été épargné, tel n'a pas été le cas de son frère cadet Saïd. Relâché en décembre 2020 du chef d'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'État et de l'armée, l'ancien conseiller spécial est incarcéré à la prison d'El Harrach pour des affaires de corruption et d'abus de pouvoir. Très inquiet pour ce frère qu'il a élevé comme le fils qu'il n'a jamais eu, Bouteflika demandait régulièrement de ses nouvelles à ses avocats.

Carré des Martyrs

Dans la matinée du 18 septembre, Saïd a été extrait de sa cellule d'El Harrach pour être conduit sous bonne escorte à Zéralda afin de se recueillir pendant une heure sur la dépouille de son frère en compagnie



Incarcéré à El Harrach, son frère Saïd a refusé d'assister menotté aux funérailles.

des membres de sa famille. Mais il a refusé d'assister menotté aux funérailles, qui se sont déroulées au cimetière d'El Alia, où l'ex-raïs a été inhumé dans le carré des Martyrs, non loin de la tombe d'Ahmed Ben Bella, ce président renversé par le coup d'État du 19 juin 1965... dont Bouteflika avait été le principal instigateur. ●

Farid Alilat

OBJECTIF AFRIQUE DE L'OUEST

PORTTRAITS

Ils ont moins de 40 ans et prennent les choses en main

Jeune Afrique a sélectionné cinq profils de trentenaires – ou presque – qui prouvent que la reconnaissance ne doit plus attendre le nombre des années. Autant de sources d'inspiration pour les jeunes et les moins jeunes.

JULIEN CLÉMENÇOT

En Afrique, les seniors sont redoutables. On loue leur sagesse, mais c'est leur ego qui souvent s'illustre. Et quand ils tiennent les rênes, difficile de les leur faire lâcher. Au sein des gouvernements, tout en haut de l'ordre protocolaire, avoir 60 ans ou presque est un minimum requis. Romuald Wadagni, ministre d'État chargé des Finances au Bénin, 45 ans, et Antoine Diome, ministre de l'Intérieur du Sénégal, 47 ans, font en la matière figure d'exception, tout comme le colonel malien Assimi Goïta, 38 ans, qui, en ayant pris le palais de Koulouba façon panzer, a participé à sa manière au renouvellement de la classe dirigeante.

« Patiente comme nous avons patienté », semblent dire dans leur ensemble les élites ouest-africaines à la jeunesse. Car dans les entreprises, en dehors des multinationales, qui imposent des limites d'âge à leurs cadres, le régime est le même. Les héritiers n'ont en la matière pas davantage de privilège et doivent bien souvent attendre le

décès de leur géniteur, ou pratiquement, pour enfin diriger les affaires familiales.

Nécessaire révolution mentale

Pourtant, dans les rues, la jeunesse saute aux yeux. Elle est partout. Un Ouest-Africain sur deux a moins de 18 ans, et la plupart vont vivre de petits jobs mal payés, rêvant devant Instagram de Ligue des champions et de star-system. Moins de 5 % des élèves entrés à l'école primaire poursuivent leurs études après le bac, et il manque chaque année des millions d'emplois formels pour absorber les actifs qui arrivent sur le marché du travail. Politiques et décideurs économiques doivent faire bien plus pour que le continent ne se transforme pas en bombe humaine. Augmenter les budgets de l'éducation, faciliter l'accès aux formations professionnelles et continuer, stimuler la création d'entreprise, mais aussi faire évoluer les mentalités et partager les responsabilités. Plutôt que de cantonner tous ces « petits » aux tâches ingrates, il est indispensable de leur faire la courte échelle, pour qu'ils et elles puissent, davantage qu'aujourd'hui, apporter leur contribution au décollage du continent.

Une révolution mentale, qui passe par la valorisation de nouveaux modèles. Dans le monde des affaires, de l'éducation, de la politique, ils sont un certain nombre, malgré tous les obstacles, à parvenir avant l'âge de 40 ans à briser le plafond de verre et à prendre les choses en main. Des parcours susceptibles d'inspirer les jeunes et les moins jeunes. ●

Moins de 5 % des élèves poursuivent leurs études après le bac, et il manque des millions d'emplois pour absorber les actifs qui arrivent sur le marché du travail.



Le pari haut de gamme de Laureen Kouassi-Olsson

C'est au Pavillon, un des restaurants de l'hôtel Ivoire, que Laureen Kouassi-Olsson nous donne rendez-vous. Vue sur la piscine et les jardins de cet établissement mythique placé au bord de la lagune, plats ivoiriens revisités, il symbolise ce qu'elle souhaite incarner : un trait d'union entre la France et le continent.

Née en 1983, Laureen Kouassi-Olsson a grandi entre la Côte d'Ivoire et la France. Elle fait partie de la nouvelle génération de femmes dont le nom compte dans le secteur financier en Afrique et est membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés. « J'ai grandi dans un contexte où il y avait les programmes d'ajustement structurels et où l'on parlait de dettes. Je me suis dit que mon rôle devait être de contribuer au développement du continent, et le principal canal, c'était la finance », explique-t-elle.

Son master en management obtenu à l'EM Lyon Business School en poche, Laureen Kouassi-Olsson intègre la

division fusions et acquisitions de la banque d'affaires Lehman Brothers à Londres. Mais, en 2008, la banque fait faillite. C'est la crise financière.

Alors âgée de 24 ans, elle retient de cette expérience que tout peut s'écrouler à tout moment, et qu'il faut entreprendre avec humilité. « Je me suis dit qu'il fallait faire de la finance responsable, et qu'elle devait avoir un sens. C'est comme cela que je me suis orientée vers Proparco et l'AFD après plusieurs expériences au sein d'institutions financières africaines », confie-t-elle. Après huit ans passés au sein du fonds Amethis, dont elle a dirigé le bureau régional à Abidjan, elle lance en mars Birimian Ventures, une société d'investissement destinée au secteur de la mode et du luxe en Afrique.

Créneau porteur

« Je me suis rendu compte qu'il fallait changer l'image du continent. Et, pour cela, l'un des canaux les plus puissants est celui de la culture et de

la créativité, car on touche à l'image et à la désirabilité, estime Laureen Kouassi-Olsson. En plus de pouvoir allier ma passion à mon expertise, c'est l'occasion de se lancer dans un créneau presque vierge qui sera extrêmement porteur. »

Birimian Ventures investit dans des sociétés déjà rentables ou qui ont le potentiel pour le devenir, totalisant déjà au moins 40 % de leurs ventes à l'international. L'activité de l'entreprise a été lancée avec une phase pilote qui encadre quatre marques. Dans les semaines à venir, dix autres rejoindront son programme d'accélération en collaboration avec l'Institut français de la mode.

Au fil des années, Laureen Kouassi-Olsson a su transformer sa jeunesse et son multiculturalisme en atout : « Il m'a donc fallu travailler deux fois

Il m'a fallu travailler deux fois plus pour montrer que j'étais légitime. Mais quand vous y parvenez, vous devenez un objet rare et recherché.

plus pour montrer que j'étais légitime. Mais quand vous y parvenez, vous devenez un objet rare et recherché. Les sociétés veulent avoir plus de femmes dans leurs conseils d'administration. Le fait d'être une femme africaine, jeune, avec un bagage d'expertise et de technicité solide dans le secteur financier a été ma signature », se réjouit-elle. ●

Aïssatou Diallo, à Abidjan



Prudence Ogatcha, l'esprit sportif

Le Béninois Prudence Finagnon Ogatcha, à la tête des opérations de Globbr Co, start-up impliquée dans le monde du sport, confirme, à 33 ans, sa fibre entrepreneuriale. En 2013, il avait créé sa première entreprise, Pliby, une plateforme de musique à la demande destinée à « faire découvrir les artistes en herbe, pas encore connus du grand public ». L'aventure, « exaltante », qui le pousse à s'installer au Nigeria va durer quatre ans.

Créée en 2018, Globbr Co est spécialisée dans la conception, le design, la production et la distribution de vêtements de sport et le marketing sportif en entreprise, dans les écoles, et même dans l'armée. « Nous habillons les étudiants pour qu'ils courent avec leur vision, et nous apportons une éducation physique professionnelle à tout le monde. Notre ambition est la création d'un langage commun pour connecter une équipe à ses fans », explique l'ancien diplômé en fabrication mécanique qui a aussi étudié l'anglais et les technologies de l'information et de la communication (niveau licence de science) au Bénin.

Entré à l'université avec « l'ambition d'en sortir avec un PhD [doctorat] » se souvient-il en souriant, il a finalement été happé par le monde de l'entreprise. En 2021, Globbr Co

est l'une des huit premières start-up à avoir intégré le programme « Scale to \$1M Start-up » mis en place en mai dernier par l'institut d'innovation et de commercialisation El Pomar (EPIIC) de l'université du Colorado (États-Unis).

La réussite est au bout de l'effort

Globbr Co est la seule entreprise internationale en dehors des États-Unis à prendre part à ce programme d'éducation et de mentorat de six mois, ouvert aux entreprises du monde entier et intégralement en ligne, où « chaque entreprise travaille à construire une base qui lui permettra d'évoluer vers le niveau de valorisation convoité de 1 million de dollars ». « Globbr Co fait actuellement l'objet de restructurations et de réajustements d'ordre organisationnel, conceptuel et opérationnel », explique le jeune Béninois, qui rêve d'« extension rapide vers d'autres pays africains grâce à la technologie ».

Et ne comptez pas sur lui pour s'inquiéter des incertitudes qui entourent son projet. « C'est ce qui caractérise l'écosystème des start-up en Afrique ». Mais, rassure-t-il, « lorsque vous comprenez que les difficultés sont des opportunités, la réussite est forcément au bout de l'effort ». ●

Fiacre Vidjinninou

Hafou Touré-Samb n'a pas encore 30 ans, mais s'est déjà fait une réputation dans le domaine de la finance. Entrée en 2014 au sein du cabinet Deloitte, elle a ensuite poursuivi sa carrière à IFC (Société financière internationale), filiale de la Banque mondiale dévolue au secteur privé, avant de rejoindre il y a un peu plus de deux ans la Banque africaine de développement en tant que consultante.

Passionnée de chiffres, la jeune ivoirienne s'était envolée aux États-Unis en 2008, en pleine crise financière. D'abord passée par la Stony Brook University, elle a poursuivi sa quête de connaissances en décrochant en 2019 un MBA à la Wharton



Hafou Touré-Samb
accompagne
les PME
de Côte d'Ivoire

School, école de commerce de l'université de Pennsylvanie. Puis après avoir été une première fois refusée, elle a intégré l'université Harvard pour y obtenir l'an dernier un master en administration publique.

Influencer l'écosystème

Avant même sa remise de diplôme, Hafou Touré-Samb avait décidé de rentrer en Côte d'Ivoire, avec une idée en tête : créer un fonds d'investissement. Mais elle a très vite réalisé que le besoin se trouvait ailleurs. « Lever de l'argent, une fois que la structure du fonds et l'équipe sont mises en place, n'est plus le souci majeur. La difficulté est de trouver les entreprises dans lesquelles investir », confie-t-elle.

Elle crée donc HTS Partners (Hafou Touré-Samb Partners), un cabinet de conseil en stratégie qui accompagne les PME. « En Afrique, 80 % des entreprises sont des PME. Mais elles n'arrivent jamais à passer au stade supérieur. Nous identifions donc celles qui ont du potentiel et nous les aidons à se structurer », explique l'entrepreneure. Hafou Touré-Samb se concentre principalement sur les sociétés dirigées par des femmes, car, a-t-elle constaté, celles-ci accèdent moins facilement aux crédits.

En 2020, alors que l'économie était ralentie par le Covid-19, HTS Partners a travaillé avec l'agence Côte d'Ivoire PME afin d'aider les entreprises à survivre à la crise. Près de 2 000 personnes ont pris part au

webinaire qu'elle a organisé. Son expertise a également été sollicitée par le ministre de la Promotion des PME. « C'est une chance de pouvoir influencer l'écosystème au plus haut niveau. »

Son jeune âge est-il une force ou un handicap dans son travail ? « Cela dépend de la personne en face. Lorsqu'elle est ouverte d'esprit, elle vous encourage parce que vous êtes une femme, jeune, ambitieuse, qui est à sa place. Mais dans le système francophone, il faut reconnaître que les cheveux blancs inspirent plus facilement le respect. Cela dit je n'ai pas de problème à me faire entendre. Pas question de se laisser marcher dessus. » ●

A.D.

A seulement 32 ans, Issouf Nikiema a surmonté tous les obstacles qui obligent très souvent les jeunes à attendre la quarantaine pour prétendre aux premiers rôles.

Titulaire d'un simple certificat d'aptitudes professionnelles en géotechniques, ce natif du village de Sabtoana, dans la commune de Komsilga, située au sud de Ouagadougou, est aujourd'hui à la tête de l'entreprise de construction et de vente de matériaux ENIF-BTP impliquée sur une vingtaine de chantiers et dont le chiffre d'affaires dépasse 1 milliard de F CFA (1,5 million d'euros). Surtout, il a été élu député à la fin de 2020 et siège désormais à l'Assemblée nationale.

Issouf Nikiema,
le remuant
député-maire
de Komsilga



Engagement récompensé

« Je me suis lancé dans le commerce et en même temps je soutenais financièrement mes aînés engagés en politique. Je les suivais avec l'idée que le moment venu, je passerais en première ligne », explique-t-il. Il est remarqué pour son engagement, puis les choses s'accélérent en 2016 lors des élections municipales. Certains habitants de son village le sollicitent pour relayer leurs doléances, et il intègre la liste des candidats de l'Union pour le changement (UPC), le parti de

l'opposant Zéphirin Diabré, en vue de devenir conseiller municipal.

La campagne est un succès. L'UPC décroche 26 sièges sur 71 et se classe deuxième derrière le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) au pouvoir. « À ma grande surprise, les conseillers du MPP m'ont proposé le poste de maire de Komsilga. Poste que j'ai obtenu à l'issue du vote du conseil municipal. » Un choix gagnant pour

la commune puisqu'il est parvenu depuis à en tripler le budget, le portant à plus de 1 milliard en 2020, grâce à une meilleure collecte des taxes et des impôts locaux, notamment sur le foncier.

Ces ressources ont permis à la mairie de financer la construction d'écoles, de centres de santé dans les 36 villages qui forment Komsilga. La performance d'Issouf Nikiema a été

distinguée par le prix Copegol cette année, récompensant ses efforts en matière de bonne gouvernance.

Troquant son costume d'édile contre celui tantôt de footballeur, tantôt de cycliste lors des manifestations sportives organisées par la mairie, il n'entend pas s'endormir sur ses lauriers.

Président, au sein de l'UPC, des jeunes de la province du Kadiogo, Issouf Nikiema s'est imposé face à d'anciens ténors de son parti, comme Nathanaël Ouedraogo, pour se présenter aux élections législatives fin 2020.

« À l'Assemblée, je me considère comme le représentant des jeunes

et je ne manque pas une occasion de le rappeler. » Conscient que c'est en gravissant les échelons qu'il pourra appliquer ses idées, le jeune maire déborde d'ambition et s' imagine déjà à la tête d'une grande commune, voire ministre de la Jeunesse. ●

Nadoun Coulibaly, à Ouagadougou



Responsable depuis janvier 2020 de l'African Development University (ADU), situé à Niamey, le Nigérien s'appuie sur son expérience en management et en innovation sociale acquise en Afrique, en Europe, en Asie et en Amérique.

Il a grandi au sud du Nigeria, a habité en Afrique du Sud et aux États-Unis. Il aime écrire, jouer des airs de Beethoven au piano, écouter de la soul. « Je suis un citoyen du monde, résume-t-il. J'ai grandi avec des livres autour de moi... Mes parents étaient des gens cultivés et éduqués. Je suis Yoruba avant tout, et chez nous, l'éducation, la culture, l'ouverture d'esprit sont au cœur de tout. » C'est sans doute parce qu'il a eu plus de chance que certains qu'Oyindamola Johnson a mis sa vie au service de l'éducation des plus démunis. À 38 ans, il dirige l'African Development University (ADU), fondée en octobre 2017, à Niamey.

Cette *high school*, parrainée par Harvard, accueille près de 200 étudiants par an, triés sur le volet, motivés surtout, en leur offrant gratuitement un enseignement qui se veut digne des meilleures universités américaines. Coaching, leadership, training, toutes les formations sont en anglais. « J'ai choisi le Niger, car je trouve le défi plus stimulant dans un pays en développement, où il y a tout à faire. Après, ce pays n'est pas si éloigné de mon Nigeria natal, je m'y suis très bien adapté malgré l'obstacle de la langue. Mon boulot est de former les leaders nigériens pour stimuler l'entrepreneuriat local, tirer le pays vers le haut. »

Miser sur l'enseignement

Diplômé entre autres d'un MBA à la très prestigieuse Quantic School of Business and Technology de Washington, Oyindamola Johnson a une longue expérience de conseil en management, gestion de projet et développement de carrière, acquise

au service de plusieurs organisations internationales (Africa Careers Network en 2019, Atlas Corps en 2016) et de l'entreprise nigérienne Red Media Africa (2018), spécialisée en conseil d'entreprise.

Depuis qu'il a pris la tête d'ADU, en janvier 2020, Oyindamola Johnson a mis l'accent sur la formation des femmes, qui représentent désormais 70 % des élèves de l'université, « car au Niger elles ont encore un accès limité à l'enseignement ». ADU aspire à devenir un véritable « hub de l'innovation » et la meilleure université d'Afrique de l'Ouest. Quand il dispense ses cours, Oyindamola Johnson insiste sur le secret de la réussite : « Le leadership, c'est d'abord être leader de soi-même. Ensuite, on le devient pour les autres... C'est le message que j'enseigne aux jeunes », conclut-il non sans fierté. ●

François-Xavier Freland, envoyé spécial à Niamey



FIER DE SON HISTOIRE ET DE SON RÉCENT DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Sa présence historique, sa palette d'expertises adaptées et innovantes et son engagement au service des populations africaines et de l'environnement constituent autant d'atouts de SUEZ pour poursuivre son expansion en Afrique.

SUEZ en Afrique

SUEZ a débuté en Afrique en 1948 avec la construction d'une première usine d'eau potable en Egypte. Depuis, il a bâti plus de 500 stations de traitement et environ 90 % des capitales africaines sont alimentées par des usines construites par SUEZ. En termes de services, la filiale Lydec gère l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et l'éclairage public du Grand Casablanca depuis 1997. En Algérie, SUEZ pilote les activités d'eau et d'assainissement d'Alger depuis 2006. En Égypte, SUEZ exploite deux grandes stations d'épuration d'eaux usées, au Caire et en Alexandrie. Depuis janvier 2020 SUEZ gère la production et la distribution de l'eau potable en zone urbaine sur tout le Sénégal. Au Maroc, le Groupe se positionne sur la gestion des déchets industriels ainsi que le traitement durable (green landfill), notamment à Meknès.



Une expertise face aux défis du continent

Les besoins en infrastructures et services eau, assainissement et gestion de déchets sont déjà très importants et ne cessent d'augmenter compte tenu de la forte augmentation de la population, l'urbanisation croissante et l'impact du changement climatique.

Face à ces enjeux, SUEZ met en place des solutions autour de 5 axes :

- ❶ **Santé et qualité de vie des populations :** construction d'usines de traitement d'eau permettant l'accès à l'eau à un plus grand nombre d'habitants comme Kabala au Mali, KMS 3 au Sénégal.
- ❷ **Ancrage local :** développement des compétences locales à travers le transfert de savoir-faire ; intégration sociale des chiffonniers sur le site d'enfouissement au Maroc et accélération de l'accès à l'eau pour les populations isolées grâce aux unités compactes décentralisées notamment en Côte d'Ivoire.
- ❸ **Impact positif sur le climat :** captage et valorisation énergétique du biogaz dans le site de Meknès et dans les stations d'épuration d'Alexandrie et du Caire.
- ❹ **Impact positif sur le capital naturel :** préservation des ressources en eau via la gestion intelligente des réseaux de distribution comme à Casablanca et à Dakar recyclage des eaux usées à Alger, au Caire et en Alexandrie et protection de la biodiversité sur nos sites.
- ❺ **Économie circulaire :** valorisation des déchets industriels à Tanger et à Kénitra au Maroc.

Les solutions environnementales de SUEZ permettent de satisfaire les besoins des populations africaines tout en veillant à préserver la planète.

Tour CB 21 - 16, place de l'Iris
92040 Paris La Défense Cedex
+33 1 5881 2351
flabia.mestre@suez.com
www.suez-africa.com/fr



RÉFORME

Kako Nubukpo

Commissaire de l'Uemoa

« L'Occident s'est développé grâce à la révolution agraire »

Nommé en mai à la tête du département agriculture, eau et environnement de l'Uemoa, l'économiste togolais veut impulser une nouvelle dynamique dans le secteur primaire.

PROPOS RECUEILLIS À OUAGADOUGOU
PAR NADOUN COULIBALY

Connu pour son combat anti-franc CFA, qu'il poursuit avec détermination, l'économiste et ancien ministre togolais de la Prospective Kako Nubukpo est aussi un spécialiste des filières agricoles. Auteur d'un ouvrage sur l'insécurité alimentaire et d'un autre traitant notamment de la filière coton, il a collaboré, d'octobre 2019 à juin 2020, en tant que chercheur, avec le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Nommé commissaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en mai, il pilote désormais l'actualisation de la politique agricole de l'institution ouest-africaine adoptée en 2001, avec l'objectif de prendre en compte la transition écologique et les besoins de la jeunesse. Pour *Jeune Afrique*, il livre son opinion sur les conditions du passage du franc CFA à l'eco et présente le bilan de santé du secteur primaire en Afrique de l'Ouest.

Jeune Afrique : Vous avez publié, à la fin d'août, un ouvrage collectif, *Demain la souveraineté monétaire ? Du franc CFA à l'eco*, coédité avec la fondation Jean-Jaurès. L'Afrique de l'Ouest n'est-elle pas sur la bonne voie ?

Kako Kossivi Nubukpo : Ce titre sous forme d'interrogation rappelle qu'en l'état nos pays ne bénéficient

pas d'une souveraineté monétaire, mais que nous poursuivons nos efforts pour y parvenir. Il jette également un regard prospectif sur les scénarios possibles. Il a été rédigé en amont des États généraux de l'eco, tenus à Lomé en mai 2021, qui ont permis de rédiger une feuille de route pour aboutir à l'adoption de cette nouvelle monnaie. Trois éléments me paraissent essentiels. Primo : la transformation structu-

« —————
La création de l'eco doit reposer sur le principe de la solidarité, avec la mise en commun des réserves de change et le recours à un fédéralisme budgétaire.

relle des économies africaines. Quand vous avez une population qui double tous les vingt-cinq ans, la création d'emplois est primordiale. Secondo : la création de l'eco doit reposer sur le principe de la solidarité, impliquant la mise en commun des réserves de change et le recours à un fédéralisme budgétaire. Tertio : pour mettre tout cela en musique, il faut s'appuyer sur une monnaie commune et non

sur une monnaie unique. On se rend compte qu'il subsiste énormément de divergences entre les économies ouest-africaines, ce qui rend irréaliste la mise en place à court terme d'une monnaie unique. En revanche, conformément à ce que l'Union européenne des paiements a fait entre 1950 et 1958, il faut mettre en place un référent commun, ici l'eco, défini sur la base d'un panier de devises, en l'occurrence quatre : euro, dollars, yuan, livre sterling. Cette monnaie pivot peut permettre la création d'un corridor dans lequel les monnaies actuelles pourraient flotter et converger. L'enjeu est désormais d'établir un suivi rigoureux des avancées. C'est l'objet de la création des « Conversations monétaires de Lomé », qui se tiendront tous les deux ans.

La Cedeao fixe un nouvel horizon pour la mise en place de la monnaie commune en 2027. Êtes-vous optimiste sur ce nouveau délai ?

Les reports successifs depuis 1983 posent la question de la crédibilité de ce calendrier. Nous constatons des avancées techniques. Mais je redoute l'absence d'un réel volontarisme politique, pourtant indispensable à cette réforme. C'est pour cela que, partant du principe de « qui peut le plus, peut le moins », les États généraux de Lomé ont suggéré d'adopter l'eco comme



VINCENT FOURNIER/JA

Connu pour son combat anti-franc CFA, l'économiste est un spécialiste du secteur agricole.

monnaie commune et non unique pour marquer le caractère graduel de la construction monétaire ouest-africaine. Cela nous semble plus réaliste que l'annonce d'une monnaie unique, même en 2027.

En qualité de commissaire de l'Uemoa chargé de l'agriculture, quelle est votre opinion sur le potentiel de ce secteur pour la création d'emplois ?

Le secteur agricole africain fait vivre 70 % de notre population. Même si nous assistons à une urbanisation accélérée. L'Afrique a cette particularité unique de voir sa population rurale croître en même temps que celle des citadins. La transition démographique africaine est, à cet égard, spécifique, et nous devons gérer à la fois les défis urbains et ruraux. Entre les deux, se trouvent des zones grises où la population ne vit ni vraiment dans des villages, ni vraiment en ville. Il est étonnant de constater qu'au cours des vingt dernières années, sur dix emplois créés sur le continent, six

l'ont été dans l'agriculture, particulièrement en Afrique de l'Ouest, trois dans les services et seulement un dans l'industrie. Quant à la contribution au PIB africain, le secteur agricole ne compte que pour 17 % contre 50 % pour les services.

Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

L'écart entre la taille de la population rurale et sa contribution au PIB est lié à la faiblesse de la productivité agricole. L'Occident s'est développé grâce à la révolution agraire, qui a permis au surplus de bras valides de se diriger vers l'industrie et les services. En Afrique, le schéma est différent, avec une économie reposant sur les secteurs primaire et tertiaire. Or c'est le secteur secondaire qui crée l'emploi et la valeur ajoutée. Le défi de l'agriculture africaine est d'arriver à accroître sa productivité et à entamer la valorisation de ses productions pour permettre l'émergence d'une agro-industrie forte, capable d'irriguer le tertiaire de main-d'œuvre.

Quels sont les défis de l'agriculture ouest-africaine ?

Ils sont de trois ordres. D'abord la productivité (maîtrise de l'eau, recherche variétale, itinéraire technique). Il n'est pas normal que soixante ans après les indépendances nous couvrions à peine 60 % de nos besoins alimentaires. C'est en premier lieu à cause de trop faibles récoltes. Pour le coton ou le riz, nos rendements représentent le tiers de ceux de l'Union européenne. En vingt ans, le déficit de la balance commerciale sur les produits alimentaires vis-à-vis de l'UE a été multiplié par onze. Ensuite, il faut mettre en place de vrais services en direction du secteur agricole, comme la fourniture de crédits, de mécanismes d'assurance, la création de capacités de stockage des récoltes et davantage appuyer la structuration des organisations agricoles. Il n'y a pratiquement plus de financement de notre agriculture. Enfin, il nous faut des politiques agricoles qui fixent le cap telle une boussole. Voulons-nous stabiliser le →

OBJECTIF AFRIQUE DE L'OUEST

→ prix ou les revenus agricoles, ou bien les deux ? Visons-nous le marché intérieur ou le marché mondial ? Il revient à la politique agricole de tracer le chemin en prenant en compte tous ces défis, tout en les articulant avec les autres priorités de développement. L'essor agricole est par exemple lié à celui des transports. Si nous réussissons, et c'est le sens de mon mandat, nous créerons des emplois et de la richesse.

Quel rôle l'Uemoa, citée comme un modèle d'intégration économique, peut-elle jouer pour accélérer l'industrialisation, notamment agricole ?

Le fonctionnement de la Commission de l'Uemoa repose sur la subsidiarité. Nous ne devrions faire que ce que les États ne peuvent accomplir eux-mêmes. Elle ne saurait se substituer à ses huit membres. En revanche, elle apporte une valeur

ajoutée indéniable dans sa capacité à instaurer un dialogue fécond entre les États pour mettre en évidence les solutions innovantes et efficaces. Et coordonne les politiques publiques dans le sens de la convergence de nos économies. C'est cela qui fit dire à l'ancien gouverneur de la BCEAO, Charles Konan Banny, que l'Union était devenue la neuvième économie en référence au supplément d'efficacité et de performance qu'elle apportait. Par exemple, concernant l'offensive riz pilotée avec la Cedeao, la Commission a injecté au cours des deux dernières années plus de 4 milliards de F CFA. Nous avons également lancé l'initiative « un million de silos » en Afrique de l'Ouest pour répondre à la crise alimentaire et améliorer les capacités de stockage.

Comment prenez-vous en compte les jeunes dans le débat public sur ces questions agricoles ?

Nous aurions tort, et je le mets en exergue dans mon ouvrage *L'Urgence africaine*, de sous-estimer le désir d'émancipation des jeunes. Au-delà de la question de l'emploi, c'est leur place dans la société et leur participation aux décisions politiques et sociétales qui sont en jeu. Notre jeunesse est à la fois une majorité démographique [la moyenne d'âge en Afrique de l'Ouest est de 19 ans !] et une minorité sociale et décisionnelle. Si nous ne prenons pas conscience de l'ampleur de cette volonté de participation des jeunes, nous aurons dans les prochaines années des systèmes politiques qui vont s'effondrer. À un moment donné, cette jeunesse silencieuse va revendiquer, malheureusement souvent de manière violente, son droit. Il nous appartient, à nous, dirigeants d'aujourd'hui, de prendre la pleine mesure de ce défi et d'asseoir par conséquent des cadres d'échanges permanents. ●



HTG
SIMY GROUP
INDUSTRY
un souffle d'avance

HTG INDUSTRY SAS FRANCE
A MEMBER OF SIMY GROUP



LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE ET DE REMPLISSAGE POUR BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET BOUTEILLES EN VERRE

APPLICATION
Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE
1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE
Machines tropicalisées garanties 3 ans
Service après-vente local assuré



7 - 9
NOV 2021
HALL 1 D1-6 et HALL 2 PAVILLON FRANCE



Adresse

42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE

Visitez pour plus d'informations

www.htgindustry.com

Téléphone

+33 (0) 344 265 893

Contact

contact@htgindustry.com

14ans

d'expertise au service du développement

Le Groupe SNEDAI est un groupe ivoirien multi services, qui exerce dans 4 secteurs clés de l'économie ivoirienne : les Nouvelles Technologies, l'Energie, le Transport, et l'Immobilier-BTP.

Avec plus de 1000 salariés répartis au sein de ses 13 filiales, le Groupe SNEDAI a réussi la diversification de son portefeuille et ambitionne consolider sa position de champion national et devenir un leader panafricain de référence d'ici 2025.



Pôle Immobilier et BTP

Ce pôle d'activités intervient dans les domaines de :

- la construction de logements économiques, moyens et haut standing,
- la construction, la réhabilitation et l'équipement de structures de formation professionnelle à Abidjan et à l'intérieur du pays,
- la réhabilitation et l'équipement d'infrastructures sanitaires en Côte d'Ivoire, au Mali et en Guinée,
- la rénovation et la construction d'infrastructures routières à l'intérieur du pays.

La synergie des travaux réalisés par les filiales MARYLIS BTP, OMNITRAVAUX et MEDAFRIQUE font du Groupe SNEDAI un acteur majeur dans le secteur de l'immobilier et du BTP en Côte d'Ivoire. À travers ses projets d'utilité publique et nationale : 30.000 logements (en cours de réalisation), la réhabilitation et l'équipement de structures sanitaires permettant l'accès aux soins à plus de 4 millions de personnes en Côte d'Ivoire, les travaux de renforcement de 325 km de routes dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, la participation à la construction du Stade de San-Pédro dans le cadre de la CAN 2023, le pôle Immobilier & BTP du Groupe SNEDAI contribue au développement de la Côte d'Ivoire.



Pôle Nouvelles Technologies

Porté par sa filiale historique SNEDAI CI certifiée ISO 9001 version 2015, ce pôle propose des solutions sécurisées d'identification des biens et des personnes et plus généralement en matière de nouvelles technologies aux institutions publiques et privées africaines.

Par sa maîtrise de la mise en œuvre de projets d'identification d'envergure d'une part, et des technologies du numérique d'autre part, le pôle Nouvelles Technologies fait autorité en Côte d'Ivoire et dans la sous-région, en matière de biométrie, de dématérialisation et de solutions digitales pour Entreprises et Grand Public.

Composé de 5 filiales (SNEDAI CI, SNEDAI CMU, SNEDAI Burkina Faso, SNEDAI Togo, SNEDAI Technologies), le Pôle Nouvelles Technologies, c'est à ce jour :

- + de 450 employés
- + de 10 millions de documents d'identité sécurisés délivrés
- 30 solutions informatiques développées
- 3 datacenters et 3 centres de production de documents sécurisés.



Pôle Transport

Le 28 juin 2016, l'État de Côte d'Ivoire a concédé à la Société de Transport Lagunaire (STL) l'exploitation d'un réseau de transport public des personnes et des biens sur le plan d'eau lagunaire via l'utilisation de bateaux bus. Par cette convention de concession, STL démontre sa volonté d'œuvrer à l'amélioration de la mobilité des populations en leur offrant des solutions de transport par voie lagunaire permettant d'optimiser leurs déplacements.

STL dispose du plus important réseau avec 20 bateaux transportant plus de 16.000 passagers/jour et 7 gares lagunaires qui desservent les zones Sud et Nord du district d'Abidjan. Au travers de ses activités de plaisance, STL offre également à sa clientèle la possibilité de faire du tourisme lagunaire, de louer un bateau pour des moments d'exception ou des croisières.



Pôle Énergie

Depuis sa création en 2016, le pôle Énergie déploie ses expertises dans les domaines de la production et le transport d'énergies avec pour objectif social principal, la réalisation de toutes opérations civiles, commerciales ou industrielles se rapportant à l'étude, la conception, la réalisation et le financement de projets dans le domaine de l'énergie.

Le pôle Énergie répond ainsi aux objectifs de l'État de Côte d'Ivoire dans le cadre de son programme d'accroissement de capacité de production d'électricité avec le projet BROTO, qui vise à construire une centrale à gaz à cycle combiné de 2x350 MW à San Pedro. En plus de la construction de cette centrale, le pôle Énergie a en charge la mise en place d'un réseau d'évacuation de 400 kV qui lui permettra de transporter l'énergie produite sur 285 Km partant de San-Pédro jusqu'à Abidjan et générera d'énormes opportunités d'emplois directs et indirects.

4 Pays

4 Pôles d'activités

+ de 1000 salariés

30% de femmes



Nouvelles Technologies



Immobilier & BTP



Énergie



Transport



RELANCE

L'Uemoa plus dynamique que la Cedeao

Moins touchés par les conséquences du Covid, les pays francophones affichent des perspectives de croissance supérieures à celles des États anglophones. Deux leviers pourraient accélérer le redressement économique de la sous-région : les télécoms et le numérique.

ALAIN FAUJAS

Les chiffres sont encore approximatifs et fluctuent à la marge selon les prévisionnistes, mais tous indiquent que l'Afrique de l'Ouest est sur le chemin de la convalescence. Même si, par mesure de précaution, l'Uemoa et la Cedeao ont décidé de suspendre le pacte de convergence et de stabilité économique à cause des dégâts provoqués par la pandémie et de reporter à 2027 l'entrée en vigueur de la future monnaie unique, l'eco.

La réouverture progressive des frontières, une situation sanitaire moins catastrophique que prévu, des récoltes plutôt abondantes malgré un changement climatique marqué, un regain des cours des matières premières, à commencer par ceux du pétrole et de l'or, ont permis à la région de renouer avec la croissance après la récession de 2020.

Mais dans la région tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. Surprise ! Selon la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'Uemoa se redressera plus vite cette année (+ 5,6 %) que la Cedeao (+ 3,2 %), à laquelle elle appartient, et même plus vite que l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (+ 3,4 %). Si l'on compare les estimations – traditionnellement

moins optimistes – du Fonds monétaire international (FMI) pour les huit pays francophones de l'Uemoa et pour les sept autres pays membres de la Cedeao, on constate que les premiers devraient bénéficier d'une croissance de 4,8 % en 2021 et de 6,5 % en 2022 quand les seconds progresseraient de 4,4 % en 2021 et de seulement 4,7 % en 2022. Selon François Sporrer, chef du service économique régional pour l'Afrique de l'Ouest à la direction générale du

L'arrêt brutal du tourisme, la chute des envois financiers et de la demande chinoise ont affecté ceux qui en dépendaient le plus.

Trésor français, cette performance de l'Uemoa ne date pas d'hier. « Si l'on considère les stocks des investissements directs étrangers (IDE), ils ont progressé, entre 2010 et 2020, de 204 % dans l'Uemoa, de 104 % dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et de 58 % en Afrique subsaharienne », souligne-t-il. Le palmarès

est comparable en matière de déficit public en 2021 : il devrait atteindre 4,9 % du PIB pour l'Uemoa, 5,1 % pour l'Afrique de l'Ouest et 5,6 % pour l'Afrique subsaharienne. Il n'y a que pour le montant de la dette que l'Uemoa est moins bien placée. Elle présente une dette égale à 59,4 % de son PIB, quand celle de l'Afrique de l'Ouest atteint 41,7 % et celle de l'Afrique subsaharienne, 56,2 %.

« Une discipline collective plus prononcée à l'intérieur de l'Uemoa et le retour de la Côte d'Ivoire dans son rôle de locomotive régionale ont attiré les investisseurs, tout comme la sécurité apportée par le franc CFA en matière d'inflation et d'investissements », conclut François Sporrer.

Rebond technique

En meilleure forme, l'Afrique de l'Ouest ? « Oui, mais c'est plus complexe qu'il n'y paraît », répond Bakary Traoré, analyste au Centre de développement de l'OCDE. « En 2020, les pays les plus exposés aux chocs externes ont été très touchés. L'arrêt brutal du tourisme, la chute des envois financiers de la diaspora et la contraction de la demande chinoise ont affecté ceux qui en dépendaient le plus, comme le Cap-Vert (- 14 %), le Liberia (- 3 %), la



Le siège de Sonatel, à Dakar.

CLEMENT TARDIF POUR JA

Sierra Leone (-2,2 %) ou le Nigeria (-1,8 %). Les capacités d'exportation de l'Afrique ont été également pénalisées par la raréfaction des conteneurs au niveau mondial et par les choix des grands armateurs qui ont privilégié d'autres destinations au détriment du continent. »

Le cas du Nigeria atteste de ce phénomène, lui qui a pris de plein fouet la chute du prix du pétrole, dont il est le premier pays producteur d'Afrique, et la plus importante baisse des envois des émigrés du continent (-28 %).

« Pour 2021, les projections sont compliquées du fait de l'incertitude liée à l'évolution mondiale du Covid-19 », ajoute Bakary Traoré. « Globalement, tous les pays de la Cedeao devraient connaître une croissance positive, y compris le Nigeria (+2,5 %). Mais une partie de cette reprise correspond à un rebond technique. Le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mali, le Liberia, le Nigeria, la Sierra Leone ne retrouveront pas

leur niveau de développement de 2019 avant la fin de 2021, voire au début de 2023 pour le Cap-Vert. Leur rétablissement n'est donc pas encore complet. »

La locomotive nigérienne

Les télécoms et le numérique pourraient accélérer le redressement de l'économie ouest-africaine. « Celle-ci a connu une augmentation des transferts financiers par mobile de 45 % en 2020, soit pour 14,8 milliards de dollars en moyenne par mois, affirme Bakary Traoré. Elle se situe derrière l'Afrique de l'Est, qui a réalisé 22,8 milliards de dollars de transferts mensuels, en progression de 11 % seulement, mais loin devant l'Afrique centrale (3 milliards de dollars de transactions par mois), l'Afrique du Nord (454 millions de dollars) ou l'Afrique australe (250 millions de dollars). » C'est à l'évidence le Nigeria qui a amplifié ce dynamisme numérique. Le pays compte au moins cinq des dix principales

sociétés de paiement par mobile d'Afrique. Son secteur digital est attrayant pour les investisseurs et n'a pas besoin des subsides gouvernementaux toujours chichement distribués.

« Selon le Bureau des statistiques du Nigeria, le secteur des télécoms et du numérique y a progressé de 12 % par an de 2016 à 2019. Désormais, il contribue au PIB du pays pour 15 %, c'est-à-dire plus que le pétrole, qui pèse seulement 10 %. C'est là où le Nigeria pourrait tirer son épingle du jeu, conclut Bakary Traoré. Ce dynamisme, ajouté à un faible niveau d'endettement du pays et au redémarrage du secteur de la construction, permettrait au Nigeria de compenser le climat d'incertitude et d'insécurité, ainsi que la chute des envois effectués par les émigrés qui continue de freiner l'activité économique. » Et d'accélérer la croissance d'un PIB régional auquel la première puissance continentale contribue pour 67 % ... ●

COMMENT IL EST ARRIVÉ LÀ

Grand P

Le « Little Big Man » guinéen

Son physique atypique aurait pu être un obstacle insurmontable. Mais le chanteur a réussi à percer et à réunir des centaines de milliers de *followers* sur les réseaux sociaux. À la veille de la sortie de son deuxième album, *Jeune Afrique* retrace son parcours.

Un mètre de haut et une voix singulière. Grand P, atteint de progeria, une maladie rare qui provoque un vieillissement prématuré, a un profil atypique. Mais « chez l'homme ce n'est pas la taille qui compte ce sont les valeurs », défend-il. En ce jour de juillet 2017, c'est un Grand P déterminé, décidé à faire sa promotion, qui pousse les portes du groupe de médias Hadafo, à Conakry.

Son fondateur et directeur, Lamine Guirassy, s'en souvient encore : « Peu le connaissaient, et, parmi ceux qui savaient qui il était, rares étaient ceux qui croyaient en lui. Mais il est venu me voir en disant qu'il voulait être chanteur et qu'il fallait l'aider. »

C'est à ce moment-là que celui qui deviendra, quelques années plus tard, un phénomène dans toute l'Afrique de l'Ouest fait sa première apparition à la télévision, dans l'émission *L'Autre Journal*. Son look sorti tout droit des clips de rap américains surprend. Paré d'une large veste de survêtement noire, de lunettes de soleil relevées sur la tête et d'une grosse chaîne autour du cou, il n'hésite pas à afficher son côté bling-bling. Moussa Kaba, de son vrai nom, n'est pas complexé par son élocution – souvent – difficile ni par son physique si particulier.

« Tout le monde parle de Grand P, il est grand temps de me

trouver un producteur », lance-t-il. Reconnaisant envers ceux qui lui donnent sa chance, il rend, lors de l'émission, hommage à l'artiste guinéen Kerfalla Kanté, « le premier » à lui avoir tendu le micro sur la scène du Palais du peuple, à Conakry.

Mascotte du onze national

Accompagné d'une petite équipe, l'interprète tire d'abord parti de sa nouvelle notoriété sur les réseaux sociaux. En 2019, sa carrière prend un tournant avec la Coupe d'Afrique des nations (CAN) organisée cette année-là en Égypte. Une vidéo où il exécute un freestyle pour soutenir le footballeur guinéen Naby Keïta, qui évolue à Liverpool, fait le buzz et comptabilise plus de 100 000 vues.

« Après la vidéo, nous avons réfléchi à la manière de tirer profit de cette audience. C'est comme ça que nous est venue l'idée d'enregistrer une chanson pour l'équipe nationale », confie l'un de ses proches. Le phénomène Grand P est né, et

le chanteur devient la mascotte de l'équipe nationale lors de la CAN. Séduit, l'homme d'affaires et second vice-gouverneur de la Banque centrale de Guinée, Baidy Aribot, finance son voyage au Caire pour rencontrer les joueurs, aux côtés desquels la star esquisse volontiers des pas de danse.

Né handicapé et pauvre

Aujourd'hui, l'artiste affiche un album au compteur, des invitations dans de nombreux clips vidéo de chanteurs reconnus dans la sous-région, tel l'Ivoirien Serge Beynaud, des enregistrements studio avec Tiken Jah Fakoly – pour son deuxième album, qui doit bientôt sortir –, ou encore sa proximité avec de célèbres footballeurs africains comme le Togolais Emmanuel Adebayor. Né handicapé, dans un milieu défavorisé, son destin hors du commun déjoue tous les pronostics.

Cadet d'une fratrie de quatre enfants, Moussa Kaba naît à Sanguiana, dans la région de Kankan. Plus tard, sa famille s'installera à Conakry. Tout jeune, il est surnommé « Grand P » en référence à son grand-père, dont il est l'homonyme.

Il est en CE2 lorsque les moqueries se multiplient face à son visage qui commence déjà à vieillir. Grand P préfère alors rester chez lui ou bien traîner dans le quartier et se passionne pour la musique. « J'ai décidé d'être



Tout jeune, il est surnommé ainsi en référence à son grand-père, dont il est l'homonyme.



AGENCE CALIRIS

Moussa Kaba, de son vrai nom, cultive le mystère autour de son âge.

artiste parce que c'est ma vie, c'est ce que je connais », nous confie-t-il à renfort de grands gestes.

Alors qu'il se montre volontiers volubile concernant sa carrière, le chanteur reste flou sur sa

situation familiale. Et s'il y a bien une question qui l'agace, c'est celle de son âge. À ce jour, personne n'est capable de le déterminer. Il aurait un peu plus de 30 ans. Mais ses équipes et lui préfèrent garder le

mystère. Pour Lamine Guirassy, le phénomène Grand Pest d'abord une « curiosité ». Il est un personnage rare qui suscite beaucoup d'interrogations chez les gens, explique-t-il. Dans un pays comme la Guinée, où l'on porte beaucoup de jugement sur la différence, certains auraient préféré garder l'anonymat et se murer dans le silence, Grand P, lui, a décidé de profiter de cette déficience physique.

Conscient de sa chance, il a d'ailleurs créé la fondation humanitaire Grand P, qui vient en aide aux personnes déshéritées souffrant de handicap. Actuellement, le chanteur construit un orphelinat dans la ville de Forécariah – à 80 km de Conakry –, sur un terrain qu'un homme politique lui a offert.

Entouré de nombreux mécènes

Outre le buzz qu'il fait sur internet, ce qui assure le succès de Grand P, ce sont les nombreux mécènes qui l'entourent. Parmi eux il peut compter sur l'homme d'affaires Baidy Aribot, qu'il considère comme son parrain, mais aussi Antonio Souaré – l'une des grandes fortunes du pays –, président de la Fédération guinéenne de football et patron de la société de paris Guinée Games. Des soutiens qui financent ses projets ainsi que ses nombreux déplacements.

Depuis un peu plus d'un an, l'intérêt du public pour lui s'explique aussi par son idylle avec la chanteuse et influenceuse ivoirienne Eudoxie Yao. Les deux se voient régulièrement à Abidjan, Conakry ou encore Bamako et n'hésitent pas à mettre en scène leur relation sur les réseaux sociaux.

Une histoire qui semble tirée d'un roman – elle est aussi ronde qu'il est maigre – et dont les soubresauts passionnent 2 millions de *followers* sur Instagram. Mais Grand P l'assure : il est sincère. Il promet d'ailleurs un « grand mariage » à Conakry quand les restrictions sanitaires seront levées. ●

Fatoumata Diallo

CINÉMA

Claire Diao

Distributrice de films et critique

« Une reconnaissance à l'international n'ouvre pas forcément de portes en Afrique »

À 35 ans, cette Franco-Burkinabè s'est imposée comme une figure incontournable du septième art africain. Elle livre à *Jeune Afrique* son regard sur la nouvelle génération de professionnels et sur les défis qu'elle aura à relever.

MARIÈME SOUMARÉ

Le réalisateur Joël Akafou, en Côte d'Ivoire, la documentariste nigérienne Amina Abdoulaye Mamani, la réalisatrice Iman Djionne, au Sénégal... Ces noms ne disent peut-être rien aux non-initiés, mais ils pourraient être les visages du cinéma ouest-africain de demain. À condition de soutenir la production et la réalisation des films imaginés par ces nouveaux talents, et de les faire connaître à un large public. C'est la mission que s'est assignée la Franco-Burkinabè Claire Diao.

À 35 ans, cette passionnée de cinéma est membre de plusieurs comités de sélection de festivals – dont la Quinzaine des réalisateurs de Cannes –, directrice de la société de distribution Sudu Connexion et responsable d'un programme de courts-métrages lancé en 2013, Quartiers lointains. C'est d'ailleurs à l'occasion de la diffusion à Paris de la sixième édition de ce programme, intitulé cette année « Afrofuturistik », que nous l'avons rencontrée, au début de septembre, pour évoquer les défis et les opportunités des jeunes cinéastes de la sous-région.

Formation, besoin urgent d'un système de distribution de films organisé, diversité nécessaire des comités de sélection des festivals... Claire Diao réfléchit aux meilleurs leviers pour dynamiser la production dans la sous-région et favoriser l'émergence de talents.

Jeune Afrique : Comment faire émerger de jeunes cinéastes dans la sous-région ?

Claire Diao : Il existe pour cela des programmes d'accompagnement de jeunes cinéastes, à l'échelle nationale ou continentale, comme Talents Durban, en partenariat avec la Berlinale, auxquels j'ai moi-même participé en 2012. Ce type d'initiative répond à l'envie de réunir et de suivre de jeunes talents en fonction de leurs propositions et de leurs idées. Ils travaillent leurs projets, qu'ils « pitchent » à d'autres professionnels. Les festivals sont les premiers lieux où les cinéastes peuvent être soutenus et reconnus.

Les États font-ils preuve d'initiatives ?

Certains États financent aussi le cinéma ou créent des appels à projets pour soutenir des artistes. Le Sénégal a le Fopica [Fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle], dont la mise en place semble liée à l'Étalon d'or d'Alain Gomis pour *Tey* (2012), le Togo, le Fonds d'aide à la culture. On a aussi beaucoup parlé du milliard de francs CFA mis sur la table par le Burkina Faso lors du dernier Fespaco [Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou] pour soutenir la production et espérer voir des films burkinabè projetés au festival. On peut également citer le festival Koudougou

Doc, créé par le réalisateur Michel K. Zongo, qui organise des projections de documentaires et des ateliers de prise de vues ou de son avec de jeunes autodidactes.

La sous-région offre-t-elle assez de formations ?

Il y a de plus en plus d'écoles de cinéma sur le continent. On peut citer le Centre Yennenga, au Sénégal, l'Isis [Institut supérieur de l'image et du son], de Gaston Kaboré, au Burkina Faso, l'Isma [Institut supérieur des métiers de l'audiovisuel] au Bénin, l'Esec [École supérieure d'études cinématographiques] au Togo... Au-delà de l'école, il faut interroger l'enseignement proposé et les enseignants attirés. Il y a des écoles d'où les élèves sortent avec très peu de bagages. Depuis 2011, le Fespaco a une section consacrée aux films des écoles.

Vous citez l'exemple d'Alain Gomis. Est-ce que le succès de certains films peut propulser de jeunes professionnels ?

Oui ! Cette année, c'est le Sénégal qui est à l'honneur au Fespaco [du 16 au 23 octobre]. Le pays accueille aussi énormément de tournages de séries télévisées. Mais avoir une reconnaissance à l'international n'ouvre pas forcément plus de portes. Certains ont des métiers à côté pour joindre les deux bouts... L'une des principales

difficultés, c'est la non-reconnaissance. C'est déjà tellement dur pour les aînés que faire de la place aux plus jeunes est compliqué. Certains n'ont aucun souci à transmettre leur savoir, d'autres peuvent avoir l'impression d'être chassés de la scène ou remplacés, et beaucoup de jeunes cinéastes souffrent d'être entravés par leurs aînés.

Avec votre société de distribution, vous essayez de faire connaître les films africains au public. Pourquoi ce secteur de l'industrie du cinéma reste-t-il sous-développé ?

Dans les années 1970-1980, une fédération panafricaine de cinéastes avait créé un consortium international de distribution et une société, implantée à Ouagadougou, qui était censée générer des fonds de tous les pays de la sous-région pour produire des films. Tout cela a périclité, car les États ne finançaient pas la culture.

La distribution a été pendant longtemps le monopole des sociétés monégasques Comacico et Secma. Au moment des indépendances, le duopole a refusé de fournir les salles en films pour protester contre la nationalisation des cinémas. Ajoutez à ça le délitement des salles de cinéma, l'avènement de la télévision, la piraterie...

Les salles de cinéma sont devenues des magasins, des lieux de stockage, même des églises. Le métier de distributeur a disparu en même temps. C'est fort dommage parce que le critique de cinéma tunisien Tahar Cheriaa disait déjà en 1966 : « Qui tient la distribution tient le cinéma. »

Le secteur peut-il se développer ?

J'ai monté Sudu Connexion après le succès de Quartiers lointains, quand je me suis rendu compte qu'il y avait un public. C'est un énorme travail de fournir de faire se rencontrer les œuvres, le public et les diffuseurs, mais quand ça a lieu, c'est magique.

En Afrique de l'Ouest, tout le monde est habitué à la diffusion non commerciale. Sous prétexte qu'il n'y a pas d'argent, les réalisateurs devraient être contents que leur œuvre soit diffusée. Mais non ! Le film est aussi un produit dont le tarif peut être négocié. L'argent doit rentrer dans les caisses pour que le producteur puisse en financer



À Paris, le 1^{er} septembre 2021.

d'autres. Il faut faire de la pédagogie, avec les organisateurs de festivals ou les auteurs eux-mêmes, qui signent des contrats sans les avoir lus et ne savent pas ce qu'ils ont cédé, ni à qui, souvent par manque de formation juridique. Les distributeurs sont avides de films, de nouveaux auteurs, il y a juste une méconnaissance du travail.

« —————
La distribution, c'est un peu le Far West, un terrain vierge où tout reste à faire.
————— »

Un réalisateur ne peut pas être aussi producteur ou distributeur, comme cela se fait pourtant dans les cinémas d'Afrique. La distribution, c'est un peu le Far West, un terrain vierge où tout reste à faire, mais quelle fierté quand on reverse des droits ou des recettes aux producteurs et aux réalisateurs ! Ils se rendent alors compte que leur film a une valeur et un public.

Votre jeune âge a-t-il été un obstacle dans votre carrière ?

C'était une hantise à mes débuts. Il y a un tel respect des aînés dans notre culture que c'est difficile de se positionner, d'assumer, a fortiori en tant que femme. Mais c'est la passion qui me guide. J'ai débuté comme journaliste parce que je trouvais que les

œuvres gagnaient à être connues. J'ai basculé vers les présentations de films, les sélections dans les festivals, puis j'ai compris que ce qui manquait c'était la distribution. Je me rendrai peut-être compte par la suite qu'il faut une autre corde à mon arc.

La diversification des comités de sélection est-elle propice à l'émergence de nouveaux talents ?

Il y a une envie mondiale de découvrir le futur Scorsese, le futur Abbas Kiarostami. Les grands festivals veulent tous être les premiers à dénicher un nouveau talent. En même temps, c'est important d'avoir des programmeurs avec des sensibilités différentes pour éviter l'entre-soi et présenter des films variés. Il y a un attrait pour les jeunes cinéastes. Comment racontent-ils leurs histoires ? À partir de là se dessine un nouveau paysage. Mais il serait regrettable d'avoir uniquement envie de jeunisme. Si l'OIF [Organisation internationale de la francophonie] décide de stopper son aide aux cinéastes à partir de leur cinquième film, sachant que les États ne soutiennent pas la production de fictions, comment ces créateurs peuvent-ils s'en sortir ? Doivent-ils s'arrêter, changer de métier ? J'espère que cette envie de découverte ne se limitera pas aux premières œuvres. Il faut vraiment un accompagnement sur le long terme : plus un cinéaste acquiert de la maturité, plus il aura des choses intéressantes à dire. ●

UNIVERSITÉ OUAG PROFESSEUR JOSEPH K

Mardi 28 novembre 2017

Le président
Emmanuel Macron,
à Ouagadougou, face
à une assemblée
d'étudiants de
l'université Joseph-Ki-
Zerbo, le 28 novembre
2017.





AFRIQUE-FRANCE

Une page se tourne à Montpellier

Aucun chef d'État n'a été convié au sommet du 8 octobre, qui fera la part belle aux sociétés civiles et à la diaspora. Objectif : réinventer la relation entre Paris et le continent, comme l'avait souhaité Emmanuel Macron à Ouagadougou en 2017.

ALAIN FAUJAS

I

Invitée par Emmanuel Macron à participer au Sommet Afrique-France de Montpellier le 8 octobre, la jeunesse africaine s'y rendra, mais armée d'une certaine défiance. Pourtant, dans l'esprit du président français, l'objectif de ce sommet est sans ambiguïté ni arrière-pensée : il juge qu'il faut en finir avec les tabous et avec un passé tourmenté qui nourrit le ressentiment africain vis-à-vis de son ancien colonisateur, et que, pour

cela, il convient de « commencer par tout se dire » et d'« inventer ensemble une amitié ». On reconnaît là les accents de son discours prononcé le 28 novembre 2017 à Ouagadougou face à une assemblée d'étudiants de l'université Joseph-Ki-Zerbo, très remontés contre la France, et qu'il a en partie retournés par ses propos à la fois séduisants et provocateurs.

Gestes français

Depuis, Emmanuel Macron s'est appliqué à détricoter ce qui interdisait des relations Afrique-France décomplexées et égalitaires. Il a restitué au Bénin 26 œuvres du trésor d'Abomey et reconnu les crimes de la colonisation. Dans le cadre de la réforme du franc CFA, le Trésor français a rendu à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) les fonds déposés dans ses coffres. L'Agence française de développement (AFD) a augmenté d'année en année les dons et les prêts consentis

à l'Afrique. La publication des rapports sur les relations de la France avec l'Algérie et le Rwanda a traduit la volonté de l'Élysée d'assumer les scories du passé.

La France est aussi à l'initiative de la création d'une multitude d'événements et d'institutions sur le continent, comme Choose Africa, Digital Africa, Alliance Sahel et Sport en commun. Pour liquider la « Françafrique », Emmanuel Macron a mis fin au tête-à-tête exclusif avec l'Afrique francophone et pris le chemin du Nigeria, du Soudan ou encore du Rwanda.

Au sommet de Montpellier, le président français espère toucher les bénéfices de ces efforts et reconstruire « un imaginaire commun » essentiellement avec la jeunesse africaine, qui sera seule invitée. Aucun chef d'État n'y sera présent, mais seront mises en vedette 3 000 « personnes qui incarnent le renouvellement générationnel » souhaité par Emmanuel Macron.

Plus de 5 000 personnes ont participé à 66 débats préparatoires dans 12 pays africains, mais aussi dans la diaspora africaine. Souveraineté, égalité des sexes, climat, développement économique, création d'entreprise, démocratie, sécurité et même des sujets conflictuels ont donné lieu à des échanges vigoureux où l'invective était parfois présente, par exemple au sujet de l'intervention Barkhane, au Sahel.

Méfiance tenace

Ce foisonnement d'idées a été recueilli par l'écrivain camerounais Achille Mbembe et treize autres intellectuels, afin qu'il soit restitué à Montpellier sans filtre. Il s'agit de préparer le débat avec Emmanuel Macron, prévu dans l'après-midi du 8 octobre en séance plénière pour dégager des pistes de réconciliation.

Des Africaines et des Africains connus pour leurs critiques à l'égard de l'ancien colonisateur ont accepté de participer à cette entreprise audacieuse. Achille Mbembe confiait à *Jeune Afrique* qu'il accompagnait « ce geste » par curiosité intellectuelle, mais aussi « pour veiller à ce que ce ne soit pas un simple exercice de communication ». L'économiste

togolais Kako Nubukpo, grand pourfendeur du franc CFA, estimait dans nos colonnes que le sommet « sera l'occasion de poser les questions qui fâchent ».

Mais certains, comme l'écrivain Gaston Kelman, se sont insurgés contre un tel événement, parce qu'« il n'appartient pas à la France de guérir l'Afrique de son trauma colonial » et que « le lion ne peut pas devenir le guide des antilopes ». En effet, ce qui domine dans l'inconscient africain, c'est le plus souvent une grande

« C'est aussi parce que la France contribue peu à la transformation africaine que son discours peine à convaincre. »

méfiance vis-à-vis de la France, quels que soient ses dirigeants et quelles que soient leurs promesses. La colonisation, l'esclavage, le postcolonialisme, les dictatures soutenues depuis l'Élysée au lendemain des indépendances ont laissé des traces indélébiles.

Depuis son élection, Emmanuel Macron est-il parvenu à changer les relations avec l'Afrique ? « Un peu, répond Carlos Lopes, ancien secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU et professeur à l'Université du Cap et à Sciences Po Paris. L'évolution n'est pas bouleversante, mais, dans l'ensemble, son projet est accepté en France comme en Afrique, sauf par des radicaux. Il a réussi à changer un peu la donne, mais il n'est pas au bout de ses peines. » « Il a commis quelques gaffes, comme ses propos sur la démographie africaine galopante, mais surtout il se comporte en puissance tutélaire en désignant qui peut venir au sommet de Montpellier. Il choisit les intellectuels qui le préparent. À l'évidence, il a une bonne intuition sur les domaines où doivent changer les relations franco-africaines, mais il irrite les Africains par un comportement qui les fait

douter de ses intentions », reprend Carlos Lopes.

Pour l'universitaire bissau-guinéen, « c'est aussi parce que la France contribue peu à la transformation africaine que son discours peine à convaincre. Ses investissements continuent de privilégier les combustibles fossiles et les matières premières. Pourquoi ne fait-elle pas comme les Singapouriens, qui aident le Gabon à transformer son bois et le Bénin à valoriser son coton ? On ne peut pas parler à la jeunesse sans l'aider à créer les emplois du futur dont elle a besoin. »

« Il nous faut des actes »

L'analyse de la camerounaise Koyo Kouoh, conservatrice de musée, est tout aussi critique, mais plus mordante : « Je suis curieuse de voir où le processus lancé par Emmanuel Macron va aboutir, mais je suis fondamentalement dubitative quant aux initiatives françaises. Je ne suis ni pour ni contre sa démarche, et je crois que c'est en se parlant qu'on arrive à se comprendre. Mais je n'oublie pas que le président français est un politicien. Il est important que les gouvernements occidentaux, et pas seulement celui de la France, comprennent que l'Afrique est portée par sa société civile et non par ses dirigeants, peu capables. »

Pour elle, l'indulgence n'est pas de mise. « L'Afrique et la France sont mariées depuis cinq cents ans, et ce mariage forcé a engendré une longue et violente relation, et provoqué énormément de séquelles dont notre génération porte les stigmates, car les émotions se transmettent de génération en génération, rappelle-t-elle. La conscience est têtue, et quand on l'ignore elle revient en force. Il faut que la France revisite sa propre conscience et comprenne que les remous que nous vivons et l'opinion dégradée que nous avons d'elle l'obligent à aller plus loin que les mots et les symboles. Il nous faut des actes. »

C'est-à-dire ? « La France nous doit tout, parce qu'elle nous a tout pris, martèle-t-elle. Elle doit demander pardon en toute conscience pour les torts qu'elle a commis et tenter de les réparer. » Koyo Kouoh le dira haut et fort le 8 octobre. ●

À l'occasion du Nouveau Sommet Afrique - France

AFRICA MONT PELLIER

FESTIVAL

ESPLANADE / DU 5 AU 10 OCT. 2021

Expos, Sports urbains, DJ, Jeux vidéo, Food trucks, Jeunesse...
Tous les talents de l'Afrique réunis à Montpellier !

Plus d'infos sur africa-montpellier.fr



ENTRÉE GRATUITE
Pass sanitaire



PORTRAITS

Les atouts du président

Véritables pilotes du sommet de Montpellier, ils participent activement à la redéfinition des relations entre l'Hexagone et le continent.



MARIE AUDOUARD L'ESPRIT DE OUAGADOUGOU

C'est elle qui, ces derniers mois, pilote le sommet de Montpellier depuis son bureau du 2, rue de l'Élysée. Conseillère Afrique adjointe (et diasporas) d'Emmanuel Macron, Marie Audouard travaille aux côtés du président français depuis qu'il est arrivé au pouvoir, en mai 2017. Chargée du suivi de la mise en œuvre du discours de Ouagadougou, elle gère également l'ensemble des relations non institutionnelles avec le continent. Avant d'intégrer la cellule africaine de l'Élysée, dirigée par Franck Paris, qu'elle connaît de longue date et avec qui elle assure partager une « vision multilatérale », cette énarque a commencé sa carrière au ministère des Affaires étrangères. En 2008, elle intègre la direction Afrique du Quai d'Orsay, où elle travaille notamment sur la Côte d'Ivoire et le Sahel. Elle rejoint ensuite la direction des affaires stratégiques pour se pencher sur les questions de défense européenne. En 2013, la diplomate s'envole pour New York, où elle va rejoindre la représentation permanente de la France auprès des Nations unies. Elle traite alors essentiellement des dossiers liés à la région des Grands Lacs. Quand tombe, en 2017, la proposition de rejoindre la cellule Afrique de l'Élysée et de travailler pour Emmanuel Macron, elle n'hésite pas longtemps et rentre à Paris. « Tout était réuni pour faire avancer les choses et contribuer au renouvellement du logiciel franco-africain », explique-t-elle. À cet égard, le sommet de Montpellier constituera – au moins sur la forme – un changement inédit dans la relation entre l'ancienne puissance coloniale et les pays du continent.

Benjamin Roger

WILFRID LAURIANO DO REGO L'AUTRE « MONSIEUR AFRIQUE » D'EMMANUEL MACRON

Nommé en juillet 2019 coordonnateur du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), à la place de son compatriote Jules-Armand Aniambossou, le Franco-Bénois Wilfrid Lauriano do Rego, 60 ans, présente un parcours qui résume à lui seul les « nouvelles » priorités de la France en Afrique.

Difficile en effet pour Emmanuel Macron de trouver profil plus éloquent que ce représentant du monde de l'entreprise – il est président du conseil de surveillance de KPMG France –, né à Cotonou et qui a poursuivi ses études supérieures dans l'Hexagone. Il connaît aussi bien les secteurs privés que les sociétés civiles de chaque côté de la Méditerranée.

Depuis toujours à cheval sur les deux continents, celui qui a l'oreille du chef de l'État français profite de sa position pour « faire évoluer le narratif et convaincre la diaspora comme la société civile qu'elles ont un rôle à jouer dans la redéfinition en cours des relations entre la France et l'Afrique ». Pour Wilfrid Lauriano do Rego, tout l'objet du sommet organisé le 8 octobre à Montpellier est « d'engager le dialogue entre les différentes parties ». Il en est convaincu : « La qualité de la refondation des relations entre la France et l'Afrique dépendra de la capacité à satisfaire les attentes de la diaspora en matière de visibilité, d'égalité des chances et de lutte contre toute discrimination. Le new deal avec l'Afrique passe par un new deal avec les diasporas. »

Comme Emmanuel Macron, il est convaincu que « l'heure est au changement, à la rupture avec un certain passé ». Et dans ce contexte, le rendez-vous de Montpellier doit être « un marqueur innovant et structurant des relations à venir entre Paris et ses partenaires africains ».

Olivier Caslin





LE CIRAD ENGAGÉ AUPRÈS DE L'AFRIQUE POUR UN DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE

Le Cirad a fait de l'Afrique une des priorités géographiques de son mandat de recherche pour le développement. Il est présent dans les cinq régions de ce continent, avec un investissement particulièrement marqué en Afrique de l'Ouest.

Le Sénégal a lancé une vaste consultation pour amorcer sa transition agroécologique, avec l'appui de la Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES), dont le Cirad est membre. Une exposition photo sur le sujet à découvrir aux Montpellier Global Days Africa 2021.

Rendez-vous aux Montpellier Global Days Africa 2021 en amont du Nouveau Sommet Afrique-France

Le Cirad coordonnera les débats des Montpellier Global Days Africa 2021 sur les transitions agroécologiques, qui auront lieu lundi 4 et mardi 5 octobre. Il sera également impliqué dans les rencontres de cet événement autour des systèmes alimentaires, de l'approche One Health, de la biodiversité, de l'eau et de l'agriculture numérique.

Retrouvez le programme en ligne

www.montpellierglobaldays.fr/



© R. BELMIN, CIRAD

D'ici 2050, la population du continent africain devrait atteindre les 2,5 milliards de personnes. Face à une telle croissance démographique, l'agriculture africaine devra à la fois améliorer les performances de ses systèmes agricoles, tout en préservant ses ressources naturelles. Un défi colossal que l'Afrique pourra relever grâce à de nombreux atouts, dont celui de sa jeunesse.

En tant qu'organisme de recherche agronomique pour les régions tropicales et méditerranéennes, le Cirad travaille en étroite collaboration avec de nombreux partenaires africains. Organisée autour de six directions régionales, l'action du Cirad s'étend sur une large partie du continent, où sont basés 60 % de ses scientifiques expatriés et plus de 40 % de ses projets.

Le Cirad est ainsi présent dans les cinq régions du continent, avec un investissement particulier en Afrique de l'Ouest, dont la région sahélienne. Parmi les projets impliquant le Cirad dans cette zone, huit (ABEE, ACCEPT, BIOSTAR, CASSECS, FAIR, IRRIN, ACCES, Aminata) sont issus de l'initiative DeSIRA (Development Smart Innovation through Research in Agriculture).

Cette initiative de l'Union européenne ambitionne d'accompagner l'agriculture et les systèmes alimentaires au Sud par l'innovation et la mobilisation des

connaissances pour améliorer leur résilience face aux effets des changements globaux. Une dizaine d'autres projets DeSIRA, coordonnés par le Cirad ou ses partenaires, ont récemment démarré en Afrique : en Côte d'Ivoire (sur le cacao avec Cocoa4future ; sur les cultures maraichères avec Marigo), en Ouganda (sur le café), au Nigéria (sur la peste des petits ruminants et maladies de Newcastle avec Lidiski), au Zimbabwe et à Madagascar.

Les scientifiques du Cirad sont également particulièrement investis dans la formation des jeunes générations par la recherche avec les universités africaines, notamment en Master et en doctorat. Afin de pouvoir toucher les futures générations d'agriculteurs, le Cirad renforce actuellement ses collaborations avec la formation agricole.



© C. DINGILANT, CIRAD

Des doctorants récoltent du mil pour évaluer la biomasse produite sur une parcelle expérimentale conduite en agroforesterie.

www.cirad.fr

INTERVIEW

Achille Mbembe

« Le temps est venu de penser le continent comme un tout »

Après avoir mené une série de dialogues avec les acteurs de la société civile de part et d'autre de la Méditerranée, l'historien et philosophe camerounais vient de remettre son rapport à Emmanuel Macron.

PROPOS RECUEILLIS PAR CLARISSE JUOMPAN-YAKAM

Chargé par Emmanuel Macron de rédiger le rapport qui servira à alimenter les échanges du 8 octobre, lors du sommet de Montpellier, Achille Mbembe a sillonné le continent pendant neuf mois pour ouvrir le dialogue avec de nombreux intervenants africains. Il vient de remettre ses conclusions, très attendues, au chef de l'État français.

Le document rédigé au terme de votre mission est volumineux. En quoi se distingue-t-il des autres rapports qui ont pu le précéder ?

C'est le tout premier rédigé au terme d'une consultation aussi ouverte, aussi publique et aussi transparente. À la différence de nombreux rapports précédents, la principale préoccupation n'était pas de savoir comment favoriser l'implantation des entreprises françaises en Afrique ou d'étendre l'influence de la France sur le continent. Qu'il s'agisse du franc CFA, des interventions militaires, du soutien aux tyrannies, de la francophonie, tous les thèmes qui touchent à la souveraineté africaine ont fait l'objet de discussions publiques.

D'autres grands défis ont été examinés, que cela concerne des questions climatiques et environnementales, des effets du colonialisme sur les consciences ou de la structure

asymétrique des relations, de la restitution des œuvres d'art ou de la transformation des rapports de genre. Tous ces problèmes font partie de ce que l'on appelle, dans le rapport final, la grande question de la durabilité écologique et sociale du continent. C'est à l'aune de cette interrogation vitale que l'on a mesuré tout le reste.

Après avoir détaillé les initiatives entreprises depuis 2017, vous ne concluez pas que l'on est sorti de la « Françafrique », mais vous affirmez que des « inflexions » sont en cours. Pourquoi un jugement aussi modéré ?

Beaucoup a été fait depuis 2017. La plupart des initiatives prises depuis sont à peine connues et leur impact ne se fera sentir que progressivement. On peut s'interroger sur le caractère parfois disparate de ces initiatives et, surtout, sur leur cohérence d'ensemble. Je dirais qu'il manque un récit qui leur donne corps et signification. Il manque surtout une perspective historique, à la fois dans le sens d'un rapport critique à un passé qu'il faut consciemment embrasser afin de le dépasser par le haut, et dans le sens d'un chemin d'avenir qu'il faut tracer dans la clarté. Cela suppose de revendiquer un certain nombre de ruptures par rapport à la tradition.

Il manque aussi une approche résolument géopolitique et

géoéconomique du continent. Mais ce constat ne vaut pas que pour la France.

Que signifie une « approche géopolitique » du continent ?

C'est une approche qui prendrait l'Afrique comme une entité en soi, une puissance potentielle dans laquelle l'Europe investirait. Un tel investissement se ferait dans la perspective consciente de construction d'un axe commun autour duquel se structurerait une partie de l'équilibre de la planète. Je ne suis pas en train de vouloir ressusciter le vieux projet de l'Eurafrrique dont on connaît bien les relents coloniaux et racistes. Il s'agit d'une tout autre imagination de l'ordre planétaire, qui suppose que l'Afrique se dote des capacités d'effectuer un pivot sur elle-même.

Votre rapport est très critique sur plusieurs aspects de la politique française en Afrique, notamment sur la question des restitutions. Pourquoi ?

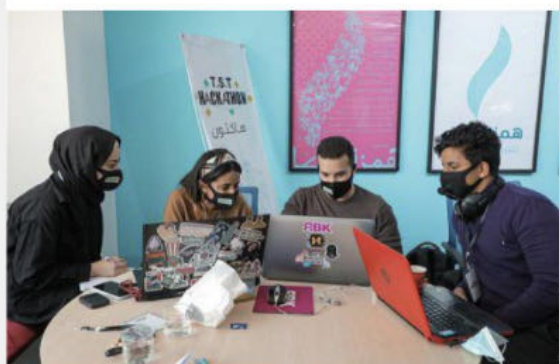
En dépit de la volonté d'Emmanuel Macron exprimée à Ouagadougou, la France ne dispose toujours pas aujourd'hui d'une politique de restitutions. La logique bureaucratique a pris le pas sur tout le reste. Le choix de redonner « au cas par cas » est intenable. Il faut donc revenir à l'esprit du Rapport de Felwine Sarr →



**EXPERTISE
FRANCE**

EXPERTISE FRANCE ENGAGÉE POUR SOUTENIR ET ACCOMPAGNER L'ENTREPRENEURIAT EN AFRIQUE

L'agence publique française de coopération technique internationale met en œuvre des solutions sur mesure pour développer l'entrepreneuriat local et créer des emplois en faveur d'un développement économique durable.



Hackathon organisé dans le cadre du projet Raqam-e en Libye.

© Eugénie Parjault



Événement de lancement du programme MEET Africa, décembre 2020.

© Eugénie Parjault

CHIFFRES CLÉS

Expertise France c'est ...

Une agence qui rejoindra bientôt le groupe
Agence Française de Développement (AFD) avec :

- **500** projets dans...
- **100** pays d'intervention... dont
- **70 %** de projets sur le continent africain

40, boulevard de Port-Royal - 75005 Paris
Email : presse@expertisefrance.fr
expertisefrance.fr

La mission d'**Expertise France** est d'accompagner ses partenaires pour développer le secteur privé, stimuler l'essor de l'entrepreneuriat et des innovations locales afin de favoriser une économie durable et inclusive en lien avec les acteurs de l'écosystème privé et entrepreneurial.

« Dans un continent africain qui compte une part importante de jeunes, l'entrepreneuriat est un véritable levier de création d'emplois, qui fait toutefois face à des obstacles en termes d'accompagnement technique et d'outils de financements adaptés. **Expertise France** a une longue expérience en la matière et, continue, comme elle le fait depuis plusieurs années, d'apporter son expertise à travers un partage d'expérience et un transfert de savoir-faire durables. »

Jérémie Pellet, directeur général d'**Expertise France**



© Cecilia Nilsdotter

Expertise France met en œuvre des programmes clefs qui permettent de soutenir l'entrepreneuriat africain. Le programme MEET Africa donne notamment aux entrepreneurs de la diaspora les moyens d'investir en Afrique. Accompagnement, financement et réseautage ici et là-bas sont mis à la disposition des candidats répondants à l'appel à candidature. MEET Africa se veut le réseau organique et organisé des entrepreneurs de la diaspora.

En Libye, le développement d'un secteur privé dynamique et l'amélioration du climat des affaires représentent un enjeu essentiel pour la relance économique du pays. Fortement impliquée aux côtés des acteurs économiques locaux, l'agence mène désormais à travers son projet EU4PSL des actions dans les domaines prioritaires de la gouvernance économique et financière et de la diversification du secteur privé. Dans le cadre du projet Raqam-e, **Expertise France** accompagne également la Libye dans sa transition numérique en permettant la diffusion de nouvelles compétences grâce à la création d'un réseau de quatre écoles de codage à travers le pays.

En Tunisie, l'innovation est le maître-mot d'un développement économique durable et inclusif. Avec le projet Innov' – EU4Innovation, **Expertise France** combine appui technique et financier pour renforcer, structurer et pérenniser l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation. **Expertise France** promeut également des initiatives entrepreneuriales, avec le projet ENLIEN et FAST qui participent à la lutte contre le chômage des jeunes et à la dynamisation de l'entrepreneuriat, notamment social et féminin.

Expertise France se révèle ainsi être un partenaire clef dans la mise en œuvre de projets visant à installer une dynamique économique pérenne. Les projets conçus et mis en place par l'agence contribuent à renforcer durablement les politiques publiques dans les pays émergents et en développement.

JAMG - PHOTOS DR

→ et de Benedicte Savoy. Je souligne malheureusement au passage que les États africains sont souvent démissionnaires.

Vos critiques les plus acerbes portent néanmoins sur la politique migratoire...

Le renforcement du contrôle de la frontière sud de l'Union européenne impose désormais aux États africains des « conseils » et un appui multi-forme, dont l'une des conséquences les plus dramatiques est la fermeture des frontières intra-africaines et la multiplication de camps d'enfermement sur le sol africain lui-même. Cela n'est pas acceptable. Tout comme il n'est pas acceptable de lier l'aide publique au développement à l'obligation de déporter les migrants africains.

Sur les questions de souveraineté africaine, vous remettez en question certaines interventions militaires. Pourquoi ?

Parce qu'il y a une véritable crise de légitimité aussi bien de la présence militaire française en Afrique que des interventions militaires françaises dans les crises africaines. Les interventions militaires ne constituent pas des réponses appropriées aux trois grandes demandes qui agitent les nouvelles générations, à savoir : la mobilité et le droit de circuler, la demande de démocratie et enfin celle de justice et de dignité. Tous les conflits en cours sur le continent découlent du défaut de réponse à l'une ou l'autre de ces trois grandes requêtes.

Il me semble que la promptitude à recourir à l'outil militaire est la preuve d'un grave défaut d'imagination. L'afflux sur le continent de forces extérieures, aux agendas désynchronisés par rapport aux demandes fondamentales des Africains, ne peut que faire perdurer des situations d'insécurité, voire provoquer la montée d'idéologies excluantes. Ceci dit, le danger islamiste est réel et, sur le long terme, seul davantage de démocratie permettra de s'en prémunir. C'est dans cette demande de démocratie que doit s'inscrire toute présence militaire extérieure.



Théoricien du postcolonialisme, ses principaux centres d'intérêt sont l'histoire et la politique africaines.

Votre rapport se distingue par sa puissance intellectuelle et sa perspective historique, sa prise en compte des facteurs extra-économiques et surtout culturels...

Il n'y aura pas de réforme politique sans réforme intellectuelle. Si on veut aller plus loin, il va falloir, peut-être pour la première fois dans l'histoire des rapports entre l'Afrique, la France et l'Europe, envisager le continent comme une entité géopolitique et géoéconomique en tant que telle.

Est-ce l'une des conclusions auxquelles vous avez abouti ?

Toutes nos propositions partent d'un même constat, à savoir, les trois grandes aspirations des générations nouvelles que je viens d'évoquer. Le temps est venu de penser l'Afrique comme un tout, de façon transversale, et au regard des grandes transformations qui assaillent la planète.

C'est ainsi que l'on passera d'une relation subie à une relation consentie et volontaire. Aux liens qui enchaînent, l'on pourra enfin substituer des liens qui libèrent.

Votre rapport est traversé par un souffle réparateur, qui colle cependant avec le caractère pragmatique et néanmoins futuriste de certaines de vos propositions...

C'est vrai. Il reste des combats historiques à mener, et des rêves communs à réactualiser. Si nous parvenons à reformer nos intelligences et nos concepts, si nous inventons une nouvelle génération d'outils et si nous nous positionnons différemment, alors nous serons à même d'accoucher d'un futur différent dans lequel l'Afrique et tous ses enfants, c'est-à-dire l'ensemble de l'humanité, trouveront une place. ●

Aménager la ville africaine durable de demain, un nouvel axe de coopération Afrique France

L'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a lancé mi-2020 l'initiative pour la Ville Durable Africaine (IVDA), en partenariat avec l'Association Rêve de scènes urbaines. Son objectif est d'accompagner les autorités locales dans la préfiguration de leurs projets d'aménagement et dans leur mise en œuvre.

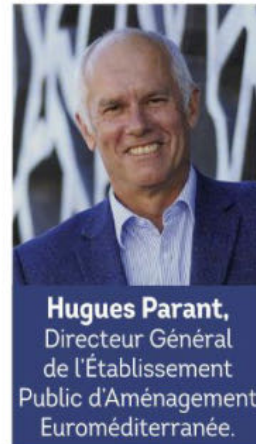
L'Afrique fait face aujourd'hui à un véritable bouleversement démographique et les besoins en développement urbain sont immenses. Pour y faire face, les projets d'aménagement se réfèrent le plus souvent au modèle de la 'smart city' anglo-saxonne ou asiatique, dont la pertinence peut pourtant être questionnée au regard des défis économiques, sociaux et environnementaux rencontrés par les villes du continent africain.

Mettre en œuvre collectivement des projets urbains durables, en intégrant dès l'origine les contextes spécifiques dans lesquels ils se développent.

Au sein d'Euroméditerranée, « nous avons fait le choix de ne pas reproduire les modèles de villes durables de nos voisins du nord de l'Europe, d'Amérique ou d'Asie » indique Hugues Parant. En effet, Marseille présente de nombreuses caractéristiques, d'usage, d'histoire, climatiques, qui sont uniques à son territoire et qui, prises en compte, sont la clé du développement de la ville durable, adaptée à ses habitants.

Avec l'IVDA, c'est cette méthodologie que nous souhaitons proposer aux villes africaines en développement. L'objectif est d'instaurer un dialogue dans la durée entre Euroméditerranée, aménageur public, et les autorités locales afin de concevoir, ensemble, un modèle unique de ville durable, propre à chaque lieu, dans le respect de son histoire et de ses usages.

En parallèle, l'IVDA regroupe sous la coordination



d'Euroméditerranée, une trentaine d'entreprises françaises et africaines qui se tiennent à disposition des villes pour apporter leurs expertises dans tous les domaines de l'aménagement, de la préconception à la mise en œuvre du projet urbain.

« Aujourd'hui, nous entamons la phase opérationnelle de l'Initiative et sommes prêts à accompagner toute ville africaine intéressée par la démarche dans son projet d'aménagement » souligne le Directeur Général.



L'Association Rêve de
scènes urbaines est
lauréate de l'appel à projets
« Démonstrateur industriels

pour la ville durable », lancé par les Ministères Français de l'Écologie et du Logement en 2015. Elle expérimente depuis une méthode originale de dialogue entre les acteurs publics et privés de la ville pour faire émerger des projets urbains innovants et durables.

Le ministre français
de l'Économie,
Bruno Le Maire, lors
d'une conférence
de presse sur
la zone franc,
le 8 octobre 2018,
à Paris.



ÉCONOMIE

New deal, mode d'emploi

Renégociation de la dette, soutien à l'entrepreneuriat, discussions sur l'avenir du franc CFA... Paris cherche à développer une nouvelle relation économique avec le continent.

MARJORIE CESSAC

Passablement écornée sur le plan politique, la relation de la France avec l'Afrique peut-elle trouver un nouveau souffle grâce à la voie économique? C'est en tout cas l'une des obsessions affichées par le président français, Emmanuel Macron, qui, dès son discours de Ouagadougou, a tenu à mettre cette approche pragmatique en avant.

En témoignent les initiatives visant à se rapprocher des pays anglophones, comme le Nigeria et l'Éthiopie. En mai dernier, à Paris, à l'occasion du Sommet sur le financement des économies africaines, qui s'est tenu en réponse à l'asphyxie provoquée par la pandémie, le chef de l'État français a d'ailleurs saisi la balle au bond et s'est fait l'apôtre d'un new deal pour relancer le continent. L'objectif? Que l'Afrique puisse disposer in fine de l'équivalent de 100 milliards de dollars lors de la prochaine allocation des droits de tirage spéciaux (DTS, réserve qui peut être convertie en devises) du Fonds monétaire international. Une décision qui impliquerait que les pays riches transfèrent 65 milliards de dollars pris dans leurs propres allocations aux pays africains.

« La France est prête, ainsi que le Portugal et plusieurs autres pays, à réallouer [ses] DTS afin de constituer un tour de table qui sera au moins équivalent à 100 milliards

VINCENT ISORE/F3 PRESS/MA/PPP

[de dollars] pour l'Afrique. C'est-à-dire à tripler l'enveloppe prévue pour le continent », avait alors indiqué le président français. « Notre travail lors des prochaines semaines consistera à faire en sorte que les autres pays fournissent le même taux d'effort que la France, à commencer par les États-Unis », avait-il ajouté, s'engageant à peser sur les négociations du G7, puis sur celles du G20, en octobre.

Entre-temps, en août dernier, le FMI a mobilisé l'équivalent de 650 milliards de dollars, dont 250 seront destinés aux pays émergents et aux pays en développement. Une avancée notable, même si le partage crucial entre pays riches et pays en développement continue de faire l'objet de négociations.

D'ailleurs « ce mécanisme devrait être complété par un accord pour vendre aussi une partie de nos réserves d'or et financer les investissements de l'Afrique », a également suggéré Emmanuel Macron. « Pourquoi ? Parce que les réserves d'or du FMI ont augmenté en valeur grâce à la crise sanitaire et parce que le métal jaune reste une valeur refuge incomparable. Donnons ce surprofit aux pays les plus pauvres, en particulier africains, qui en ont aujourd'hui besoin. Pas dans vingt ou trente ans, mais aujourd'hui. »

« Annulation massive des dettes »

Compte tenu du contexte, le continent se doit de trouver des liquidités sans grever plus encore son endettement, qui n'a cessé de se détériorer. En 2020, la dette brute des États africains atteignait 70,5 % du PIB, contre 62,6 % en 2019. Et celle-ci devrait dépasser le seuil critique de 100 % dans sept pays. À ce sujet, la France a plaidé dès avril 2020, dans le cadre du Club de Paris, pour une « annulation massive des dettes » en Afrique, ce qui n'a toutefois pu déboucher pour l'heure que sur des décisions au cas par cas. En mai, la France a par exemple décidé d'annuler sa créance vis-à-vis du Soudan.

Dans un cadre plus vaste, l'arrivée d'Emmanuel Macron a coïncidé avec la volonté de donner une nouvelle dimension à l'aide publique au développement (APD). À ce titre, l'Assemblée nationale française a adopté en juillet dernier un texte qui propose

entre autres de faire passer cette dernière à 0,55 % du revenu national brut en 2022, et à privilégier les dons aux prêts en vue justement de ne pas peser plus encore sur la dette.

En 2020, à la suite de la crise liée au Covid, la France a d'ores et déjà augmenté son aide aux pays africains de 32 %. Mais, au-delà de l'aspect financier, Paris affiche aussi la volonté de mieux cibler la destination de ces

« **Donnons ce surprofit aux pays les plus pauvres, en particulier africains. Pas dans vingt ou trente ans, mais aujourd'hui.** »

fonds. Un changement de méthode qui vise à associer plus encore la société civile, la jeunesse, les entreprises et la diaspora. Avec Choose Africa, initiative portée par l'Agence française de développement (AFD) et sa filiale Proparco, Paris consacre, entre 2018 et 2022, 2,5 milliards d'euros aux entreprises, dont 1,5 milliard pour leur favoriser l'accès au crédit.

De nombreuses initiatives ont vu le jour, comme celle de Digital Africa en 2018. Financée à hauteur de 130 millions d'euros, cette association vise à soutenir l'écosystème de la tech africaine par le biais de la formation et de

financements apportés aux start-up locales. Ces projets demandent néanmoins « un certain temps pour produire leurs effets », selon les acteurs de terrain.

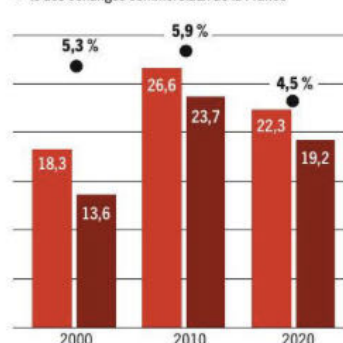
Réforme à l'agenda

En parallèle, d'épineux dossiers restent en suspens, celui du franc CFA étant le plus emblématique. Si Emmanuel Macron a ouvert la voie à l'abandon de cette monnaie héritée de la colonisation au profit de l'eco, lors de son voyage de décembre 2019 à Abidjan, les décisions concernant son déploiement ont été reportées. « Les autorités françaises ont habituellement annoncé qu'il revenait aux chefs d'États africains de décider, tout en sachant qu'il n'y a pas encore de consensus entre eux à ce sujet, rappelle Arthur Minsat, économiste en chef de l'OCDE chargé de l'Afrique. À présent, tout dépendra des réunions de l'Union économique et monétaire ouest-africaine [Uemoa]. C'est à l'agenda, et les gouvernements des banques centrales peuvent décider de mettre la réforme en place. »

Ce nouvel élan est essentiel. Tant pour l'Afrique que pour la France, qui cherche à garder sa place. Car le pays, au premier semestre de 2021, s'est retrouvé au cinquième rang derrière la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou encore le Nigeria au regard de ses émissions d'investissements directs étrangers (IDE) sur le continent. En 2020, il occupait encore la première position. ●

Des échanges dynamiques, mais qui pèsent moins lourd dans la balance commerciale de la France...

■ Exportation ■ Importation (en milliards d'euros)
● % des échanges commerciaux de la France



... Alors que les flux d'investissements redémarrent, sans toutefois compenser l'érosion du stock français en Afrique

■ Flux ■ Stock (en millions d'euros)



SOURCE DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR / CNUCED

« Ambition Africa est un événement business à dimension panafricaine »

Pouvez-vous présenter ?

Business France est l'agence chargée du développement international de l'économie française (développement des entreprises à l'étranger, investissements internationaux en France, promotion économique de la France) et l'Afrique est l'une de ses priorités majeures. L'Agence dispose de huit bureaux en Afrique subsaharienne (Afrique du sud, Angola, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Nigéria et Sénégal) et nous avons bien sûr maintenu notre activité pendant la pandémie et même lancé plusieurs initiatives ambitieuses.

Lesquelles ?

Par exemple, les 5 et 6 octobre prochains nous organisons à Paris la 3^e édition d'Ambition Africa, principale rencontre d'affaires entre l'Afrique et la France. Outre l'organisation de tables-rondes et d'ateliers, l'objectif de cet événement est de promouvoir les échanges, non seulement entre entreprises françaises et africaines mais aussi entre entreprises africaines elles-mêmes. Cette manifestation a une forte dimension panafricaine. L'événement sera suivi le 7 octobre de la convention annuelle BIG de Bpifrance et, le 8 octobre à Montpellier, du Nouveau Sommet Afrique-France 2021 qui sera tourné vers les acteurs de la société civile (entrepreneurs, intellectuels, artistes, influenceurs, etc.). La France va vivre une vraie « semaine africaine ».

Pouvez-vous mentionner d'autres initiatives ?

En suivi du discours de Ouagadougou du Président de la République, nous avons lancé au sein de la zone UEMOA le programme « Talent Africain International - TAI », inspiré du « Volontariat international en entreprise - V.I.E » développé en France avec succès. L'idée est de permettre aux entreprises de l'UEMOA de confier une mission professionnelle au sein d'un autre pays de l'UEMOA à un jeune talent africain : étude de marché, prospection commerciale, accompagnement d'un contrat ou d'un chantier, etc. Créé en 2000, le V.I.E a permis à la fois de promouvoir le développement international des entreprises françaises et de favoriser l'insertion des jeunes diplômés dans les entreprises. Notre objectif est d'avoir 200 volontaires T.A.I en mission à fin 2023.



Axel Baroux
Directeur Afrique
subsaharienne
de Business France

L'Afrique est un continent en pleine mutation. Nous souhaitons travailler avec les entrepreneurs et les acteurs des écosystèmes dans une logique de partenariat.

Je mentionne aussi le projet « REA Bridge Africa », plateforme pour les Réseaux d'Entrepreneurs Africains menée par Business France et Anima sur financement du MEAE, qui a pour but d'appuyer 15 réseaux africains grâce à des actions de formation (gestion, mobilisation des financements etc.) et de favoriser la coopération entre eux, et qui vient d'être lancé. Des actions concrètes sont prévues pour les entreprises membres de ces réseaux : rencontres avec des délégations de PME françaises, participation à Ambition Africa, etc.

QUESTIONS À...

Rémy Rioux

Directeur général de l'AFD

« Les entrepreneurs africains vont nous demander d'aller plus loin »

Au sommet Afrique-France de Montpellier, prévu pour le 8 octobre, l'Agence française de développement (AFD) jouera un rôle important dans la redéfinition des relations avec le continent, promise par Emmanuel Macron en 2017. Entretien avec son directeur général.

Jeune Afrique : Que représente le sommet du 8 octobre dans l'évolution des relations entre le continent et la France ?

Rémy Rioux : Je pense qu'il s'inscrit dans une « séquence africaine » qui a commencé par la saison Africa 2020, s'est prolongé par le Sommet sur le financement des économies africaines du 18 mai, à Paris. Si vous ajoutez à cela les quatre-vingts ans de l'AFD, le 2 décembre, le rapport Stora sur l'Algérie, le rapport Duclert sur le Rwanda, on parle beaucoup d'Afrique en France en ce moment sous l'impulsion du président Macron, et je m'en réjouis.

Montpellier serait l'occasion de faire le bilan des engagements pris à Ouagadougou ?

Le mouvement a en effet été lancé par le discours de Ouagadougou, à la fin de 2017. Et le président souhaite aller plus loin avec les personnes invitées à Montpellier – des jeunes, des entrepreneurs, des sportifs, des chercheurs. Le choix d'Achille Mbembe, un historien africain libre et renommé, pour mener un dialogue en amont et échanger avec



Dans son bureau, à Paris, le 15 janvier 2020.

le président lors du sommet est un gage de sérieux et de qualité.

Quel rôle joue l'AFD dans cette évolution ?

Nous mettons en œuvre les engagements pris à Ouagadougou. Nous finançons en particulier les entrepreneurs en Afrique avec le programme Choose Africa, qui a déjà permis d'accompagner plus de 16 000 entreprises, avec une enveloppe de 3,5 milliards d'euros entre 2018 et 2022. Nous visons les start-up, les TPE et les PME, et nous cherchons à les aider à toutes les étapes de leur parcours avec notre filiale Proparco. Les entrepreneurs présents à Montpellier témoigneront de cette action commune et nous demanderont sans doute

d'aller plus loin. L'AFD se tourne vers la jeunesse africaine en intervenant aussi dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle mais aussi, de plus en plus, du sport et des industries culturelles et créatives, qui sont des domaines à fort potentiel. La culture ne représente encore que 1 % du PIB du continent, contre 4 % en Europe.

Visez-vous des secteurs d'activité en priorité ?

Nous répondons surtout à une demande. Avec une attention particulière pour tout ce qui se passe dans la tech et pour toutes les entreprises œuvrant pour l'emploi, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Le groupe AFD travaille déjà pour plus de 50 % de son activité avec les acteurs publics et privés autres que les gouvernements. C'est essentiel, y compris d'un point de vue démocratique. Après trente ans de croissance continue en Afrique, il faut accompagner de nouveaux acteurs pour réussir la sortie de la crise liée au Covid-19.

En quoi le sommet de Montpellier peut-il vous aider à avancer ?

Le sommet va surtout permettre de définir le récit et les axes concrets d'une nouvelle relation entre l'Afrique et la France, fondée sur le partage. Une réconciliation, un nouveau départ, nourri d'histoire et d'espoir, que nous pourrions ensuite partager et amplifier avec nos collègues européens. ●

Propos recueillis par Olivier Marbot

AIX-MARSEILLE-PROVENCE, CENTRE DES RELATIONS EUROPE-AFRIQUE

Creuset de la diversité, la Métropole Aix-Marseille-Provence compte 300 000 habitants d'origine africaine. Des hommes et des femmes qui ne cessent d'enrichir les relations entre la France, l'Europe et le continent africain.

Sa proximité géographique, sa capacité à attirer les talents et les investisseurs font de la métropole un carrefour international au service d'une prospérité partagée.



PLACE AUX TALENTS AFRICAINS

Aujourd'hui, entrepreneurs d'Afrique et d'Europe choisissent naturellement le carrefour d'Aix-Marseille pour y retrouver leurs valeurs alliant culture, nature et vivre ensemble et faisant naître de belles success-stories sur les rives de la Méditerranée. C'est tout une nouvelle génération qui s'empare des métiers traditionnels créant de nouveaux produits et services à valeur ajoutées. Ali Messoudi, étudiant Marocain diplômé de Kedge Business School et soutenu par Provence Promotion, l'agence de développement économique de la Métropole, fonde à 28 ans Transpare. C'est depuis Euroméditerranée qu'il dépoussière le transport international de marchandises en y ajoutant la touche digitale. Aujourd'hui, vice-président d'Aix-Marseille French Tech, il contribue à son tour à faire grandir l'écosystème. Comme lui, 5 000 étudiants et entrepreneurs sont formés chaque année au sein d'Aix-Marseille Université, de l'AFD, de l'IRD, de l'AVITEM, du Grand Port Maritime de Marseille et des écoles de la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence. Cette dernière est notamment à l'initiative de la naissance sur le territoire il y a 4 ans, de la communauté d'entrepreneurs - *Africalink* - qui fédère 167 entreprises dont 35 % de PME africaines.

STARTUPS ET PME AFRICAINES ONT TROUVÉ UN TERRITOIRE POUR INNOVER

En France, un entrepreneur sur cinq venu d'Afrique choisit Aix-Marseille-Provence tous les ans ; santé, numérique, énergies, logistique, industries créatives et environnement... Le territoire ne cesse d'intensifier ses relations avec la communauté africaine d'entrepreneurs en particulier sur le terrain de l'innovation. Chaque année, 350 startups et PME africaines gagnent en visibilité en France en se positionnant sur des appels à projets et des concours tels que *Med'Innovant Africa* de l'EPA Euroméditerranée, les programmes du réseau *Anima Investment Network* et le *Social and Inclusive Business Camp* de l'Agence Française de Développement. Tout cet écosystème se regroupe lors d'*Emerging Valley*, le Hub des innovations émergentes entre l'Europe et l'Afrique.

Un réseau d'incubateurs et d'accélérateurs (Technopole de l'Arbois, Accélérateur M, Marseille Innovation, Ze Box, Obratori...) riche et diversifié, adossé à des accélérateurs africains, complète le dispositif et répond aux besoins des startups africaines et aux projets de co-innovation avec l'Afrique.

BASE EUROPÉENNE POUR SE DÉPLOYER EN AFRIQUE

Place forte consulaire et diplomatique, Aix-Marseille-Provence accueille également des représentations des institutions internationales au service de la coopération et du développement (Plan Bleu, Center for Mediterranean Integration...). Mais si la Métropole suscite autant l'intérêt des investisseurs internationaux, c'est aussi grâce à la densité de l'offre maritime et aérienne, véritable rampe de lancement des relations avec l'Afrique.

L'aéroport Marseille Provence, premier hub cargo de la Méditerranée et de l'Europe du Sud, porte d'entrée des denrées périssables africaines, est également le seul aéroport en France, hors Paris, à offrir des vols réguliers toute l'année vers l'Afrique subsaharienne telle la ligne *Ethiopian Airlines* vers Addis-Abeba, génératrice de nouveaux courants d'affaires.

PROVENCE PROMOTION
Docks Atrium 10.5
10, place de la Joliette CS 45607
13567 MARSEILLE Cedex 02 FRANCE
www.investinprovence.com

JAMG - PHOTOS DR

DIASPORAS

Ces Franco-Africains qui font bouger le continent

Écologiste, commissaire d'exposition, cantatrice, sportif... Tous représentent des initiatives prises par l'Hexagone pour soutenir les échanges dans le sport, la culture ou l'entrepreneuriat social.



SARAH TOUMI

EN VERT ET CONTRE TOUS

La chantre de l'économie sociale et solidaire veut imposer une prise de conscience écologique en Tunisie. En 2012, Sarah Toumi était partie bille en tête. Elle venait alors de lancer le projet Acacias for All pour lutter contre la désertification et la précarité des populations locales, notamment celle des femmes. Ce projet d'entrepreneuriat social, jugé à la fois novateur et inclusif, avait attiré l'attention et fait de sa créatrice un exemple d'engagement au féminin. La Franco-Tunisienne est l'une des lauréates du prix Rolex 2016, qui récompense l'esprit d'entreprise, puis est nommée l'année suivante par le président Emmanuel Macron au Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA).

Aujourd'hui âgée de 34 ans, Sarah Toumi n'a pas changé de braquet, mais elle a revu et redimensionné son projet, qui prévoyait à l'origine de planter plusieurs millions d'arbres pour protéger les terres arables de son pays. Face à un milieu rural aussi conservateur que patriarcal, elle était allée trop vite et avait vu trop grand. Plus question d'œuvrer dans le fief familial de Bir Salah, dans le centre de la Tunisie, où la pression du clan a porté un mauvais coup à l'avancée du projet.

Elle choisit de s'implanter à Zaghouan (Nord), à Sfax (Centre) et à Douz (Sud). En plus de proposer à grande échelle des solutions différentes, comme la plantation de moringa, pour produire à la fois de l'huile et de la gomme arabique, elle veut privilégier l'agriculture biologique, mutualiser l'utilisation des intrants, intégrer les agriculteurs dans une économie sociale et solidaire.

Elle vient de développer une plateforme pour numériser son modèle et ainsi améliorer la traçabilité de ses projets afin de les dupliquer plus facilement. Plus que jamais, celle qui se décrit comme « une exploratrice d'un monde en mutation » croit en la révolution verte, qu'elle veut lancer en Tunisie et au-delà. ●

Frida Dahmani

Les entrepreneurs sont au cœur de la relance économique du continent africain

Depuis déjà plusieurs années, les dynamiques et les performances du secteur privé constituent le principal vecteur de croissance du continent africain. De nouveaux écosystèmes d'innovation permettent notamment aux start-up technologiques de se structurer et de développer des services digitaux inclusifs et adaptés aux besoins des populations locales. Leurs solutions, souvent économiques, facilitent l'accès aux services essentiels, permettent de pallier le déficit d'infrastructures et participent à la création de villes durables au bénéfice de toutes et tous.

L'écosystème entrepreneurial africain doit être soutenu. La crise sanitaire que nous traversons nous le rappelle avec force. Si les acteurs du secteur privé sont écartés des plans de relance et des mesures d'accompagnement, le grand danger serait de ralentir, voire de stopper ces nouvelles dynamiques entrepreneuriales. C'est pourquoi, fin 2020, le Groupe AFD a étoffé l'initiative Choose Africa d'un nouveau volet, Résilience, doté d'une enveloppe supplémentaire d'un milliard d'euros, portant ainsi à 3,5 milliards d'euros le soutien apporté par la France aux TPE et PME africaines entre 2018 et 2022. Pensé pour répondre aux besoins spécifiques et exceptionnels nés de la crise actuelle, ce volet Résilience est en cours de déploiement par nos partenaires dans une dizaine de pays africains, notamment au Cameroun, en Côte d'Ivoire, à Madagascar ou encore au Sénégal.

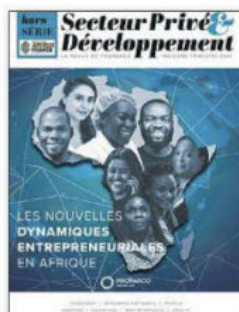
Au-delà de cette mobilisation face à la crise, l'enjeu est de maintenir notre soutien aux entreprises sur le long terme et de leur faciliter l'accès au financement. Il est nécessaire de continuer à prendre des risques, d'investir aux côtés des porteurs de projets, de les aider à renforcer leurs capacités via des programmes d'accompagnement technique et d'apporter des garanties aux banques qui les financent. Il est tout aussi fondamental de lever les obstacles à l'entrepreneuriat féminin par des programmes de mentorat, de mise en réseau et un meilleur accès aux financements.



Fatoumata Sissoko-Sy,

Directrice Régionale
pour l'Afrique de l'Ouest

À travers l'initiative Choose Africa et grâce à nos centaines de partenaires sur le continent, nous sommes ainsi en mesure d'aider des dizaines de milliers d'entrepreneurs à mettre en œuvre leur vision et leur projet quel que soit leur secteur d'activité, de l'agriculture aux services en passant par le numérique et la santé.



LE DERNIER NUMÉRO DE SP&D

À l'occasion du Nouveau Sommet Afrique-France qui se tient à Montpellier le 8 octobre, ce hors-série de la revue Secteur Privé & Développement de Proparco explore les nouvelles dynamiques

entrepreneuriales en Afrique. Disponible sur demande : tiessenp.ext@proparco.fr



BRUNO LEVY POUR JA

N'GONÉ FALL EXIT LES CLICHÉS

Commissaire générale de la saison Africa 2020, la Sénégalaise a voulu montrer une Afrique pluridisciplinaire, comme elle.

L'heure du bilan approche pour la manifestation, voulue par le président Emmanuel Macron et décalée à cause de la pandémie de Covid-19. À la tête de cette saison, N'Goné Fall va enfin pouvoir respirer et prendre le temps de mesurer jusqu'à quel point elle a pu « faire tomber les clichés » sur le continent, son objectif affiché.

Avant le lancement de la saison, elle confiait à *Jeune Afrique* avoir accepté ce rôle difficile pour une raison simple : « S'il faut changer le regard que les Français portent sur l'Afrique, il vaut mieux que ce soit les Africains qui s'en chargent. » Et, en la matière, elle était sans doute la mieux placée pour prendre à bras-le-corps un projet où il n'y avait (presque) que des coups à recevoir.

Née à Dakar en 1967, diplômée de l'École spéciale d'architecture

de Paris, N'Goné Fall a commencé par travailler comme assistante de rédaction au sein de la prestigieuse *Revue noire*, avant de se spécialiser en ingénierie culturelle. Enseignante, commissaire d'exposition, essayiste, coordinatrice de l'*Anthologie de la photographie africaine et de l'océan Indien*, présidente du jury de la Biennale de Dakar en 2016, elle est aussi la cofondatrice, avec Sylviane Diop, de l'association Gaw, plateforme consacrée à la recherche et à la production dans le domaine de l'art numérique.

Pari gagné

Adepte d'une parole franche et directe, N'Goné Fall a souhaité qu'Africa 2020 soit plus qu'une saison culturelle : elle en a fait « un projet panafricain et pluridisciplinaire, centré sur l'innovation dans les arts, les sciences, les technologies, l'entrepreneuriat, l'économie et l'éducation ». Face aux difficultés liées aux conditions sanitaires, la Sénégalaise semble déjà avoir en partie remporté son pari : labellisées ou non Africa 2020, de nombreuses initiatives ont permis, ces douze derniers mois, de mettre en avant sur l'ensemble du territoire français une image juste de l'Afrique dans toutes ses composantes. ●

Nicolas Michel

OMO BELLO « LA MARSEILLAISE » MADE IN NIGERIA

Le grand public a peut-être encore en mémoire ses interprétations de *La Marseillaise*. En février 2020, la cantatrice franco-nigériane Omo Bello sublime l'hymne national lors de la cérémonie d'hommage que l'Élysée a organisée pour le journaliste Jean Daniel. Une prestation émouvante, comme un écho à une autre *Marseillaise* restée dans les mémoires : celle de Jessye Norman pour le bicentenaire de la Révolution française, en 1989.

Les amateurs d'art lyrique, eux, connaissaient depuis longtemps le talent de la cantatrice, aujourd'hui âgée de 36 ans. Repérée en 2004 par un attaché culturel français lors d'un petit concert organisé à Lagos, la jeune femme a pu partir pour la France et intégrer le Conservatoire de Toulouse, où elle a travaillé son indéniable don pour le chant jusqu'à en faire sa profession. Parcours inhabituel et

difficile, admettait-elle dans une interview en 2014, année où elle est nommée aux Victoires de la musique classique : « Je suis arrivée en France à l'âge de 21 ans et je me suis retrouvée avec des gens qui étudiaient la musique depuis l'âge de 5 ans ! »

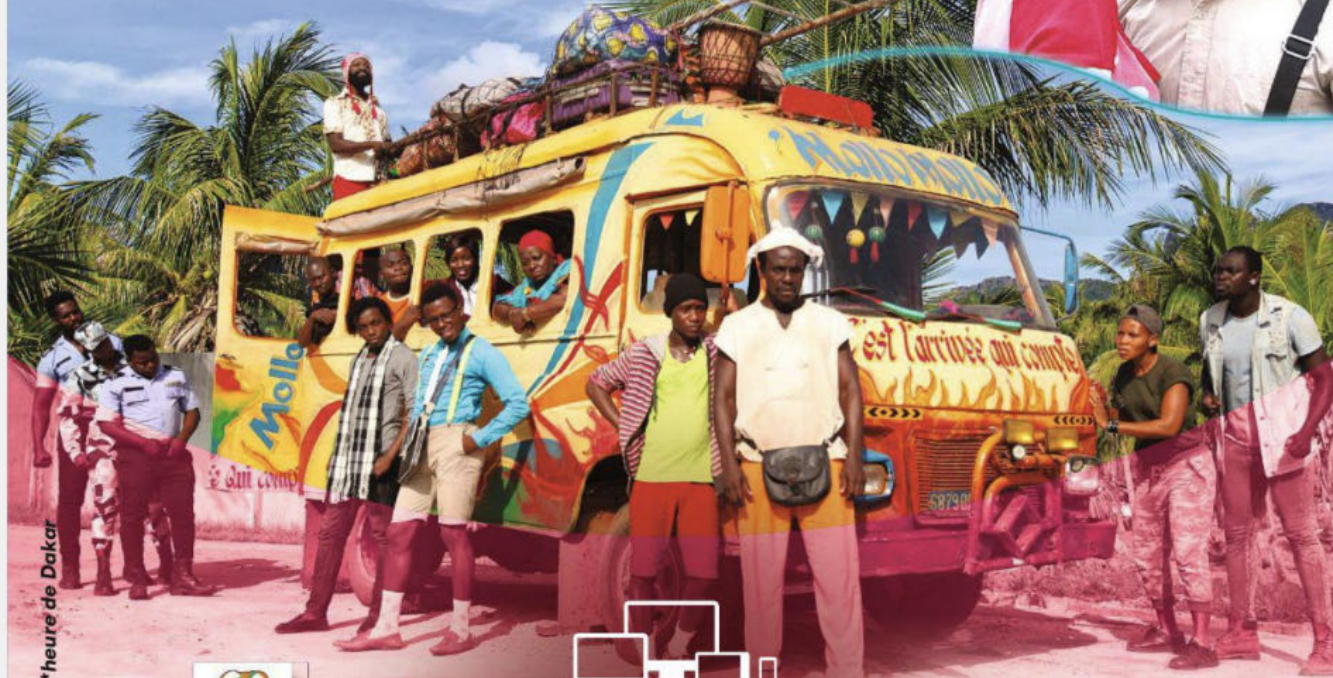
Omo Bello a suivi un autre cursus : elle est diplômée en biologie cellulaire et génétique. Des études menées au Nigeria dans le but, comme elle le dit, de rassurer ses parents – père architecte, mère avocate –, « qui ne pensaient pas qu'on pouvait vivre du chant ». Surtout pas au Nigeria. La suite de l'histoire s'est chargée de les détromper. En 2006, la jeune Omo fait ses débuts à l'opéra de Toulouse dans *Les Noces de Figaro*, et, depuis, les rôles et les récompenses s'enchaînent. De Paris à Saint-Petersbourg, de *Roméo et Juliette* à un enregistrement →

TV5
MONDE
PLUS

VOYAGE DE RÊVE

La série événement, en première mondiale sur TV5MONDEplus,
la plateforme VOD francophone mondiale.

Et, dès le 2 novembre, tous les jours du dimanche au jeudi à 18h*
sur TV5MONDE Afrique.



tv5mondeplus.com

Partout. Tout le temps.
Gratuitement.



TV5MONDE



STEVE THORNE/REDFERNS VIA GETTY IMAGES

→ des *Lieder*, de Mahler, la soprano devient une figure de la musique classique, en France et en Europe.

Ambassadrice de bonne volonté du Rotary International, elle soutient également diverses associations de recherche médicale liées à l'Afrique. Et sait allier son art et ses convictions, comme le 10 mai 2019, lors de la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage. Devant le président français et de nombreux responsables politiques, elle avait là encore entonné une *Marseillaise*. Mais pas celle de Rouget de Lisle : la fameuse *Marseillaise noire* écrite en 1867 par l'afro-descendant Camille Naudin. ●

Olivier Marbot

SERGE BETSEN SPORTIF ENGAGÉ

L'académie de rugby que, dans son pays d'origine, l'ex-international a inaugurée en 2004 est aujourd'hui l'un des projets « incubés » par la plateforme panafricaine Sport en commun. Au temps de sa splendeur, on l'appelait La Faucheuse, Le Sécateur ou L'Équarisseur biarrot. Serge Betsen, 47 ans maintenant, n'était pourtant pas que la brute épaisse que ces surnoms laissent supposer. Pendant sa carrière, au Biarritz olympique Pays basque d'abord (1994-2008), puis aux London Wasps (2008-2012), le troisième ligne international – il compte 63 sélections en équipe de France – a été considéré comme l'un des meilleurs plaqueurs-défenseurs du monde.

Né en 1974 à Kumba, dans le sud-ouest anglophone du Cameroun, c'est en France, où il rejoint sa mère à l'âge de 9 ans, que Serge Betsen a découvert le rugby trois ans plus tard, au CS Clichy. Son déménagement au Pays basque lui permet d'intégrer le prestigieux Biarritz olympique et de gagner trois titres de champion de France, en 2002, 2005 et 2006, sous le célèbre maillot rouge et blanc. Entre 1997 et 2007, le troisième ligne rejoint l'équipe de France, avec laquelle il remporte trois tournois des Six Nations, en 2001, 2004 et 2007.

Mais Serge Betsen n'a pas attendu la fin de sa carrière pour imaginer sa

seconde vie. Déjà conférencier en entreprise, consultant pour SFR Sport et membre de l'équipe technique du club de Rouen, il avait créé en 2004, alors qu'il était encore joueur, la Serge Betsen Academy. Largement implantés au Cameroun (deux centres à Yaoundé, un à Bafia, à Zoetélé et à Bangangté), plus modestement au Mali (Bamako), ces centres n'ont pas tant vocation à former des joueuses et des joueurs – près de la moitié des 7 000 « académiciens » recensés depuis 2004 sont des filles – qu'à leur transmettre des valeurs et à leur

assurer un accompagnement social. Ainsi, l'académie leur apporte un cadre en matière d'éducation grâce à des cours de soutien scolaire, à l'accès à une bibliothèque ou à du matériel informatique, ainsi qu'à des soins, avec l'ouverture d'infirmeries et le lancement de différentes campagnes d'information. La Serge Betsen Academy est soutenue financièrement par l'Agence française de développement (AFD), pour faire du sport un vecteur de développement en Afrique. ●

Alexis Billebault



NICOLAS REMENÉ/LE PICTORUM/MAAPPP



CÔTE D'IVOIRE 2021 • 2025

Réussir ensemble et créer une nation



« Nous avons, avec le gouvernement, donné le meilleur de nous-mêmes pour consolider la paix et la stabilité dans notre pays, pour relancer notre économie et renforcer le leadership de la Côte d'Ivoire, dans la sous-région et dans le monde.

Nous avons travaillé à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens.

Nous avons travaillé sans relâche pour chaque Ivoirienne et chaque Ivoirien, pour la Côte d'Ivoire, notre beau pays...

Maintenant, nous allons passer à une autre étape.

Notre programme pour la période 2021-2025 va accélérer la transformation économique et sociale de la Côte d'Ivoire, avec une participation plus importante

de toutes les forces vives de la nation pour une croissance encore plus inclusive vers une Côte d'Ivoire plus solidaire. »

Alassane Ouattara – Président de la République de Côte d'Ivoire

UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

« L'émergence est un pari sur l'avenir. L'avenir se planifie, et l'émergence se construit dans la paix, la sérénité, le dialogue et la cohésion sociale. »



Le président Alassane Ouattara avec le Premier ministre, Patrick Achi.

La Côte d'Ivoire aujourd'hui, ce sont plus de 26 millions d'habitants et un produit national brut (PNB) de près de 45 milliards de dollars. C'est aussi la première puissance économique de la zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). Le pays se trouve au cœur des stratégies de défense et de sécurité régionale. Sa stabilité et sa vision d'une Afrique moderne sont essentielles à la sous-région.

Dix ans de croissance ininterrompue, une économie diversifiée, des ressources agricoles et énergétiques en quantité, un cadre macroéconomique sain, une dette sous contrôle, un réseau relationnel international sont le fruit d'un long travail d'élaboration et de préparation, le fruit d'un travail collectif d'une équipe soudée autour du président Alassane Ouattara.

Signaux forts témoignant de la confiance accordée au pays et au président Alassane

Ouattara et à son équipe, le 25 novembre 2020, le pays bouclait un emprunt eurobond de 1 milliard d'euros avec un taux d'intérêt de 5 %. Le 12 février 2021, la Côte d'Ivoire confirmait une autre levée de fonds d'un montant de 850 millions d'euros au taux de 4,7 %.

La reconstruction

2011-2020 fut une décennie d'incroyable évolution pour la Côte d'Ivoire. L'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara a mis en route un programme soutenu de réformes. Après vingt ans de stagnation, de divisions et de violence, la Côte d'Ivoire est redevenue le pays phare de la région.

L'autorité de l'État a été rétablie. Il assume ses fonctions essentielles que sont l'éducation, l'accès aux soins, à l'électricité, au logement pour tous. Les institutions ont été restaurées, renforcées. Elles sont le rempart en cas de crise et assurent la continuité de l'État.

C'est à l'État de se mettre au service de la nation, de se préoccuper des infrastructures indispensables et du bien-être des citoyens. Il doit aussi pouvoir consolider l'unité nationale, lutter contre le tribalisme, renforcer les valeurs de paix, de justice et la démocratie.

Le renouveau de la diplomatie de la Côte d'Ivoire fut consacré par son élection à l'un des sièges des membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, après un quart de siècle d'absence au sein de cette institution. Tous ces changements furent le fruit du travail collectif d'une équipe motivée et solidaire. Aujourd'hui, elle est prête pour une nouvelle phase de l'émergence. L'objectif pour le président Alassane Ouattara est de maintenir un cycle long de croissance, pour une meilleure répartition des richesses et une Côte d'Ivoire rassemblée

Préserver et poursuivre

Malgré les deuils tragiques qui ont cruellement touché le pays en le privant à l'aube de 2021 de deux de ses fidèles collaborateurs,

Amadou Gon Coulibaly et Hamed Bakayoko, qui depuis des années, œuvraient auprès du président Alassane Ouattara, il a fallu revoir le système. La Côte d'Ivoire maintient le cap vers l'émergence. C'est pour répondre à ces multiples défis dans des circonstances exceptionnelles, pour que la Côte d'Ivoire reste forte et rassemblée, avec un leadership expérimenté que le président Alassane Ouattara a repris la barre.

Patrick Achi, confirmé dans la fonction de Premier ministre, fut, avec Amadou Gon Coulibaly et Hamed Bakayoko, l'un des architectes du programme économique préparé pour 2020-2025. À ses côtés, de nombreux quadras et quinquas, élevés dans la pépinière du RDR/RHDP, assurent la relève.

Abdourahmane Cissé, 40 ans, nommé ministre Secrétaire général de la Présidence, en est un symbole. Diplômé de la prestigieuse école polytechnique de Paris, conseiller économique puis ministre du budget, il est au cœur de l'action.



Abdourahmane Cissé, ministre Secrétaire général de la Présidence.

L'autoroute Abidjan-Yamoussoukro.





Le président Alassane Ouattara avec la chancelière allemande, Angela Merkel...



... le président de la République française, Emmanuel Macron...



... Sa Majesté Mohammed VI, roi du Maroc...

2021 • 2025

Une Côte d'Ivoire moderne et solidaire

C'est un nouveau challenge que la Côte d'Ivoire se doit de maintenir par un taux élevé de croissance tout au long des prochaines années. Une condition essentielle pour augmenter la richesse nationale, absorber la poussée démographique, garantir des emplois et obtenir des résultats tangibles en matière de développement humain.

Le programme pour la période 2021-2025 doit accélérer la transformation économique et sociale. Il repose sur cinq piliers :

> PREMIER PILIER : la paix, la sécurité et la cohésion sociale, préalable indispensable pour que les Ivoiriens puissent planifier leur avenir, se projeter et investir sereinement.

> DEUXIÈME PILIER : la création d'emplois. L'État doit jouer son rôle de chef d'orchestre pour organiser la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et agencer en conséquence les secteurs économiques et motiver le secteur privé national.

> TROISIÈME PILIER : la création d'un cadre de vie agréable et d'un environnement d'investissement attractif dans chacune de nos régions.

- Poursuivre les efforts de gestion durable des déchets solides et liquides et dangereux pour un environnement sain.
- Améliorer l'organisation de la collecte et du transport des déchets.
- Accélérer la création de logements sociaux en zones urbaine et rurale. Ce qui suppose pour le développement de l'habitat, la mise en place d'un programme de sécurisation de réserve foncière et de viabilisation.
- Et pour un cadre agréable, s'initier peu à peu à la protection de son environnement.

> QUATRIÈME PILIER : le développement d'une administration plus performante et plus engagée, au service du secteur privé, des régions et des citoyens. C'est l'émergence d'une véritable méritocratie au sein de l'administration publique. Il faut

UN LABEL

« MADE IN CÔTE D'IVOIRE »

Mise en place d'une politique volontariste pour la fabrication locale de produits industriels ou semi-industriels. Dans les projets, figure la création d'usines d'assemblage, d'équipements de transport, de matériel électronique et médical ; figure aussi le développement d'une industrie automobile avec des usines de montage. La transformation des produits nationaux donnera lieu au label « Made in Côte d'Ivoire ». De belles capacités d'investissement, de production, de commercialisation et de création d'emplois !

renforcer la décentralisation dans les régions en s'assurant de la viabilité des collectivités territoriales et de la mise en place d'une charte du développement.

> CINQUIÈME PILIER: c'est l'homme

L'Ivoirien nouveau est au cœur de la Côte d'Ivoire solidaire. Chaque Ivoirien, chaque Ivoirienne, quelles que soient ses origines et ses conditions sociales, doit devenir un acteur du développement, et contribuer par son travail à la création de richesse et au développement. Il doit être imprégné des valeurs nationales, et ses compétences doivent être valorisées. **L'homme est la finalité mais aussi le moyen pour atteindre ces ambitions.**

C'est un chantier important, qui doit de plus se faire dans le cadre d'un développement durable.

Développement durable, une priorité

Maintenir une croissance élevée suppose la gestion du capital naturel. La Côte d'Ivoire doit faire face aux défis engendrés par les changements climatiques et les exigences de la transition énergétique. Les menaces

sont réelles : inondations, dérèglement de la pluviométrie, affaiblissement du littoral, hausse des températures. Cela pourrait remettre en question la production agricole et menacer des villes comme Abidjan ou Grand-Bassam.

La déforestation rapide est un problème, car les forêts tropicales jouent un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique local et dans la régulation de la température des pluies. La priorité nationale est de retrouver un taux de couverture forestière de 20 % en 2045, soit près de 3 millions d'hectares de forêts. Le plan d'action est chiffré à près de 700 milliards de F CFA, soit plus de 2 milliards d'euros dans la prochaine décennie.

C'est ainsi que la Côte d'Ivoire qui cherche à s'imposer comme une destination touristique de premier plan réfléchit à un tourisme différent. Le potentiel entre le Nord et le Sud est important : réseau de lagunes unique en Afrique parcs nationaux, espèces rares, sites inscrits au patrimoine de l'Unesco ou à la convention de Ramsar ; la forêt primaire qu'il faut préserver ainsi qu'une faune sauvage autrefois importante malheureusement menacée. Désormais un seul objectif, préserver l'environnement, réguler les visites, superviser minutieusement les projets.



Réussir ensemble et créer une nation

© JACQUES TORREGANO / JA

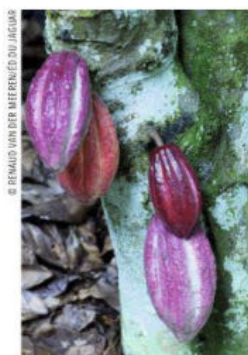


Abidjan : le quartier du Plateau et ses tours à usage administratif, financier et commercial.

Cela veut dire aussi, à côté d'un tourisme d'affaires, un développement différent pour un tourisme, qualitatif, écologique, privilégiant les voyages verts, la découverte de la culture locale, du patrimoine naturel et culturel de la Côte d'Ivoire. C'est une réforme très importante qui demande l'investissement de tous, la formation des cadres et du personnel liés à cette activité.

C'est aussi une très belle expérience qui, si elle réussit, peut servir de modèle. C'est valable pour le développement des villes

qu'il faut repenser en tenant compte des expériences passées notamment celle d'Abidjan qui, poussée par le boom économique, a été dans l'excès sans toujours penser aux besoins des villes de demain. C'est une nécessité dont l'État est conscient car en 2040 Abidjan aura 10 millions d'habitants et deux Ivoiriens sur trois vivront en ville. Mais Abidjan est à nouveau une terre d'accueil, de passage, une plateforme culturelle incontournable. La Côte d'Ivoire reste préoccupée par la question de la sécurité dans le pays et la sous-région.



Cacaoyers près de San Pedro.

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

	2010	2020
Population en millions	21,9	26
Croissance démographique	2,6 %	2,4 %
Taux de pauvreté	51 %	37,2 %
Taux de mortalité infantile	95,1	65,7
Taux de scolarisation en primaire	89,30 %	103,03 %
Taux de croissance	- 4 % (2011)	8 %
Utilisateurs d'internet	2,7 %	46,8 %
PIB en milliards de F CFA	12 324	34 447

SPÉCIAL FINANCE

CLASSEMENTS

Les **200**

**PREMIÈRES
BANQUES**

Les **100**

**PREMIERS
ASSUREURS**

STRATÉGIE

Tony Elumelu
(Heirs Holdings)

BAROMÈTRE DE LA ZONE FRANC

La Société générale
domine les débats

RÉSEAU

Cameroun : au cœur du
système de l'influent
banquier Paul Fokam

INNOVATION

Comment Attijariwafa
Bank veut gagner en
agilité grâce au digital

GOVERNANCE

Ecobank plus rentable que
jamais en Côte d'Ivoire

BANQUE

Idrissa Nassa
(Coris Bank International)

CAPITAL- INVESTISSEMENT

Requiem pour ECP

FINTECH

Visa et Mastercard
poursuivent leur duel

SAGA

Rawji, une réussite
100 % congolaise

SAGA

Ben Yedder, une famille
au garde-à-vous

BILAN

Des reins solides

BILAN

Tous à la relance !



Présent avec son groupe Heirs Holdings dans la banque, l'assurance, la production d'énergie et le pétrole, le financier est aujourd'hui incontournable au Nigeria.



STRATÉGIE

Tony Elumelu

Heirs Holdings

« UBA a l'ambition de devenir une banque mondiale pour l'Afrique »

Superstar du capitalisme nigérian, le patron de Heirs Holdings pilote, depuis Lagos, United Bank for Africa, mais aussi le producteur d'énergie Transcorp Power, ainsi que les initiatives de sa fondation. Assurance, résilience post-Covid, mise en place de la Zlecaf... Le milliardaire a répondu aux questions de *Jeune Afrique*.

NICHOLAS NORBROOK, ENVOYÉ SPÉCIAL À LAGOS

Après huit ans de réflexion et de préparation, Tony Elumelu et son groupe Heirs Holdings sont, en juin, officiellement entrés sur le marché nigérian de l'assurance. Connu pour ses actions philanthropiques en faveur des jeunes entrepreneurs, l'homme d'affaires a d'abord pour ambition de gagner de l'argent et de reproduire le succès de United Bank for Africa (UBA), aujourd'hui l'une des premières banques d'Afrique de l'Ouest avec 24 millions de clients. Mais il estime aussi que le développement des sociétés d'assurance est un facteur important pour l'essor des économies africaines, au moment où les États du continent créent le plus vaste marché commun du monde. Il s'est confié sur ces sujets à *Jeune Afrique*.

Jeune Afrique : Pourquoi vous lancez-vous dans l'assurance aujourd'hui ?

Tony Elumelu : Heirs Holdings est un investisseur de long terme. Étant donné la taille de notre économie,

celle de notre population et le rôle joué par le secteur de l'assurance dans d'autres pays, celui-ci va gagner en importance au Nigeria, à l'image du secteur des télécoms, devenu incontournable – aujourd'hui, 154 millions de Nigériens ont accès à internet. C'est notre rôle, en tant qu'investisseur stratégique, de participer à sa revitalisation. Nous pensons qu'il s'agit d'un rouage indispensable à l'écosystème financier pour stimuler les activités des entreprises. Nos investissements doivent à la fois apporter un plus au niveau économique et un mieux-être social. Nous allons donc gagner de l'argent dans ce secteur, mais nous pensons également que le public nigérian et l'Afrique en général bénéficieront de son développement. Cela se répercute aussi sur les emplois, environ 115 ont été créés directement, ainsi que sur les emplois indirects, qui sont peut-être quatre à six fois plus importants.

Quand, en 1997, nous avons repris Crystal Bank Ltd [renommée Standard Trust Bank], alors en

PHOTOHEXVIA GETTY IMAGES

difficulté, dont personne ne voulait. Nous l'avons redressée en un temps record, puis réussi en 2005 une fusion avec United Bank for Africa (UBA) l'une des trois plus grandes du pays. Petit à petit, de nouveaux investisseurs ont voulu nous rejoindre à mesure que la banque devenait performante. Nous pensons pouvoir accomplir la même chose dans l'assurance en apportant notre expérience et notre savoir-faire, en donnant la priorité aux clients, en utilisant des applications numériques pour mieux commercialiser nos offres.

Au premier trimestre de cette année, les bénéfices d'UBA ont augmenté de 24 % avant impôts. Comment expliquez-vous cette hausse ?

UBA est une banque universelle, mais je préfère dire complète. Nous couvrons tous les segments : entreprises, commerce de gros, secteur public, ainsi que les particuliers. Elle est présente dans 20 pays africains et compte plus de 24 millions de clients. Alors oui, nous avons eu la pandémie, mais notre clientèle s'accroît ; et nous savons quand et comment soutenir nos clients. Nous observons que les choses se sont énormément améliorées au fil des années. Lorsque nous avons commencé, nous avons ouvert des succursales dans différents pays pour diversifier nos revenus. Il faut du temps pour qu'une banque atteigne son seuil de rentabilité, en particulier lorsqu'elle est prudente comme UBA et veut s'appuyer sur des fondations solides.

« **Si les politiques s'occupent de la question de la sécurité, la reprise n'en sera que plus florissante.** »

Désormais, chaque mois, UBA acquiert environ 300 000 nouveaux clients. Lorsque vous avez cette masse critique de clients et que vous devenez plus efficace, alors le bénéfice



Le milliardaire a créé en 2015 la fondation Tony Elumelu pour soutenir les jeunes entrepreneurs.

augmente vite. Mais, pour nous, cela va au-delà du profit. Notre mission participe à combler le fossé entre l'Afrique et le reste du monde dans le domaine de l'intermédiation financière. C'est pourquoi nous sommes présents à New York, à Londres et à Paris. Les entreprises, particulièrement les PME, sont satisfaites de nos services, car elles savent qu'elles sont au cœur de nos priorités. Elles constituent le moteur et le socle de la prospérité et de la croissance économiques du continent. Par conséquent, si nous voulons vraiment œuvrer au développement de l'Afrique, nous devons prendre ce segment très au sérieux. Pendant la pandémie, nous avons aussi veillé à bien servir les particuliers. Cela, nos clients ne l'oublient pas.

Avez-vous le sentiment que l'économie nigériane redémarre après la période difficile de 2020 ?

En tant que président de l'une des banques les plus puissantes du pays, d'un groupe qui a la plus grande capacité installée de production d'électricité du pays (2 000 mégawatts), Transcorp Power, et en tant que créateur de la fondation Tony Elumelu, qui interagit presque quotidiennement avec des jeunes entrepreneurs, je peux dire que les choses s'améliorent. Si vous vous penchez sur les chiffres de l'hôtellerie [Heirs Holdings est propriétaire du Hilton d'Abuja], vous constatez

que le taux d'occupation est passé de 20 % l'an dernier à une fourchette comprise entre 60 % et 80 %. Même avant la pandémie, il était difficile d'atteindre 70 %, ou même 60 %.

L'économie est effectivement en train de redémarrer, ce que reflète le bénéfice d'UBA. Si les politiques s'occupent de la question de la sécurité, la reprise n'en sera que plus florissante. Les dirigeants africains commencent à saisir comment aborder les politiques macroéconomiques afin d'amortir l'impact du Covid. Je ne manquerai pas de mentionner le rôle des institutions, au premier rang desquelles Afreximbank, qui a soutenu le système en apportant plus de 6,1 milliards de dollars [6,5 milliards, selon Afreximbank] aux gouvernements, aux banques centrales et ensuite aux entreprises.

Que vous apporte le bureau de représentation que vous avez ouvert à Paris ?

UBA a l'ambition d'être une banque mondiale pour l'Afrique. Cela signifie qu'elle amène l'Afrique au monde, et qu'elle amène également le monde à l'Afrique. Pour jouer ce rôle, nous devons être présents sur les places financières les plus importantes, c'est pourquoi nous sommes à New York, à Londres et à Paris. Ainsi, par le biais du bureau de Paris, nous soutenons nos clients dans toute l'Afrique, en particulier dans sa partie francophone. Il y a aussi les ONG que →



AFREXIMBANK CENTRAL AFRICA REGIONAL OFFICE



24 Septembre 2021

Unir le Continent

Ouverture de notre bureau régional pour l'Afrique centrale à Yaoundé, Cameroun

Le vendredi 24 septembre 2021, Afreximbank prend fièrement ses quartiers à Yaoundé.

La Banque continue d'accomplir son mandat panafricain en renforçant sa présence à travers le continent, déjà effective au Caire, à Kampala, Abuja, Abidjan et Harare.

Le Bureau régional pour l'Afrique centrale, qui couvre le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo, la Guinée

équatoriale, la République Démocratique du Congo, le Tchad et le Gabon, reflète la progression du nombre d'États membres de la Banque, passé de 37 à 51 depuis 2015.

Notre croissance géographique renforce notre engagement à financer et à promouvoir le commerce intra-extra-africain.

Bienvenue dans nos bureaux à l'immeuble du siège de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), Place de l'Indépendance !

afreximbank.com



→ nous accompagnons pour qu'elles puissent transférer des fonds au plus près des bénéficiaires.

UBA a passé plus d'une décennie à déployer des filiales à travers le continent, ce qui en fait l'une des mieux placées pour accompagner l'internationalisation des entreprises africaines et, de ce fait, pour profiter de la mise en place de la Zlecaf. La prochaine décennie sera-t-elle celle du commerce intrafricain, et donc la vôtre ?

Nous y sommes presque... Trois facteurs déterminent l'intégration économique : la circulation des personnes, des marchandises, et celle des capitaux. Grâce à mon passeport de l'Union africaine, je peux me rendre dans tous les pays africains sans visa. Cette tendance se développe. Cela ne s'était jamais produit auparavant. Dans le domaine de l'argent, UBA et d'autres banques travaillent de concert pour améliorer les systèmes de paiement à travers l'Afrique. Des améliorations significatives sont en cours. Nous voulons faire en sorte que les transactions soient possibles depuis les États-Unis ou l'Europe vers l'Afrique. Nous y arriverons avec la collaboration d'Afreximbank.

La circulation des marchandises, c'est là que le bât blesse... Avec la Zlecaf, le problème se résout néanmoins peu à peu. Lorsque des politiques sont impulsées, les agents économiques réagissent de manière appropriée. Les gens vont donc commencer à faire les bons choix. Mais nous ne devons pas nous relâcher, les infrastructures doivent encore être améliorées, et les procédures simplifiées. Je veux, pour bientôt, qu'au sein des économies africaines les marchandises, dans les ports, soient dédouanées en deux heures. Pour conclure, oui, je pense que les choses s'améliorent, la Zlecaf crée un vaste marché, le plus grand du monde d'un point de vue géographique.

La mise en place des réglementations bancaires au niveau mondial (Bâle III...), qui renchérit le coût des transactions, a entraîné un retrait des banques

correspondantes en Afrique. Est-ce qu'UBA joue un rôle dans ce domaine ?

Absolument. UBA New York offre des services de correspondance bancaire aux banques commerciales et aux banques centrales du continent. Ainsi, lorsqu'une banque africaine doit effectuer une transaction pour l'un de ses clients aux États-Unis, elle le peut en ayant recours à nos services. Nous développons des services similaires à Londres et voulons en faire autant à Paris.

« —————
La circulation des marchandises, c'est là que le bât blesse... Mais grâce à la Zlecaf le problème se résout peu à peu. »

À la mi-2020, la Banque centrale du Nigeria a augmenté les ratios de réserve de trésorerie, de 5 % à 27,5 %, ce qui a limité la capacité des banques à prêter – alors que le gouverneur vous demandait de prêter davantage – et a augmenté la pénurie en devises. Cela ne vous a pas facilité la tâche...

La Banque centrale a un mandat, des objectifs. Elle n'est pas motivée par le profit – contrairement aux banques –, elle veut catalyser le développement. Elle examine le niveau de liquidités, l'inflation... En tant qu'actionnaire et président d'une banque, cela me plaît-il ? Non ! Mais cela aide-t-il la Banque centrale à atteindre ses objectifs monétaires ? Peut-être. Je pense que les choses se sont améliorées. Les banques n'appréciaient pas que la Banque centrale ne paie pas d'intérêts sur les réserves de liquidités obligatoires. Maintenant, elle le fait au taux d'intérêt qui était payé auparavant. Je n'envie pas les gouverneurs des banques centrales, en particulier celui du Nigeria – plus grande économie d'Afrique, confrontée à des problèmes de sécurité et à une pandémie qui frappe 200 millions de personnes.

Peut-être existe-t-il d'autres moyens que les directives pour encourager les prêts au secteur privé ?

À travers la fondation Tony Elumelu, notre priorité est de donner aux jeunes les moyens de réaliser leurs aspirations économiques. Grâce au capital d'amorçage non remboursable que nous leur fournissons, à la formation, au mentorat et aux opportunités de mise en réseau que nous créons pour eux. Les banques essaient aussi. Elles disposent de ce que nous appelons les prêts non performants. Mais si ces derniers augmentent trop, les mêmes autorités qui vous encouragent à prêter reviendront vous dire : « Votre taux de prêts non performants est élevé. » Et la banque peut être sévèrement sanctionnée. Je répète souvent que les agents économiques ne peuvent pas s'extraire de leur environnement macroéconomique. Quand celui-ci n'est pas favorable, en tant que banque, vous devez être très prudent. Lorsque l'environnement macroéconomique est bon, les banques sont davantage disposées à prêter. La Banque centrale du Nigeria, en particulier, a essayé d'ouvrir de nombreux guichets, de mettre en place différents programmes pour encourager les banques commerciales à prêter. L'un des domaines dans lesquels nous avons très bien réussi est l'agriculture. La politique menée par le gouverneur de la Banque centrale nous a bien aidés en cela.

La fondation peut faire beaucoup plus pour aider les jeunes entrepreneurs. Nous avons décidé de donner 5 000 dollars chaque année à 1 000 jeunes Africains pendant dix ans, en les formant avant de leur remettre le capital – nous appelons cela un MBA de douze semaines, afin que cet argent soit bien utilisé. Et nous avons franchi un pas de plus en créant une plateforme numérique pour que ces jeunes entrepreneurs africains puissent s'interconnecter. Oui, je suis donc d'accord avec vous, nous pouvons faire beaucoup pour appuyer les projets des opérateurs économiques, notamment les PME, pour lesquelles le gouvernement et les institutions privées doivent œuvrer ensemble. ●



LE GROUPE **BDM** DANS LA COUR DES « GRANDS »

La Banque de Développement du Mali (**BDM-SA**) est incontestablement une des institutions financières qui connaît une évolution parmi les plus rapides de ces dernières années sur le continent. Elle se fixe clairement comme objectif, de figurer parmi le peloton de tête des groupes bancaires de la zone UEMOA dans un avenir très proche. Pour atteindre cet objectif, elle continue son implantation pour couvrir à court terme l'ensemble des 8 pays de la zone.

Le 15 juillet dernier, la **BDM-SA** a mis en route sa succursale du Sénégal, après les filiales de Guinée Bissau, de Côte d'Ivoire et du Burkina Faso auxquelles s'ajoutent les représentations offshore : les bureaux de représentation de Paris et d'Almeria en Espagne.

En chiffres, les performances sont tout à fait à la hauteur des ambitions que se fixe la banque plus que quinquagénaire (**BDM** a été créée en 1968). Elle totalise plus de 1 500 milliards de F CFA de total bilan en 2020, avec à la clef un résultat bénéficiaire de plus de 20 milliards de F CFA.

L'exercice 2021 s'annonce sous les meilleurs auspices. Le Conseil d'Administration réuni le 28 août 2021, a fait le constat d'une très bonne orientation des indicateurs de performance du Groupe **BDM** par rapport aux objectifs assignés.

Dans la perspective de se donner les moyens de ses projets, la **BDM-SA** vient de procéder à une augmentation de son capital social. Il passe de 25 à 50 milliards de FCFA. Cela fait de la **BDM-SA** la deuxième banque de l'UMOA à atteindre ce niveau de capital sur plus de cent trente (130) banques.

Cette évolution positive, tant du point de vue de l'extension du réseau sous régional que des résultats engrangés, se solde par des prix de reconnaissance décernés à la banque au plan international.

Ainsi, le 23 juin 2021, au cours de la cérémonie annuelle des « African Banker Awards » tenue par visioconférence depuis Londres, en marge des Assemblées Générales de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque de Développement du Mali (**BDM-SA**) a reçu la distinction de « Meilleure Banque Régionale en Afrique de l'Ouest » en 2021. Une distinction qu'elle avait déjà reçue en 2018.

Parallèlement, l'Administrateur Directeur Général de la **BDM-SA** a été nommé en 2019 et 2021 parmi les cinq (5) Meilleurs dirigeants de banque en Afrique. Plus récemment, dans le classement des trente (30) meilleures banques à plus fort impact du continent, dressé par le mensuel Financial Afrik, le groupe **BDM-SA** a été reconduit pour la deuxième fois consécutive. De quoi confirmer le rôle de leader de la banque au cauri dans un secteur où la concurrence est la première avec laquelle il faut compter pour subsister.



Mohamed Ag Hamani PCA et Bréhima Amadou HAÏDARA DG de la BDM Mali entourés des deux directeurs adjoints de la banque.

www.bdm-sa.com

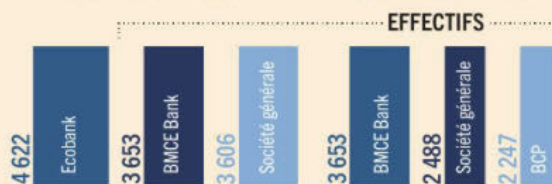
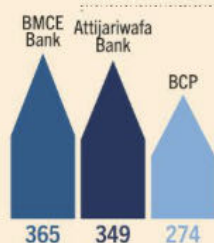
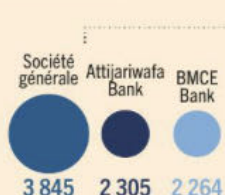
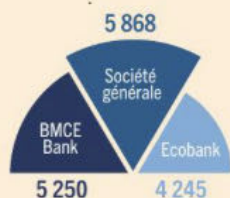
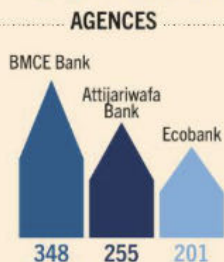
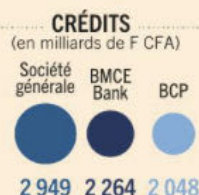
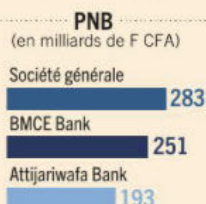
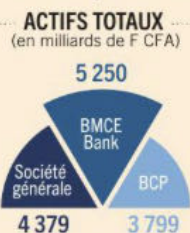
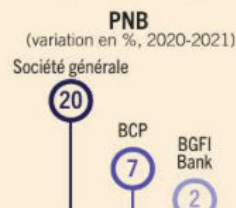
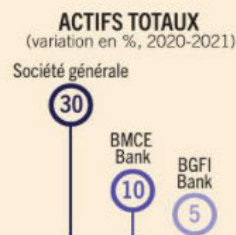
BAROMÈTRE DE LA ZONE FRANC

La Société générale domine les débats

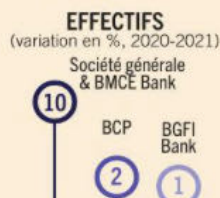
Le groupe français a bien géré la crise, augmentant fortement ses actifs, son PNB et les crédits distribués en 2020. Un dynamisme qui s'accompagne d'une hausse de ses effectifs de 10 %.

MÉTHODOLOGIE

Jeune Afrique a compilé les bilans financiers des filiales des grands groupes bancaires de la zone franc pour l'année 2020. Les chiffres concernant les agences ont été compilés en exclusivité pour JA par le cabinet Devlhon Consulting.

LES TITANS
DE LA ZONE FRANCLES ROIS
DE L'UEMOALES CRACKS
DE LA CEMACLES CHAMPIONS
DE LA CROISSANCE

NOUVELLES AGENCES



Une stratégie de relance verte pour l'Afrique

L'Afrique et l'Europe sont des voisins et des partenaires naturels. Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 et la crise climatique montrent à quel point nos deux continents sont interdépendants et pourquoi il est si important de travailler main dans la main.

La Banque européenne d'investissement soutient activement le développement en Afrique depuis 1963. L'année dernière, nous avons consacré près de la moitié de nos financements en dehors de l'Union européenne, soit environ 5 milliards d'euros, à l'Afrique. L'Afrique est une priorité pour la Banque européenne d'investissement, qui est la banque de développement de l'UE et membre de « Team Europe »; nous y renforçons notre engagement et avons par exemple noué un partenariat avec la Banque africaine de développement, avec la signature d'un plan d'action conjoint en janvier dernier.

L'Union européenne s'est engagée à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et invite les autres économies à relever leurs ambitions climatiques lors de la COP 26 en novembre prochain. Alors qu'elle contribue relativement peu aux émissions mondiales, l'Afrique compte parmi les régions qui pâtissent le plus des changements climatiques. La Banque européenne d'investissement croit à l'efficacité d'un **plan de relance verte pour l'Afrique** qui soutienne la décarbonation des économies du continent par le déploiement de nouvelles technologies et le renforcement de leurs capacités d'adaptation et de résilience. Permettre à l'Afrique de tirer parti d'une trajectoire de développement plus verte et plus résiliente est un élément clé de la stratégie de l'Union européenne dans le domaine des changements climatiques. Des grandes centrales fonctionnant aux énergies renouvelables en Gambie aux améliorations des réseaux de transition comme l'interconnexion Guinée-Mali, en passant par des solutions hors réseau à petite échelle au Malawi et la connectivité du dernier kilomètre ainsi que l'accès à l'eau propre dans toute l'Afrique: plus des deux tiers de notre activité en Afrique soutiennent l'action pour le climat et l'environnement.

La réalisation de nos objectifs climatiques passera nécessairement par **l'innovation et les nouvelles technologies numériques**. La nouvelle **boîte à outils pour la connectivité** de la Banque européenne d'investissement a été conçue pour aider le continent à surmonter les obstacles qui, selon les estimations, empêchent 900 millions d'Africains d'accéder à internet et aux nouvelles technologies.



La pandémie de COVID-19 a aggravé l'urgence dans un autre domaine d'intérêt commun : **la santé**. Nos experts en sciences de la vie soutiennent les services de santé en Afrique en mobilisant savoir-faire et financements. Notre soutien très significatif à l'initiative COVAX, avec la Commission européenne, en matière de fourniture de vaccins et notre participation à une stratégie à l'échelle du continent visant à déployer les capacités propres de fabrication de vaccins de l'Afrique illustrent bien notre engagement.

Notre réponse à ces grands défis doit prendre en considération les inégalités et les situations de fragilité. Il est essentiel que le développement économique et social soit inclusif. En ce sens, **l'investissement axé sur l'égalité entre les sexes** est une priorité pour la Banque européenne d'investissement. En mai, nous nous sommes engagés à doubler les financements que nous mobilisons en faveur des femmes dans toute l'Afrique à 2 milliards d'euros, en élargissant la portée de notre initiative SheInvest et de notre programme d'assistance technique pour l'autonomisation des femmes africaines, en coopération avec des partenaires africains.

La crise climatique est l'occasion de resserrer les liens entre l'Europe et l'Afrique, mais aussi de faire place à une croissance économique forte qui soit centrée sur l'être humain. Une occasion que nous ne saurions manquer. C'est pour renforcer l'impact de son action que la BEI a décidé de créer une branche dédiée aux questions de développement et aux projets hors de l'Union européenne.

RÉSEAU

Cameroun : au cœur du système de l'influent banquier Paul Fokam

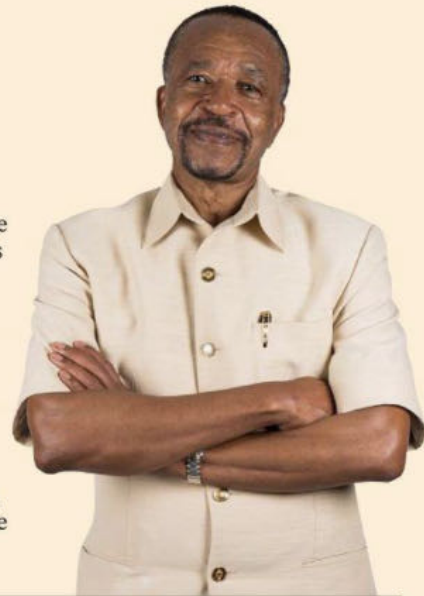
Réputé solitaire, le natif de Baham a néanmoins tissé en quarante ans un réseau sans égal mêlant hommes politiques et V.I.P. des affaires.

OMER MBADI, À DOUALA

À 73 ans, Paul Fokam Kammogne demeure l'un des V.I.P. du monde des affaires camerounais. Son groupe Afriland First Bank (AFB), dont le holding AFG est basé en Suisse – ce qui lui vaut des reproches récurrents de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) –, est présent dans sept pays, de l'Ouganda au Bénin, en passant par le Soudan du Sud. L'entrepreneur, qui pratique le cloisonnement et la

solitude jusqu'à l'extrême, jouit d'une influence jamais démentie depuis environ quarante ans.

Sur ses terres, c'est lui qui choisit avec parcimonie ceux qui auront ses faveurs en se tenant à l'écart du « groupe social du 30 », ce regroupement informel qui réunit régulièrement la fine fleur de l'élite bamiléké des affaires et de l'administration, dont le recrutement, à l'image des clubs anglais, s'effectue par cooptation. ●



SES RELAIS DANS LE BUSINESS



Ce qui ne l'empêche pas de cultiver une amitié de longue date avec **André Siaka (1)**, l'ancien patron des Brasseries du Cameroun et fondateur de Routd'Af qui le fit entrer au bureau du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), où les deux siègent à présent au comité des sages.

Paul Fokam apprécie aussi beaucoup **Albert Nkemla (2)**, qui le considère comme « le grand frère » qu'il n'a « jamais eu ». L'ancien employé de Société générale Cameroun et fondateur du holding Afrigroupe a



bénéficié des conseils du capitaine d'industrie tout au long du processus ayant conduit à l'octroi en mai 2018 de l'agrément bancaire à sa microfinance, le CCA (Crédit communautaire d'Afrique). C'est Jean Nkuete, originaire de Balessing (département de la Menoua), comme Nkemla, qui contribua à rapprocher les deux hommes.

Dans ce cercle restreint, **Nana Bouba Djoda (3)** tient une place particulière. Ce self-made-man originaire de l'Adamaoua, dans le septentrion, est en quelque sorte



son coup de cœur, tant le banquier s'est personnellement occupé de la croissance de son groupe, notamment sa mutation de la distribution vers l'industrie, lorsqu'il pilotait encore la filiale camerounaise d'AFB. Récemment impliqué dans un scandale lié à la gestion des fonds Covid, **Mohamadou Dabo (4)** complète ce tableau, au point où le consul de Corée du Sud au Cameroun siège au tour de table des filiales guinéennes d'Afriland Bank et de SAAR Insurance. ●

SES AMITIÉS POLITIQUES



Dans la sphère politique locale, son commerce avec l'opposant **Maurice Kamto (5)**, les deux étant originaires de Baham (département des Hauts-Plateaux), est proverbial. « C'est une relation de grand frère à petit frère entre eux, qui remonte bien avant l'entrée du dirigeant du MRC en politique. Paul Fokam apprécie "cette mécanique intellectuelle" qu'est Maurice », glisse un familier des deux hommes. Côté majorité, il peut s'appuyer sur

Jean Nkuete (6), l'actuel secrétaire général du RDPC (au pouvoir), qui sert parfois de relais entre les entrepreneurs bamilékes et le palais d'Etoudi. Lorsque cet économiste était secrétaire général de la présidence, il avait intercédé auprès de Paul Biya pour que la Caisse commune d'épargne et d'investissement (CCEI, ancêtre d'AFB) obtienne l'agrément bancaire en 1987.

Même s'il est aujourd'hui hors-jeu du fait de son emprisonnement à la

prison de Kondengui, **Jean-Marie Atangana Mebara (7)** continue de jouir de l'estime de Paul Fokam. L'ancien secrétaire général de la présidence avait tenté en vain de favoriser en 2006 le duo constitué de SN Brussels et Cenainvest, la filiale dévolue au capital-risque d'AFB, pour la reprise des 51 % des parts de la Camair-co. Une initiative torpillée par le Premier ministre de l'époque, Ephraïm Inoni. Si une certaine distance s'est instaurée entre Paul Fokam et son ancien employé **Alamine Ousmane Mey (8)** (ancien patron de la branche camerounaise d'Afriland) après l'entrée de ce dernier au gouvernement, l'entrepreneur aime à se souvenir de sa relation privilégiée avec le père de l'actuel ministre de l'Économie, un baron de l'ère Ahmadou Ahidjo. ●

J. TORREGANO POUR J.A.; KEFSEU JEAN PIERRE, UN PHOTOID, BERKOWITZ, NICHOLAS KAMMI / AFP

LES PILIERS DE SON SYSTÈME



« Alamine a avalé bien des couleuvres lorsqu'il dirigeait la banque », rappelle un homme d'affaires ayant longtemps bénéficié du soutien de l'établissement. Car, en son sein, **Célestin Guela Simo (9)**, neveu de Paul Fokam, dicte sa loi depuis deux décennies. Ce dernier s'appuie sur l'actuel directeur général adjoint pour promouvoir, à coup de crédits, l'émergence des jeunes entrepreneurs locaux.

Pour peser sur le système bancaire camerounais, le fondateur d'Afriland compte sur **Alphonse Nafack (10)**, dirigeant de la filiale locale de son groupe qui assure la présidence de l'Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun (Apeccam), et **Pierre Kam**, ancien patron de la défunte Africa Leasing Company (ALC), qui tient son

secrétariat général. Dans l'assurance, il peut compter sur le fidèle **Georges Léopold Kagou (11)** pour tenir les rênes de la Société africaine d'assurance et de réassurance (Saar).

En attendant d'épuiser le contentieux qu'il entretient avec la BEAC, qui continue de lui demander de rapatrier le holding AFG dans la zone, Paul Fokam a renforcé sa mainmise sur son holding depuis le départ du néerlandais FMO. Si **Jean-Paul Kamdem (12)** tient toujours la boutique à Genève, **Joseph Toubi (13)** se charge de son déploiement international, comme dernièrement l'implantation en Ouganda. Le fondateur du groupe peut aussi s'appuyer pour le conseiller sur l'ex-ministre tunisien de l'Économie, **Hakim Ben Hammouda (14)**, dont il fit la connaissance lorsque

ce dernier dirigeait le bureau Afrique centrale de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Bien que le tycoon camerounais ne songe pas encore à passer la main, il a néanmoins préparé la relève depuis deux décennies. Parmi les favoris, son fils, **Valéry Kammogne Fokam (15)**, ingénieur en électrotechnique, qui figure déjà au conseil d'administration d'AFG et a longtemps dirigé la Société industrielle de traitement de cellulose (Sitracel), la branche du groupe dédiée à la fabrication des produits hygiéniques et paramédicaux. En embuscade, son frère **Christian Fogaing Kammogne (16)**. Cet ingénieur en électronique et électrotechnique se fait les dents sur les bords de la lagune Ebrié en tant que numéro deux de la filiale bancaire ivoirienne. ●

AFRILAND/FRSTBANK; NICOLAS EYIDI POUR J.A.; DR. HICHEM; CAPTURE YOUTUBE



BEAC | Banque des États
de l'Afrique Centrale

UN MANDAT REMPLI DE DÉFIS : LA BEAC, UNE BANQUE CENTRALE EN PLEINE MUTATION



Abbas Mahamat Tolli,
Gouverneur de la BEAC.

Confrontées depuis 2014 à une forte baisse du prix du pétrole et à des problèmes sécuritaires, les économies de la CEMAC affichaient de faibles taux de croissance et des déséquilibres macroéconomiques.

Pour engager la riposte contre cette dégradation des conditions économiques, les six Chefs d'État de la CEMAC s'étaient réunis en urgence à Yaoundé le 23 décembre 2016 et avaient adopté un train de vingt-et-une mesures et recommandations à mettre en œuvre aussi bien par les États que par la BEAC. De nombreuses mesures alors décidées incombait à la BEAC et constituaient autant de défis à relever par la nouvelle équipe dirigeante, conduite par Monsieur Abbas Mahamat Tolli.



LES PAYS
DE LA CEMAC :

-  CAMEROUN
-  CENTRAFRIQUE
-  CONGO
-  GABON
-  GUINÉE ÉQUATORIALE
-  TCHAD

D'IMPORTANTES MESURES DE REDRESSEMENT MISES IMMEDIATEMENT EN ŒUVRE

Dès sa prise de fonction le 6 février 2017, à la tour abritant les Services Centraux de la BEAC sise au quartier Elig Essono à Yaoundé, le nouveau Gouverneur a, sans tarder, donné le ton : moderniser l'organisation et le fonctionnement de l'Institut d'Emission en les alignant sur les meilleures pratiques internationales. Cette ambition est soutenue par un programme de réformes de large envergure.

Ainsi, parmi les premières initiatives engagées figure la réforme du cadre juridique et statutaire de la Banque des États de l'Afrique Centrale, avec pour objectif principal d'accroître l'indépendance et d'améliorer la gouvernance de l'institution. Cette réforme va également conduire à l'arrêt des avances directes aux Trésors des pays membres au profit d'un mécanisme de financement basé sur le marché : le marché des titres publics à souscription libre.

La conduite des politiques monétaire et de change a également fait l'objet d'une attention soutenue. Le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire, entré en vigueur en juin 2018, se caractérise notamment par le calibrage des interventions de l'Institut d'Emission fondé sur les prévisions des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (FALB) et le démarrage des appels d'offres sous régionaux concurrentiels. Ces améliorations ont permis à la Banque Centrale d'instituer un marché des Titres de Créances Négociables (TCN) et de se doter d'un dispositif d'apport de liquidité d'urgence (ALU), destiné aux banques solvables mais confrontées à des difficultés temporaires de liquidité.

Dans l'ensemble, ces mesures ont accéléré le processus d'optimisation du fonctionnement du marché monétaire. La hausse des transactions sur les marchés interbancaires et des titres publics résultant de cette réforme autorise désormais la BEAC à intervenir à la marge sur le principal guichet de refinancement.

En matière de politique de change, l'entrée en vigueur du règlement n°02/18/CEMAC/UMAC/CM du 21 décembre 2018 portant réglementation des changes dans la CEMAC constitue une étape clé dans la volonté des nouvelles autorités de la BEAC à renforcer la stabilité externe du franc CFA. Cette loi communautaire consacre l'obligation faite aux agents économiques de procéder au rapatriement des recettes d'exportation des biens et services.

La BEAC a consenti d'importants efforts pour son application effective à tous les secteurs économiques. C'est ainsi qu'elle a rationalisé le dispo-

sitif opérationnel des transferts et de suivi de la position extérieure des banques, organisé des actions de communication et de sensibilisation avec l'ensemble des parties prenantes et renforcé les contrôles de vraisemblance des apurements des dossiers d'importations auprès du système bancaire, de sorte à s'assurer de la bonne utilisation des devises mises à la disposition des agents économiques.

Sur le plan opérationnel, la BEAC s'est dotée d'un dispositif interne adapté aux besoins des établissements de crédit et des autres agents économiques. La dématérialisation complète du traitement des opérations est l'un des chantiers initiés par la BEAC depuis fin 2018. Ce processus, qui a aussi contribué à réduire le délai de traitement des demandes de transfert, a conduit au développement de l'application dénommée e-Transfer qui est entrée en production le 1er septembre 2020. A travers cette plateforme, les clients des banques ont la possibilité de suivre, sur un module dédié dénommé e-Tracking, les différents stades de traitement de leurs ordres de transferts. Elle améliore ainsi les canaux de transmission des dossiers à la Banque Centrale et assure la traçabilité et la disponibilité des informations de suivi en temps réel, aussi bien pour les banques, les Trésors publics, que pour les autres agents économiques initiateurs des dossiers.

Les différentes actions entreprises se sont traduites par une amélioration notable des rétrocessions de devises à la Banque Centrale, qui sont passées de 3 277,84 milliards de FCFA en 2018 à 6 201 milliards de FCFA en 2019, puis à 7 914 milliards de FCFA en 2020. De plus, les rapatriements des recettes d'exportation ont favorisé l'accumulation des réserves de change de la CEMAC.

Bien que le niveau des avoirs extérieurs permette actuellement de couvrir plus de trois mois d'importations de biens et services, les efforts seront poursuivis pour garantir de manière durable la soutenabilité externe de la monnaie commune. La situation requiert notamment des Etats membres et des différents acteurs des efforts supplémentaires pour le rapatriement des avoirs injustifiés détenus à l'extérieur et leur rétrocession à la BEAC.

D'autres réformes majeures ont aussi été menées à terme, à l'exemple de : i) l'arrimage du système comptable aux normes IFRS ; ii) la fusion des deux marchés financiers de la CEMAC ; iii) la poursuite de la modernisation des systèmes et moyens de paiement, en particulier l'interopérabilité monétaire intégrale qui permet d'effectuer des opérations de mobile money dans toute la sous-région.

Enfin, le renforcement de la résilience du système bancaire et la promotion de l'inclusion financière figurent en bonne place dans l'agenda des réformes engagées par Gouverneur ABBAS MAHAMAT TOLLI. La BEAC a mis en place une centrale des bilans, refondu la centrale des risques bancaires, et institué un cadre réglementaire propice à l'activité des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC). Des innovations ont également abouti à la mise en place d'un dispositif réglementaire encadrant les services de paiement dans la CEMAC et créant une catégorie spécifique d'établissement fournissant, à titre



de profession habituelle, et exclusivement des services de paiement, ainsi que l'édiction de normes prudentielles spécifiques pour ces établissements. C'est ainsi que les entreprises de télécommunication ont dû créer des filiales dédiées à l'activité de Mobile Money. Ces filiales sont surveillées par la BEAC. En matière de supervision bancaire, une approche basée sur la supervision consolidée, transfrontalière des groupes bancaires a été adoptée.

CEPENDANT, BEAUCOUP RESTE À FAIRE PAR LES DIFFÉRENTES PARTIES PRENANTES

Les progrès réalisés par la BEAC sont remarquables et ont joué un rôle déterminant dans le redressement des économies de la CEMAC. Cependant, la BEAC se doit de relever quelques défis. En particulier, il faudra faire face aux graves conséquences de la crise sanitaire sur des économies encore en convalescence. Afin de permettre à la CEMAC de revenir sur une trajectoire robuste de croissance pour un développement économique et social sain et durable, chaque acteur devra contribuer de façon énergique.

Les efforts de la BEAC vont se poursuivre et le Gouverneur entend axer son action en particulier sur : i) la consolidation de l'efficacité de la politique monétaire commune ; ii) l'accélération du processus de développement des différentes composantes des marchés de capitaux ; iii) le renforcement du dispositif de suivi de la réglementation des changes ainsi que du cadre de gestion des réserves de change ; et iv) l'accélération du processus de transformation des habitudes de paiement dans la CEMAC pour favoriser notamment une meilleure fluidité des échanges économiques et l'intensification de l'inclusion financière.

©JANG- PHOTOS : D.R.



Banque des États
de l'Afrique Centrale

BP 1917 - Yaoundé, Cameroun
Tél. : (+237) 222 23 40 30 / 222 23 40 60
Fax : (+237) 222 23 34 68
Email : communication@beac.int

www.beac.int

INNOVATION

Comment Attijariwafa Bank veut gagner en agilité grâce au digital

Depuis 2016, le premier groupe bancaire marocain a accéléré la numérisation de son fonctionnement et de ses services. Un effort global qui emporte l'adhésion de ses clients.

FAHD IRAQI, À CASABLANCA

Il y a cinq ans, Attijariwafa Bank (AWB), premier collecteur d'épargne et financeur de l'économie au Maroc, donnait le ton : le groupe ambitionnait de se positionner comme « la banque relationnelle de référence centrée sur la satisfaction des besoins de sa clientèle et tirant profit des technologies nouvelles liées au digital ». Son plan stratégique Énergies 2020, qui s'articulait autour de 27 grands programmes, 105 projets, et qui mobilisait plus de 800 collaborateurs, faisait la part belle à la digitalisation.

Dans la foulée, la banque créait un laboratoire d'innovation, baptisé Wenov/Welab, afin de mener des projets de recherche et développement. À la mi-2021, la direction d'AWB a annoncé que ce dispositif avait permis la mise en place de collaborations avec 120 start-up. Puis, en 2019, le groupe intégrait un *digital center* à la direction des systèmes d'information pour faire évoluer ses produits et ses *process*. Ce centre réunit environ 250 personnes et fonctionne sur la base de la méthode « agile », une approche pluridisciplinaire et un cadre méthodologique plus léger permettant une livraison précoce des projets et leur adaptation continue. L'idée étant, au sein du mastodonte marocain – plus de 20 000 salariés –, de gagner en flexibilité.

Si la banque reste prudente et que certains de ses concurrents

plus petits, comme CIH et CFG, s'illustraient aussi dans le domaine du digital, AWB a entrepris un travail de fond qui s'attache à moderniser l'ensemble de ses métiers, des services adressés aux entreprises à ceux dévolus aux particuliers, en passant par des produits d'assurance. « Elle devance à ce titre ses rivaux marocains, BCP et BMCE-BOA, et comble l'écart qui pouvait la séparer sur le continent d'une banque internationale comme Société générale », estime Yoann Lhonneur, directeur du cabinet Devlhon Consulting.

Signature électronique

En 2020, AWB enregistrait 12 millions de connexions de clients par mois, en progression de 60 % en un an. Elle revendique également la première place au Maroc du nombre d'opérations intégrant des paiements électroniques, avec 39 % de ce marché en 2020.

Vitrine du groupe sur internet, la banque 100 % digitale L'bankalik, lancée en 2016, illustre cette évolution. « Depuis février 2021, nous proposons une nouvelle expérience d'ouverture de compte *full digital*, sans déplacement en agence. L'ouverture de compte se fait désormais à travers un simple selfie, en utilisant les technologies de pointe de la reconnaissance faciale et de la signature électronique », explique un cadre de la banque.

Globalement, l'utilisation de l'offre digitale par les clients de la banque ne cesse de gagner du terrain : que ce soit les virements unitaires, les mises à disposition ou les paiements de factures, désormais quatre opérations sur cinq sont effectuées par le biais des canaux numériques. La stratégie digitale, qui s'appuie sur l'exploitation d'importantes masses de données, a également permis d'affiner l'étude des demandes de financement. Entre 2014 et 2020, le nombre de

Virements unitaires ou paiements de factures : quatre opérations sur cinq sont désormais effectuées par le biais de ces canaux.

stratégies décisionnelles et de scores est passé de 5 à 20. Le groupe travaille actuellement pour que l'ensemble des filiales puisse en profiter.

Cette numérisation se poursuivra dans le plan stratégique 2021-2025 sous la pression de ses clients et celle de la concurrence. L'enjeu pour le groupe est d'améliorer son efficacité opérationnelle, alors que le poids des agences et la croissance des coûts d'exploitation pèsent sur ses résultats. ●



AVEC VOUS POUR FAIRE GRANDIR VOTRE ENTREPRISE

Présente dans les 8 pays de l'espace UEMOA, Banque Atlantique, filiale du groupe Banque Centrale Populaire, est porteuse de valeurs de Proximité, de Performance, de Citoyenneté et d'Innovation.

Banque Atlantique est engagée localement pour accompagner activement l'inclusion sociale et financière, moteur d'une croissance durable.

Partenaire financier privilégié des politiques publiques et sectorielles, Banque Atlantique propose également des solutions innovantes et adaptées aux projets de vie.

Sa gamme de produits et de services répond d'une manière ciblée aux besoins de l'économie des pays, de la Grande Entreprise à la Startup, en passant par les PME et les ménages.

Banque Atlantique a l'Afrique chevillée au corps. C'est pourquoi, elle accompagne entre autres tous les dirigeants qui construisent une vision ambitieuse et innovante pour accélérer la croissance de leur entreprise.

GOUVERNANCE

Ecobank plus rentable que jamais en Côte d'Ivoire

La filiale du groupe panafricain ne cesse d'améliorer ses résultats depuis 2018. Mais elle est encore loin de rivaliser avec la Société générale, comme l'ambitionne son patron, Paul-Harry Aithnard.

BAUDELAIRE MIEU, À ABIDJAN

La filiale ivoirienne du groupe Ecobank n'avait jamais affiché de telles performances. L'an dernier, son total de bilan a passé la barre des 1 600 milliards de F CFA (2 432 millions d'euros) et son résultat net a atteint 30 milliards, malgré les effets du Covid sur l'économie locale.

Au premier semestre de 2021, la banque a confirmé sa progression depuis 2018. Les ressources collectées (1 154 milliards de F CFA) auprès de sa clientèle étaient en hausse de plus de 32 %, ce qui naturellement a poussé Ecobank à prêter davantage (577 milliards de crédits, en hausse de 3,3 %). Plus satisfaisant encore pour son directeur général (DG), Paul-Harry Aithnard, le résultat net, 14,74 milliards de F CFA, a bondi de 18 % par rapport à la même période l'an passé.

Depuis son bureau, situé au huitième étage du siège d'Ecobank, d'où il domine le quartier des affaires et le port d'Abidjan, poumons économiques du pays, le patron de la filiale mesure le chemin parcouru. Désormais, la filiale ivoirienne se place à la seconde place dans le classement des implantations les plus rentables du

groupe panafricain après le Nigeria. Arrivé en Côte d'Ivoire à la fin de 2018, le banquier formé en gestion et finance à Paris et à Montréal n'avait jamais caché ses ambitions, affirmant vouloir dans les trois années jouer le premier rôle sur un marché dominé par la Société générale de banques en Côte d'Ivoire (SGBCI).

Le pari est encore loin d'être gagné. Quand Ecobank a fait progresser son produit net bancaire de 4 % en 2020, celui de son concurrent français a lui bondi de 9 %. En revanche, il affiche au sein du trio de tête la plus forte augmentation du résultat net, avec une hausse de 16 %, pour presque

égaler celui de la Société ivoirienne de banque, filiale d'Attijariwafa bank (+ 8 %), alors que celui de la Société générale (48,4 milliards de F CFA) reculait de 4 %. « La banque se porte relativement bien, estime Paul-Harry Aithnard. Mais nous gardons un œil sur un certain nombre de facteurs de risque. Et surtout sur l'impact de la crise sanitaire liée au Covid, car nous pensons que c'est cette année que nous observerons les dégâts que la pandémie aura occasionnés à nos clients. »

Conversion au tout-digital

En Côte d'Ivoire, la stratégie du DG est calquée sur celle du groupe, dont le portefeuille reste largement dépendant des grandes entreprises. Lors de sa prise de fonctions, il y a deux ans et demi, il avait arrêté un plan quinquennal en identifiant trois leviers pour accélérer le développement de la filiale.



Le siège social de l'entreprise, à Abidjan.

Premier pilier de la stratégie d'Eco-bank depuis la prise de fonctions d'Ade Ayeyemi à la tête du groupe, en 2015 : la conversion de la banque au tout-digital. En Côte d'Ivoire, 15 000 personnes téléchargent mensuellement l'application banque mobile, axée sur les particuliers. L'objectif est d'atteindre 1 million de clients. Xpress, le portefeuille électronique, est en nette progression. En une année, la plateforme a enregistré plus de 60 % d'utilisateurs.

Si la construction d'agences physiques n'est plus la priorité, la banque étudiera les opportunités pour étendre son réseau, voire le densifier dans les zones en forte croissance. « Nous ne sommes pas dans une phase de consolidation, mais à l'étape de compétition. Nous voulons être le leader du marché ivoirien », réaffirme le patron de la filiale de Côte d'Ivoire.

Tensions « discutées et réglées »

Le second axe porte sur la création de nouvelles offres en direction des

PME. Le but est d'augmenter largement leur contribution aux revenus de la banque. Pour les financer, 10 milliards de F CFA vont encore

La banque vise en particulier les sociétés gérées par les femmes, notamment à travers son programme « Ellever ».

être décaissés. Ecobank visera tout particulièrement les sociétés gérées par des femmes. En début d'année, la banque avait lancé le programme « Ellever », qui permet notamment aux commerçantes de financer leurs approvisionnements pour un montant pouvant aller jusqu'à 50 millions de F CFA et d'apporter des cautions fournisseurs à hauteur de 100 millions maximum. Enfin, la banque

souhaite être plus agressive au niveau commercial pour profiter de la croissance de son secteur (20 % par an) et augmenter la taille du portefeuille de ses clients de 50 % tous les deux ans. Tout n'est cependant pas encore parfait. Fortement ébranlée par la faillite du trader Saf Cacao, en 2018, la banque avait provisionné plus de 9 milliards de F CFA, faisant exploser son coût du risque (17,4 milliards). À la fin de 2020, celui-ci (10,8 milliards) était toujours largement supérieur au niveau de 2017 (6,5 milliards). Mais il traduit, selon la direction, le souci de couvrir à plus de 90 % le montant des créances douteuses.

Il y a quelques mois, la grève des employés avait également été perçue avec une certaine inquiétude par les clients de la banque. « Tout est rentré dans l'ordre. Dans toute entreprise, en phase de transformation, des problèmes peuvent survenir. Ces tensions ont été discutées et réglées », rassure désormais le directeur général d'Ecobank Côte d'Ivoire. ●

DIGITAL BANKING SYSTEM

by TagPay

Un Core Banking System De Nouvelle Génération

... pour des banques qui exigent le meilleur pour leurs clients !



#fintech #digitalisation #inclusionfinanciere

<https://tagpay.fr>



BANQUE

Idrissa Nassa

Coris Bank International

« Nous cherchons une opportunité en Afrique centrale »

Après avoir développé CBI dans les pays de l'Uemoa, le PCA s'apprête à lancer, d'ici à la fin de l'année, une filiale en Guinée. Pour JA, il analyse les résultats de son groupe, revient sur l'évolution du secteur financier et dévoile ses projets.

PROPOS RECUEILLIS À OUAGADOUGOU PAR NADOUN COULIBALY

Moins de treize ans après sa création, le parcours de Coris Bank International (CBI) est considéré par les financiers comme une *success-story* en Afrique de l'Ouest. Si le Burkina demeure son principal marché, avec 23 % de part de marché devant Bank of Africa (17 %) ou encore Ecobank (16,5 %), le groupe bancaire, dirigé par son fondateur, Idrissa Nassa, a enregistré de bonnes performances dans ses filiales en Côte d'Ivoire, au Mali, au Togo, au Sénégal, au Bénin et au Niger pendant la pandémie. Ainsi, son résultat net a atteint 63,2 milliards de F CFA (près de 96 millions d'euros) au 31 décembre 2020, en hausse de 20,8 % sur un an. Dans le même temps, le total de bilan a bondi de 43,4 %, à 3 599,8 milliards de F CFA. Enfin, le produit net bancaire (PNB) s'élève à 152 milliards de F CFA, en hausse de 32 %. Le dynamisme commercial, la diversification des offres (avec un focus sur les produits digitaux) et la bonne maîtrise des risques expliquent cette tendance. À l'occasion de l'arrivée de Coris sur le marché guinéen, Idrissa Nassa, 56 ans, dresse le bilan de sa stratégie de développement, alors que la situation sanitaire reste précaire.

Jeune Afrique : Coris Bank International s'est implanté en Guinée-Conakry en 2021.



Le financier Idrissa Nassa a fait ses premières armes dans le commerce.

Pourquoi avoir choisi ce pays pour votre première implantation hors de la zone Uemoa ?

Idrissa NASSA : Effectivement, CBI s'implante en Guinée-Conakry cette année avec un lancement de ses activités prévu au quatrième trimestre. La Guinée est un pays à très fort potentiel, intimement lié à la zone Umoa, avec un besoin réel d'investissement et de financement de son économie. Notre ambition est d'apporter notre contribution au développement du pays et ainsi d'accélérer le rapprochement de

l'économie guinéenne avec celles des pays de la zone franc.

Au Burkina, vous êtes leader du marché. Dans les autres filiales, vous ne parvenez pas encore à égaler cette performance. Comment l'expliquez-vous ?

Nous ne sommes pas dans une course à la taille. Sur nos différents marchés, l'objectif assigné aux dirigeants est d'être parmi les meilleurs en matière de gouvernance, de dynamique commerciale, de bonne maîtrise des risques, de respect des

exigences réglementaires, et ce pour garantir une rentabilité pérenne. Notre ambition est d'aider à faire de nos clients des acteurs majeurs de leurs secteurs d'activité. Notre rang sur le marché serait donc une conséquence de leur réussite. Cette politique a permis à Coris de bien développer ses activités au Burkina Faso, mais aussi au niveau régional.

Selon le rapport 2020 de la Commission bancaire de l'Umoa, notre groupe enregistre une bonne progression de part de marché, passant de 6,1 % en 2019 à 7,6 % en 2020 dans la zone. Cela nous positionne ainsi à la cinquième place. Les filiales du groupe affichent également, selon ce rapport, de belles progressions sur la base de l'indicateur Total Bilan. Ainsi, toutes se positionnent dans le top 10, et aussi, pour certaines, dans le top 5 des banques dans leur pays d'implantation. CBI attache une importance particulière à la réalisation par ses filiales d'une croissance maîtrisée, rentable et en tout point conforme aux exigences réglementaires.

Vous aviez signé un accord avec Afriland First Bank pour intervenir en Afrique centrale. Est-ce que ce partenariat a été fructueux ?

Oui, le Groupe Coris et Afriland First Bank ont décidé de s'associer à travers la signature d'un accord-cadre de coopération en juillet 2018. Les deux institutions bancaires africaines ont compris que les exigences du moment plaident pour la mutualisation des forces. Cet accord-cadre vise, à court terme, le partage des risques, des compétences, etc. Nous sommes convenus à moyen terme de travailler sur les dimensions d'innovation et de correspondance bancaire. Évidemment, en temps voulu, les résultats de l'accord-cadre seront évalués pour décider d'éventuels réajustements.

Pensez-vous à implanter une filiale en Afrique centrale ?

Le plan stratégique du groupe explore clairement cette perspective afin de poursuivre son développement hors de l'Umoa. À cet égard, une implantation dans certains pays

d'Afrique centrale figure parmi nos projets en bonne intelligence avec nos partenaires, dont Afriland. CBI scrute le marché et n'hésitera pas à saisir toute opportunité compatible avec sa vision et ses ambitions.

En 2020, BNP a vendu ses filiales au Burkina, au Mali et en Guinée. Vous étiez candidat à l'acquisition, et vous vous êtes retiré, pour quelle raison ?

À l'issue des échanges préliminaires avec BNP, nous avons préféré privilégier une croissance impulsée



Dès 1995, j'ai décidé de diversifier mes activités en investissant dans l'imprimerie, l'immobilier, le transport et l'hôtellerie.



en interne, mieux maîtrisée et plus conforme à notre vision.

Finalement, l'offre du Burkina a été remportée pour plus de 30 millions d'euros par votre compatriote Simon Tiemtoré. Vous estimez qu'il l'a acquise trop cher ?

C'est une transaction que je ne saurais commenter n'étant pas moi-même partie prenante.

Vous avez grandi dans une famille de commerçants, qu'est-ce qui vous a poussé à devenir banquier ?

C'est d'abord le résultat d'un parcours auprès de ma famille, de mon goût pour l'innovation, et de ma volonté de diversifier mes activités. J'ai démarré en 1984 par la distribution de pièces détachées pour vélos et cyclomoteurs, puis les produits de grande consommation (riz, sucre, etc.), pour devenir l'un des plus grands importateurs du pays. À partir de 1995, j'ai décidé de diversifier mes activités en investissant dans l'imprimerie, l'immobilier, le transport et l'hôtellerie.

Puis, en 2001, j'ai saisi l'occasion

de racheter la Financière du Burkina [FIB]. Et, au bout de sept ans, nous avons réussi avec mes collaborateurs à en redresser la situation et à la transformer en Coris Bank.

Avez-vous eu tout de suite des ambitions régionales ?

Bien sûr, dès la création de Coris Bank International nous avons projeté l'expansion de cette banque à l'échelle sous-régionale et au-delà. Cela a commencé en 2013 par la Côte d'Ivoire après une expérience non aboutie de rachat d'une banque au Niger. Aujourd'hui, Coris est présente dans les huit pays de l'Umoa.

Simon Tiemtoré, Mahamadou Bonkougou, Apollinaire Compaoré, vous-même... Qu'est-ce qui explique que tant d'entrepreneurs burkinabè créent leur propre banque ?

Je ne saurais répondre à la place des autres, mais le succès de Coris a probablement encouragé d'autres projets bancaires auxquels je souhaite le même succès.

Pensez-vous qu'il y a trop de banques dans la zone Umoa ? Va-t-on assister à une consolidation ?

Dans la zone Umoa, les clients [particuliers et entreprises] sont de plus en plus exigeants sur la qualité des services et des produits bancaires. À l'avenir, seuls les grands groupes bien implantés géographiquement, ayant intégré le processus de la transformation digitale, pourront conforter leur position sur leur marché. Je pense que des rapprochements stratégiques et opportuns se réaliseront. Il est également important de noter que les nouvelles exigences réglementaires [renforcement des fonds propres et évolution des ratios prudentiels en particulier] génèrent de fortes responsabilités au niveau des intervenants du marché, qui, à un moment donné, seront contraints à une consolidation pour continuer de respecter les exigences du régulateur.

Toutefois, au regard du faible taux de bancarisation de nos populations, du niveau de leur culture financière et des besoins de financement énormes en lien avec les ambitieux

projets et programmes de relance économique de nos pays, on ne peut affirmer qu'il y a trop de banques.

Conserver trop de petits établissements ne limite-t-il pas la capacité des groupes bancaires locaux à jouer les premiers rôles dans le financement de projets industriels ou d'infrastructures importantes?

Par le passé, il y avait un problème d'accès au financement des projets industriels ou d'infrastructures. Aujourd'hui, il y a sur le marché des groupes bancaires à capitaux majoritairement africains mieux structurés, ayant une meilleure connaissance de l'environnement et un fort engagement dans l'accompagnement des projets de développement. Il va sans dire que ces groupes, qui connaissent mieux les réalités du terrain, jouent un rôle majeur dans le financement des économies africaines. Le nombre de petits établissements de crédits n'est pas forcément une contrainte dans l'absolu, chaque catégorie de banque ayant ses propres cibles.

La crise liée au Covid fait-elle exploser le taux de créances douteuses?

C'est le lieu de saluer la réponse des autorités monétaires qui ont, au lendemain du déclenchement de la crise sanitaire, pris des mesures spécifiques pour réguler la liquidité globale et préserver la stabilité du secteur financier de l'Umoa. N'eût été l'impact de ces mesures d'atténuation conjugué au renforcement par les banques de leurs dispositifs de gestion des risques, cette crise aurait entraîné une hausse beaucoup plus importante des créances douteuses.

Comment expliquez-vous que les banques conservent de bons résultats malgré les conséquences économiques de la crise sanitaire?

Notre système financier résiste bien à cette crise sanitaire. On peut constater quelques points positifs qui concourent aux bons résultats des banques : la gestion prudente et efficace des établissements de crédit, une bonne capacité d'adaptation et un contexte réglementaire maîtrisé.

On peut également évoquer d'autres facteurs externes comme le potentiel de croissance élevé de nos pays, l'absence d'un confinement, généralisé et prolongé dans la plupart des nations, la poursuite des activités du secteur informel, le soutien des États, des autorités monétaires et des banques pour la relance des activités.

À la fin de 2019, vous avez créé Coris Méso Finance pour mieux vous adresser aux PME et aux TPE. La filiale vient de changer de patron. Cette activité a-t-elle trouvé sa place au Burkina? Sera-t-elle développée dans d'autres pays?

Depuis son lancement au Burkina Faso, Coris Méso Finance se comporte plutôt bien. Le changement à la tête de cette nouvelle entité s'inscrit dans la dynamique de renforcement continu de la gouvernance du groupe. Au cours des années à venir, le développement de cette activité suivra l'extension du réseau, et des filiales Coris Méso Finance seront lancées dans la sous-région. ●

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



OMOA

Afrique de l'Ouest
Côte d'Ivoire : Tél. : +225 27 22 51 40 45
Afrique Centrale
Cameroun : Tél. : +237 233 43 66 62
www.omoa-group.com

Le Wallet, une solution pour faciliter l'inclusion financière

Au travers de sa filiale technologique Operator Payment System, le Groupe OMOA a développé une solution de Digital Wallet visant à répondre aux politiques nationales et régionales d'inclusion financière.

Construite autour d'une plateforme technique robuste et répondant aux exigences sécuritaires les plus fortes des réseaux internationaux (PCI-DSS et PA-DSS), notre solution permet aux institutions financières et microfinances de déployer leurs offres à valeur ajoutée à moindre coût à une population présente aussi bien les capitales que dans les provinces. Avec la solution d'Agency Banking, l'expérience utilisateurs s'en trouve davantage simplifiée.

Fort d'une interface de gestion back-office fluide, d'une application mobile pour les agents, les commerçants et les clients, le Digital Wallet s'intègre parfaitement aux infrastructures techniques existantes et contribue ainsi à servir aux clients des institutions financières, des services bancaires transactionnels unifiés via une plateforme évolutive.

Avec notre solution, nos partenaires ont en effet la possibilité d'intégrer les opérateurs de télécom, les facturiers, les agrégateurs de paiement, et de lier les comptes Wallet avec les comptes bancaires, la passerelle API permettant de se connecter très facilement aux divers partenaires d'un écosystème de paiement.



Bart J.L. WILLEMS,
Directeur Général
Groupe

En tant que Full Digital Payment Provider, nous plaçons au cœur de notre stratégie, le Digital Wallet avec le Mobile et l'Internet Banking. Avec le Wallet d'OMOA, bénéficiez d'une véritable expérience de banque digitale "on-the-go".



Bientôt 100 ans au service de l'Economie burundaise



Etudiants de l'un des campus de l'Université du Burundi (GITEGA) en train de compléter le formulaire d'ouverture de compte.

Equipe BCB en campagne d'ouverture massive de comptes Etudiants dans les campus de l'Université du Burundi. Plus de 16.500 comptes Etudiants ouverts pour l'ensemble de l'Université. Juin 2021.



La doyenne des banques commerciales du Burundi.

- Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB), première banque commerciale à s'implanter au Burundi, en 1922.
- Actionnariat local (45%) et international (55% dont 24,22% pour BOA GROUP et 20,78% pour BIO).
- Membre du réseau BANK OF AFRICA du Groupe BMCE BANK, depuis 2008.
- Réseau d'agences couvrant tout le territoire national.
- Près de 400 employés.
- Plus de 80.000 clients.

Avec des correspondants internationaux de grande renommée.

Pour ses opérations à l'international, la BCB s'appuie sur un réseau de correspondants internationaux d'une excellente réputation : CITIBANK N.A., NATIXIS BANK, BMCE BANK, BOA-FRANCE et BOA-KENYA.

Face aux défis de l'heure.

A l'heure de la digitalisation du secteur bancaire, la BCB a pris les devants. En plus de sa plateforme d'Internet Banking (BOAweb), la BCB met à la disposition de sa clientèle une solution de Mobile Money. La Banque détient le parc de Guichets Automatiques de Banque (GAB) le plus étendu du pays et son interopérabilité sur le Réseau du Switch Monétique National est désormais une réalité.

Une banque soucieuse de la satisfaction de sa clientèle.

La BCB est une banque qui est accessible à tous et qui reste à l'écoute de ses clients. Ainsi, de nouveaux produits ont été récemment mis au point pour répondre aux attentes de la clientèle actuelle. Il s'agit notamment des produits dédiés à la Jeunesse (compte chèque Etudiant, Compte Epargne Jeune, Compte Epargne Mineur) et des crédits de long terme au logement.



@bcb_sm
info@bcb.bi
www.bcb.bi

Capital social: 15.500.000.000 BIF

Siège social: 5, Bd. Patrice Emery Lumumba
BP 300 – Bujumbura – BURUNDI
Tél.: (257) 22 20 11 11 –
Swift : BCRBBIBI

BCB

membre du réseau



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

CAPITAL-INVESTISSEMENT

Requiem pour ECP

Plus de vingt ans après avoir démarré ses activités sur le continent, le gestionnaire panafricain Emerging Capital Partners ne signera pas pour une nouvelle saison. Décryptage de la fin d'une aventure.

AURÉLIE M'BIDA

Certains les disent, bien volontiers, fatigués. Exténués par plus de vingt années de capital-investissement en Afrique, avec leurs lots de stress, de batailles, mais aussi d'accomplissements et de réussites dont seul le continent détient le secret. Dans le petit milieu panafricain du *private equity*, on le sait très bien : deux décennies passées dans la « machine » peuvent user. Alors que les fondateurs d'Emerging Capital Partners (ECP) approchent de la soixantaine, le moment semble venu de lever le pied.

« J'aurai 58 ans le mois prochain et je suis dans le capital-investissement africain depuis la fondation de l'équipe ECP il y a plus de vingt et un ans [à l'époque, Emerging Markets Partnership (EMP) lance son premier fonds dédié à l'Afrique, rebaptisé ECP quelques années plus tard]. Et je travaille dans la finance depuis près de trente-huit ans au total », évoque, depuis Washington, Hurley Doddy, co-PDG du gestionnaire de fonds franco-américain. Il rappelle que le dernier véhicule d'investissements en date (ECP Africa Fund IV), dont le premier *closing* est intervenu en juillet 2016, est arrivé à la fin de sa période d'engagement au mois de juillet dernier.

« À ce moment-là, j'ai dit à mes associés que je ne voulais pas m'engager à lever et à investir un cinquième fonds, car j'aurai presque 70 ans à son échéance définitive », poursuit-il. Doddy, ancien de Princeton, tombé dans le *private equity* après un début de carrière dans la finance internationale, précise qu'il continuera à gérer

les actifs du fonds IV « jusqu'à la fin de sa durée de vie », ramenée à 2025. Le terme initial du fonds était au départ prévu en 2028, soit dix ans après sa finalisation.

Course contre la montre

La décision finit par emporter l'adhésion des associés cofondateurs d'ECP : sa compatriote Carolyn Campbell, directrice des opérations, ainsi que son codirigeant, le Franco-Camerounais Vincent Le Guennou, lui aussi né en 1963. Mais elle est lourde de conséquences puisqu'elle conduit au départ de ce dernier ainsi qu'à celui de deux associés de la génération suivante : Bryce Fort et Paul Maasdorp, à la tête du bureau kényan du capital-investisseur.

Pas de crise, de tensions, la fin sera gérée de manière collégiale. Aucun ancien de la « maison » n'ose s'épancher.

Si Vincent Le Guennou confirme à *Jeune Afrique* être dans l'attente de l'officialisation de sa participation à une autre « initiative forte sur le continent », il soutient qu'il continuera à assurer ses mandats d'administrateurs et veillera lui aussi à accompagner les investissements toujours en cours. Une obligation contractuelle vis-à-vis des souscripteurs des différents fonds encore actifs.

À venir enfin, et vraisemblablement pour 2022, la clôture du fonds III

avec la sortie d'ECP du groupe bancaire ouest-africain Oragroup et du gestionnaire de tours de télécoms IHS. Restera ensuite à gérer les participations du fonds IV jusqu'à leur arrivée à maturité (dont Burger King, en cours de régularisation).

Ce dernier fonds avait été bouclé dans une course contre la montre en juillet 2018, d'après un document interne dont JA a pu consulter une copie. En trois mois, entre avril et juillet 2018, la taille d'ECP Africa Fund IV est passée de 414 millions à 640 millions de dollars, établissant par la même le record du capital-investisseur (contre 613 millions de dollars pour le fonds III en 2010). La sortie d'Eranove sera gérée différemment, puisque ECP a annoncé en août la création d'un holding – une structure permanente – codétenu par A.P. Moller Capital, les banques de développement DEG et IFU Danemark.

Divergences de vues

Les dirigeants d'ECP entendent donc tenir leurs engagements, eu égard au passif de l'un des pionniers du capital-investissement africain qui revendique quelque 3,6 milliards de dollars levés depuis sa création. Cette performance le place parmi les leaders en Afrique, aux côtés de Helios Investment Partners ou encore de DPI (Development Partners International).

Face à cette décision de ne pas lancer un nouveau fonds, ECP choisit de parler de cohésion. « Une équipe très soudée », d'une part. « Un commun accord », de l'autre. Pas de crise, pas de tensions, la fin annoncée d'ECP sera gérée de manière

collégiale. Chez les anciens de la « maison », aucun ou presque n'ose commenter la nouvelle ou s'épancher. Tout juste peut-on constater que la société n'avait pas pu retenir ces dernières années des cadres importants comme son directeur des investissements (CIO), Andrew Brown, mais aussi Alex-Handrah Aimé (Johannesburg) ou Ghislaine El Alami (Casablanca/Paris).

Mais ce n'était pas la première tempête traversée par le capital-investisseur. ECP aurait pu disparaître il y a dix ans déjà. En effet, à la fin des années 2000, ECP avait été chahuté, cette fois par la perte de valeur des actifs du deuxième fonds – essentiellement miniers, donc très affectés par la volatilité des cours et par la crise financière, qui l'avait contraint à réduire ses ambitions pour son troisième fonds dont le montant était au départ fixé à 1 milliard de dollars (*voir encadré*).

À cette période, les divergences de vues entre Washington et Paris – les deux sièges du capital-investisseur – sur la stratégie à adopter étaient exacerbées. Selon nos informations, les actionnaires d'ECP réclamaient alors une plus grande présence sur le terrain des associés. Seul Vincent Le Guennou

multipliait jusqu'alors les allers-retours entre son bureau à Abidjan et celui de Paris. Bryce Fort atterrit donc à Nairobi avec Namita Shah. Celui-ci réalise une série d'investissements au Kenya, nous confie un investisseur qui connaît bien l'histoire d'ECP.

« On ne transmet pas un gestionnaire de fonds comme on transmet une usine. »
Vincent Le Guennou

Surprendre tout le monde

Avec le Zimbabween Paul Maasdorp, le neveu de Hurley Doddy est à l'origine de quasiment tous les derniers investissements réalisés au titre du quatrième fonds d'ECP en Afrique anglophone. Ensemble, ils continueront de gérer les actifs du périmètre actuel – notamment les investissements au Kenya dans ArtCaffe, Gas

Logistics (via Africa Bovine) ou Grain Port Logistics.

En parallèle, les deux financiers vont poursuivre leurs activités sous une autre bannière en rejoignant Alterra Capital, créé par d'anciens salariés de Carlyle qui, en accord avec ce dernier, gèrent les actifs du Carlyle Sub-Saharan Africa Fund (CSSAF). L'histoire rappelle la création d'ECP, quand Thomas Gibian, Hurley Doddy, Carolyn Campbell et Vincent Le Guennou avaient repris le portefeuille de leur employeur, EMP, et lancé un deuxième fonds pour créer ECP. « On ne transmet pas un gestionnaire de fonds comme on transmet une usine », constate Vincent Le Guennou.

Chez Alterra Capital, Bryce Fort retrouve une autre ancienne d'ECP, Genevieve Sangudi. Les deux capital-investisseurs se sont rencontrés au milieu des années 2000. Ils n'ont alors pas encore 30 ans et apprennent les ficelles du métier dans une Afrique en plein boom, avec un fort besoin en infrastructures, se souvient un témoin de l'époque. Celtel, Orascom Telecom Algérie, Cosmivoire (devenu Siph), SAH en Tunisie, seront signés à cette période...

Tous deux, →



De g. à dr. : Vincent Le Guennou, Hurley Doddy et Carolyn Campbell

V. FOURNIER/AL ECP, PETER KROGH

ECP EN QUELQUES CHIFFRES

Premier fonds (EMP Africa) : lancé en 2000 ; près de 400 millions de dollars levés. Clôturé.	ECP Africa Fund II : lancé en 2005 (finalisé en 2007) ; 523 millions de dollars levés. Clôturé.	ECP Africa Fund III : lancé en 2008 (finalisé en 2010) ; 613 millions de dollars levés. En cours.	ECP Africa Fund IV : lancé en 2014 (finalisé en 2018) ; 640 millions de dollars levés. En cours.	Nombre total d'investissements : 72. Nombre de sorties : 59. Valeur totale des investissements d'ECP : plus de 1,6 milliard de dollars.*	Valeur totale des sorties d'ECP : 1,5 milliard de dollars.*
---	--	--	---	---	--

* SOURCE : EMERGING CAPITAL PARTNERS, SEPTEMBRE 2021

→ ainsi qu'une cohorte de jeunes investisseurs formés par les cofondateurs, montent rapidement en compétence et en responsabilités. Plutôt que de s'embarquer sur le fonds IV, Sangudi, qui se retrouve un temps à la tête du bureau de Lagos (fermé depuis), rejoindra Carlyle pour monter son fonds panafricain.

Après le départ de Genevieve Sangudi, les deux Américains ne se sont néanmoins pas perdus de

vue. Au point « de surprendre tout le monde à la mi-juillet en annonçant le deal d'Alterra avec la jeune garde d'ECP », commente un ancien proche du capital-investisseur.

S'ils en parlent positivement avec le recul, puisqu'il implique l'idée d'une transmission « en famille », la nouvelle a obligé les dirigeants du gestionnaire de fonds panafricain à se dévoiler, eux si peu coutumiers de l'exercice.

Quelques semaines plus tard en effet, nos confrères de *Jeune Afrique Business+* révélaient le départ de Vincent Le Guennou d'ECP, annonçant la fin programmée d'un des principaux capital-investisseurs africains, qui, dans les pays anglophones comme francophones, a participé pendant plus de vingt ans – et au travers de 70 investissements – à faire émerger de nouveaux champions continentaux. ●

COMMUNIQUÉ

BETTO PERBEN PRADEL FILHOL L'ARBITRAGE EN AFRIQUE



Jean-Georges Betto et Dominique Perben, ancien garde des Sceaux, Avocats associés

Arbitrage et attractivité économique

Dominique Perben. L'arbitrage offre une sécurité juridique certaine aux acteurs économiques étrangers qui souhaitent investir ou commercer dans la région. Fiable, rapide et confidentiel, il renforce la confiance des investisseurs étrangers et agit comme un accélérateur d'attractivité économique.

« L'arbitrage agit comme un accélérateur d'attractivité économique. »

Succès sur le continent africain

Jean-Georges Betto. L'Afrique fait figure de continent d'avenir en matière d'arbitrage. Ce succès se traduit d'abord par l'émergence de lois nationales favorables à l'arbitrage. A cela s'ajoute le nombre important d'institutions arbitrales présentes sur le continent qui s'élève aujourd'hui à plus de 90. Ainsi, à côté de la célèbre CCJA, de nouveaux centres d'arbitrage émergent avec notamment la création récente de la CAMAR. En 2019, 75% des parties à un arbitrage CCI, institution majeure de l'arbitrage, provenaient de pays africains.

Le défi majeur de l'arbitrage en Afrique

J-GB. La majorité des litiges impliquant des parties africaines font encore l'objet d'arbitrages menés en dehors de l'Afrique. L'appropriation

par les juristes formés sur le continent de toutes les étapes de la vie d'un arbitrage, constitue sans doute le défi majeur.

Les avantages de la médiation

DP. La procédure de médiation, en plus de sa compatibilité certaine avec la tradition africaine propice au compromis et à la négociation, présente l'atout de la confidentialité totale. Elle permet également de préserver les relations d'affaires et de renouer le lien de confiance entre les partenaires. La solution dégagée par la procédure détient l'immense avantage de recueillir l'adhésion de l'ensemble des parties, ce qui en facilite son exécution spontanée.

BETTO PERBEN PRADEL FILHOL

41, avenue de Friedland - 75008 Paris
contact@bettolegal.com
+33 (0)1 40 55 38 77
www.bettolegal.com

FINTECH

Visa et Mastercard poursuivent leur duel

Les deux géants américains des cartes de paiement investissent dans les nouveaux services financiers pour accélérer leur développement africain.

QUENTIN VELLUET

Distribuer des cartes bancaires en Afrique, royaume du cash et du *mobile money*, est un drôle de pari. Pourtant, depuis une quinzaine d'années, les deux géants américains du paiement, Visa et Mastercard, ne manquent pas d'ambition en la matière et se livrent une guerre de positions que la pandémie et l'accélération du développement de la fintech viennent d'intensifier. Ces dernières années leur duel avait déjà été bouleversé par l'arrivée sur le continent du chinois UnionPay, venu chasser sur les terres de Mastercard, l'éternel challenger. Depuis 2018, le poids lourd chinois créé en 2002 accroît sa pénétration des marchés africains et multiplie les partenariats. Après Standard Bank, puis Interswitch, l'entreprise, qui réunit 175 acteurs bancaires de l'empire du Milieu, a annoncé en mai une alliance avec Bank of Africa au Maroc et Post Bank en Ouganda il y a peu. UnionPay est présent en Afrique dans plus de quarante pays.

En face, Visa dispose encore d'une certaine marge, détenant une position de leader dans presque tous ses marchés, et notamment en zone Uemoa, où Mastercard ne jouit que d'une timide présence (7 % de part de marché en 2018). « En Afrique australe et dans la région de l'Est, le jeu s'équilibre davantage », relève Yoann Lhonneur, directeur associé

du cabinet parisien de conseil en stratégie Devlhon Consulting, spécialisé dans le secteur financier. Comme Visa, Mastercard possède plusieurs cartes maîtresses pour diffuser rapidement ses services. Premièrement, le groupe américain, dont le chiffre d'affaires 2021 est attendu à près de 19 milliards de dollars, peut faire jouer sa puissance financière et prendre des parts ou le contrôle des sociétés

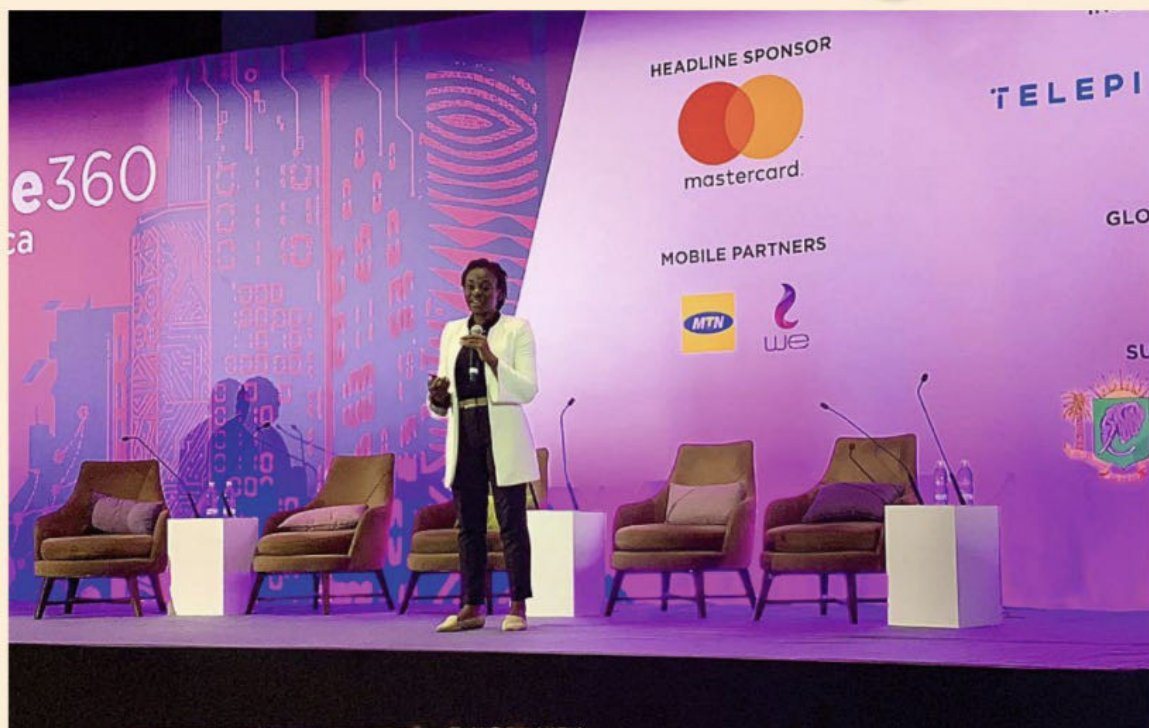
Après avoir injecté 300 millions de dollars dans Network International, Mastercard en a misé 100 millions dans Airtel Money.

qui menacent son développement ou qui sont susceptibles de lui permettre d'élargir sa clientèle. « Les fintech qui souhaitent se développer géographiquement peuvent vite être bridées si elles ne disposent pas de l'appui de fonds d'investissement ou d'opérateurs industriels. Dans ce sens, les acteurs comme Visa et Mastercard ont un pouvoir d'attraction énorme, car ils ont un rôle de réseau qui permet des synergies et offre des relais de croissance internationaux », souligne Yoann Lhonneur. Selon les données communiquées

par le cabinet Devlhon Consulting, Visa et Mastercard ont à eux deux géré près de 23,5 milliards d'euros de transactions sur le réseau Absa Bank en 2019, contre 395 millions pour le reste de leurs concurrents (UnionPay, American Express, Discover, JCB...).

Rapprochement avec les télécoms

Effectuée en mars 2019, l'injection par Mastercard de 300 millions de dollars dans la société Network International en est le parfait exemple. L'opération a permis au rival de Visa de développer un partenariat avec ce spécialiste des solutions de paiement au Moyen-Orient pour le développement de services en Afrique. Le partenariat a abouti, au début de 2021, à la création d'une plateforme digitale permettant aux commerçants d'accepter différents types de paiements, allant de l'USSD (permet l'envoi et la réception de données sans accès à internet) au QR code en passant par le *mobile money* ou le NFC (sans contact par téléphone). En avril 2021, la multinationale, pilotée depuis janvier par Michael Miebach, a également investi 100 millions de dollars dans Airtel Money. Il y a plusieurs avantages pour ce type d'acteur à investir dans le *mobile money*. « En tant que partenaire financier, confirme le dirigeant d'un opérateur panafricain, il est plus facile pour eux de savoir ce que prévoient de faire ces sociétés et ainsi devenir des partenaires privilégiés. C'est →



Organisée par le GSMA et réunissant les grands acteurs des télécoms, la conférence Mobile 360 Series Afrique de l'Ouest a comme sponsor principal Mastercard. Ici à Abidjan, en avril 2019.

→ aussi une manière pour eux de se diversifier, en prenant en compte la menace que représente le *mobile money* pour leur cœur de métier [le paiement par carte]. » Le rapprochement avec l'industrie des télécoms semble être une piste que Mastercard souhaite explorer. Au Sénégal, la plateforme américaine a, par exemple, lancé en juillet une carte de crédit avec Free et Ecobank. L'opérateur, contrôlé via un holding par le Français Xavier Niel, le Franco-Malgache Hassanein Hiridjee et le Sénégalais Yérém Sow, espère ainsi attirer 500 000 clients en douze mois. La commission prélevée lors de chaque retrait et transaction – qui constitue la principale source de revenus des acteurs du paiement – sera en partie captée par Mastercard.

Être plus présent auprès des TPME

De son côté, Visa a choisi une voie alternative en investissant dans des entreprises technologiques pouvant concurrencer les services émanant des télécoms. Il détient par exemple 20 % du capital de la plateforme de paiement nigériane Interswitch, qui commercialise la carte Verve. Cette

dernière touche 20 millions de clients au Ghana, en Angola, en Égypte et au Nigeria : « C'est un pari intéressant car les services de *mobile money* des opérateurs de télécoms vont être de plus en plus chahutés par des start-up. À l'image de Wave, qui bouscule le marché au Sénégal », explique notre expert des télécoms.

La stratégie des deux fournisseurs de solutions de paiements sur le continent mériterait d'être plus ambitieuse, estime néanmoins Yoann Lhonneur : « Ces acteurs doivent aller plus vite, au-delà de l'émission traditionnelle de cartes, en accélérant les autres services à valeur ajoutée autour de ses produits comme l'analyse, notamment marketing, de données ». L'expertise sectorielle de ces groupes implantés mondialement pourrait aussi, selon lui, être mieux exploitée : « On peut imaginer une présence et une innovation encore plus fortes auprès des segments de TPME [très petites et moyennes entreprises] sur des solutions comme le financement de stock, la gestion de trésorerie, les services de paie, des services et paiements aux fournisseurs ou aux

employés », détaille l'expert français. Une tentative existe du côté de Visa, qui teste le paiement via un QR code au Nigeria, au Kenya, au Ghana, au Rwanda et en Égypte.

« Travail de dentelle »

Enfin, à mesure que le paiement se développe sur le continent et afin de ne pas passer à côté de la croissance potentielle de la future zone de libre-échange (Zlecaf), ces entreprises américaines – sous la pression des marchés financiers et plus habituées aux opérations simples apportant d'importants retours sur investissement – vont être contraintes d'adopter un modèle plus proche du terrain. « Ils vont avoir besoin de densifier les compétences locales pour effectuer un travail de dentelle, notamment d'éducation financière auprès des petits commerçants et des porteurs de cartes, afin d'améliorer les taux d'activité », analyse Yoann Lhonneur. Objectif : éviter des scénarios observés au Maroc, un marché réputé comme bien bancarisé, où les porteurs disposent de six ou sept cartes mais n'en utilisent qu'une ou deux. ●



Nous savons nous y prendre en matière de finance **en Afrique**

United Bank for Africa Plc est une institution financière panafricaine de premier plan qui offre des services bancaires à plus de 21 millions de clients à travers plus de 1000 agences et points de contact client, dans 20 pays en Afrique. Implantée aux USA, au Royaume-Uni et en France, UBA met en relation les particuliers et les entreprises à travers l'Afrique grâce à des offres de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises (petites et grandes), ainsi qu'à travers les paiements et transferts d'argent transfrontaliers innovants, le financement du commerce et autres services financiers connexes.

SAGA

Rawji, une réussite 100 % congolaise

Dans cette famille originaire d'Inde, le sens des affaires se transmet de génération en génération. Et s'est notamment traduit, à partir de 2002, par le développement de Rawbank, devenue la première banque de RD Congo.

AURÉLIE M'BIDA

Nâître Rawji en RD Congo implique une assimilation naturelle du sens des affaires et, pour les dernières générations, d'un goût prononcé pour la finance. « La finance a toujours été une passion », affirme d'emblée Mustafa Rawji quand on l'interroge sur son parcours. Le directeur général de Rawbank, neveu du fondateur, Mazhar Rawji, a été présenté comme « un banquier chevronné » lorsqu'il a pris les manettes du fleuron de l'empire familial, en mai 2020.

Une formule destinée à rassurer : le leader bancaire congolais est entre de bonnes mains. La

« famille » reprend le contrôle après le départ contraint du Belge Thierry Taeymans, qui avait été recruté par Mazhar Rawji pour lancer Rawbank au début des années 2000 et qui a laissé son poste sur fond d'enquête pour corruption.

Mustafa Rawji, le nouveau stratège, connaît parfaitement les enjeux de la banque, dont il a piloté le développement, de 2002 à 2015. En parallèle, il s'est forgé une expérience en dehors du sérail congolais : à Dubaï pour HSBC, à Paris et à Genève pour Calyon Bank.

À tout juste 42 ans, il poursuit le projet de son oncle (président du conseil d'administration) de faire

de Rawbank la banque de tous les Congolais : grandes entreprises, PME, entrepreneurs, et bien sûr les particuliers. En cela – même si le groupe bancaire est chahuté sur ses terres par le rapprochement du poids lourd kényan Equity avec la banque locale BCDC, et malgré la pandémie de Covid-19 –, le financier formé à Londres et diplômé en finance du Babson College (Boston aux États-Unis) a terminé son premier exercice sur une bonne note.

Nouveau rythme

Le total de bilan de Rawbank atteint 2,9 milliards de dollars (5 701 milliards de francs congolais) →



CORIS HOLDING



Oxy
Group

La Compagnie financière
de référence en Afrique



www.coris-holding.com



→ à la fin de 2020, soit près de 40 % de hausse par rapport à l'année précédente et deux fois plus que son augmentation moyenne chaque année depuis quatre ans. Les quelque 400 000 clients que compte la banque maintiennent leur confiance dans l'enseigne familiale, avec environ + 50 % de dépôts l'année dernière.

Dans le sillage des résultats opérationnels, un nouveau rythme est donné par la gouvernance de Mustafa Rawji : réorganisation du travail, produits digitaux innovants, arrivée de financements institutionnels...

« La principale force de Rawbank en tant que groupe familial est sa capacité d'investir en fonds propres, et ce très rapidement. Les derniers résultats en témoignent », fait valoir Alain Boucher, ancien administrateur indépendant du groupe bancaire. N'en déplaise à ceux, extérieurs au clan, qui proposeraient des stratégies différentes – comme l'entrée d'actionnaires étrangers pour soutenir les ambitions régionales, voire panafricaines, de la banque, sourit un familier du groupe. Mais avec un principe de gestion tournaute et de prise de décisions en famille, le volet finance de l'empire Rawji suit les bases posées de manière historique.

Expertise gujarati

Depuis que l'ancêtre Merali Rawji a quitté la région féconde du Gujarat (pétrole, diamant, agriculture...), dans l'ouest de l'Inde, pour installer Rawji Fils sur les rives du fleuve Congo, au Kindu, dans l'est du pays, en 1910, les clés de l'empire familial se transmettent de père en fils.

Tout d'abord dans le commerce, avec notamment le cacao et le café durant une cinquantaine d'années. Puis la distribution, quand l'entreprise familiale nouvellement installée à Kinshasa acquiert Beltexco, ancienne Société belge de textile et de commerce. Les affaires prospèrent « malgré les révolutions, les nationalisations et les guerres » qui émaillent l'histoire du gigantesque territoire congolais, souligne le groupe. Le développement se poursuit, toujours dans le commerce,

avec le rachat de Prodimpex (importateur de véhicules) et celui de Marsavco auprès d'Unilever, spécialisé dans les produits cosmétiques, puis le groupe se diversifie.

Les années d'expansion à Kinshasa sont marquées par l'histoire d'une fratrie de cinq enfants – Mushtaque (né en 1951 et père de Mustafa), Zahir (né en 1952, aujourd'hui décédé), Aslam (né en 1956), Mazhar (né en 1958) et Murtaza (né en 1964) – qui ont grandi à Kisangani, là où le patriarche avait d'abord délocalisé Rawji Fils. Partie étudier en Europe, et ayant adopté la nationalité britannique (sauf Zahir, qui prendra un passeport canadien), la nouvelle génération marie définitivement le patronyme du désormais Groupe Rawji avec l'histoire de la RD Congo.

L'un des challenges pour ce groupe familial restera tout de même de poursuivre son aventure en RD Congo.

C'est aussi avec cette fratrie que s'effectue l'ouverture à la finance, avec la création de la Rawbank, en 2002, un an après l'accession au pouvoir de Joseph Kabila. L'aventure est ardue en terrain fortement sous-bancarisé (autour de 6 % aujourd'hui encore), dominé par le règne du cash avec un contexte fort volatil. Mais pour des Gujaratis d'origine dont la réputation est d'être des commerçants et des financiers hors pair, le jeu en vaut la chandelle. En moins de deux décennies, Rawbank devient la première banque du pays, et avec elle émerge une personnalité forte au sein de la famille Rawji.

Alors qu'il n'est pourtant pas l'aîné, le premier financier de la famille est Mazhar Rawji. Il s'impose en tant que chef du clan familial en insufflant un vent de modernité dans le milieu balbutiant de la banque en RD Congo. Mazhar a su s'entourer quand il s'est agi de monter le projet jugé fou de créer une banque, de toutes pièces, aux standards internationaux en

RD Congo. Il a recruté en tant que directeur général le Belge Thierry Taeymans (qui a quitté le groupe en 2020), passé par la Belgolaise et la Banque commerciale du Congo (BCDC), aujourd'hui simple administrateur, et une équipe cosmopolite formée aux pratiques des plus grandes banques européennes : Michel Notebaert (ex-ING), qui devient DG adjoint et administrateur non exécutif en 2003, Antoine Kiala (ex-BCDC), qui participe à la création de Rawbank, ou encore Christian Kamanzi (ex-Citibank), entré au comité de direction de la banque en 2007.

Quatrième génération à Kinshasa

Cette réussite a sans doute contribué à faire d'autres émules dans la finance au sein du groupe à la suite de Mustafa. Car on retrouve aussi Zain Rawji, le cousin, qui, profitant de la libéralisation, en 2019, du secteur de l'assurance en RD Congo, a fondé la branche assurance du groupe Rawsur, aujourd'hui dirigé par le Français Bernard Bartoszek.

Comme son cousin Mustafa, Zain représente la quatrième génération de Rawji à Kinshasa. Un parcours académique au Royaume-Uni, un passage chez Investec Bank ou encore au Crédit agricole, avant de rejoindre la RD Congo et de rallier à son tour, en 2013, les instances financières du Groupe Rawji. Depuis avril 2020, il est le président du Comité Crédits de Rawbank et administrateur de la banque.

Le holding familial et les fonds d'investissement du groupe emploient aussi plusieurs cousins du DG de Rawbank, qui préfèrent la finance au commerce : Ali Reza, Uzair, Mikhail, Mazhae... Malgré le nombre de successeurs potentiels, l'un des challenges pour l'avenir de ce groupe familial restera tout de même de poursuivre son aventure en RD Congo. « Les jeunes générations devront conserver leurs centres d'intérêt à Kinshasa... », remarque un ancien de Rawbank.

Pour l'heure, et comme le souligne Mustafa Rawji, le pays continue de bénéficier de l'impact positif de la famille du Gujarat sur son économie. Et vice-versa. ●



« Nous accompagnons la transformation digitale des banques et des compagnies d'assurances en Afrique »

Sami Mcharek - Directeur général Afrique et Moyen-Orient de NeoLedge

En unissant «neo» et « knowledge», l'éditeur international de gestion électronique de documents, **NeoLedge** conjugue le futur au présent en faisant de l'anticipation un axe de développement. Son directeur général Afrique et Moyen-Orient, Sami Mcharek, revient sur la dématérialisation et la transformation numérique qui permet la maîtrise des flux circulants des entreprises ou de l'administration avec, à la clé, une fluidité et un gain de temps pour le client et l'utilisateur. Déployé sur les marchés nord-américain, européen et africain, **NeoLedge** est depuis vingt ans au service de l'Afrique et le secteur financier et bancaire.



✓ Où en est NeoLedge ?

Nous sommes présents sur plusieurs axes métiers, dont plusieurs grands projets de transformation digitale de l'État avec un focus important sur la souveraineté numérique des documents de l'État, maîtrisée avec l'appui d'un cloud souverain.

L'un de ces projets, Tunisie Digitale, porte sur la dématérialisation de tous les documents de l'administration tunisienne pour parvenir à zéro papier. Les échanges entre les ministères, réalisés en mode digital, incluront la signature électronique et des outils de sécurisation qui auront une valeur probante. Tous les ministères sont équipés mais il faut tenir compte du temps de gestion de ce changement. Dans ce cadre, on peut également citer l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et plusieurs ministères régaliens ainsi que le Conseil d'État en France.

✓ Qu'en est-il de l'axe stratégique en direction du secteur financier ?

La dématérialisation se prête tout à fait aux métiers de la banque et de l'assurance. Avec NeoAssur nous travaillons pour des grands comptes,

dont le géant africain de l'assurance Sanlam, la Comar en Tunisie et en Côte d'Ivoire et la Coris Assurance. En ce qui concerne le secteur bancaire, nous collaborons avec trois autorités monétaires (la Banque Centrale de Tunisie, la Banque de Madagascar et la Banque de France) mais aussi avec des banques commerciales de renom, dont Attijari, l'UIB, filiale de la Société Générale, la NCB Lybie et la BADF au Burkina Faso.

✓ Pourquoi ce focus sur les banques ?

Il est essentiel qu'une banque choisisse les bons outils qui vont accompagner sa transformation digitale ; c'est ce que nous développons avec NeoBank destiné aux banques classiques, hybrides et 100% digitales. Pour les établissements classiques, il s'agissait d'abord de maîtriser le document papier, sa circulation, son cycle de vie pour parvenir à la numérisation des documents et à l'archivage de dossiers. Actuellement, les banques hybrides illustrent le passage vers des processus métiers qui sont digitalisés avec la mise en place d'un interfaçage avec les métiers de la banque, comme le

global banking, qui concernent l'entrée en relation client, les demandes de financements. Le produit NeoLedge se positionne comme une colonne vertébrale du système d'information de la banque. On passe de 100 % papier à un modèle où certains processus sont automatisés, jusqu'à la gestion de parafers électroniques et la signature électronique de documents.

✓ Comment voyez-vous l'avenir ?

L'avenir est à la banque digitale avec un parcours 100% virtuel. La banque doit identifier son client mais, avec le système KYC (Know Your Customer), elle peut désormais le faire à distance, en temps réel et en ligne. Cela exige des processus qui font intervenir l'intelligence artificielle pour reconnaître des milliers de types de documents d'identité dans 150 langues différentes et assurer au client un parcours totalement digital et à distance. Celui-ci comprend la signature externe et le cachet électronique visible pour que les documents émis par la banque aient une valeur probante. Ainsi, l'inclusion financière est facilitée pour ceux qui ne sont pas à proximité physique d'une banque comme c'est souvent le cas en Afrique.

JAMG - PHOTOS DR

SAGA

Ben Yedder, une famille au garde-à-vous

En un demi-siècle, le clan djerbien est devenu un poids lourd du secteur financier tunisien grâce à des choix opportuns et une discipline sans faille.

MATHIEU GALTIER, À TUNIS

Les analystes financiers le savent : si un conseil d'administration d'Amen Bank dure plus de trois heures ou que les décisions importantes n'ont pas été prises à l'unanimité, c'est qu'une grave crise couve dans le vaisseau amiral des Ben Yedder. « Le niveau intellectuel de ces conseils est très dense. Tout est codifié afin que les intérêts de la banque restent au-dessus de ceux des personnes », raconte Ahmed el-Karm.

L'ancien directeur général (DG) d'Amen Bank, devenu depuis quelques mois président du conseil d'administration de Tunisie Leasing et Factoring (société de crédit-bail et d'affacturage), pratique la

gouvernance de la famille djerbienne depuis près de trente ans.

Le groupe fondé en 1934 par le cafetier Brahim Ben Yedder est, depuis les années 1970, un incontournable du marché financier, avec ses fleurons Amen Bank, septième banque du pays, Comar, deuxième assureur, et Tunisie Factoring et Leasing (TLF), leader du crédit-bail avec 23 % de part de marché.

C'est le cadet du patriarcat, Rachid Ben Yedder, qui est à l'origine de cette entrée dans le monde de l'argent et des assurances, avec l'acquisition en 1971 du Crédit foncier et commercial de Tunisie (devenu Amen Bank) et des Assurances Comar deux ans plus tard. Il a flairé le bon coup en misant

sur les privatisations lancées par le gouvernement de Hédi Nouria.

Gestion fondée sur le consensus

Rachid Ben Yedder a, d'emblée, dicté les règles pour asseoir le groupe, 195^e entreprise du continent par son chiffre d'affaires selon le classement 2020 de *Jeune Afrique*. La collégialité est la règle. Toute procédure est écrite afin d'éviter l'improvisation. Une large autonomie est octroyée aux directeurs généraux, soigneusement sélectionnés, car le holding familial – PGI-Holding, qui chapeaute les quelque 60 sociétés du groupe – ne doit pas être envahissant.

Dans le milieu, on aime à raconter cette anecdote : pour s'assurer d'un



financement, les clients importants visitaient Rachid Ben Yedder [décédé en 2019]. Ce dernier les recevait aimablement avec le café avant de conclure d'un : « Pour votre affaire, mon ami, je ne suis pas le responsable, adressez-vous au directeur. »

Cinquante ans plus tard, la philosophie perdure. La gestion fondée sur le consensus a peut-être empêché la banque de soutenir des projets audacieux, reconnaît Ahmed el-Karm, mais elle a conduit la famille à ne lancer aucune nouvelle activité durant les années Ben Ali, jugées économiquement trop opaques.

Volonté de transparence

Comme toutes les familles financières du pays, les discrets Djerbiens sont accusés de favoriser les sociétés de leur groupe au détriment de la concurrence. « Amen Bank participe au développement économique du pays. Elle est la seule, à ma connaissance, à s'être dotée d'un conseil de surveillance, ce qui prouve sa volonté de transparence », précise Bassem Ennaifer, analyste financier indépendant.

Nombre de cliniques et de concessionnaires automobiles – marchés où Amen Group est très présent – sont clients de la banque, insiste Ahmed el-Karm. Que ce soit dans Amen Bank, TLF ou Alios Finance Groupe, société financière de référence en Afrique, aucun Ben Yedder n'y est directeur général ni président du conseil d'administration.

L'exception dans le pôle finance-assurances est la présence de Hakim Ben Yedder, un des cinq fils de Rachid Ben Yedder, au poste de DG de Comar Assurances. Une nomination logique : le diplômé de l'université de Saint John (New York) et de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris) commence sa carrière au sein du groupe AXA France avant d'intégrer Marsh MMC, leader mondial du courtage d'assurances et de gestion des risques.

Mais même sans être aux avant-postes, la famille veille. Elle a neuf membres sur quinze dans le conseil d'administration de PGI-Holding. Depuis le décès de son père, Rachid Ben Yedder, Karim Ben Yedder en assure la présidence. Le conseil de

« Il n'y a pas de guerre de succession. C'est un système méritocratique où il n'y a pas de place pour l'ego. »

famille est également un organe décisionnel clé. Pour désamorcer les conflits internes, les entités du groupe ne sont pas distribuées nominativement. Chacun reçoit une partie des actions de chaque société. Le partage est minutieusement préparé. « Il n'y a pas de "succession au trône". C'est un système méritocratique, qui passe par une procédure interne écrite connue de tous et par des votes des organes décisionnels, conformément aux statuts des entreprises. On veille avant tout à l'intérêt et à la pérennité du groupe et de ses partenaires, il n'y a pas de place pour l'ego », prévient Ismaïl Ben Yedder, cousin de Karim Ben Yedder. Il cite la famille française Mulliez (Auchan, Decathlon) comme un exemple « intéressant » de gestion familiale qui instaure aussi une mise en commun des actions de toutes les entreprises.

L'homme d'affaires de 43 ans a une place à part dans l'organigramme. Membre du conseil d'administration du holding, il a fondé son propre fonds d'investissement, Ingenium,

spécialisé dans les médias, les nouvelles technologies et l'agriculture durable.

Ismaïl Ben Yedder se souvient de l'absence de pression de ses parents – son père est Béchir Ben Yedder, frère aîné de Rachid – pour reprendre le flambeau. « La seule exigence était d'avoir une solide culture générale et de faire de bonnes études. Mes parents ne plaisaient pas avec ça », relate le diplômé en gestion à l'université Panthéon-Sorbonne (2002).

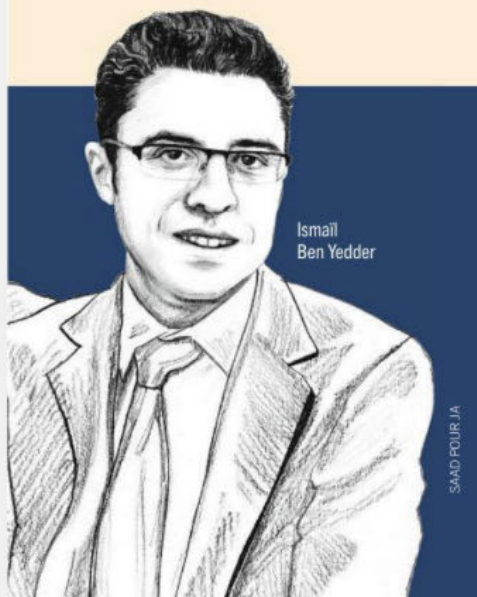
Des règles assimilées

Pour siéger au holding, les imprévables issus de la famille doivent préalablement acquérir une expérience à l'étranger et travailler dans une filiale au bas de l'échelle, relativement à leur niveau. Ainsi, le quadragénaire a débuté comme analyste crédit à Amen Bank, après être passé par la Société générale à Londres.

Un pied dans Amen Group, un pied en dehors, Ismaïl Ben Yedder a trouvé son équilibre : « Au conseil d'administration [de PGI], j'apporte entre autres mon expérience dans l'innovation et les nouvelles technologies ainsi que mon savoir-faire dans la communication. En dehors, j'essaie de mettre en place les meilleures pratiques acquises grâce au groupe afin d'avoir des organisations performantes et durables. »

La troisième génération a d'ores et déjà assimilé les règles. Trois petits-enfants de Béchir Ben Yedder, décédé en 2015, commencent à gravir les échelons. Aziz Haj Romdhane, ingénieur et détenteur d'un master en gestion des groupes familiaux à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2010), est passé par Alios Finance avant d'être directeur général adjoint de Hertz Tunisia (filiale du groupe).

Son cousin, Khalil Ben Yedder, diplômé de Paris-Dauphine en actuariat, est cadre à la Comar après avoir été courtier à Paris. La sœur de Khalil, Meriem, elle aussi passée par la Sorbonne (droit des affaires, 2010), a travaillé pour le cabinet international d'affaires Gide Loyrette Nouel avant de devenir directrice marketing pour la marque Skoda (dans le giron du groupe) en Tunisie. Aucun n'est membre du conseil d'administration de PGI-Holding, mais ils cochent déjà toutes les cases. ●



Ismaïl Ben Yedder

SAM FOUR JA

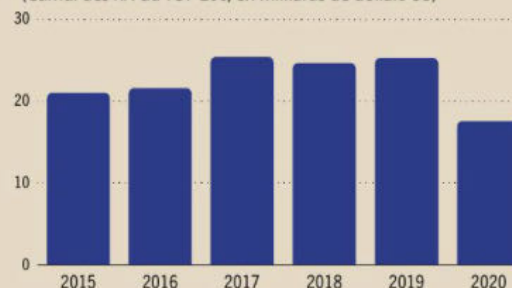
BILANS RECONSTITUÉS

(Cumul des bilans du TOP 200, en milliards de dollars US)



UN RÉSULTAT NET CUMULÉ EN BAISSSE

(Cumul des RN du TOP 200, en milliards de dollars US)



BILAN

Des reins solides

Secoués, comme toutes les économies, par la crise liée au Covid-19, les grands établissements du continent ont bien résisté. Et certains repartent déjà très fort.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Une période sans pareille. Comme l'ensemble de la planète, le continent africain, pourtant jusque-là le moins touché par la pandémie, aura vu son économie faire des montagnes russes depuis le début de 2020. En cette phase où l'on semble s'approcher d'une sortie de crise, les prévisions de la Banque africaine de développement (BAD) font état d'une croissance attendue en Afrique subsaharienne de 3,4 % en 2021 et de 4,6 % en 2022, ceci après une récession chiffrée à 2,1 % l'an dernier.

En 2020, tous les pays du continent ont vu leur croissance s'affaïsser, voire s'effondrer. Sur le plan régional, le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique du Nord aura reculé de 1,1 % (dont 5,9 % pour le seul Maroc) selon la BAD, celui de l'Afrique centrale de 2,7 %, celui de l'Ouest de 1,5 %. Quant à l'Afrique de l'Est, elle est la seule à être restée en territoire positif (+ 0,7 %).

Ces mauvais chiffres se traduisent dans les PNB (produit net bancaire) des 200 banques de notre classement exclusif, qui portent sur les comptes de 2020. Au total, cet indicateur clé

qui mesure l'activité commerciale a plongé, en cumul, de 14,7 % sur l'exercice 2020 à 71,36 milliards de dollars. Une chute historique qui fait suite au record, lui aussi historique, en valeur absolue cette fois, atteint sur l'exercice 2019 avec un PNB global de 83,7 milliards de dollars.

Et le total des bilans de ces 200 banques ? Il s'affiche en progression de 12,39 % à 1973 milliards de dollars. Cette nette hausse, plutôt inattendue pendant cette période récessive, s'explique, en bonne partie, par l'effet des politiques monétaires dites « non conventionnelles », mises en place pour faire face à la crise. Ces politiques comprennent, de la part des banques centrales, une large mise à disposition de liquidités et une baisse souvent historique des taux directeurs.

Cibler les PME

À titre d'illustration, en 2020, outre plusieurs baisses des taux, la banque centrale marocaine, Bank Al-Maghrib, a ainsi décidé d'élargir les collatéraux (actifs acceptés en garantie) éligibles aux opérations de refinancement permettant, rappelle

une note d'Attijariwafa Bank, « de tripler la capacité d'emprunt des banques, de renforcer le programme non conventionnel de refinancement des crédits aux très petites et moyennes entreprises et d'assouplir les règles prudentielles ».

Pour sa part, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), après avoir, dès la fin de mars 2020, procédé par le biais d'une première adjudication à une injection de liquidité au taux fixe de 2,50 %, a servi, à compter du 24 juin 2020, la totalité des besoins de liquidité exprimés par les banques de la région au taux unique de 2 %. La South African Reserve Bank ou encore la Central Bank of Nigeria ont conduit la même politique, sans grand changement jusqu'à ce jour, tant est prégnant le besoin de financement des économies africaines.

Hormis la répercussion de la crise sur leur activité propre, les banques ont été en première ligne dans cette période hors norme. La plupart des gouvernements se sont souvent servis en effet du canal bancaire pour mettre en place des mesures pour amortir le choc en ciblant les PME.

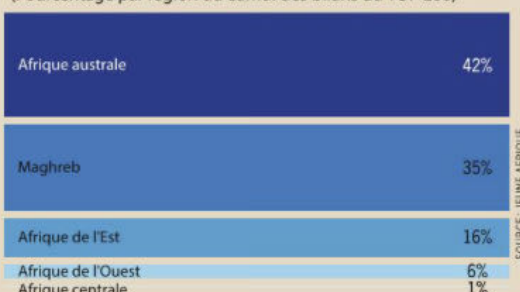
L'ACTIVITÉ COMMERCIALE ACCUSE LE COUP

(Cumul des PNB du TOP 200, en milliards de dollars US)



GAINS EN AFRIQUE AUSTRALE

(Pourcentage par région du cumul des bilans du TOP 200)



SOURCE: JEUNE AFRIQUE

De nombreuses banques du continent ont mis en place, à partir d'avril 2020, des mesures de suspension ou des rééchelonnements de crédits, ce qui a été le cas par exemple chez KCB au Kenya.

Ces mesures, indique l'un de ses dirigeants, ont été rendues possibles « grâce à l'action de l'État, de la Banque centrale et des institutions internationales comme la Banque mondiale et le FMI qui, pour aider les entreprises à faire face à cette crise inédite, ont créé des dispositifs fléchés vers le secteur bancaire ».

En Côte d'Ivoire, un prêt accordé de 300 millions de dollars par la Banque mondiale en février doit notamment servir à soutenir le crédit aux PME à travers la création d'un Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises. De son côté, en septembre 2020, Oragroup a reçu de la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC) une ligne de 50 millions d'euros destinée au financement des investissements des PME-PMI des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

Concernant le Top 200 dans ce contexte inédit, le haut de notre classement demeure étonnamment stable comparé à l'an dernier. Les douze premières banques du classement restent les mêmes, à quelques modestes réajustements de rangs près. Une nouvelle fois, seuls trois pays sont représentés dans ce haut du classement, à savoir l'Égypte, le Maroc et bien sûr l'Afrique du Sud, qui continue d'aligner les champions, dont l'inamovible leader Standard Bank Group.

En part relative, les banques d'Afrique australe, principalement composées des quatorze sud-africaines classées, dominent à nouveau notre Top 200 en matière de bilan cumulé. Néanmoins, à 42 % du total, leur part recule de quatre points au profit des banques d'Afrique du Nord (35 % du total) et ouest-africaines (16 %), dont le poids relatif progresse de deux points chacune. La part des établissements d'Afrique de l'Est reste, elle, stable (16 %) du total.

De façon surprenante, cette année de crise n'a pas été marquée par des défauts majeurs d'établissements bancaires. Une forme de justification a posteriori des mesures de renforcement des ratios prudentiels mises

Augmentation du coût du risque, défauts de crédits, baisse d'activité... L'année fut rude.

en place ces dernières années par les tutelles. Tiémoko Meyliet Kone, gouverneur de la BCEAO, estime qu'en 2020 « les niveaux moyens des ratios de solvabilité, aussi bien pour les établissements de crédit que pour les systèmes financiers décentralisés de grande taille, sont ressortis supérieurs aux normes minimales en vigueur ».

Cette résistance ne masque pas le fait que l'année a été rude pour le secteur bancaire avec l'augmentation du coût du risque, les défauts de crédit, et la baisse d'activité liée à

la dépression de secteurs comme le tourisme. Cela se traduit en termes de rentabilité. Sur notre Top 200, en moyenne la rentabilité (résultat net sur PNB) s'affiche à 24,6 % contre 30 % l'an dernier, ce qui est le plus mauvais ratio depuis que notre classement existe. Le cabinet McKinsey estime ainsi que le résultat sur capitaux des banques africaines a été divisé par deux pour s'établir à 7 %. Au Maroc, le profit net des banques chérifiennes a par exemple plongé de 42 %, selon Bank Al-Maghrib.

À noter toutefois que les résultats intermédiaires de 2021 montrent souvent sur l'ensemble du continent une reprise marquée des profits, comme pour Standard Bank, dont le résultat de ce premier semestre a rebondi de 41 %. Enfin, au-delà des ratios, une des conséquences de cette crise a été l'accélération de la digitalisation des process et des produits bancaires. Confinement et distanciation ont joué un rôle d'accélérateur du déploiement des services numériques et autres *m-banking*. Au sein de la banque kényane KCB, 98 % des opérations lors du troisième trimestre 2020 ont été effectuées en ligne ! Et la part du paiement mobile en C2B (*consumer-to-business*) est passée de 16 % à 44 % en un an.

Ce mouvement s'est fait au profit des établissements et réseaux traditionnels, mais aussi des néobanques et des *fintech*. C'est ce qu'illustrent les levées de fonds record en ce domaine depuis dix-huit mois, dont celle de 200 millions de dollars de l'entreprise Wave, établie au Sénégal, qui est ainsi devenue la première licorne de la zone francophone. ●

LES 200 PREMIÈRES BANQUES AFRICAINES



Rang 2021	Rang 2020	Société	Pays	Président, PDG ou DG	Total de bilan 2020*	PNB 2020*	Variations du bilan 2020-2019
1	1	STANDARD BANK GROUP	Afrique du Sud	Sim Tshabalala	172 822	7 408	7 %
2	2	FIRSTRAND BANKING GROUP	Afrique du Sud	Alan Pullinger	131 453	4 288	11 %
3	4	NATIONAL BANK OF EGYPT	Égypte	Hisham Okasha	126 860	NC	26 %
4	3	STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA	Afrique du Sud	Lungisa Fuzile	113 225	4 538	8 %
5	6	NEDBANK GROUP	Afrique du Sud	Mike Brown	83 796	2 804	3 %
6	5	ABSA BANK	Afrique du Sud	Daniel Mminele	79 135	2 264	- 4 %
7	8	BANQUE MISR	Égypte	Mohamed El-Etreby	77 878	1 816	29 %
8	7	ATTIJARIWABA BANK	Maroc	Mohamed El Kettani	63 071	2 649	15 %
9	9	BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Maroc	Mohamed Karim Mounir	49 323	2 141	11 %
10	11	RAND MERCHANT BANK	Afrique du Sud	James Formby	43 173	567	16 %
11	10	INVESTEC GROUP LTD	Afrique du Sud	Fani Titi	37 509	968	- 8 %
12	12	BMCE BANK OF AFRICA	Maroc	Othman Benjelloun	36 849	1 555	13 %
13	-	FONDS NAT. D'INVESTISSEMENT (EX-BANQUE A. DE D.)	Algérie	Kamel Mansouri	30 898	39	21 %
14	13	FIRST NATIONAL BANK OF SOUTH AFRICA	Afrique du Sud	Jacques Celliers	29 199	NC	NC
15	15	BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE	Algérie	Ibrahim Semid	27 273	1 038	- 1 %
16	16	COMMERCIAL INTERNATIONAL BANK	Égypte	Hussein Abaza	27 138	1 597	13 %
17	14	BANQUE NATIONALE D'ALGÉRIE	Algérie	Mohamed Lamine Lebbou	25 940	662	- 11 %
18	17	ECOBANK TRANSNATIONAL INC.	Togo	Ade Ayeyemi	25 939	1 680	10 %
19	18	COMMERCIAL BANK OF ETHIOPIA	Éthiopie	Bacha Gina Fanfa	25 504	NC	15 %
20	19	ACCESS BANK GROUP	Nigeria	Herbert Wigwe	22 654	686	16 %
21	21	ZENITH BANK	Nigeria	Ebenezer N. Onyeagwu	22 136	782	27 %
22	20	CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE	Algérie	Mohammed Dahmani	21 021	678	11 %
23	26	UNITED BANK FOR AFRICA GROUP	Nigeria	Kennedy Uzoka	20 092	1 064	30 %
24	23	FIRST BANK OF NIGERIA	Nigeria	Adesola Adeduntan	20 068	657	18 %
25	22	ACCESS BANK NIGERIA	Nigeria	Herbert Wigwe	19 901	517	15 %
26	25	ZENITH BANK NIGERIA	Nigeria	Ebenezer N. Onyeagwu	18 596	627	25 %
27	24	QATAR NATIONAL BANK AL AHLI	Égypte	Mohamed El-Dib	18 108	910	8 %
28	28	ARAB AFRICAN INTERNATIONAL BANK	Égypte	Sherif Elwy	14 267	351	19 %
29	29	CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC	Maroc	Tariq Sijlmasi	13 768	453	15 %
30	32	UNITED BANK FOR AFRICA NIGERIA	Nigeria	Kennedy Uzoka	13 592	413	20 %
31	27	MCB GROUP LTD	Maurice	Pierre Guy Noël	13 127	542	5 %
32	33	GUARANTY TRUST BANK	Nigeria	Segun Agbaje	12 906	662	25 %
33	30	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROC	Maroc	Ahmed El Yacoubi	12 421	554	8 %
34	31	MCB LTD	Maurice	Alain Law-Min	11 986	475	5 %
35	35	GROUPE BANK OF AFRICA	Sénégal	Amine Bouabid	10 730	706	12 %
36	36	CAPITEC BANK	Afrique du Sud	Gerrie Fourie	10 678	1 036	12 %
37	40	CIH BANK	Maroc	Lotfi Sekkat	9 944	306	28 %
38	44	EQUITY BANK GROUP	Kenya	James Mwangi	9 237	502	40 %
39	34	WESBANK	Afrique du Sud	Chris de Kock	9 100	NC	NC
40	37	KCB GROUP	Kenya	Joshua Oigara	8 989	874	2 %
41	39	KCB KENYA	Kenya	Joshua Oigara	8 632	608	0 %
42	46	AL BARID BANK	Maroc	Redounane Najm-Eddine	7 493	231	18 %
43	43	ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL	Côte d'Ivoire	Habib Koné	7 434	354	9 %
44	41	BANQUE MAROC. POUR LE COMMERCE ET L'IND.	Maroc	Rachid Marrakchi	7 395	339	1 %
45	53	HSBC BANK EGYPT	Égypte	Todd Wilcox	7 389	408	13 %
46	47	FAISAL ISLAMIC BANK OF EGYPT	Égypte	Abdulhamid Aboumoussa	7 289	293	14 %
47	52	FIDELITY BANK	Nigeria	Nneka Onyeali-Ikpe	7 199	272	24 %
48	-	SBM HOLDINGS LTD	Maurice	Anoop Kumar Nilamber	7 115	277	4 %
49	51	BANQUE INTERNATIONALE ARABE DE TUNISIE	Tunisie	Mohamed Agrebi	6 595	347	13 %
50	54	BGFIBANK HOLDING CORP.	Gabon	Henri-Claude Oyima	6 577	368	23 %

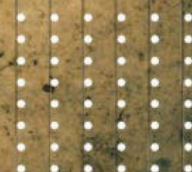
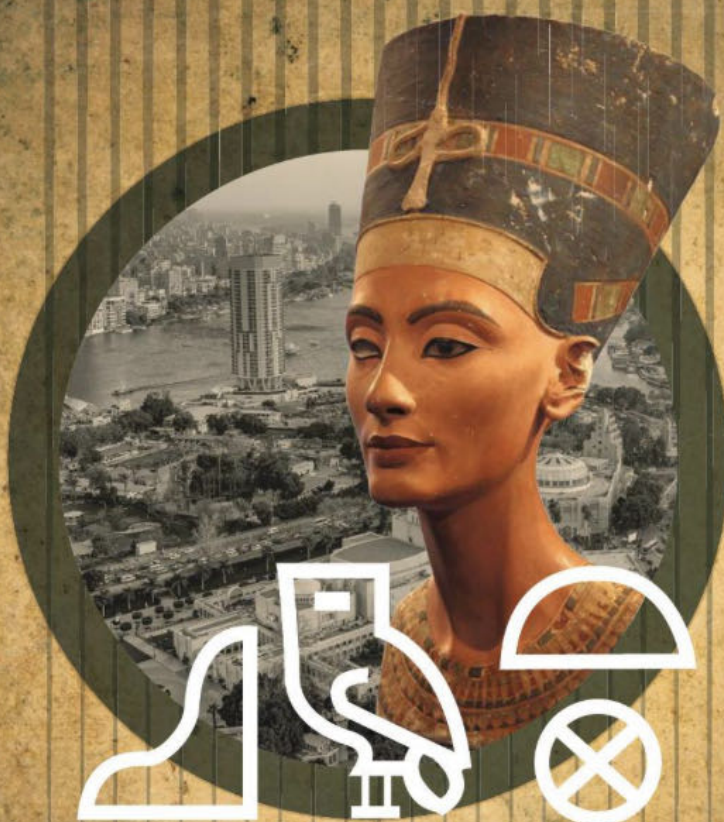
*Exprimés en millions de dollars US, en gras italique chiffres 2019

NC: NON COMMUNIQUÉ - CA: CHIFFRE D'AFFAIRES - RN: RÉSULTAT NET



MEILLEURE BANQUE AU MONDE DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS

GLOBAL
FINANCE



WWW.CIBEG.COM

   /CIBEgypt

THE BANK TO TRUST

LES 200 PREMIÈRES BANQUES AFRICAINES



Rang 2021	Rang 2020	Société	Pays	Président, PDG ou DG	Total de bilan 2020*	PNB 2020*	Variations du bilan 2020-2019
51	45	BANK OF ALEXANDRIA	Égypte	Dante Campioni	6 485	382	0 %
52	50	CRÉDIT DU MAROC	Maroc	Bernard Muselet	6 249	249	7 %
53	55	STANBIC IBTC CHARTERED BANK	Nigeria	Wole Adeniyi	6 187	181	26 %
54	64	ORAGROUP SA	Togo	Ferdinand Ngon Kemoun	6 112	291	36 %
55	57	EQUITY BANK KENYA	Kenya	Emmanuel Deh	6 076	364	22 %
56	-	BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	Togo	Ibrahima Diouf	5 998	145	13 %
57	56	UNION BANK OF NIGERIA	Nigeria	Emeka Emuwa	5 719	272	11 %
58	49	ECOBANK NIGERIA	Nigeria	Patrick Akinwuntan	5 707	242	3 %
59	42	SBM BANK MAURITIUS	Maurice	Anoop Kumar Nilamber	5 656	214	1 %
60	72	BANK AUDI EGYPT	Égypte	Mohamed Bedeir	5 430	196	16 %
61	62	FIRST CITY MONUMENT BANK	Nigeria	Ladi Balogun	5 372	334	18 %
62	59	ARAB INTERNATIONAL BANK	Égypte	Hisham Ramez Abdel Hafez	5 360	80	13 %
63	60	BANQUE NATIONALE AGRICOLE	Tunisie	Habib Ben Hadj Kouider	5 321	255	15 %
64	66	CO-OPERATIVE BANK OF KENYA	Kenya	Gideon M. Muriuki	4 887	487	9 %
65	61	BANQUE DE L'HABITAT DE TUNISIE	Tunisie	Hichem Rebai	4 845	207	5 %
66	107	NCBA GROUP	Kenya	John Gachora	4 804	232	- 1 %
67	63	AL BARAKA BANK EGYPT	Égypte	Ashraf Ahmed M. El Ghamrawy	4 800	199	6 %
68	132	BANK OF KHARTOUM	Soudan	Moustafa Abdalla El Hassan	4 622	NC	102 %
69	78	ABU DHABI ISLAMIC BANK - EGYPT	Égypte	Mohamed Ali	4 616	199	24 %
70	48	BANCO ANGOLANO DE INVESTIMENTOS	Angola	José Massano	4 598	352	- 15 %
71	68	EGYPTIAN GULF BANK	Égypte	Nidal El Kassem Assar	4 572	66	7 %
72	70	SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE	Tunisie	Mohamed Chouikha	4 556	229	12 %
73	74	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CÔTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	Aymeric Villebrun	4 483	307	22 %
74	69	BANCO DE POUPANÇA E CRÉDITO	Angola	António André Lopes	4 149	- 31	- 33 %
75	76	AFRASIA BANK	Maurice	Thierry Vallet	3 959	95	5 %
76	71	NATIONAL BANK OF KUWAIT - EGYPT	Égypte	Yasser Eltayeb	3 945	167	- 1 %
77	82	HOUSING AND DEVELOPMENT BANK	Égypte	Hassan Ghanem	3 894	190	15 %
78	75	DIAMOND TRUST BANK KENYA	Kenya	Nasim Devji	3 868	229	2 %
79	80	ATTIJARI BANK TUNISIE	Tunisie	Said Sebt	3 813	201	7 %
80	88	EXPORT DEVELOPMENT BANK OF EGYPT	Égypte	Mervat Soltan	3 600	27	14 %
81	94	AHLI UNITED BANK EGYPT	Égypte	Hala Sadek	3 576	NC	22 %
82	73	ABSA BANK MAURITIUS	Maurice	Ravin Dajee	3 526	90	- 9 %
83	79	ABSA BANK KENYA	Kenya	Jeremy Awori	3 451	212	- 6 %
84	85	SUEZ CANAL BANK	Égypte	Hussein Ahmed Ismail Refaei	3 446	99	6 %
85	84	STERLING BANK	Nigeria	Abubakar Suleiman	3 391	213	5 %
86	86	AMEN BANK	Tunisie	Ahmed El Karm	3 386	148	6 %
87	90	CRÉDIT AGRICOLE EGYPT	Égypte	Jean-Pierre Trinelle	3 291	183	5 %
88	77	LAND AND AGRIC. DEV. BANK OF SOUTH AFRICA	Afrique du Sud	Ayanda Kanana	3 283	46	- 7 %
89	87	HSBC MAURITIUS	Maurice	Dean Lam Kin Teng	3 192	35	0 %
90	91	FIRST NATIONAL BANK OF NAMIBIA	Namibie	Sarel J. Van Zyl	3 130	137	0 %
91	81	BANCO BIC	Angola	Fernando Teles	3 099	396	- 13 %
92	95	BANQUE ATLANTIQUE - CÔTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	Arsène Coulibaly	3 090	137	7 %
93	96	CRDB BANK	Tanzanie	Abdumajid Mussa Nsekela	3 083	102	9 %
94	97	NATIONAL MICROFINANCE BANK	Tanzanie	Ruth Zaipuna	3 052	243	8 %
95	104	ECOBANK CÔTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	Paul-Harry Aithnard	2 996	162	17 %
96	92	STANBIC HOLDINGS	Kenya	Patrick Mweheire	2 990	116	1 %
97	89	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALGÉRIE	Algérie	Eric Wormser	2 986	173	- 7 %
98	93	STANDARD CHARTERED BANK KENYA	Kenya	Kariuki Ngari	2 963	243	0 %
99	118	CORIS BANK INTERNATIONAL	Burkina Faso	Diakarya Ouattara	2 927	142	46 %
100	98	BANK WINDHOEK	Namibie	B. R. Hans	2 924	167	4 %

*Exprimés en millions de dollars US, en gras italique chiffres 2019

NC: NON COMMUNIQUE - CA: CHIFFRE D'AFFAIRES - RN: RESULTAT NET



FPM SA et RAWBANK procèdent à la signature d'un contrat de financement d'une valeur de 3 Millions

Rawbank et le FPM SA - un fonds dédié à l'inclusion financière en RDC qui a pour objectif de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations congolaises ont procédé à la signature d'un protocole d'accord sur une ligne de financement d'une valeur de 3 millions USD.

Créé en 2015, le FPM SA est une société financière agréée par la Banque Centrale du Congo en février 2015. Ses actionnaires, KfW (Banque de développement allemande), BIO (Banque de développement belge), Cordaid et Incofin cvso, l'ont doté d'un capital social de 23,4 millions USD.

Le FPM SA a aussi reçu un appui financier de la Banque Mondiale depuis 2016. Le Fonds a développé un portefeuille de crédits de près de 23,75 millions USD au profit de 17 institutions financières en RDC (Banques, IMF et Coopéc).

Le FPM SA et Rawbank entretiennent une relation de confiance depuis plusieurs années : ensemble, les deux institutions ont conclu de nombreux partenariats, d'un montant respectif d'1,5 millions USD en mars 2018, de 500 000 USD en 2019 puis de 3 millions USD en 2021. A ce jour, le total des encours du FPM SA auprès de Rawbank s'élève à 7 millions USD dont 5 millions USD en cours et 2 millions USD a décaissé dans les prochains mois.

L'ensemble de la nouvelle ligne de financement qui a été signée sera consacré au soutien des micros, petites et moyennes entreprises congolaises affectées par les conséquences de la pandémie de Covid-19.



« Rawbank est soucieuse de toujours contribuer à favoriser la stabilité et l'efficacité du système financier congolais.

La relation que nous avons nouée avec le FPM SA au cours des dernières années traduit la confiance accordée à Rawbank par les institutions financières nationales et internationales.

Le FPM SA et Rawbank partagent des objectifs communs pour renforcer le dynamisme de l'économie congolaise, notamment de développer le secteur des PME dont les opportunités sont nombreuses mais dont le véritable essor au niveau national se fait encore attendre. » a déclaré Mustafa Rawji, Directeur Général de Rawbank.

Grâce à la confiance accordée par des partenaires internationaux dont la Société Financière Internationale (SFI), filiale de la Banque Mondiale, la TDB ou encore la BAD, Rawbank est devenu le premier partenaire des petites et moyennes entreprises en RDC. La Banque a développé les programmes de formation Business Edge et Lady's First afin de renforcer les capacités des entrepreneurs, de faciliter leurs accès aux financements et ainsi de développer le tissu économique local.



RAWBANK
is my bank.

Contact :

12/66 croisement des avenues Katanga et Colonel Lukusa, Gombe - Kinshasa. République Démocratique du Congo
Tél. +243 99 60 16 300 / Numéro gratuit : 4488. Site web : www.rawbank.com



Rang 2021	Rang 2020	Société	Pays	Président, PDG ou DG	Total de bilan 2020*	PNB 2020*	Variations du bilan 2020-2019
101	-	STANBIC BANK KENYA	Kenya	Joseph Barrage Wanjui	2 903	116	1 %
102	121	NSIA BANQUE CÔTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	Léonce Yace	2 898	133	42 %
103	115	RAWBANK	RD Congo	Mustafa Rawji	2 894	204	36 %
104	145	BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU MALI	Mali	Bréhima Amadou Haidara	2 855	118	42 %
105	100	INVESTMENT & MORTGAGES BANK	Kenya	Kihara Maina	2 776	185	4 %
106	106	FIRST NATIONAL BANK OF BOTSWANA	Botswana	Steven Lefentse Bogatsu	2 764	123	13 %
107	99	ARAB TUNISIAN BANK	Tunisie	Ahmed Rjiba	2 730	97	7 %
108	114	ECOBANK GHANA	Ghana	Daniel Sackey	2 712	233	17 %
109	102	AFRICAN BANKING CORP. HOLDING	Botswana	Sanjeev Anand	2 627	231	- 6 %
110	113	GCB BANK	Ghana	John Kofi Adomakoh	2 627	256	20 %
111	-	EQUITY BCDC (EX-EQUITY BANK CONGO)	RD Congo	Célestin Mukeba Muntuabu	2 594	88	231 %
112	83	BANCO MILLENNIUM ATLÂNTICO	Angola	Daniel Santos	2 578	NC	- 21 %
113	65	BANCO DE FOMENTO DE ANGOLA	Angola	Luis Roberto F. Gonçalves	2 573	423	- 43 %
114	125	WEMA BANK	Nigeria	Ademola Adebise	2 557	110	30 %
115	101	BANCO COMERCIAL E DE INVESTIMENTOS	Mozambique	José João Guilherme	2 531	202	4 %
116	110	BANQUE DE TUNISIE	Tunisie	Eric Charpentier	2 487	140	9 %
117	103	BANCO INTERNACIONAL DE MOÇAMBIQUE	Mozambique	José Laurindo Reino da Costa	2 450	212	- 5 %
118	122	CITIBANK NIGERIA	Nigeria	Akinsowon Dawodu	2 400	57	20 %
119	116	UNION INTERNATIONALE DE BANQUES	Tunisie	Raoul Labbé de La Genardière	2 383	148	6 %
120	133	STANBIC BANK UGANDA	Ouganda	Anne Juuko	2 316	133	29 %
121	128	SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE BANQUE	Côte d'Ivoire	Mohamed El Ghazi	2 289	139	22 %
122	109	AWASH INTERNATIONAL BANK	Éthiopie	Tsehay Shiferaw	2 280	NC	- 2 %
123	105	STANDARD BANK NAMIBIA	Namibie	Junius Vetumbuavi Mungunda	2 257	80	- 10 %
124	130	UNION NATIONAL BANK EGYPT	Égypte	Ihab El Sewerky	2 176	80	18 %
125	140	STANBIC BANK GHANA	Ghana	Kwamina Asomaning	2 166	106	34 %
126	119	ABSA BANK GHANA	Ghana	Abena Osei-Poku	2 133	164	4 %
127	129	CBAO GROUPE ATTIJARIWABA BANK	Sénégal	Mounir Oudghiri	2 109	158	12 %
128	112	BNP PARIBAS EL DJAZAIR	Algérie	Fabien Riguet	2 075	120	- 8 %
129	111	GULF BANK ALGÉRIE	Algérie	Rabih Soukariéh	2 037	119	- 7 %
130	143	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN	Cameroun	Marème Mbaye Ndiaye	2 009	147	18 %
131	123	AFRILAND FIRST BANK	Cameroun	Alphonse Nafack	1 986	110	11 %
132	117	BANQUE AL BARAKA D'ALGÉRIE	Algérie	Mohamed Seddik Hafid	1 977	85	- 8 %
133	124	ATTIJARIWABA BANK EGYPT	Égypte	Hicham Seffa	1 969	NC	11 %
134	120	AFRICAN BANK	Afrique du Sud	Basani Maluleke	1 956	NC	- 5 %
135	126	BGFIBANK GABON	Gabon	Loukoumanou Walidi	1 934	109	0 %
136	127	STANDARD BANK MOZAMBIQUE	Mozambique	Adimohanma C. Nwokocho	1 896	118	- 1 %
137	134	ABSA BANK BOTSWANA	Botswana	Keabetswe Pheko-Moshagane	1 883	120	8 %
138	153	BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT	Côte d'Ivoire	Youssef Fadiga	1 854	97	31 %
139	147	BANK OF AFRICA – BURKINA FASO	Burkina Faso	Faustin Amoussou	1 848	89	25 %
140	138	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SÉNÉGAL	Sénégal	Jean-Marc Mancel	1 809	130	8 %
141	142	ECOBANK BURKINA	Burkina Faso	Moukaramou Adjassa Chanou Alao	1 776	90	10 %
142	152	STANDARD BANK MAURITIUS	Maurice	Laksham Bhenick	1 750	35	21 %
143	154	BANQUE ZITOUNA	Tunisie	Nabil El Madani	1 736	94	24 %
144	144	STANBIC BANK BOTSWANA	Botswana	Samuel Minta	1 721	63	13 %
145	135	DASHEN BANK	Éthiopie	Alemu Astaw	1 743	119	0 %
146	139	INVESTEC BANK MAURITIUS	Maurice	Grant Parsons	1 698	31	4 %
147	137	MISR IRAN DEVELOPMENT BANK	Égypte	Amr Algarhy	1 693	39	31 %
148	141	BANK OF AFRICA – BÉNIN	Bénin	Sadio Cissé	1 688	85	7 %
149	131	FIDELITY BANK GHANA	Ghana	Julian Kingsley Opuni	1 577	169	- 14 %
150	168	BANQUE INT. POUR LE COM. ET L'IND. CÔTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	Yao Kouassi	1 555	85	21 %

*Exprimés en millions de dollars US, en gras italique chiffres 2019

NC: NON COMMUNIQUÉ - CA: CHIFFRE D'AFFAIRES - RN: RÉSULTAT NET

Rapprocher le monde réel du numérique

**Chez BPC, nous rapprochons le monde réel
du numérique en équipant nos clients de
la technologie appropriée pour créer des
services de paiement parfaitement adaptés à
la vie de leur clientèle.**

Porteurs ou commerçants, les besoins en matière de paiements convergent irrémédiablement vers des services digitaux et instantanés.

Qu'il s'agisse d'un paiement par carte, d'une transaction mobile sur un canal e-commerce, TPE, via une super-application, un chatbot, en scannant un code QR généré par un commerçant ou via une API, la même expérience client est garantie.

La rapidité, la simplicité et la sécurité font partie des atouts qu'offre notre plateforme. En tant que premier fournisseur mondial de solutions de paiement électronique, nous accompagnons depuis 25 ans plus de 350 institutions financières, FinTechs et gouvernements dans la réalisation de leurs objectifs en offrant des modèles in-house, SaaS ou Cloud adaptés.

La révolution digitale commence ici.

Contactez-nous, nos experts se feront un plaisir de vous renseigner.

info@bpcbt.com

LES 200 PREMIÈRES BANQUES AFRICAINES



Rang 2021	Rang 2020	Société	Pays	Président, PDG ou DG	Total de bilan 2020*	PNB 2020*	Variations du bilan 2020-2019
151	155	BANK OF BARODA KENYA	Kenya	A. Saravanakumar	1 513	69	8 %
152	-	INVESTEC BANK SOUTH AFRICA	Afrique du Sud	Fani Titi	1 483	57	3 %
153	151	NEDBANK NAMIBIA	Namibie	Martha Murorua	1 477	51	2 %
154	165	ABYSSINIA BANK	Éthiopie	Bekalu Zeleke	1 452	99	19 %
155	167	ZENITH BANK GHANA	Ghana	Akindele A. Ogunranti	1 448	179	23 %
156	148	BANK ONE	Maurice	Mark Watkinson	1 410	32	- 5 %
157	157	STANDARD CHARTERED BANK GHANA	Ghana	Mansa Netley	1 365	174	2 %
158	163	CALBANK	Ghana	Philip Owiredo	1 347	117	9 %
159	160	COOPERATIVE BANK OF OROMIA	Éthiopie	Wondimagegnehu Negera	1 340	107	3 %
160	156	NATIXIS ALGÉRIE	Algérie	Michel Delepine	1 332	66	- 3 %
161	162	STANDARD BANK DE ANGOLA	Angola	Luis Teles	1 329	77	7 %
162	-	ORABANK TOGO	Togo	Guy-Martial Awona	1 321	65	23 %
163	178	BANQUE DE KIGALI	Rwanda	Diane Ngendo Karusisi	1 304	102	23 %
164	150	STANDARD CHARTERED BANK BOTSWANA	Botswana	Mpho Masupe	1 288	63	- 12 %
165	159	DEVELOPMENT BANK OF NIGERIA	Nigeria	Anthony Okpanachi	1 285	56	- 1 %
166	-	UNITY BANK	Nigeria	Tomi Somefun	1 284	56	60 %
167	184	BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	Vincent Istasse	1 284	76	23 %
168	161	UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'IND.	Tunisie	Pierre Bérégovoy	1 281	89	1 %
169	-	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BURKINA FASO	Burkina Faso	Harold Coffi	1 261	64	12 %
170	175	STANBIC BANK ZAMBIA	Zambie	Leina Gabaraane	1 218	109	12 %
171	188	CENTENARY RURAL DEVELOPMENT BANK	Ouganda	Fabian Kasi	1 215	195	26 %
172	182	TRUST MERCHANT BANK	RD Congo	Olivier Meisenberg	1 181	68	13 %
173	171	NATIONAL BANK OF KENYA	Kenya	Paul R. Russo	1 154	64	5 %
174	177	SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN	Cameroun	Alexandre Beziaud	1 141	101	NC
175	-	ORABANK CÔTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	Losséni Diabaté	1 125	37	48 %
176	-	ORABANK MAURITANIE	Mauritanie	Pierre Marazzato	1 107	66	22 %
177	172	HIBRET BANK (EX-UNITED BANK)	Éthiopie	Taye Dibekulu	1 102	NC	13 %
178	174	MERCANTILE BANK	Afrique du Sud	Karl R. Kumbler	1 086	66	6 %
179	183	NIB INTERNATIONAL BANK	Éthiopie	Genene Ruga	1 084	72	4 %
180	185	BANK OF AFRICA – MALI	Mali	Redouane Toubi	1 084	60	10 %
181	180	FIRST CAPITAL BANK	Malawi	Jaco Viljoen	1 079	127	3 %
182	176	PRIME BANK	Kenya	Bharat Jani	1 076	63	- 1 %
183	195	BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL	Sénégal	Abdel Mumin Zampalègre	1 050	56	15 %
184	-	BRIDGE BANK GROUP	Côte d'Ivoire	Ehouman Kassi	1 040	52	NC
185	186	ECOBANK BÉNIN	Bénin	Komi Lazare NOULEKOU	1 029	NC	4 %
186	136	BANCO SOL	Angola	Miguel Coutinho Nobre	1 002	63	- 19 %
187	-	UNITED BANK FOR AFRICA CÔTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	Sarata Koné Thiam	1 000	55	106 %
188	-	ACCESS BANK GHANA	Ghana	Adeola Olumide Olatunji	990	105	36 %
189	-	CFG BANK	Maroc	Younès Benjelloun	983	32	31 %
190	194	WEGAGEN BANK	Éthiopie	Abay Mehari	975	112	6 %
191	196	BANCO COMERCIAL DO ATLÂNTICO	Cap-Vert	Francisco Costa	974	38	11 %
192	-	AGRICULTURAL DEVELOPMENT BANK	Ghana	John Kofi Mensah	972	94	21 %
193	190	CITIBANK NA KENYA	Kenya	Martin Mugambi	969	80	3 %
194	193	ABSA BANK UGANDA	Ouganda	Mumba Kalifungwa	957	108	3 %
195	-	DEVELOPMENT FINANCE CO. OF UGANDA	Ouganda	Mathias Katamba	945	82	18 %
196	191	STEWART BANK	Zimbabwe	Lance Mambondiani	941	25	104 %
197	-	UNITED BANK FOR AFRICA CAMEROUN	Cameroun	Jude Anele	937	62	50 %
198	-	SBI MAURITIUS	Maurice	Sudhir Sharma	937	19	11 %
199	-	UNITED BANK FOR AFRICA BURKINA	Burkina Faso	Damo Justin Baro	930	50	78 %
200	-	ORABANK SÉNÉGAL	Sénégal	Luc Morio	924	39	73 %

*Exprimés en millions de dollars US, en gras italique chiffres 2019

NC : NON COMMUNIQUÉ - CA : CHIFFRE D'AFFAIRES - RN : RESULTAT NET



Engagés
avec vous

Le Groupe BIAT, un partenaire financier solide à votre service

Banque universelle et acteur de référence en Tunisie, la BIAT constitue aujourd'hui un groupe bancaire solide avec ses filiales dans les domaines de l'assurance, de la gestion d'actifs, du capital-investissement, de l'intermédiation boursière et du conseil.

Implantée sur tout le territoire, la BIAT compte aujourd'hui 205 agences à travers toute la Tunisie. Près de 2000 collaborateurs travaillent au service de tous ses clients : particuliers, professionnels, PME, grandes entreprises et institutionnels.

Très attentive à sa responsabilité sociétale, la BIAT a traduit son positionnement citoyen par de nombreux engagements. La création de la Fondation BIAT pour la jeunesse tunisienne, au printemps 2014, en est emblématique et ancre cet engagement de façon pérenne.

Récompenses internationales obtenues en 2020



BILAN

Tous à la relance !

Durement touchés par les effets de la crise sanitaire, le marché et les acteurs de l'assurance ont ouvert de nouvelles pistes de réflexion en matière de garanties sur les marchés non-vie.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Accrochez vos ceintures ! Pour le monde de l'assurance, 2020 aura été une année sans pareille, marquée par la pandémie de Covid-19, et un coup de frein au rattrapage enregistré ces dernières années. Le continent reste la région du monde la moins assurée. Juste avant la crise, en 2019, le taux de pénétration de l'assurance (primes d'assurance comparées au PIB) s'y établissait à 2,78 %, contre une moyenne mondiale de 7,2 %.

Si l'heure est celle du retour à un certain dynamisme du secteur, la plupart des marchés ont connu, l'an dernier, une récession ou, au moins, un fort ralentissement. C'est le cas au Maroc, où le chiffre d'affaires du secteur a maigrement progressé de 2 %, à 45,78 milliards de dirhams (4,3 milliards d'euros), selon l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (Acaps), un rythme deux à trois fois inférieur à celui des années précédentes. En Afrique du Sud, de loin le premier marché du continent, le chiffre d'affaires de l'assurance a reculé d'environ 8 % sur l'ensemble de 2020. Le secteur ne devrait pas retrouver son niveau d'avant-Covid avant 2024. Au Nigeria, le marché a plongé de 15,3 % l'an dernier, selon le National Bureau of Statistics. L'Égypte, quant à elle, se distingue. Son économie a bien résisté à la crise. C'est ce dont témoigne le marché de l'assurance,

qui a bondi de 16 % sur l'année fiscale 2020-2021, selon la Financial Regulatory Authority.

Notre classement exclusif témoigne toutefois d'une résilience des grands acteurs. À 50,8 milliards de dollars, leur chiffre d'affaires cumulé s'inscrit en hausse de 3,75 % comparé à l'an dernier, où il avait toutefois bondi de 19,4 %.

Comme les éditions précédentes, les groupes sud-africains dominent. Les quinze compagnies représentées comptent pour 66,1 % des facturations totales. Et elles accaparent huit des dix premiers rangs à côté des deux groupes marocains Saham (lui-même désormais intégré au sud-africain Sanlam) et Wafa, filiale d'Attijariwafa.

Batailles judiciaires

Le Maroc figure en deuxième place avec quinze entreprises classées (14,6 % du chiffre d'affaires total), suivi du Kenya (12 entreprises), du Nigeria et de l'Égypte (9 entreprises). Arrivent ensuite l'Algérie et la Tunisie, qui alignent chacune 8 entreprises.

En zone Cima, la Côte d'Ivoire domine, avec 7 entreprises. Dans ce pays, NSIA, l'un des acteurs majeurs (avec Sunu), a plutôt bien résisté. Jean Kacou Diagou, son PDG et fondateur, expliquait en mars dernier, lors de l'Africa Financial Industry Summit : « La progression est moindre que nos prévisions

d'avant la crise, à savoir 10 % à 12 %. Néanmoins, 2020 est restée pour nous une année de croissance, notamment sur les marchés de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Gabon, du Nigeria et du Bénin. Plus important encore, cette croissance se poursuit en 2021. » Cette grande figure du secteur anticipait toutefois des difficultés à venir pour les acteurs les plus fragiles ou sous-capitalisés.

En la matière, cette période inédite a produit de nombreux effets induits. C'est le cas, par exemple, sur l'application des règles prudentielles au sein de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA). La règle de capi-

Les compagnies ont choisi d'adopter une attitude fermée sur d'éventuelles indemnisations, par exemple dans le tourisme.

tal minimal des assureurs a été repoussée de facto. Pour rappel, ce capital devrait atteindre au moins 5 milliards de F CFA (7,6 millions d'euros) en mai 2021 (après un premier resserrement à 3 milliards de F CFA en 2019). Un dossier délicat à gérer pour le Camerounais Blaise Abel Ezo'o Engolo, nouveau

secrétaire général de l'institution, qui a pris ses fonctions le 27 avril. De même au Nigeria, en fin d'année, le Parlement a repoussé la date limite du 31 décembre 2020 pour la phase 1 de l'instauration de nouvelles prudentielles sur le niveau minimal de capitaux des compagnies du pays.

Au-delà, pour les assureurs et leurs clients, la crise a été l'occasion sur les marchés non-vie d'un questionnement sur l'appréhension du risque, la notion juridique de « force majeure » ou encore l'étendue des couvertures des entreprises. C'est le cas de la garantie de pertes d'exploitation. Ce risque reste, dans l'ensemble, peu couvert sur le continent. En Afrique comme ailleurs, les assureurs ont, par ailleurs, choisi d'adopter une attitude clairement fermée sur d'éventuelles indemnités, par exemple pour les entreprises du tourisme. Au Nigeria, la Nigeria Insurers Association (NIA) s'est ainsi, l'an dernier, fermement

opposée à ce type de garanties.

En Afrique du Sud, tous les assureurs ont initialement rejeté les demandes d'indemnisation. Depuis, certaines décisions de justice sont toutefois venues donner du crédit à leurs clients, notamment dans le cas d'un litige, très médiatisé, entre le groupe hôtelier Ma-Afrika Hotels (Pty) Ltd et l'assureur Santam, ayant dans un premier temps donné raison au client. La bataille judiciaire est encore en cours, mais au début de septembre 2021 Santam a déclaré avoir déjà payé, à divers clients, pour 1,7 milliard de rands (98 millions d'euros) d'indemnités au titre de pertes d'exploitation.

Sinistralité automobile en baisse

Au Maroc, celles liées à la pandémie ont été considérées comme un risque systémique par les assureurs et donc ne faisant pas partie des garanties. Dans un autre registre, ceux-ci se sont engagés à répercuter

sur le montant des primes à leurs clients la baisse de la sinistralité automobile, très marquée en 2020.

En Afrique subsaharienne, la Cima a, par ailleurs, désapprouvé le refus des assureurs camerounais d'indemniser certaines pertes liées au coronavirus. Sans effet pratique, toutefois.

À la lumière de cette pandémie et d'autres risques peu ou mal couverts (politique, météo...), les assureurs africains entament une réflexion sur des produits de type « risque paramétrique » (reposant sur l'analyse de données). Plusieurs acteurs, dont la jeune entreprise Africa Specialty Risks, conduite par Mikir Shah, un ancien d'AXA, ont récemment lancé des produits d'assurance ou de réassurance en ce sens. Un créneau sur lequel s'est lancé aussi African Risk Capacity, une entité de l'Union africaine, ou encore de nombreuses start-up. Selon McKinsey, leur nombre atteint désormais le record de 250 sur le continent. ●



Manutan
SERVICE EXPORT

**+ de 260 00 références et une équipe d'experts
dédiés qui vous accompagne où que vous soyez !**



Découvrez nous sur notre site
www.manutan.fr « service export »

+33 1 34 53 36 11
export@manutan.fr

LES 100 PREMIÈRES COMPAGNIES D'ASSURANCE AFRICAINES



Rang 2021	Rang 2020	Société	Président, PDG ou DG	Pays	CA 2020*	RN 2020*	Variations du CA 2020-2019
1	1	SANLAM	Paul Hanratty	Afrique du Sud	9 065	248	- 14 %
2	3	OLD MUTUAL LIFE ASSURANCE CO.	Iain Williamson	Afrique du Sud	4 944	- 365	- 4 %
3	2	INDEQUITY GROUP	Lourens Jansen van Rensburg	Afrique du Sud	4 691	1 230	- 1 %
4	4	DISCOVERY HEALTH	Adrian Gore	Afrique du Sud	3 396	12	11 %
5	5	LIBERTY HOLDINGS	David Munro	Afrique du Sud	2 675	- 183	- 6 %
6	7	SANTAM	Lizé Lambrechts	Afrique du Sud	2 611	44	2 %
7	6	MOMENTUM METROPOLITAN HOLDINGS	Hillie Meyer	Afrique du Sud	2 271	20	- 13 %
8	8	SANLAM PAN AFRICA (EX-SAHAM FINANCES)	Emmanuel Brulé	Maroc	2 226	NC	62 %
9	9	RMI HOLDINGS	Marthinus Visser	Afrique du Sud	1 104	130	3 %
10	12	MUNICH REINSURANCE CO. OF AFRICA	Nico Conradie	Afrique du Sud	957	NC	23 %
11	10	Wafa ASSURANCE	Mohamed Ramsès Arroub	Maroc	930	45	2 %
12	11	AFRICAN REINSURANCE CORP.	Cornelle Karekezi	Nigeria	805	56	- 5 %
13	14	ROYALE MAROCAINE D'ASSURANCE	Zouheir Bensaid	Maroc	763	NC	9 %
14	19	MUTUELLE ATTAMINE CHAABI	Khalid Boussaid	Maroc	643	NC	22 %
15	18	HOLLARD INSURANCE	Saks Ntombela	Afrique du Sud	599	26	- 1 %
16	17	MISR INSURANCE CO.	Basel El Hini	Égypte	593	NC	6 %
17	15	SAHAM ASSURANCE MAROC	Christophe Buso	Maroc	569	16	2 %
18	25	ATLANTA SANAD ASSURANCE (EX-ATLANTA ASSURANCES)	Mohamed Hassan Bensalah	Maroc	551	49	11 %
19	20	AXA ASSURANCE MAROC	Philippe Rocard	Maroc	541	NC	13 %
20	16	METROPOLITAN LIFE	P.R. Doyle	Afrique du Sud	483	NC	- 4 %
21	-	SUNU GROUP	Joël Amoussou	Côte d'Ivoire	373	13	14 %
22	23	AVBOB INDUSTRIES	CR van der Riet	Afrique du Sud	323	1	9 %
23	32	MISR LIFE INSURANCE CO.	Ahmed Abdel-Aziz	Égypte	315	NC	15 %
24	37	SOCIÉTÉ CENTRALE DE RÉASSURANCE	Youssef Fassi Fihri	Maroc	292	31	41 %
25	24	JUBILEE HOLDINGS	Julius Kipng'etich	Kenya	271	37	- 5 %
26	-	ALLIANZ LIFE EGYPT	Charles Tawdros	Égypte	267	NC	38 %
27	30	BOTSWANA INSURANCE HOLDINGS	Catherine Lesetedi-Letengele	Botswana	264	49	9 %
28	26	BRITAM HOLDINGS	Tavaziva Madzinga	Kenya	262	- 106	- 3 %
29	22	COMPAGNIE CENTRALE DE RÉASSURANCE	Hadj Mohamed Seba	Algérie	254	31	- 15 %
30	31	LA MAROCAINE VIE	Philippe Vial	Maroc	240	7	3 %
31	-	METLIFE EGYPT	Haitham Taher	Égypte	234	NC	32 %
32	29	SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCES	Nacer Sais	Algérie	219	17	- 10 %
33	41	ZEP RE (PTA REINSURANCE)	Hope Mureru	Kenya	208	17	1 %
34	34	THE RAND MUTUAL ASSURANCE CO.	"Mandla Shezi	Afrique du Sud	202	153	- 6 %
35	-	MUTUELLE CENTRALE MAROCAINE D'ASSURANCE	Abdou Dassouli	Maroc	200	NC	26 %
36	36	SWAN GROUP	Louis Rivalland	Maurice	198	19	- 7 %
37	33	BRITAM KENYA	Benson Wairegi	Kenya	191	NC	- 13 %
38	39	JUBILEE INSURANCE KENYA	Julius Kipng'etich	Kenya	183	- 17,35	- 4 %
39	38	COMPAGNIE ALGÉRIENNE DES ASSURANCES TRANSPORTS	Youssef Benmicia	Algérie	187	21	- 9 %
40	45	ALLIANZ ASSURANCES MAROC	Joerg Weber	Maroc	175	NC	14 %
41	43	KENYA REINSURANCE CORP.	Jadiah M. Mwarania	Kenya	169	27	- 2 %
42	47	AIICO INSURANCE	Babatunde Fajemirokun	Nigeria	162	13	18 %
43	-	AXA LIFE INSURANCE EGYPT	Aymen Kandeel	Égypte	160	NC	29 %
44	42	CIC INSURANCE GROUP	Patrick Nyaga	Kenya	155	- 3	- 11 %
45	50	CUSTODIAN & ALLIED INSURANCE	Wole Oshin	Nigeria	152	33	17 %
46	44	CLIENTELE LIFE ASSURANCE CO.	Basil William Reekie	Afrique du Sud	152	22	- 6 %
47	40	UAP HOLDINGS	Arthur Oginga	Kenya	150	- 12	- 5 %
48	46	CONDUIT CAPITAL	Sean Riskowitz	Afrique du Sud	144	- 45	- 1 %
49	28	LEADWAY ASSURANCE CO.	Oye Hassan-Odukale	Nigeria	140	30	- 44 %
50	66	MAURITIUS UNION ASSURANCE CO.	Bertrand Castères	Maurice	138	9	13 %

*Exprimés en millions de dollars US, en gras italique chiffres 2019

NC: NON COMMUNIQUÉ - CA: CHIFFRE D'AFFAIRES - RN: RÉSULTAT NET



Opportunités Africaines

Pour Prudential, l'Afrique présente de formidables opportunités, compte tenu de son potentiel de croissance économique, de sa prospérité grandissante et des aspirations de ses habitants.

Il y a une énorme opportunité pour Prudential d'accélérer l'inclusion financière en Afrique et d'aider ses habitants à tirer le meilleur parti de la vie en rendant l'assurance et les soins de santé plus accessibles.

LES 100 PREMIÈRES COMPAGNIES D'ASSURANCE AFRICAINES



Rang 2021	Rang 2020	Société	Président, PDG ou DG	Pays	CA 2020*	RN 2020*	Variations du CA 2020-2019
51	53	ENTERPRISE GROUP	Keli Gadzepko	Ghana	134	25	19 %
52	48	SOCIÉTÉ TUNISIENNE D'ASSURANCES ET DE RÉASSUR.	Hassene Feki	Tunisie	133	6	0 %
53	49	CONTINENTAL REINSURANCE CO.	Femi Oyetunji	Nigeria	131	16	40 %
54	54	AFRICAN TRADE INSURANCE AGENCY	Manuel Moses	Kenya	126	39	12 %
55	52	AXA MANSARD INSURANCE	Kunle Ahmed	Nigeria	124	12	4 %
56	58	MUTUELLE AGRICOLE MAROCAINE D'ASSURANCE	Abed Yacoubi-Soussane	Maroc	121	NC	14 %
57	61	JUBILEE INSURANCE UGANDA	Deepak Pandey	Ouganda	121	7	22 %
58	56	COMPAGNIE ALGÉRIENNE D'ASSURANCE ET DE RÉASSUR.	Brahim Djamel Kassali	Algérie	113	9	- 12 %
59	51	SWAN LIFE	Louis Rivalland	Maurice	112	14	- 10 %
60	60	NICO HOLDINGS	Vizenge Kumwenda	Malawi	110	24	7 %
61	55	COMPAGNIE D'ASSURANCES DES HYDROCARBURES	Widad Belhouchet	Algérie	106	5	- 1 %
62	57	C ^e COMMUNE DE RÉASS. DES ÉTATS MEMBRES DE LA CIMA	Jean-Baptiste Kouame	Togo	105	9	14 %
63	21	SUNU ASSURANCES VIE CÔTE D'IVOIRE	Saliou Bakayoko	Côte d'Ivoire	103	6	- 69 %
64	72	WAICA REINSURANCE CORP. - SIERRA LEONNE	Ezekiel Abiola Ekundayo	Sierra Leone	103	13	46 %
65	-	AXA INSURANCE EGYPT	Aymen Kandeel	Égypte	100	NC	54 %
66	62	SANLAM CÔTE D'IVOIRE (EX-SAHAM ASSUR. CÔTE D'IVOIRE)	Roland Ouedraogo	Côte d'Ivoire	98	NC	1 %
67	-	CAISSE NATIONALE DE MUTUALITÉ AGRICOLE	Chérif Benhabiles	Algérie	98	14	- 18 %
68	63	APA INSURANCE	Ashok Kumar Mepa Shah	Kenya	91	5	- 2 %
69	-	GIG EGYPT	Alaa El Zohery	Égypte	83	NC	21 %
70	65	STATE INSURANCE CO. OF MAURITIUS	Nandita Ramdewar	Maurice	82	15	- 7 %
71	67	C ^e INTERNATIONALE D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE	Mustapha Abib	Algérie	82	NC	- 2 %
72	-	OLD MUTUAL MALAWI	Edith Jiya	Malawi	81	22	- 3 %
73	73	C ^e MÉDITERRANÉENNE D'ASSURANCES ET DE RÉASSUR.	Hakim Ben Yedder	Tunisie	80	9	29 %
74	74	SANLAM GENERAL INSURANCE KENYA	Patrick Tumbo Nyamemba	Kenya	79	- 1	16 %
75	71	COMPAGNIE D'ASSURANCES TRANSPORTS	Bachir Baddou	Maroc	77	NC	8 %
76	-	ALLIANZ EGYPT	Ayman Hegazy	Égypte	72	NC	31 %
77	77	GROUPE DES ASSURANCES DE TUNISIE	Mohamed Dkhili	Tunisie	70	6	13 %
78	70	SANTAM NAMIBIA	Franco Feris	Namibie	66	NC	- 11 %
79	86	NSIA VIE CÔTE D'IVOIRE	Janine Kacou Diagou	Côte d'Ivoire	66	NC	27 %
80	-	COMPAGNIE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES	Abdelmonem Kolsi	Tunisie	64	0	7 %
81	76	SUEZ CANAL INSURANCE	Ahmed Hussein Shehab	Égypte	63	3	1 %
82	78	ASSURANCES MAGHREBIA	Habib Ben Hassim	Tunisie	69	NC	12 %
83	83	MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE	Mouhssine Cherkaoui	Maroc	62	NC	6 %
84	75	LIBERTY KENYA	Mike Du Toit	Kenya	61	6	- 7 %
85	79	TANZANIA REINSURANCE CO.	Rajab Kakusa	Tanzanie	60	3	- 1 %
86	82	SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE RÉASSURANCE	Lamia Ben Mahmoud	Tunisie	58	5	1 %
87	84	NEM INSURANCE	Tope Smart	Nigeria	58	13	6 %
88	68	SWAN INSURANCE CO.	Louis Rivalland	Maurice	57	7	38 %
89	89	ESWATINI ROYAL INSURANCE CORP.	Zama P. Ngcobo	Eswatini	56	11	22 %
90	-	SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCES - RD CONGO	Lucien Bonyeme Ekofo	Rd Congo	52	- 2	- 24 %
91	87	MUTUAL BENEFITS ASSURANCE	Olusegun Omosehin	Nigeria	52	13	2 %
92	90	ALLIANZ ASSURANCES VIE CÔTE D'IVOIRE	Guellemapiéh K. M. Koné	Côte d'Ivoire	52	NC	14 %
93	-	MUTUELLE D'ASSURANCES DES TRANSPORTEURS UNIS	Khalid Abdelbaki	Maroc	51	NC	20 %
94	94	ALLIANZ ASSURANCES CÔTE D'IVOIRE	Guellemapiéh K. M. Koné	Côte d'Ivoire	50	NC	16 %
95	95	MUTUELLE ASSURANCES DE L'ENSEIGNEMENT	Lassaâd Zarrouk	Tunisie	50	1	16 %
96	85	GROUPE SONAM ASSURANCES	Souleymane Niane	Sénégal	49	NC	1 %
97	93	SANLAM ASSURANCE VIE CÔTE D'IVOIRE	Philippe Attobra	Côte d'Ivoire	49	- 2	12 %
98	-	BH ASSURANCES	Dalila Bader	Tunisie	47	4	13 %
99	-	CORNERSTONE INSURANCE	Ganiyu Musa	Nigeria	46	6	28 %
100	96	SALAMA ASSURANCES ALGÉRIE	Mohamed Bernabia	Algérie	45	NC	4 %

*Exprimés en millions de dollars US, en gras italique chiffres 2019

NC: NON COMMUNIQUE - CA: CHIFFRE D'AFFAIRES - RN: RÉSULTAT NET

MESSAGE

Ga



Mr. Faouzi LOUATI,
Président Directeur Général
de GA Tunisie

GÉNÉRALEASSISTANCE

Le contrat de tranquillité

GA Tunisie est une société d'assistance automobile, comptant dans le capital des compagnies d'assurance et bénéficiant d'une expertise de plus de 10 ans. Elle a réussi à fédérer des assureurs Tunisiens autour d'un objectif de mutualisation de la gestion des prestations d'assistance automobiles leurs octroyant ainsi un pouvoir de négociation important vis-à-vis des différents intervenants et une optimisation de la qualité de service, tout en restant indépendants au niveau de l'offre commerciale. **GA** a réussi à construire tout un écosystème de prestataires (réparateurs, experts, fournisseurs de pièces, remorqueurs, loueurs, ambulanciers) répondant aux standards internationaux et aux exigences de qualité permettant d'atteindre les objectifs suivants :

- ✓ **La satisfaction de l'assuré par un accompagnement de qualité lors de la survenance d'un problème avec sa voiture** (Remorquage, prise en charge des frais de réparations, assistance téléphonique, assistance au remplissage du constat, Véhicule de Remplacement..)

- ✓ **La satisfaction de la compagnie d'assurance par la maîtrise du coût des différentes prestations**, notamment le coût des sinistres automobiles.

GA, et dans le cadre de son plan de croissance stratégique, projette de se développer en Afrique subsaharienne en partenariat avec des assureurs locaux. Dans ce cadre, **GA** est dans une démarche d'identification de potentiels assureurs opérant dans la région pour travailler avec eux sur la duplication du modèle de **GA** dans leurs pays. Des assureurs qui partageront la même vision et la même orientation stratégique, et qui seront capables d'être la locomotive d'un grand changement à apporter à leurs marchés.

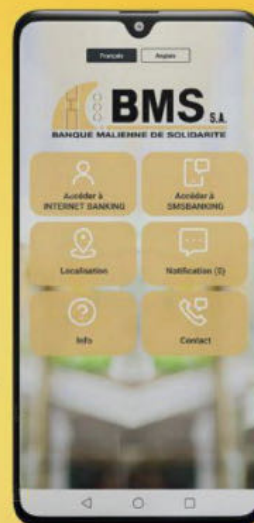
Générale Assistance, 21, rue Emir Abdelkader - 1082 Mutuelleville, TUNIS
Email : faouzi.louati@generaleassistance.com.tn
WhatsApp : (+216) 98 352 092

www.generaleassistance.com.tn

BMSKIBARU Ma banque connectée

Téléchargez l'application **BMSKIBARU**
et accédez à votre banque partout

- ✓ Gestion de compte
- ✓ Consultation de solde
- ✓ Relevés bancaires
- ✓ Paiement de factures
- ✓ Virement de compte à compte



DISPONIBLE SUR
Google Play

DISPONIBLE SUR
App Store

Disponible 24/7

BMS S.A.
BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE

BMS SA, la meilleure réponse à vos besoins

www.bms-sa.ml

Dossier **BTP**



Chantier de l'Iconic Tower du Caire, mené par la China State Construction Engineering Corporation (CSCEC).

INFRASTRUCTURES

Géants chinois : la fin de l'expansion sans entraves

Les groupes venus de l'empire du Milieu continuent de capter plus d'un tiers des projets sur le continent. Mais leurs bailleurs de fonds se montrent de plus en plus prudents.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Impossible de dénombrer les projets de construction sur le continent conduits par des groupes chinois. Du pont à péage de Foundiougne, en cours de finition au Sénégal, à l'autoroute urbaine en construction à Nairobi, en passant par le récent contrat ferroviaire avec la Tanzanie ou encore l'Iconic Tower du Caire, future plus haute tour d'Afrique, Pékin garde un appétit d'ogre pour les projets africains. Et a eu, jusqu'à présent du moins, la bourse assez pleine pour les financer.

Amorcée il y a plus de vingt ans après que l'empire du Milieu a lancé sa doctrine « Going out », en 1999, la vague de chantiers chinois sur le continent n'a fait que se renforcer au fil des années. Des projets aujourd'hui à la hauteur des ambitions internationales du président Xi Jinping, qui peut compter sur des sociétés de poids. Car à côté d'une poignée d'européens, dont les familiers de l'Afrique Vinci, Eiffage et Bouygues, quatorze des vingt premiers groupes mondiaux de BTP sont chinois, selon le dernier classement du magazine américain ENR (voir les 10 premiers ci-contre).

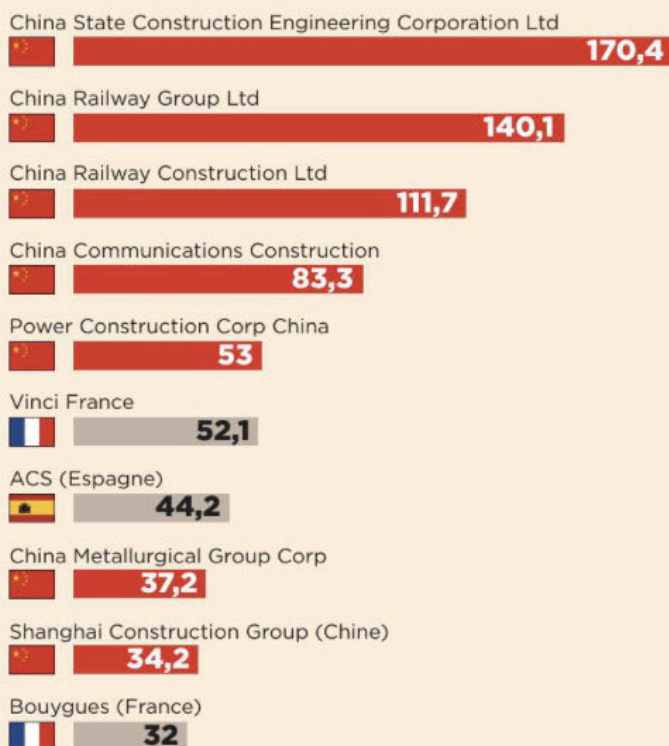
La première place occupée par Pékin dans la construction est claire sur le continent. Et vient une nouvelle fois d'être confirmée par l'étude de référence « Africa Construction Trends » du cabinet Deloitte. Portant sur 2020, ce rapport dénombre au total 385 projets de plus de 50 millions

de dollars pour une valeur de 399 milliards de dollars. Covid oblige, ces chiffres sont en repli par rapport à 2019 (452 projets d'une valeur de 497 milliards de dollars), mais la part

relative des groupes chinois reste, elle, quasi inchangée à 31,4 % des projets en moyenne, avec un pic de 50 % en Afrique de l'Est et un chiffre de 30 % en Afrique de l'Ouest. →

SEPT DES DIX PRINCIPAUX GROUPES MONDIAUX DU BTP SONT CHINOIS

(chiffre d'affaires en milliards de \$)



SOURCES: FINANCESONLINE.COM

→ « Les groupes chinois continuent de bénéficier d'avantages comparatifs grâce à leurs coûts compétitifs et à leur capacité d'action rapide, en particulier sur le volet financier », analyse depuis Johannesburg le Sud-Africain Martyn Davies, directeur Marchés émergents & Afrique de Deloitte. Illustration : selon les pointages effectués par leur fédération, les entreprises françaises ont vu leur part de marché relative sur le continent passer de 24 % à 8 % entre 2004 et 2017, quand celle de leurs homologues chinois bondissait de 17 % à 55 %, sur un marché multiplié par sept sur la même période. Depuis, les majors françaises ont repassé la barre des 10 %.

Lancée en 2013 par Xi Jinping, l'initiative « One Belt One Road », avec sa déclinaison africaine de mégaprojets, particulièrement dans

l'est du continent (comme à Djibouti, au Kenya ou en Tanzanie), participe évidemment à cette montée en puissance. Mais l'essentiel n'est pas là.

« Dans toutes les sous-régions, il n'y a pratiquement pas un projet d'infrastructure, même de

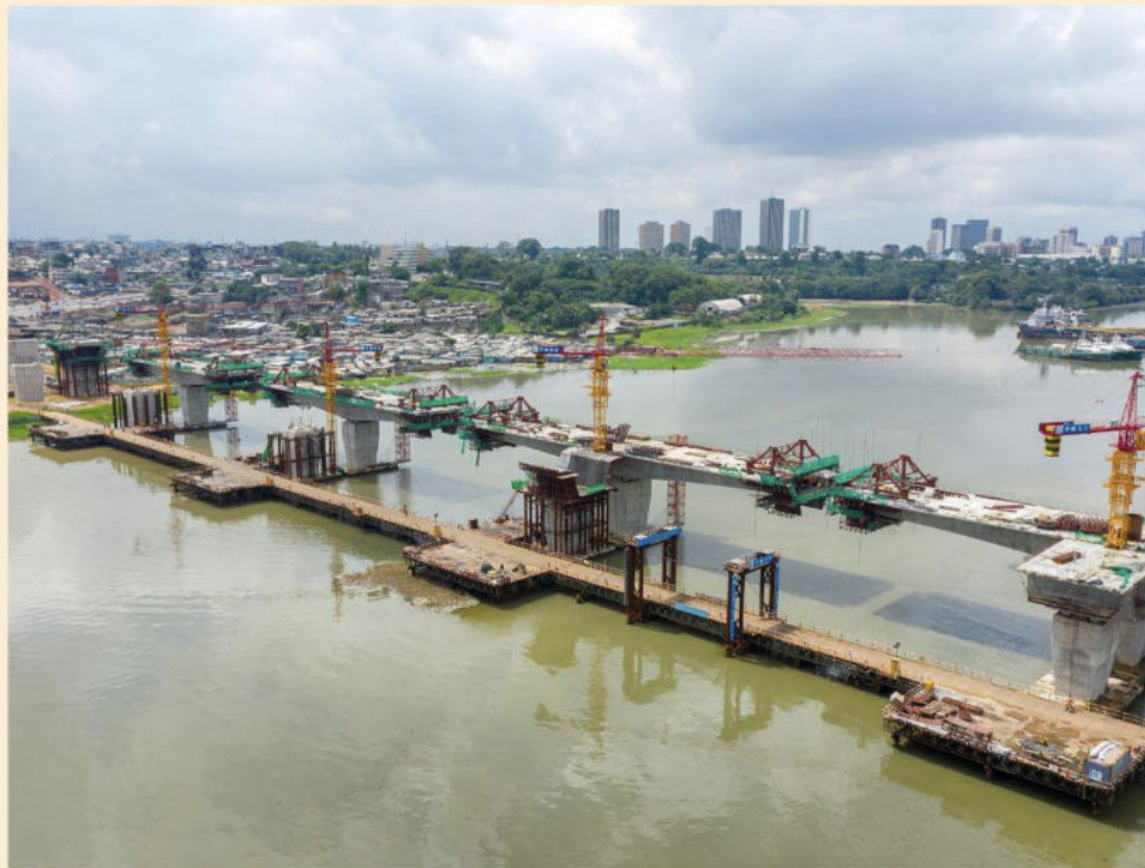
La majorité des dettes bilatérales sino-africaines se négocie directement entre Pékin et les capitales du continent.

taille modeste, où les entreprises chinoises ne soumissionnent pas. Depuis la crise sanitaire, les entreprises turques sont moins présentes sur le continent. Ce n'est pas le cas

des groupes chinois », lâche un avocat d'affaires spécialiste des projets d'infrastructures. Outre le fait d'être affublées d'acronymes prêtant souvent à confusion – CCCC, CRCC, CRG, CSCEC (voir carte p. 198) –, ces dragons partagent une caractéristique : il s'agit de groupes à capitaux publics. Certains sont détenus par des provinces, mais la plupart, notamment les plus gros, comme CSCEC, CCCC, Sinohydro ou China Railway Group, sont directement sous la coupe de la Commission chinoise d'administration et de supervision des actifs publics (Sasac), puissant holding étatique.

Des projets clé en main

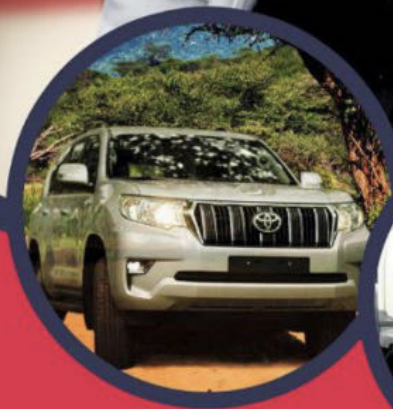
Au-delà de leur taille et de leur expertise acquise grâce au formidable développement du marché intérieur chinois, le secret du succès de ces entreprises en Afrique →



Un quatrième pont à Abidjan, reliant Yopougon à Attécoubé, construit par CSCEC.

MOBILITY

RÉPONDRE
AUX BESOINS
DE MOBILITÉ
DES PROFESSIONNELS
ET DES PARTICULIERS



Avec le plus large réseau de distribution automobile en Afrique, nous proposons une offre multimarque sur l'ensemble des métiers liés à la mobilité, en partenaire de constructeurs mondiaux : vente de véhicules neufs ou d'occasion, location courte ou longue durée, gestion de flottes, maintenance...

Cette offre couvre les secteurs de l'automobile, les deux roues, moteurs marins, bus, camions, engins, pneumatiques et pièces de rechange. Nos sites de production et d'assemblage en Afrique illustrent notre engagement en faveur de l'industrialisation des territoires et de la création d'une offre abordable.

WITH AFRICA FOR AFRICA



www.cfaogroup.com



→ réside donc avant tout dans leur puissance financière. « Le modèle de développement des groupes chinois en Afrique dans les infrastructures et leur croissance depuis deux décennies repose sur la fourniture de projets clé en main, mais surtout de contrats comprenant le financement négocié d'État à État », pointe Richard Touroude, délégué général du Syndicat des entrepreneurs français internationaux (Sefi). Les leviers de cette stratégie sont l'Exim Bank of China et la China Development Bank, sous tutelle directe du Conseil d'État à Pékin, et parfois d'autres acteurs, comme l'ICBC, la plus grande banque du monde, elle aussi publique. À cela s'ajoute l'agence de garantie export Sinosure.

« Sur les plans technique et qualitatif, les groupes chinois ont indéniablement progressé ces dernières années. La compétition avec les groupes occidentaux pourrait donc

se faire loyalement à ce niveau. Mais l'opacité des modes de financement leur confère souvent un avantage décisif », déplore Richard Touroude. Le dirigeant du BTP français en veut

La part des projets financés par la Chine est passée de 20,4 % à 14,8 % entre 2019 et 2020.

notamment pour preuve que sur un appel d'offres de l'Africa Finance Corporation (AFC), nécessitant la transparence du montage financier, Eiffage a damé le pion à Sinohydro sur le barrage de Singrobo en Côte d'Ivoire, un contrat de 140 millions d'euros.

Dureté des clauses de garantie

Pour éviter les distorsions de concurrence liées aux appuis des États, les entreprises occidentales sont tenues de respecter le cadre de l'« Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public », adopté par les pays de l'OCDE en 1978 et régulièrement révisé, dernièrement en juillet. Mais la Chine n'est évidemment pas signataire de cet accord, et il n'existe pas de règles de transparence dans un autre cadre institutionnel (G20, OMC...).

« Il est quasi impossible d'avoir des éléments détaillés sur les conventions de financement chinoises. Ce que l'on sait, c'est qu'elles comportent en général des clauses de garantie assez rudes, souvent basées sur des actifs », pointe un avocat d'affaires. De fait, si entre 2012 → et 2020 la Chine a consenti près de 12 milliards de dollars de financement

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



Oya - Cabinet de conseil multidisciplinaire

Financement de projet | Structuration

Cotonou | Conakry | Paris

Tél : + 229 96 60 93 96 | + 229 95 16 14 18

info@oya.africa | www.oya.africa

4 clés pour développer les infrastructures électriques en Afrique subsaharienne

Planifier

Il convient d'adopter des stratégies nationales sectorielles unifiées ayant fait l'objet d'une concertation entre toutes les parties prenantes. Ces stratégies doivent être rendues accessibles aux acteurs du secteur et au grand public. Leur mise en œuvre doit également être le résultat d'un équilibre entre (i) mise à jour de leur contenu au regard de nouvelles données objectives et (ii) application stricte et donc refus d'une prise en compte de projets non planifiés ne s'inscrivant pas dans l'intérêt national.

Réguler

Pour ce faire, les autorités de régulation de l'électricité doivent pouvoir être véritablement indépendantes. Un cadre organisationnel pérenne doit permettre de garantir cette

indépendance : une sélection des membres via appel à candidature et/ou diversification des autorités de nomination, une limitation réelle des mandats, une diversification des sources de financement...

Utiliser des outils adaptés

Entre les « surestimés » partenariats public-privé, les marchés publics, et la présence d'outils dits *sui generis* dans certains pays (pour l'électrification rurale par exemple), une analyse préalable et comparative pour déterminer l'outil le mieux adapté (répartition des risques, coûts) est nécessaire. De même, à l'instar de la *Public Finance Initiative* anglo-saxonne, une plus grande flexibilisation des outils existants est à prévoir aux fins de pouvoir mieux diversifier les montages possibles.



**Atinouk Kayeyemi
AMADOU**

Avocate gérante du
cabinet de conseil Oya
Docteure en droit de
l'électricité

Diversifier les modalités de financement

En complément des schémas classiques, l'utilisation d'outils (financement participatif à travers les *FinTech* par exemple, appel public à l'épargne, capital investissement...), de sources (citoyens, diaspora...) et de structurations (valeurs mobilières composées, ventilation du projet au sein de sociétés différentes...) dits « innovants », pourrait contribuer à une meilleure mobilisation des ressources financières.



« Nous souhaitons nous implanter en Afrique de manière durable afin d'être plus proches de nos clients. »

La société Ragni est une PME familiale créée en 1927 et spécialisée dans la conception et la fabrication d'une gamme complète de solutions d'éclairage public. En 2015, nous avons racheté la société Novéa Énergies, spécialiste français de l'éclairage autonome solaire. Nous avons également des filiales aux États-Unis et en Bosnie-Herzégovine. Au total, le groupe Ragni réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 60 M€, dont un quart à l'export, et emploie 150 salariés.

En 2015, le groupe a engagé une démarche RSE qui a été consolidée en 2018 avec l'adhésion au Global Compact. En 2020, un service Dialogue et Développement Durable a été mis en place. Ragni entend intégrer les critères sociétaux et environnementaux dans l'ensemble de son fonctionnement. Un rapport est publié chaque année afin de rendre compte des progrès réalisés et de fixer de nouveaux objectifs en faveur de modèles vertueux et résilients.

Jean-Christophe Ragni, Directeur général et Directeur export partage sa vision africaine.

L'Afrique est un continent que vous connaissez bien...

J.C.R. : Nous avons commencé à travailler au Maghreb il y a une trentaine d'années puis nous avons obtenu des contrats en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. C'est une zone géographique prioritaire dans la stratégie de développement international du groupe.

Le développement de l'urbanisation en Afrique ouvre des perspectives intéressantes d'autant que nous avons une offre parfaitement adaptée aux nouvelles attentes de nos clients. L'éclairage solaire autonome offre de vrais avantages : possibilité d'offrir des solutions sur mesure, autonomie énergétique, simplicité d'installation, facilité d'entretien, etc.

Nous sommes également en mesure de fournir des solutions d'éclairage intelligent. Le marché

est encore embryonnaire en Afrique mais nous pensons qu'il devrait se développer pendant les années à venir : les autorités africaines devront concilier urbanisation, révolution numérique et développement durable.

Comment comptez-vous tirer parti de ces opportunités ?

J.C.R. : Nous avons bâti une stratégie à long terme, basée sur l'implantation locale afin d'être plus proches de nos clients. Nous pensons que le schéma classique des contrats au coup par coup est révolue. **Le marché sur le continent africain** a évolué : une nouvelle génération d'entrepreneurs et d'investisseurs a vu le jour, on trouve désormais des talents variés, des écosystèmes d'entreprises ont vu le jour. Le continent est entré dans une dynamique de développement endogène et nous souhaitons accompagner ce processus sur la durée.

De quelle façon ?

J.C.R. : Le groupe a été admis au sein de la première promotion de l'Accélérateur Afrique, un programme d'accompagnement sur 12 mois de 25 entreprises françaises, mis en œuvre par Bpifrance. Dans le cadre de cette initiative, **nous avons participé récemment à plusieurs missions en Afrique.**

En juin 2021, nous avons ouvert le capital du groupe, pour la première fois, à Bpifrance et au fonds d'investissement **africain AfricInvest**. Cette ouverture garantit la pérennité du caractère familial du groupe et va nous donner les moyens de nous développer, notamment en Afrique. Bpifrance offre de vraies compétences en matière de financement (experts, outils financiers, etc.) et **AfricInvest** est un fonds solidement implanté en Afrique : il peut nous apporter, outre des relais locaux, une expérience et des conseils précieux.



Au centre : Marcel Ragni, Président
À gauche : Jean-Christophe Ragni, Directeur général et Directeur export
À droite : Stéphane Ragni, Directeur général et commercial

UN ACTEUR CLÉ DU MARCHÉ DE L'ÉCLAIRAGE

Le groupe Ragni a remporté plusieurs contrats de référence, notamment : le Boulevard Mohamed VI à Rabat, la voie d'accès à l'aéroport de Bamako, l'axe principal de l'aéroport de Libreville jusqu'au boulevard triomphal, l'échangeur Cymos Malick Sy de la Voie de dégagement Nord (VDN) à Dakar, le Palais des Expositions Diamniadio (Sénégal) et plusieurs contrats en Guinée Équatoriale. La filiale Novéa Énergies a obtenu des contrats d'éclairage solaire de projets phares : le Pont de la Victoire à Bassam (Côte d'Ivoire), le nouveau quartier et le stade d'Angondjé à Libreville, le pont Womey (Bénin), etc.

→ et d'investissement à Djibouti, nul en dehors des intéressés n'en connaît les conditions financières réelles. Même au sein de consortiums entre sociétés chinoises et non chinoises, ces dernières ne sont pas toujours au courant des clauses financières adossées aux contrats octroyés aux géants du BTP chinois, avec lesquels elles sont associées. « Les conditions commerciales et financières liées à la construction de notre voie ferrée entre notre gisement de bauxite de Santou et le port fluvial de Dapilong, réalisée par China Railways Construction Group (CRCC), ont été négociées uniquement par les actionnaires chinois et singapouriens de notre consortium SMB-Winning, nous ne les connaissons pas », indique ainsi le Français Frédéric Bouzigues, directeur général de la Société minière de Boké (SMB), dont l'entreprise est bénéficiaire du rail, mais dont les équipes n'ont assuré que les suivis technique et qualité du chantier.

Sous-traitance locale privilégiée

Mais l'ère de l'expansion sans contraintes des bâtisseurs chinois est peut-être en train de s'achever. D'abord sur le mode opératoire. De l'avis de professionnels, les packages « à la chinoise » sur les projets – comprenant l'importation de la main-d'œuvre et des matériaux – tendent à se raréfier. La sous-traitance locale et l'emploi majoritaire d'employés africains sur les chantiers sont désormais l'une des priorités affichées par les géants chinois du BTP.

Réduction des risques

Un autre point plus crucial encore est celui du financement. La crise sanitaire liée au Covid-19 a mis à mal les finances de nombreux pays africains, comme le Tchad ou le Congo-Brazzaville. Pékin a, du bout des lèvres, intégré certaines discussions dans le « cadre commun » élaboré cette année pour la gestion des pertes engendrées par la pandémie (Initiative de suspension du service de la dette). Mais la majorité des dettes bilatérales sino-africaines se négocient directement entre Pékin et les capitales du continent, souvent dans la douleur. Selon le China Africa Research Initiative, de l'université américaine Johns-Hopkins, depuis le début de la crise liée au Covid-19, Pékin a suspendu seulement 12,1 milliards de dollars de dettes d'États du continent. Et désormais, des dirigeants africains, tel Félix Tshisekedi en RD Congo, n'hésitent pas à remettre publiquement en question les contrats d'infrastructures signés avec Pékin par le passé (lire p. 200).

Les banques publiques chinoises à l'export se montrent aussi plus prudentes, ce qui cadre avec la politique de croissance plus sélective du 14^e plan (2021-2025) du Parti communiste chinois (PCC). « Nous sentons que la volonté de croissance à tout-va et à tout prix en Afrique s'affaïsse », témoigne un professionnel. Ainsi selon les pointages de Deloitte, la part des projets financés par la Chine est passée de 20,4 % à 14,8 % entre 2019 et 2020. Des acteurs comme Exim Bank of China

ou l'agence de garantie Sinosure atteindraient leurs limites sur les plus endettés des pays africains, rechignant à accroître encore leurs risques. Dans une note d'analyse datant de décembre 2020, le bureau pékinois du cabinet d'avocats britannique Pinsent Masons confirmait ce changement de trajectoire. Certains groupes de BTP chinois osent désormais chercher des financements ailleurs qu'en Chine, auprès de banques commerciales ou même d'institutions de développement, notamment en Europe, où les taux sont plus bas qu'en Chine. Dans le même temps, les connaisseurs du secteur notent une plus forte implication d'autres banques commerciales

La hausse des prix des matières premières sur le continent continue d'agir comme un puissant facteur d'attraction.

chinoises, moins liées à la politique extérieure de Pékin. « La hausse des prix des matières premières sur le continent continue d'agir comme un puissant facteur d'attraction », pointe Martyn Davies, pour qui l'expansion des géants chinois du BTP a de beaux jours devant elle. Si ceux-ci ne se développent plus au même rythme, leur repli n'est pas à l'ordre du jour. ●

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider

**OFFRE
SPÉCIALE RENTRÉE**



Offre
Print + Digital
99€*
au lieu de 129€

+ SIMPLE + RAPIDE abonnez-vous sur www.laboutiquejeuneafrique.com

*Offre réservée aux particuliers

TANGER MED ENGINEERING

BÂTISSEUR DU 1^{ER} COMPLEXE INDUSTRIALO-PORTUAIRE EN AFRIQUE



PORTUAIRE ET MARITIME LOGISTIQUE ET INDUSTRIEL

- ETUDE DE FAISABILITÉ, CONSEIL ET MONTAGE DE PROJETS
- DESIGN, ENGINEERING ET MAITRISE D'OUVRAGE
- TRANSITION ENERGÉTIQUE & IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT
- GESTION DE PATRIMOINE, MODÉLISATION ET FORMATION

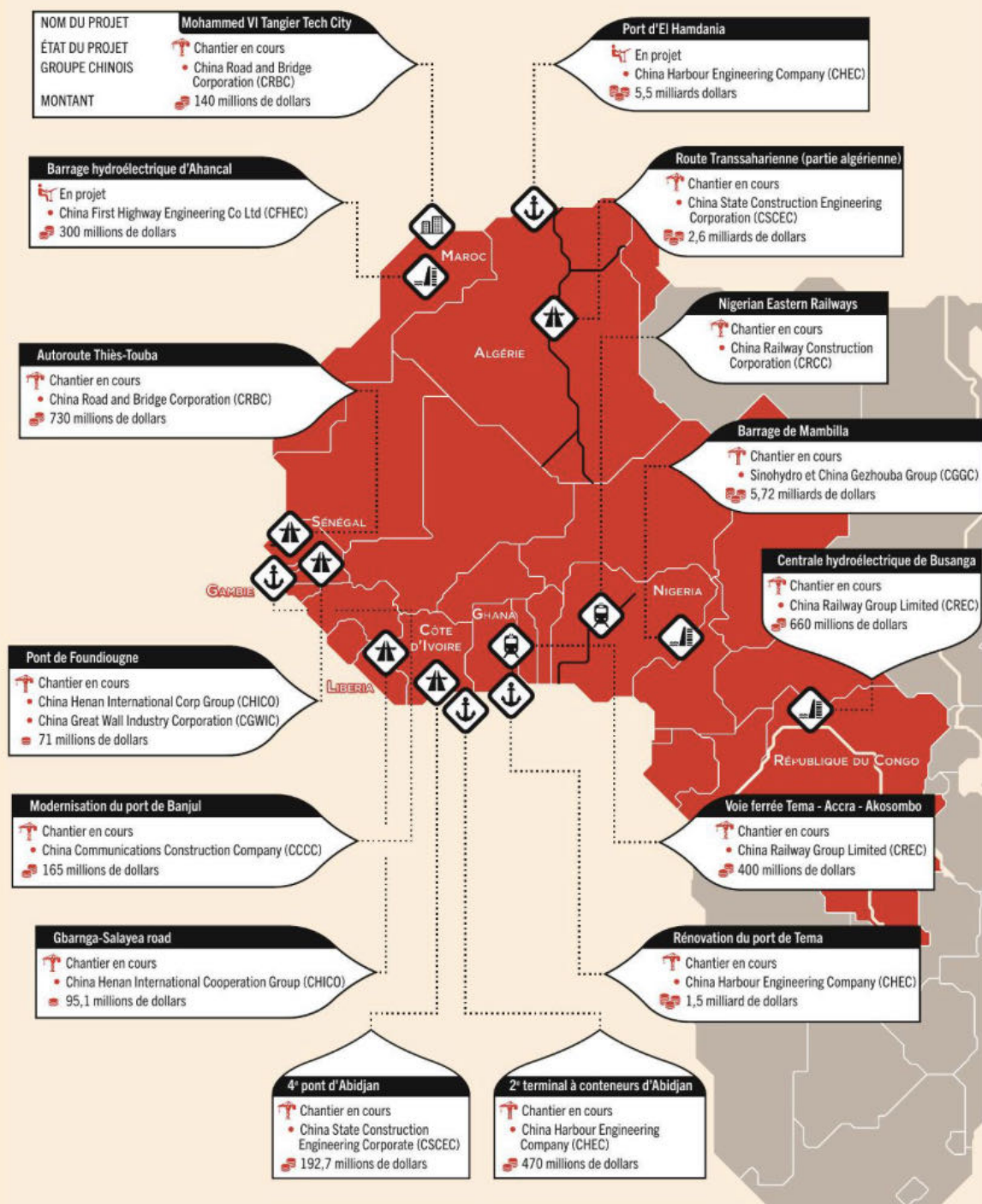
Tanger Med Engineering (TME), filiale du groupe Tanger Med, est une société de conseil et d'ingénierie spécialisée dans la planification, la conception, la gestion de projets et la gestion du patrimoine dans les domaines maritime, portuaire, logistique et industriel.

TME dispose d'un savoir-faire et d'une expertise pluridisciplinaire offrant des solutions adaptées, innovantes et durables. Elle intervient aussi bien dans le périmètre d'intervention du complexe industrielo-portuaire Tanger Med, que pour des projets complexes dans le Royaume et à l'échelle du continent Africain.

www.tme.ma
contact@tme.ma

TANGER MED
ENGINEERING 

Les principaux chantiers chinois au Maghreb, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale





Notre procédé d'industrialisation permet de fabriquer des logements durables et abordables

Pouvez-vous vous présenter ?

Pablo y Natalia Holding Group (PN-HG), est un groupe espagnol, basé à Barcelone et spécialisé dans le développement urbain, la construction et la promotion immobilière au niveau international. Implantés en Europe depuis vingt ans et en Afrique de l'Ouest nous sommes présent depuis six ans au Burkina Faso, au Sénégal, au Togo, au Bénin et en Côte d'Ivoire.

Quelle est votre projet phare en Afrique de l'Ouest ?

Dans le domaine de la construction, PN-HG exécute pour le ministère de l'Environnement et du Développement durable de la République du Bénin un projet de construction de 6 000 logements sociaux et abordables dans la zone urbaine de Ouèdo, à une trentaine de kilomètres de Cotonou. La Cité de Ouèdo, projet confié à notre filiale béninoise PN-BN, est le plus grand projet de logements sociaux de la région, qui s'inscrit dans le cadre du plan d'action stratégique du gouvernement béninois. La conception a été confiée au cabinet Koffi & Diabaté Architectes. La Cité de Ouèdo (*photo ci-dessous*) est l'un des ouvrages les plus importants du pays, qui vise à répondre à la nécessité de générer du logement tout en urbanisant suivant des principes de développement durable la zone métropolitaine de Cotonou.



Quelle est votre valeur ajoutée ?

Elle réside dans notre capacité à offrir des solutions clés-en-main s'adaptant à la typologie de chaque projet. PN-HG révolutionne la construction grâce à une industrialisation du secteur à grande échelle. En promouvant l'industrialisation de l'immobilier, il est possible d'assurer la vitesse de



Mikel Ortiz,
 PDG de PN Holding
 Group (PN-HG)

La formation des collaborateurs est une valeur fondamentale du groupe. Dans le cadre du projet de la Cité de Ouèdo au Bénin, nous avons créé une école de formation professionnelle, la PN Academy.

production, la réduction des coûts et des déchets ; ainsi que d'augmenter la qualité de la construction des logements et de réduire les frais d'entretien. De plus, PN-HG inclut un effort important en matière de formation et de transfert de savoir-faire, correspondant à chacune des étapes de construction d'un projet.

Notre apport de valeur social et environnemental à chaque projet est un aspect que nous considérons essentiel. Pour chaque projet, PN-HG apporte des programmes spécifiques qui contribuent au développement socio-économique local et régional.

PN Academy est une initiative pionnière mise en place dans chaque projet de PN-HG. Parmi les activités proposées, PN Academy présente des programmes de formation dans des domaines en rapport avec le développement, la promotion et la construction. Dans le cadre de notre projet de construction de logements à Ouèdo, nous avons formé 1 800 personnes pendant les huit premiers mois de 2021, dont 600 dans des modules métiers et 1 200 dans des modules de sécurité.

RD Congo-Chine Un contrat du siècle qui fait pschitt

Signé en 2008, l'accord entre Pékin et Kinshasa prévoyait 9 milliards de dollars de routes, voies ferrées et bâtiments en échange de contrats miniers. Mais il y a très loin de la coupe aux lèvres...

Treize ans après la signature de l'accord de coopération entre Kinshasa et Pékin, qualifié de « contrat du siècle » pour ses montants astronomiques, « le déficit d'infrastructures de la RD Congo constitue encore et toujours une entrave à son développement ». Ce constat, dressé le 10 septembre 2021 par le président Félix Tshisekedi, a poussé celui-ci à réclamer à ses ministres l'état des lieux de l'exécution technique et financière des projets de construction signé sous la mandature de son prédécesseur.

Contrairement à ce qui avait été promis, aucune université moderne n'a vu le jour; pas un seul hôpital n'a été érigé.

En 2008, Joseph Kabila avait négocié avec la Chine le troc du cuivre et du cobalt congolais – extraits par la compagnie sino-congolaise Sicomines au Katanga – contre la construction d'infrastructures pour un montant de 9 milliards de dollars, négociation revue en 2009 à 6 milliards sous la pression du Fonds monétaire international. Deux entreprises chinoises, Sinohydro et Crec (China Railway



Le président Félix Tshisekedi visitant la compagnie Sino-congolaise des mines (Sicomines), le 13 mai 2021.

Engineering Corporation), devaient réaliser ces travaux. Étaient prévus plus de 3 500 km de routes, autant de kilomètres de chemins de fer, des infrastructures de voiries à Kinshasa, 31 hôpitaux de 150 lits et 145 centres de santé. Pas moins de 2 000 logements sociaux dans la capitale, 3 000 en province, ainsi que 2 universités modernes devaient également être bâtis.

Une enveloppe réduite

Or, selon une note technique de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT), que *Jeune Afrique* a pu consulter, les projets réalisés par les groupes chinois sont très loin de satisfaire aux engagements. « Étant donné le retard enregistré dans la mise en œuvre du projet minier, l'enveloppe globale du programme sino-congolais a été réduite actuellement à 1,05 milliard de dollars », précise ce document.

Contrairement à ce qui avait été promis, aucune université moderne n'a vu le jour; pas un seul hôpital n'a été érigé. Seulement 356 km de

routes bitumées et 854 km en terre auraient été achevés. Plusieurs stades et bâtiments sont toujours en cours de réhabilitation, mais les chantiers ne sont pas terminés, notamment ceux de Bukavu, Goma, Bunia et Kalemie. Selon l'ACGT, le montant total des projets achevés et en cours d'exécution s'élèverait actuellement à près de 900 millions de dollars, soit dix fois moins qu'annoncé en 2008.

Soutenu par les Américains, Félix Tshisekedi s'est engagé à revisiter tous les contrats passés sous son prédécesseur Joseph Kabila. Si Pékin n'a pas réagi aux récentes sorties du chef de l'État de la RDC à l'encontre des groupes chinois, ses diplomates s'activent actuellement pour reprendre langue avec les autorités et remettre en selle la collaboration. Zhu Jing, l'ambassadeur de Chine à Kinshasa, a notamment rencontré la ministre des Mines, Antoinette N'Samba Kalambayi, ainsi que le président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo. ●
Stanis Bujakera Tshiamala, à Kinshasa

COMMUNIQUÉ

Sika est une entreprise spécialisée en chimie du bâtiment, leader dans le développement et la production de systèmes et de produits pour le collage, l'étanchéité, l'insonorisation, le renforcement et la protection dans le secteur du bâtiment et l'industrie automobile. Avec des filiales dans plus de 100 pays à travers le monde et plus de 300 usines, l'entreprise Suisse emploie plus de 25 000 personnes.



SIKA ÉTEND SON OFFRE DE MORTIERS SUR LE CONTINENT

Installée en Tanzanie depuis 2015, Sika emploie aujourd'hui 33 personnes, une équipe jeune, dont la moyenne d'âge est de 33 ans.

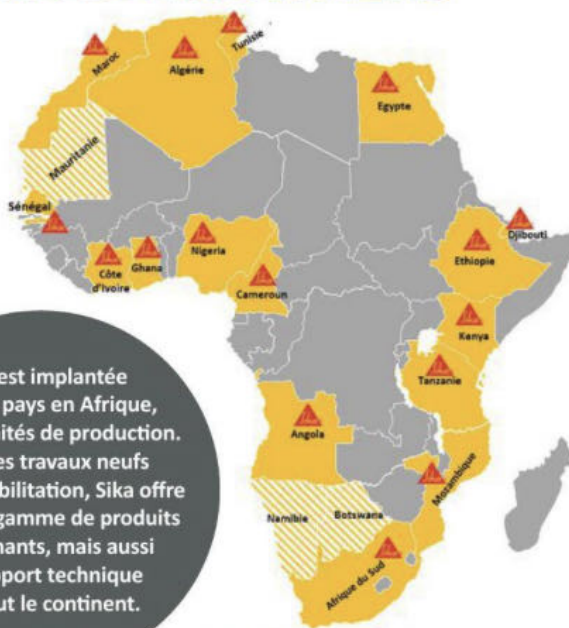
Sika Tanzanie a débuté sa production d'adjuvants pour le béton en 2017. L'entreprise vient d'aménager sur un nouveau site de 10 000 m², sur lequel les bâtiments occupent 3000m² et où une nouvelle unité de production de mortiers est opérationnelle dès Septembre 2021, avec une capacité annuelle de production de plus de 25 000 tonnes par an.

Sika s'inscrit dans le programme de développement de la Tanzanie, en apportant son expertise aux grands chantiers d'infrastructures en cours, tels que la ligne ferroviaire SGR qui reliera le port de Dar es Salaam aux régions des lacs et de la zone occidentale, ou encore la construction de la centrale hydroélectrique Julius Nyerere. L'entreprise intervient également dans les pays voisins du Burundi, du Rwanda, et de la République démocratique du Congo (RDC) pour les francophones, ainsi qu'au Malawi et en Zambie.

Les produits d'étanchéité développés par Sika servent aux grands projets mais aussi à la population, en leur permettant de protéger les habitations notamment contre les remontées capillaires.

Sika Tanzanie est fière de participer au programme d'industrialisation et au développement du pays, en proposant des produits innovants et utiles, et en mettant l'accent sur la formation de ses employés, mais aussi des clients. Durant les sessions de Sika Academy, employés et clients se forment aux règles de la construction et de l'étanchéité et à l'application des produits.

Sika est implantée dans 18 pays en Afrique, avec 22 unités de production. Pour des travaux neufs ou de réhabilitation, Sika offre une large gamme de produits performants, mais aussi un support technique sur tout le continent.



PROUDLY MADE IN
TANZANIA
SWISS QUALITY

JAMG - PHOTO : © SIKA

SIKA TANZANIA CONSTRUCTION CHEMICALS LIMITED

Plot 135, Salasala, Mbezi Industrial Area - B.O. Box 7079 Dar es Salaam, Tanzania - Tél. : (+255) 699 784 926

www.sika.com

STRATÉGIE

Ankara en pole position sur les chantiers de reconstruction libyens

Plusieurs groupes internationaux lorgnent un marché estimé à 111 milliards de dollars. Les Turcs ont pour le moment une longueur d'avance sur leurs concurrents italiens, chinois et français. Mais l'instabilité politique pourrait rebattre les cartes.

SARAH VERNHES

Aéroports, routes, centrales électriques, la liste des chantiers d'infrastructures s'allonge en Libye. Dans ce pays ravagé par les conflits depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi, en 2011, le marché de la reconstruction pèse désormais près de 111 milliards d'euros. De juteux contrats qui aiguissent les appétits à l'international, même si la priorité est à la relance des vieux chantiers stoppés par la révolution, comme l'a annoncé le 27 août le Premier ministre, Abdelhamid Dbeiba, en lançant le plan de développement Reviving Life.

L'entrain des groupes se heurte à plusieurs obstacles. D'abord, l'État fonctionne toujours sans budget, et la National Oil Company, dont le pétrole présente la principale manne financière du pays, est secouée par des luttes politiques. Ensuite, l'espoir généré par la mise en place du gouvernement d'union nationale d'intérim (GUN), en mars, retombe à mesure que les échéances électorales de décembre se font incertaines. Sur place, les divisions restent très palpables. « Il est très complexe d'aller de Tripoli à Benghazi et d'obtenir les autorisations de voyager nécessaires. La scission entre les deux parties du pays existe toujours », relate un chef d'entreprise français actif en Libye.



Le Premier ministre Abdelhamid Dbeiba sur le chantier de la centrale électrique turque Enka, en mai, à Tripoli.

Pour l'économiste libyen Suleiman Alshahomy, « l'instabilité actuelle est trop grande pour permettre le retour des sociétés étrangères ».

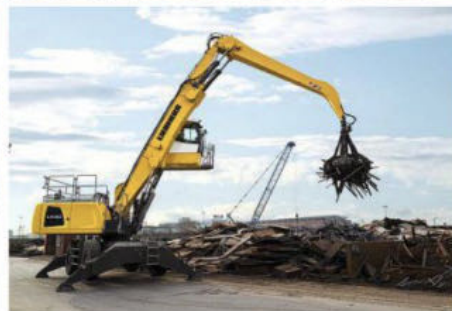
Un gouvernement sous influence

Pour autant, cette conjoncture permet à la Turquie et à ses groupes – qui avaient laissé près de 29 milliards de dollars de projets inachevés en 2011 – de tirer leur épingle du jeu. Ankara conserve un fort ascendant sur le GUN, dont le Premier ministre est un allié. Elle avait pris position dans l'ouest

du pays depuis 2009 en soutenant l'ex-gouvernement de Fayez al-Sarraj. Cette alliance a notamment été couronnée par les signatures d'accords bilatéraux maritimes, de défense et commerciaux. À Tripoli et à Misrata, les délégations d'hommes d'affaires turcs se sont succédé, et les sociétés ont signé des *memorandums of understanding* (MoU) à tour de bras, en particulier avec le géant Albayrak proche du pouvoir à Ankara (*lire p. 198*).

L'influent Conseil turc des relations économiques extérieures (Deik) →

Vivre le progrès.



www.liebherr.com
info.lex@liebherr.com
www.facebook.com/LiebherrConstruction

LIEBHERR

→ a joué un rôle de tête de pont et défriché le terrain. Son président, Murtaza Karanfil, est lui-même actif en Libye à travers son conglomérat Karanfil Group. Exerçant dans la construction, Karanfil a inauguré en février une des plus grandes usines de béton du pays, pour un investissement global qui s'élèvera à 50 millions de dollars.

Les groupes turcs s'imposent aussi dans la construction de centrales électriques gérées par la Compagnie générale d'électricité libyenne (Gecol). L'amélioration et la réparation du réseau électrique sont une des priorités du gouvernement face aux coupures de courant à répétition. Autre géant turc du BTP, Enka a commencé en juin les travaux d'une centrale électrique de 671 MW à l'ouest de Tripoli, en consortium avec l'allemand Siemens Energy, avec lequel il entreprend aussi la construction d'une centrale solaire de 650 MW à Misrata. Coût des deux chantiers : 700 millions d'euros. Un projet de construction de trois autres centrales électriques a été confié à une troisième société turque, Rönensans Holding, dirigée par Erman Ilıcak, réputé proche du président Recep Tayyip Erdogan.

« La Chine, avec la Turquie, sera une des grandes gagnantes de la relance des anciens contrats et du marché de reconstruction », estime Suleiman Alshahomy. Xi Jinping est resté neutre dans le conflit qui oppose le camp de l'Ouest et celui de l'Est afin de ménager les intérêts économiques chinois sur place. C'est que, selon l'économiste,

« la Libye représente un marché important pour la Chine, car elle s'inscrit dans sa stratégie de déploiement économique en Afrique ».

Grand retour de Pékin

Pékin était très actif avant la révolution et, en 2011, réalisait ainsi près de 18,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires en Libye. Le groupe étatique China State Construction Engineering (CSCE) négocie la relance de chantiers à Benghazi, dont celui de 20 000 logements. Il avait prévu d'investir au total 2,67 milliards de dollars dans

À Tripoli et à Misrata, les délégations turques se sont succédé et ont signé des accords à tour de bras.

des projets dont seule la moitié a abouti. La Chine réalisait aussi des infrastructures pétrolières avec ses groupes étatiques National Pipeline Corporate, Sinopec Group et China National Offshore Oil Corporation.

Allié au général de l'Est, Khalifa Haftar, Le Caire compte bien reprendre pied dans ce marché voisin. Le raïs Abdel Fattah al-Sissi avait ainsi rétabli les canaux de communication avec le gouvernement de Tripoli en avril. L'Égypte ambitionne notamment de concrétiser le

projet d'autoroute de 585 km reliant Salloum à Benghazi, estimé à 190,6 millions de dollars. Malgré le ballet des délégations d'affaires, les groupes égyptiens patienteront aussi jusqu'aux échéances électorales avant de se risquer sur place, comme l'a affirmé le 22 août le patron de la Chambre de commerce égypto-libyenne, Nasser Bayan.

Malgré ses bonnes connexions avec le GUN et les puissants hommes d'affaires de Misrata, l'Italie peine à peser face à la Turquie. En revanche, Rome a ressuscité son projet de 400 km de route côtière reliant Musaid à Al Marj, dans le nord-est du pays. Ce projet de 963 millions d'euros financé par le gouvernement italien avait été signé par Mouammar Kadhafi et Silvio Berlusconi en 2008, en « compensation » du passé colonial de Rome. Les travaux, annoncés pour le printemps 2022, doivent être pilotés par le groupe italien Salini Impregilo Group.

Quant aux groupes français, dont le constructeur Vinci en tête, ils restent pour le moment en retrait. Si le Medef s'active en organisant des rencontres pour permettre aux firmes de préparer leur retour sur le marché libyen, la concrétisation se fait attendre. Au-delà de l'influence croissante d'Ankara en Tripolitaine, ce repli est aussi symptomatique de la politique diplomatique de l'Élysée, qui a soutenu le général Khalifa Haftar, dont l'influence s'exerce en dehors de Tripoli et de Misrata, notamment en Cyrénaïque, dans des régions qui n'ont pas lancé de chantiers aussi importants. ●

ALBAYRAK EN FORCE

Déjà actif sur le continent africain, le géant de la construction turc Albayrak Group a lancé son offensive sur les marchés libyens. Propriété de la famille éponyme, proche du président Recep Tayyip Erdogan, le conglomérat implanté à Istanbul est présidé par Omer Bolat,

ancien président de l'organisation patronale islamiste Müsiad. Dans le sillage de l'alliance entre Ankara et le gouvernement de Tripoli nouée à la suite de l'attaque de Khalifa Haftar contre Tripoli en 2019, Albayrak Group s'est positionné en août sur le

contrat de construction du terminal de l'aéroport international de Tripoli, pourtant lorgné par son compatriote Rönensans Holding. L'autorité civile de l'aviation libyenne avait estimé l'enveloppe globale pour l'extension de l'aéroport à 2,1 milliards de dollars.

Albayrak est également en train de négocier le contrat de concession des terminaux du port de la zone franche de Misrata, Misrata Free Zone (MFZ). Celui-ci est stratégique car la MFZ est la plateforme logistique libyenne la plus importante. ● S.V.



NOVEA

GROUPE RAGNI

L'ÉCLAIRAGE AUTONOME, CONÇU POUR DURER

DÉCOUVREZ
NOVÉA ÉNERGIES



**BATTERIE ROBUSTE
ET DURABLE**



**FACILE À INSTALLER
MAINTENANCE LIMITÉE**



**FABRIQUÉ
EN FRANCE**

**NOUS VOUS ACCOMPAGNONS DANS VOTRE
PROJET D'ÉCLAIRAGE PUBLIC SOLAIRE**

www.novea-energies.com - contact@novea-energies.com





Le chantier gigantesque de la digue de GTA bat son plein dans le port de Dakar.

TRAVAUX MARITIMES

Grand-Tortue-Ahmeyin, le tremplin gazier d'Eiffage

Le groupe français construit pour BP la digue brise-lame qui doit protéger son usine flottante de gaz naturel au large de Saint-Louis, à la frontière sénégal-mauritanienne.

Sélectionné pour sa capacité à employer des équipes locales, il souhaite apparaître comme un leader du secteur de l'ingénierie marine pour les grands pétroliers.

CHRISTOPHE LE BEC

En cette fin septembre 2021, près de 1700 personnes s'activent sur le chantier dakarois de fabrication de la digue brise-lame du projet gazier sénégal-mauritanien Grand-Tortue-Ahmeyin, mené par BP. C'est Eiffage Génie Civil Marine, la branche travaux maritimes du groupe français, qui pilote les opérations pour le compte du géant britannique des hydrocarbures.

Les équipes en sont à la fabrication du onzième des 21 caissons qui constitueront la partie émergée d'une digue

de 1 200 mètres destinée à protéger le navire-usine flottant de production de gaz naturel. Implantée à 10 kilomètres des côtes de Saint-Louis, au Sénégal, par 33 mètres de fond, cette ceinture de caissons sera posée sur une fondation faite de 2,2 millions de tonnes d'enrochements extraits d'une carrière ouverte par Eiffage en Mauritanie pour le projet.

Moins de 10 % de personnel expatrié

« Initialement, la fabrication des caissons sur un yard construit à

cet effet dans l'enceinte du Port autonome de Dakar aurait dû se terminer un an plus tôt, mais les perturbations logistiques liées à la pandémie ont entraîné la suspension du chantier dakarois pendant quelques mois. Cela n'a pas été le cas du côté mauritanien, où nous avons pu produire en carrières et acheminer les enrochements au port de Nouakchott sans interruption », indique Edgar Coulomb, directeur général d'Eiffage Génie Civil Marine. Pour le dirigeant, la capacité d'Eiffage à mener ce grand

projet d'infrastructure offshore avec des équipes et sous-traitants locaux dans les deux pays a été un point clé pour séduire BP, Dakar et Nouakchott.

« Contrairement à nous, la plupart des concurrents qui ont répondu à l'appel d'offre proposaient la fabrication de la structure de la digue en Europe et son remorquage à destination », fait-il valoir. Le groupe français de BTP revendique sur son chantier une proportion de personnel expatrié de moins de 10 %, dont une partie originaire d'autres pays du continent.

L'Afrique de l'Est en perspective

Pour le patron d'Eiffage Génie Civil Marine, la digue et la jetée attenante – réalisées en partenariat avec l'italien Saipem – devraient être terminées d'ici à août 2022. « Nous avons appris à vivre avec le Covid, nous sommes toutefois encore impactés par les contraintes sanitaires, mais aussi logistiques et économiques, avec entre autres, aujourd'hui, la très forte hausse des

coûts des matières premières ainsi que celle du transport maritime », note Edgar Coulomb.

De ce chantier, actuellement le plus important projet du genre sur le continent, le groupe français entend tirer parti pour décrocher d'autres contrats industriels, pétroliers et gaziers, qui représentent

aujourd'hui environ 60 % de son chiffre d'affaires, contre quelque 30 % pour l'aménagement portuaire, et 10 % pour les travaux de protection contre l'érosion des côtes. Eiffage Génie Civil Marine confirme regarder avec intérêt les développements gaziers à l'est du continent, notamment au Mozambique. ●

LES NOUVEAUX CHANTIERS MARITIMES DU CONTINENT

En dehors des chantiers liés à l'extraction d'hydrocarbures et du portuaire, Eiffage s'intéresse particulièrement à deux nouveaux marchés du génie civil maritime, qui, selon lui, devraient se développer sur le continent.

D'une part, l'aménagement du trait côtier, qui vise à protéger le littoral de l'érosion marine accélérée du fait du changement climatique. Si pour le moment les chantiers lancés sont situés essentiellement en Europe, l'Afrique de l'Ouest pourrait démarrer des projets autour de ses grandes capitales côtières les plus menacées.

D'autre part, le groupe français estime que plusieurs pays d'Afrique du Nord devraient lancer prochainement plusieurs chantiers d'éolien flottant, notamment le Maroc et la Tunisie qui maîtrisent déjà bien cette énergie renouvelable à terre. ●



COMMUNIQUÉ

Bâtir un avenir durable en Afrique

L'UNOPS fournit des services d'infrastructures, d'achats et de gestion de projet pour soutenir le développement durable.

L'organisation combine les meilleures pratiques des Nations Unies et du secteur privé afin d'aider ses partenaires à atteindre leurs objectifs de développement et à maximiser les effets positifs de leurs projets, en plaçant l'égalité, l'inclusivité, la durabilité et la résilience au cœur de son travail.

Dans 40 pays d'Afrique, l'UNOPS met en œuvre des projets pour le compte de

gouvernements, d'institutions financières internationales, d'organisations intergouvernementales, d'organismes de coopération internationale pour le développement et d'autres partenaires.

Les activités de l'UNOPS portent notamment sur l'amélioration de l'accès à des sources d'énergie propre, sur la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux pour faciliter l'accès à l'éducation, aux soins et aux marchés, sur la prestation de services pour d'importants projets de développement, ou encore sur la lutte contre la COVID-19.

La mission de l'UNOPS est d'aider les pays à parvenir à un développement durable, afin de relever les grands défis de notre époque et de créer un monde meilleur pour tous et toutes. En 2020, l'UNOPS a mis en œuvre plus de 1000 projets dans plus de 80 pays, d'une valeur totale supérieure à 2,2 milliards de dollars.

**Ensemble,
nous pouvons
bâtir un avenir
durable, résilient
et inclusif.**



Honoré Dainhi
Directeur des portefeuilles
régionaux

Siège de l'UNOPS
Marmorvej 51, PO Box 2695
2100 Copenhagen, Danemark
Tél. : +45 4533 7500
Email : communications@unops.org

MUSIQUE

LE GRAND RETOUR DE **KOFFI OLOMIDÉ**

Après avoir été interdit de séjour en France durant onze années, le papy de la rumba congolaise devrait fouler la scène du Paris La Défense Arena le 27 novembre. Un artiste toujours au sommet malgré un lourd passif judiciaire.

EVA SAUPHIE





JONATHAN KIMYA

C

Cologne, dernier étage d'un luxueux gratte-ciel surplombant le Rhin. Koffi Olomidé, alors en tournée promotionnelle en Allemagne, rejoint la fête organisée en son honneur par son nouveau label, Goldmann Records, escorté par la jeune chanteuse congolaise Anina Mwarabu, elle-même accompagnée d'une amie, une vingtaine de printemps au compteur. Une soirée privée qui a vu défiler une armada de jouvencelles réclamant tour à tour leurs selfies. L'occasion pour le vieux guerrier de la rumba congolaise, 63 ans, d'inverser les rôles et de jouer à son tour les paparazzi, en photographiant ces demoiselles en catimini.

Avec quarante-trois années de carrière à son actif, Antoine Christophe Agbepa Mumba, de son vrai nom, a su traverser les générations et séduire tous les publics. Alors qu'il annonçait que *13^e apôtre* (2013) serait son dernier album, le voilà déterminé à entrer dans la « Légende », titre de son 39^e opus, à paraître dans le courant de novembre. « Faites semblant de mourir, et vous verrez à quel point on vous aime et qui vous aime, récite-t-il. L'amour que je porte au public me commande de ne pas lui tourner le dos tout de suite. »

C'est en s'offrant la crème des artistes de la scène urbaine actuelle qu'il annonce son grand retour. Davido, Tiwa Savage, Kaaris, Ninho, Gradur... La liste des artistes nigériens et de la diaspora congolaise et ivoirienne invités sur ce nouvel album est longue. Un casting cinq étoiles qui marque la volonté pour l'insaisissable

crooner de s'inscrire dans l'air du temps. « On ne peut plus faire de la musique sans featuring aujourd'hui », glisse la star, derrière ses éternelles lunettes de soleil, lors de la conférence de presse qui s'est tenue un peu plus tôt ce jour-là devant une maigre assemblée de journalistes.

« Le concert de ma vie »

Après des heures d'attente, celui que l'on surnomme « le Rambo » – parmi une myriade d'autres noms de guerre – nous propose un entretien privé à son hôtel, avant de préciser que celui-ci se déroulera dans le hall et non dans sa chambre. Proposition que l'on déclinera. L'échange aura lieu sur place, dans le bâtiment du label, en présence de son staff, manager et producteur compris. Montre XXL en or au poignet droit, bomber rouge constellé de strass et pantalon assorti, le grand manitou maîtrise l'art de la sape à la congolaise et conforte les rumeurs selon lesquelles il serait millionnaire. Une fortune qu'il doit à l'invention du tcha-tcho, genre qu'il s'enorgueillit d'avoir créé – refusant catégoriquement que son style soit assimilé à de la rumba congolaise.

En 2000, il est le premier ressortissant subsaharien à jouer à guichets fermés à Bercy devant 18 000 personnes. Vingt et un ans plus tard, Koffi Olomidé espère remplir l'imposant complexe du Paris La Défense Arena (40 000 places) et y présenter son projet de 36 titres, sous réserve que le concert soit autorisé par la préfecture. « Nous jouerons aussi début septembre à Kinshasa, nous confie-t-il. C'est un plaisir de pouvoir se produire à nouveau devant les Congolais alors que les concerts redémarrent

à peine. Cette date sera une répétition pour le concert de ma vie, à La Défense Arena. J'invite d'ailleurs tous les Africains à se faire vacciner », serine-t-il.

À quelques semaines de l'événement parisien, on sent la pression monter. Passeport sanitaire oblige, le défi de remplir la salle sera de taille. Mais le fondateur du mythique Quartier Latin – orchestre qui a vu passer des stars de la musique congolaise comme Fally Ipupa – n'est pas du genre à se laisser intimider. Le grand « mopao » (patron) sait qu'il peut

Condamné en France pour viol sur mineure de moins de 15 ans et séquestration sur quatre de ses danseuses, en 2019.

compter sur une base de fans solide, ses « koffiphiles » et « koffinettes », comme il aime appeler ses groupies.

Adoubé par les uns, jugé pornographe par les autres en raison de ses paroles et de ses clips de plus en plus vulgaires, Koffi Olomidé offre de quoi alimenter le débat sur la séparation de l'homme et de l'artiste, pour l'heure quasi inexistant en Afrique de l'Ouest. Son passé judiciaire est lourd et inclut une condamnation en 2019, en France, pour viol sur mineure de moins de 15 ans et séquestration sur quatre de ses danseuses (des faits qui ont eu lieu entre 2002 et 2006), ainsi qu'une agression filmée sur l'une de ses danseuses. Lorsque l'on évoque ce passé, le visage de Koffi se ferme et le ton de

L'ART DE CITER

En signant sur le label allemand Goldmann Records, Koffi Olomidé espère conquérir de nouveaux marchés à l'international. Le chanteur congolais s'est en effet séparé de ses anciennes maisons de disques, dont la française Sonodisc, qui a édité ses albums de 1990 à 2003, et Diego Music

(2008-2012). Il aurait, selon nos sources, refusé un contrat de 200 000 euros avec la major Sony. Une proposition plutôt dérisoire au vu des sommes amassées grâce à ses « libangas » : l'art de citer le nom des fans dans les morceaux en échange de montants astronomiques. ● E.S.



PIERRE MORELO/VERGENCE

Lors du 3^e forum Forbes Afrique organisé au ministère congolais des Affaires étrangères, à Brazzaville, en juillet 2014.

sa voix devient grave. « J'ai été dans l'impossibilité de venir en France pendant onze ans, rappelle-t-il, remonté. Aujourd'hui, je passe les frontières normalement, cela ne peut pas ne rien signifier. La justice a répondu à la question. C'est tout », tranche-t-il.

Quid aujourd'hui des conditions de travail de ces danseuses qui officiaient sans contrat pour un salaire de misère (100 euros pour un concert de minuit à 6 heures de matin, selon le témoignage d'une danseuse rapporté dans le dossier judiciaire)? À la question, le protégé de feu Papa Wemba avoue avoir du mal à payer ses danseuses, même s'il s'y tient. Il s'empare et précise que s'il était une personne peu fréquentable, les artistes ne travailleraient pas pour lui. « Dans tous les groupes congolais, même en Côte d'Ivoire et au Cameroun, il y a une quarantaine de danseuses... Pourquoi elles intégreraient ces groupes si les conditions n'étaient pas bonnes? » s'interroge-t-il.

Fraude fiscale

Pendant quelques minutes pesantes, Koffi Olomidé semble pour la

première fois désarçonné et regrette d'en avoir trop dit. Mais, rapidement, il rappelle l'épisode où, en 2006, son groupe Quartier Latin et lui-même ont été arrêtés par la police alors qu'ils voyageaient en train vers Lyon pour se rendre à un concert. La cause de cette arrestation, des billets de train achetés frauduleusement avec des chèques en bois. L'occasion pour Koffi Olomidé, qui a été condamné pour fraude fiscale, d'incriminer son ancien producteur, responsable de l'achat desdits billets. Et de rappeler que l'ensemble de l'équipe a été soumis à un interrogatoire.

Selon lui, les danseuses – interrogées séparément – auraient eu tout le loisir de témoigner contre lui. Avant de préciser, dans une multitude d'anecdotes confuses, que le rêve des filles ayant parlé était de vivre en France et d'obtenir des papiers auprès d'associations. « À l'ambassade de France, je m'étais engagé à ce que l'ensemble du groupe revienne au Congo. Si quelqu'un était resté sur le sol français je n'aurais pas pu obtenir de visas pour le groupe dans le futur », se défend-il

sans jamais revenir sur les accusations d'agressions. Selon lui, depuis cette affaire, aucune des danseuses d'alors n'a pu poursuivre sa carrière. « Les femmes sont très bien protégées, il faut aussi écouter notre point de vue », lâche ce père de famille, par ailleurs très fier de sa fille Didi-Stone, promise à une belle carrière de mannequin, qu'il cite sans relâche comme étant sa digne héritière. « Je suis un homme honnête, qui prend les jeunes par la main, j'ai fait des featurings avec des artistes à peine connus », tient à préciser le fondateur du label Koffi Central, qui a pour but de soutenir la jeune garde de la musique congolaise.

Koffi Olomidé ne veut pas être un homme du passé, encore moins du passif. Et, de toute évidence, les institutions culturelles et politiques africaines ne font pas grand cas non plus de ces affaires lointaines. L'artiste s'est même vu remettre, en 2015, la médaille du Mérite des arts, des sciences et des lettres par le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku. Et il entamera une grande tournée ouest-africaine en 2022. ●

ARTS

Vie, mort et résurrection d'un masque bamiléké

La restauration de cet objet rituel a été confiée à Naomi Kuperholc-Duruel, une étudiante de l'Institut national du patrimoine.

Un travail qui nécessite, au-delà de la technique, de se plonger dans l'histoire de l'œuvre et d'en retracer le parcours migratoire.

NICOLAS MICHEL

Il avait été créé pour la danse, mais depuis de nombreuses années il dormait dans les réserves du Musée du quai Branly sous le numéro de matricule 73.1980.7.2. Une rangée de chiffres austère qui ne dit pas grand-chose de ce masque tso bamiléké fait de tissus et de végétaux, décoré de perles et représentant un homme-éléphant. Dans son malheur, cet objet culturel multicolore et anthropomorphe a eu la chance de croiser la route d'une jeune étudiante de l'Institut national du patrimoine (INP), Naomi Kuperholc-Duruel. En dernière année de préparation de son diplôme de restauratrice du patrimoine, elle a choisi de se pencher sur son sort et de lui donner, dans la mesure du possible, une nouvelle vie.

Dès l'introduction du mémoire de plus de 200 pages qu'elle lui consacre, elle écrit ainsi : « Le choix de cet artefact comme sujet de mémoire est aussi motivé par l'envie de continuer l'apprentissage de la conservation et de la restauration d'objets ethnographiques, que nous avons commencé au cours de nos études et de nos stages. Cela me conforte quant à l'importance de la pluridisciplinarité de notre métier, et me permet d'aborder des notions culturelles et matérielles très souvent éloignées de notre société. » Le débat nécessaire sur la restitution des œuvres

d'art pillées pendant la colonisation a occulté nombre d'autres questionnements liés à la mémoire : comment conserve-t-on ? Comment restaure-t-on ? Comment entretient-on ? Comment prévient-on les dégradations ?

Chirurgiens de l'art

En France, l'Institut national du patrimoine forme une vingtaine de jeunes au métier de restaurateur en cinq années d'études, à l'issue d'un concours exigeant (environ 300 candidats par an). Accompagnés par des professionnels, bénéficiant des 45 000 m² d'ateliers installés à Aubervilliers (banlieue parisienne), ils peuvent se spécialiser dans différentes disciplines artistiques et devenir, en quelque sorte, des chirurgiens de l'art luttant contre les ravages du temps. « Le restaurateur se place derrière l'artiste et va soigner son œuvre avec beaucoup de précaution pour la ramener à quelque chose de visible, au plus près de son aspect originel », précise Marie-Christine Vigutto, chargée de communication à l'INP.

Spécialisée dans le textile et intéressée par les œuvres composites complexes, Naomi Kuperholc-Duruel a été orientée vers ce masque de danse tso par le Musée du quai Branly - Jacques-Chirac qui possède trois masques « éléphant », dont un en très mauvais état. « Nous n'avons pas

de restaurateurs pour chaque spécialité, c'est pour cela que nous sommes en contact avec des restaurateurs indépendants et des étudiants de l'INP, confie Hélène Joubert, responsable de l'unité patrimoniale Afrique. Mais, bien entendu, il faut que ce soit une œuvre intéressante à restaurer pour eux. » Naomi Kuperholc-Duruel a eu un véritable coup de cœur quand elle a découvert ce masque bamiléké. « Il vaut mieux apprécier l'œuvre sur laquelle on va travailler, parce que l'on va passer beaucoup, beaucoup

La restauration d'objets ethnographiques nous permet d'aborder des notions culturelles et matérielles très souvent éloignées de notre société.

de temps avec elle », explique-t-elle en souriant, dans les ateliers d'Aubervilliers où elle officie.

Face à elle, allongé sur une table comme sur un lit d'hôpital, posé sur des coussins spécialement conçus pour lui, le masque éléphant s'apprête à sortir de convalescence. Les images affichées au mur permettent de prendre conscience du travail



Cette œuvre composite complexe fait partie de la collection africaine du Musée du quai Branly - Jacques-Chirac (Paris).

V. FOURNIER POUR JA

accompli : la coiffe a repris sa forme initiale, des trous ont été réparés, des sutures grossières ont été remplacées par des réparations plus discrètes, l'ensemble a été dépoussiéré... Mais, pour l'œil du profane, bien des interventions sont invisibles : le travail de restaurateur passe par une multitude d'étapes, longues et minutieuses. Le sommaire du mémoire rédigé par l'étudiante le montre bien : il faut identifier l'œuvre, la replacer dans son contexte historique, sociologique et géographique, la comparer avec d'autres créations du même genre, comprendre son utilisation et la manière dont elle a été réalisée, analyser en détail les matériaux qui la constituent, lister l'ensemble des altérations, déterminer la manière dont chacune d'elles sera traitée. Une fois l'ensemble des interventions décidées, il faudra se muer en artisan patient capable de recoudre, nettoyer, fixer, teindre, consolider, remplacer, sans dénaturer le propos d'un créateur mort il y a des années. Un travail minutieux exigeant patience, précision, détermination et, surtout, modestie.

C'est ainsi que Naomi Kuperholc-Duruel a retracé l'itinéraire du masque 73.1980.7.2 depuis les Grassfields du Cameroun jusqu'aux caves du Musée du quai Branly. Elle a dû pour cela s'immerger dans les traditions bamilékes. Elle explique : « Le masque 73.1980.7.2 fait partie de la catégorie des masques cagoules, costume des initiés mkem [sociétés secrètes]. Ils sont composés de textile sur lesquels sont cousus des matériaux divers (corne, pelage, cheveux humains, coquillages, perles, plumes) afin de former le décor. Les deux masques cagoules les plus connus sont les masques éléphant et les masques yegué. Ces objets sont produits par des gueva [créateurs] spécialisés parmi les plus importants dans leur catégorie, car la production de ces masques rituels est un acte essentiel pour la transmission de la tradition. Ils véhiculent les valeurs magico-religieuses et la conscience collective des Bamilékes. [...] Les masques que portent les membres des mkem prennent des formes spécifiques qui illustrent la vie de leur porteur. C'est

pour cela que la plupart du temps ils ont soit la forme soit les attributs d'un animal, très souvent le pi [double animal] du détenteur, puissant de préférence, car synonyme de force, de pouvoir et de courage. »

Symbole de la royauté

Dans ce cas, l'éléphant, appelé « so », symbolise la royauté et la richesse. Le masque représente la trompe de l'animal, sa tête et ses oreilles, le tout agrémenté d'une figure humaine avec le nez, la bouche, les yeux. Les mkem associées aux masques éléphant sont « les sociétés Aka et Kuosi qui incluent tout l'entourage du fo [roi] – famille et serviteurs –, les notables [kam] et les individus les plus riches du gung [chefferie] ». La cagoule est portée pour deux danses spécifiques, la danse du tso et celle du nzen, qui ont lieu en des occasions bien particulières : enterrement du fo, fin de la moisson, rites bisannuels du ké [force spirituelle]...

Avant de prendre en main ce masque, désormais bien éloigné de sa terre originelle, Naomi →

→ Kuperholc-Duruel a précisé ne pas vouloir travailler sur une œuvre qui ferait l'objet d'un litige. « La question des restitutions est fondamentale pour moi, mais elle concerne surtout l'institution. Ce qui m'importe avant tout, c'est la conservation de l'objet. Je fais mon travail comme s'il s'agissait de n'importe quel artefact. »

L'histoire de ce masque éléphant Mbap Mten ne prête pas vraiment à controverse : sans doute constitué de deux parties créées à des époques différentes – la trompe serait précoloniale, la coiffe postcoloniale, en raison de la présence de perles vert foncé –, il a été acheté à Foubam, dans les années 1970, par Alain Dufour, actuel directeur de la galerie Afrique, qui l'a rapporté en France. Il a ensuite été exposé par la galerie Bernard, à Ramatuelle (sud de la France), avec tout un ensemble de masques de même catégorie. Il aurait dû ensuite rejoindre Heidelberg, en République fédérale

« **On travaille pour exposer un jour l'objet. Il faut en retrouver la forme initiale, mais sans inventer, et en stopper la dégradation.** »

allemande, où la galerie l'envoyait. Bloqué à la douane le 19 novembre 1980, il a attiré l'attention du directeur du Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie (MNAAO), qui s'est déplacé en personne pour jeter un œil à un ensemble de 177 pièces provenant de la chefferie Bandjoun. Avec quatre autres objets, le masque a été retenu, sur des critères d'ancienneté, et acheté par l'État français pour 1250 francs. Les collections du MNAAO ont ensuite rejoint celle du Musée du quai Branly, à sa création. Ainsi est mort le masque éléphant, jusqu'à ce que les doigts et la patience de Naomi Kuperholc-Duruel le ressuscitent.

Conserver la trace de son histoire

Le mémoire de l'étudiante détaille l'étude technique des matériaux, l'état de conservation général,



Ces masques étaient portés à l'occasion de danses par des membres de l'entourage du roi.

l'ensemble des altérations subies et, bien entendu, l'ensemble des interventions de restauration et de conservation effectuées. « C'est un travail que l'on réalise avec l'idée que l'objet soit un jour exposé : on le traite dans sa globalité en gardant cet objectif en tête, dit-elle. Il faut en retrouver la forme initiale, sans inventer, et en stopper la dégradation. » Dans ce cas précis, l'étudiante s'est concentrée sur la coiffe et les oreilles. Elle a retiré la cage métallique et la mousse de polyuréthane qui avaient été utilisées pour rembourrer la coiffe et lui a redonné une forme plus proche de celle qu'elle avait à l'origine, avec des matériaux pérennes. Elle a remplacé des raccommodages qui tiraient sur le textile et créaient des tensions sur l'objet. Afin de conserver une trace

de l'histoire du masque, elle a aussi recouvert – plutôt que de le remplacer – un morceau de feutre rouge postérieur à la création de l'objet.

« J'ai aussi dépoussiéré les perles, explique-t-elle. Il est possible d'effectuer un dégrassage complet, mais le Musée du quai Branly n'y est pas favorable, préférant montrer une valeur d'usage. » Pour un masque utilisé lors de danses, il n'était pas en si mauvais état que cela... Bien sûr, malgré les soins reçus, il ne dansera plus. Mais Naomi Kuperholc-Duruel a réfléchi à un astucieux système à base d'aimants qui permettrait de le présenter au public. Cette renaissance aura lieu au Musée national de Mexico, dans le cadre d'une exposition hors les murs du Musée du quai Branly - Jacques-Chirac. ●



**A PARAÎTRE EN LIBRAIRIE
LE 3 NOVEMBRE 2021**

ISBN : 978-2-268-106 18-2

éditions du
ROCHER

CINÉMA

Lina Soualem

Réalisatrice

« La mémoire de nos grands-parents risque de partir avec eux »

Dans un documentaire poignant, *Leur Algérie*, la jeune cinéaste française sonde l'histoire psychique de son pays d'origine, faite d'exils et de refoulements, à travers les souvenirs, longtemps tus et souvent douloureux, de ses ascendants.

LÉO PAJON



Elle patiente sur un canapé, à l'ombre d'un grand tilleul, dans l'espace presse du Festival du film francophone d'Angoulême. On ne s'attendait pas à ce que la réalisatrice de *Leur Algérie*, un documentaire parfaitement abouti qui doit sortir en salle le 13 octobre (lauréat du prix Docs in Progress Award à Cannes), soit si jeune, 31 ans. Ni à retrouver les traits de ses parents, les acteurs Hiam Abbass et Zinedine Soualem, dans son visage si concentré. Si son père apparaît dans son projet, c'est sur ses grands-parents paternels que sa caméra se fixe pour tenter de mettre des mots sur l'indicible, et pour raconter leur histoire d'amour et leur exil.

Jeune Afrique : Comment vous êtes-vous lancée dans ce projet ?

Lina Soualem : J'ai eu envie de filmer ma grand-mère dès l'enfance, mais je me suis dit que c'était quelque chose que devaient ressentir toutes les petites filles. Bien plus tard, mon père m'a annoncé que mes grands-parents se séparaient après soixante-deux années de mariage, ça a été un choc... Je me suis rendu compte que je ne savais rien de leur histoire et rien de leur intimité en

LOUAY NASSER

tant que couple. J'ai eu peur que leur mémoire ne disparaisse. C'est ce qui m'a décidée à filmer.

Vous n'avez pas fait d'études de cinéma, comment vous y êtes-vous prise ?

J'ai d'abord simplement présenté mon film au Fidadoc, le festival marocain. J'ai gagné une résidence où j'ai pu discuter de mon projet avec des monteurs, des réalisateurs. Mais à mon retour en France, avant même d'avoir obtenu des financements, j'ai senti la nécessité de commencer à tourner.

Des amis m'ont prêté une petite caméra numérique et un micro... et j'ai passé un mois et demi chez ma grand-mère à Thiers [une commune du centre de la France, où beaucoup

aussi. La caméra m'a donné la force de chercher ce qu'il y avait derrière les non-dits.

Votre grand-mère finit par exemple par raconter comment elle a rencontré son futur mari.

Elle avait 15 ans, il en avait 19. Ils se sont retrouvés dans la même chambre sans se connaître... c'était comme cela que ça se passait dans les années 1950, dans les zones rurales de l'Algérie.

Il y a un autre amour qui reste difficile à exprimer : celui pour les parents laissés au pays.

Cela m'a énormément frappée. Voir qu'à plus de 80 ans chacun mes grands-parents ressentaient toujours une douleur aussi vive en repensant à la séparation d'avec leurs parents. Mon grand-père était incapable de parler de ce moment et détournait la tête quand je lui montrais les photos de sa famille. Ma grand-mère a fondu en larmes en évoquant sa mère, me disant : « Je n'ai pas pu la gêter. »

Ce sont des traumatismes qui vous poursuivent toute une vie, et dont on ne parle pas en France. Ces vies ont été invisibilisées ou fondues dans une masse uniforme. On parle des immigrés, des exilés. Moi je voulais mettre en lumière la complexité, rendre compte de sentiments, de trajectoires individuelles, même si beaucoup de gens peuvent s'y reconnaître.

Comme le dit votre père dans le documentaire, il y a en arrière-plan un mythe, celui du retour en Algérie.

Mon grand-père est resté comme enfermé dans un espace intermédiaire... il n'était plus algérien, et pas vraiment français, c'était dur pour lui de s'enraciner de nouveau. C'est ça, le drame de l'exil. Il y a toujours le fantasme de rentrer, mais alors ce serait renoncer à la retraite... aux droits pour lesquels on s'est sacrifié toute sa vie. Il a finalement été enterré à Thiers, près de son frère mort plus jeune. Mon père aussi a grandi avec cette idée du retour, il n'a demandé la nationalité française qu'à l'âge de 28 ans.

L'un des rares moments où le visage de votre grand-père s'illumine, c'est quand vous lui montrez des images que vous avez filmées dans son village, à Laaouamer.

Au début, il a cru que c'étaient des images de Thiers sous la neige... Mais quand il a compris que c'était son village, il y a eu une lueur dans ses yeux. Je sais qu'il a parlé de mon voyage à tout le monde, qu'il était fier que j'aie été sur place rencontrer mes cousins. Peut-être était-il content lui aussi que la transmission ne soit pas rompue, et qu'il reste quelque chose de cette histoire. C'est une génération pour laquelle tout se transmettait de façon orale. Si on ne capte pas la mémoire de nos grands-parents, elle partira avec eux. Et leur histoire sera traitée en France comme une histoire parallèle.

Travaillez-vous déjà sur un autre projet ?

Oui... Ce sera également un documentaire. Je pars cette fois sur les traces de l'histoire de ma mère, née dans une famille palestinienne avec neuf autres enfants dans un village traditionnel de Galilée. ●

« **Mon grand-père se taisait, ma grand-mère ne pouvait que rire de gêne quand j'abordais des questions intimes. Cela va au-delà de l'interdit.** »

d'immigrés ont travaillé dans les manufactures de coutellerie]. Mes grands-parents étant séparés, et, vivant dans des immeubles qui se faisaient face, je voyais et filmais au début mon grand-père de loin. Mais c'était leur couple qui m'intéressait, et peu à peu je me suis rapprochée de lui. Au bout de trois ans de tournage, j'ai réussi à le faire doucement sortir de son silence.

On comprend rapidement que vos grands-parents ne réussissent pas à exprimer leurs sentiments.

Dire ce qu'on ressent, c'est impossible pour eux. Mon grand-père se taisait, ma grand-mère ne pouvait que rire de gêne quand j'abordais des questions intimes. Cela va au-delà de l'interdit, c'est culturel, générationnel, lié à leur milieu social

Leur Algérie,
de Lina Soualem, 1 h 12,
sortie dans les salles
françaises le 13 octobre.



jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



AVEC JEUNE AFRIQUE DIGITAL, PROFITEZ :

- + de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
- + de nos newsletters et de nos alertes pour suivre toute l'actualité africaine en temps réel
- + de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain

Abonnez-vous

à Jeune Afrique Digital
à partir de

1 €

seulement

et profitez de toute l'actualité
africaine décryptée pour vous.

Rendez-vous sur
jeuneafrique.com/abonnements
pour découvrir nos offres



POUR TOUT COMPRENDRE DE L'ÉVOLUTION D'UN PAYS

GRAND FORMAT **DJIBOUTI**

ENJEUX p. 222 | ÉCONOMIE p. 232 | SOCIÉTÉ p. 236



L'exception est-africaine

Croissance solide, cohésion nationale intacte, tradition du vivre-ensemble renforcée... Dans une région troublée par le conflit déchirant l'Éthiopie voisine, la petite République fait figure d'îlot de stabilité.



DORALEH

HORIZON DJIBOUTI TERMINALS LTD

HORIZON DJIBOUTI TERMINALS Ltd (HDTL) est un terminal pétrolier en eau profonde, tenant en main tous les aspects du professionnalisme et des performances.

Ce terminal moderne est le résultat de la stratégie du Président de la République visant à faire de Djibouti « Un Hub Régional » avec tous les moyens et les nécessaires en termes de sécurité, de maîtrise de la pollution et de contraintes de non accessibilité.

HDTL est le seul terminal pétrolier de pointe dans la région de l'Afrique de l'Est. Son emplacement stratégique au carrefour des grandes voies maritimes le rend encore plus attractif.

HDTL propose des jetées dédiées à tirant d'eau profond ainsi que de grandes capacités de réservoir, qui répondent aux exigences de stockage locales, régionales et de contango (Trading).

Accompagnant la grande vision d'une structure de hub régional, **HDTL** s'est doté d'une capacité globale de stockage de 371 000 mètres cubes (cbm) avec deux quais de 30 000 et 80 000 tps, 12 quais de chargement de camions, 1 chargement de camions vrac GPL.

Cette capacité pourrait assurer l'approvisionnement de la demande locale et régionale en doublant facilement les performances actuelles d'**HORIZON DJIBOUTI TERMINALS**, qui sont de l'ordre de 4 à 5 millions de m³ par an.

Ces installations de stockage couvrent toutes les différentes qualités de carburants et autres produits dont les principaux sont :

- Gasoil
- Jet A1
- Fiouls 80 et 180 CST
- Mogas
- GPL

HORIZON DJIBOUTI TERMINALS est doté d'un nombre limité d'employés dévoués et bien formés (environ 100 personnes) qui sont tous de nationalité djiboutienne. Malgré la taille relativement petite du personnel, **HDTL** a pu atteindre et dépasser de loin les performances des 3 anciens terminaux de l'industrie pétrolière avec un débit d'environ 2 millions de m³ par an. Cela a été possible dans une large mesure grâce au cycle de fonctionnement entièrement automatisé et intégré dont **HDTL** est équipé.

Ces performances correspondent à :

- Un plus d'augmentation de l'activité globale s'élevant à plus de 100 % des réalisations précédentes en stockage et débit (5 millions de m³ contre 2 millions de m³ par an).
- Un plus d'augmentation globale de l'activité s'élevant à plus de 100 % des réalisations antérieures en dépôts de camions (300 Camions par jour contre 120 Camions par jour).

HORIZON DJIBOUTI TERMINALS est conçu pour répondre de manière efficace et économique à la demande locale et régionale en produits pétroliers raffinés.

Le volume de transit annuel actuel est + de 5 millions de m³ est consacré à la fourniture de :

- Pays voisins et besoins locaux
- Besoins du commerce international du pétrole.
- Stocks stratégiques pour les organisations gouvernementales.

Les projets à venir de HORIZON DJIBOUTI TERMINALS sont :

- Les connexions ferroviaires au terminal pour exporter le produit vers l'Éthiopie
- Le lancement de la Phase 3 du Projet Initial avec une capacité de stockage globale d'un demi million de m³.

Dépôt Pétrolier aux Normes Internationales

TERMINAL HORIZON DJIBOUTI



Certifications :

• ISO 9001 : 2015 • ISO 14001 : 2015 • ISO 45001 : 2018





Édito **François Soudan**

Au-dessous du volcan

Un à cent quinze. Tel est l'écart, en millions d'habitants, entre Djibouti et son voisin éthiopien, mastodonte régional aux soubresauts imprévisibles, séparé de la petite République par 390 kilomètres de frontière, entre Djalelo et le mont Moussa Ali. C'est dire si les convulsions qui disloquent la mosaïque éthiopienne depuis près d'une année peuvent avoir ici un effet de réplique, redouté par beaucoup de Djiboutiens. L'ex-empire abyssin est en effet en guerre, et ses instigateurs – le Premier ministre Abiy Ahmed comme les rebelles tigréens – jouent en permanence avec les tensions intercommunautaires qui déchirent ce patchwork de quatre-vingts groupes ethniques et de dix gouvernements régionaux, au risque de déstabiliser l'ensemble de la Corne de l'Afrique.

Entre juillet et août, Djibouti a craint le pire. Bloquées sur le front ouest en direction de la frontière soudanaise, les Forces de défense tigréennes ont en effet tenté de s'ouvrir un corridor vers l'est et de couper l'axe Djibouti - Addis-Abeba. La manœuvre a échoué face aux troupes fédérales appuyées par diverses milices régionales, et le train qui relie les deux capitales fonctionne toujours. Mais la

menace de thrombose qui pèse sur cette artère absolument vitale pour les deux pays n'est pas pour autant dissipée.

Délires d'activistes

Surtout, cette métastase du conflit a donné lieu à la fin de juillet, en territoire éthiopien, à des massacres croisés entre populations afar et somali qui se sont soldés par plusieurs centaines de morts avant de gagner les quartiers d'habitats précaires de Djibouti où, le 1^{er} août, des migrants éthiopiens des deux ethnies se sont à leur tour affrontés. Les Djiboutiens étant pour l'essentiel des ressortissants de ces deux communautés (les Issas sont l'une des cinq grandes confédérations claniques des Somali), le risque était réel de voir les violences s'étendre et mettre en pièces le tissu national. Or il n'en a rien été.

Attisée par les délires d'activistes sur les réseaux sociaux, qui n'ont pas hésité à mettre en

scène de fausses images de pseudo-génocides ethniques survenus en Éthiopie, cette flambée de violence est retombée en moins de vingt-quatre heures. Encore traumatisée par les souvenirs douloureux de la guerre civile du début des années 1990, la classe politique dans son ensemble a immédiatement appelé au calme, et la population djiboutienne n'a pas suivi les agitateurs.

Preuve de maturité

Conscients de vivre à la fois dans l'œil du cyclone et sur un îlot de stabilité où ce type d'incident est extrêmement rare sous la houlette d'un président dont la longévité au pouvoir s'explique, entre autres raisons, par son habileté à gérer les relations intercommunautaires, les compatriotes d'Ismaïl Omar Guelleh ont donc fait preuve de maturité. La crise majeure que traverse l'Éthiopie avec ses dizaines de milliers de victimes et ses deux millions de déplacés a certes quelque chose d'angoissant vu du golfe de Tadjourah, d'autant plus que l'Érythrée, l'adversaire de trente ans, y joue son propre rôle. Mais il n'est pas interdit d'en prévoir aussi une conséquence positive pour Djibouti : renforcer, face au danger, la cohésion nationale. ●

● ● ●
**Le risque était réel
de voir les violences
s'étendre et mettre en
pièces le tissu national.**

POLITIQUE

IOG, cinq sur cinq

Réélu sans surprise en avril pour un cinquième quinquennat, Ismaïl Omar Guelleh apparaît plus que jamais comme le garant de la stabilité et du développement. Et la petite République de Djibouti comme un modèle à suivre dans une région troublée par la crise tigréenne.

OLIVIER CASLIN, ENVOYÉ SPÉCIAL



Le chef de l'État
djiboutien au palais
présidentiel, lors d'une
interview accordée à
Jeune Afrique
en octobre 2020.

VINCENT FOURNIER POUR JA

On ne change pas une formule qui gagne. Pour assurer sa réélection à la présidentielle du 9 avril dernier, Ismaïl Omar Guelleh (IOG) a simplement proposé à ses compatriotes de « continuer ensemble » l'aventure entamée en... 1999. Il a été parfaitement entendu, puisqu'il a obtenu son cinquième mandat avec plus de 97,30 % des suffrages exprimés. Un score spectaculaire, supérieur à celui enregistré par le chef de l'État lors de sa précédente réélection, en 2016 (87 %), mais sans aucune surprise faute d'adversaires sérieux, l'opposition ayant décidé cette fois de passer son tour – sans pour autant appeler officiellement au boycott.

Mais c'est un point de détail pour le camp présidentiel, qui, pendant la campagne, s'est appliqué à mettre en avant les incontestables réussites de son chef : la stabilité du pays dans une sous-région toujours davantage dans la tourmente, une gestion efficace de la crise sanitaire – qui a même valu au pays un satisfecit de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) – et, surtout, un bilan économique largement positif, illustré par un PIB multiplié par sept au cours des vingt-deux années de règne du président Guelleh, pour s'établir à plus de 3 milliards de dollars en 2020. Seul face à lui-même, le candidat Guelleh a d'ail-

Il n'aura pas trop de cinq ans pour « améliorer l'employabilité » d'une population dont 75 % a moins de 35 ans et 60 % est au chômage.

leurs pu profiter des réalisations du chef de l'État sortant, multipliant les coupures de ruban et les poses de première pierre qui symbolisent le développement à marche forcée du pays.

« Quasiment plébiscité pour l'ensemble de son œuvre », selon ses proches, le président djiboutien dispose donc de cinq années supplémentaires « pour finir le travail »,



Meeting de campagne d'IOG à Balbala, dans Djibouti-Ville, le 29 mars, dix jours avant la présidentielle.

explique Djama Mohamed Hassan, qui était le directeur de campagne d'Ismaïl Omar Guelleh. À chaque meeting, le message a été le même : le cinquième mandat sera celui de la redistribution des fruits de la croissance auprès de la population. Notamment en direction de la jeunesse, cette fameuse « génération IOG » qui, en mars dernier, aurait demandé au président de rempiler.

Rééquilibrage social

En matière de progrès social et d'inclusion économique, « beaucoup a déjà été fait, mais beaucoup reste encore à faire », de l'aveu même du chef de l'État, ainsi qu'il l'a rappelé lors de son discours d'investiture, le 15 mai. Le chantier est en effet particulièrement vaste pour le président, qui n'aura pas trop de cinq ans pour « améliorer l'employabilité » – comme disent ses conseillers – d'une population dont 75 % est âgée de moins de 35 ans et près de 60 % est au chômage. « Notre économie fait face à une contradiction. Elle dispose d'infrastructures modernes et adaptées au modèle de développement suivi par le pays, mais pas des ressources humaines formées dont elle a besoin pour les utiliser, regrette-t-on à la présidence. Priorité doit donc être donnée à l'économie sociale, pour qu'à Djibouti, comme partout ailleurs dans le monde, la pauvreté diminue quand la croissance augmente. »

La composition du gouvernement nommé le 24 mai reflète les priorités affichées par IOG pour son cinquième

quinquennat. D'abord, la continuité, à la primature comme dans les ministères régaliens, ensuite, et surtout, la jeunesse et les affaires sociales, qui, dans le même temps, remonte dans l'ordre protocolaire gouvernemental. À l'image du ministère des Affaires sociales et des Solidarités, censé être l'un des principaux instruments de ce développement économique inclusif promis par IOG et qu'il a confié à une jeune ministre, Ouloufa Ismaïl Abdo.

Ce rééquilibrage social, « plus que jamais nécessaire », d'après un conseiller du président, est censé intervenir au moment où l'économie djiboutienne fait face à un contexte extérieur incertain. Si le pays semble avoir su limiter les effets dévastateurs de la pandémie, il commence en revanche à ressentir les premières conséquences du conflit qui agite l'Éthiopie depuis novembre 2020. L'électricité continue d'être fournie par Addis-Abeba, et les frontières de la petite République ne sont pas encore prises d'assaut par les vagues de réfugiés, mais les trafics portuaires commencent à marquer le pas, et certains projets d'alimentation en eau ou de doublement de l'interconnexion électrique sont aujourd'hui au point mort. La baisse des tarifs de la compagnie nationale Électricité de Djibouti (EDD), jugés prohibitifs par les observateurs internationaux et insupportables par les Djiboutiens eux-mêmes, n'est donc pas pour demain.

Ces derniers mois, les conséquences de la crise éthiopienne n'ont pas été

qu'économiques à Djibouti, mais aussi communautaires. L'apparition des troupes tigréennes dans la région Afar limitrophe, pour couper les voies d'approvisionnement de l'armée fédérale, a réveillé les vieux antagonismes entre les populations locales et les Somalis arrivés d'Ogaden depuis plusieurs décennies. Des violences éclatent régulièrement entre les deux communautés qui ont déjà fait plusieurs centaines de morts dans chaque camp.

Impact de la crise tigréenne

Depuis, ces tensions ont traversé les frontières, et, le 3 août dernier, ce sont les communautés afars et issas de Djibouti qui en venaient aux mains dans certains quartiers populaires de la capitale. En plus d'avoir

causé plusieurs incendies, ces événements ont surtout rallumé les craintes d'un nouveau conflit communautaire comme celui qu'a déjà connu le pays au début des années 1990. Et alors que certains hauts responsables politiques djiboutiens n'ont pas hésité à mettre un peu d'huile sur le feu, IOG, avec sa fine connaissance des réalités ethniques du pays, « apparaît plus que jamais comme le seul capable de maintenir l'équilibre entre les communautés », estime le représentant d'une grande institution internationale.

« Nous sommes assis sur des braises », reconnaît-on à la présidence. Avec les tensions grandissantes entre l'Éthiopie et le Soudan (soutenu par son allié égyptien),

la Somalie toujours en proie à ses démons intérieurs, l'implication érythréenne dans le conflit tigréen, ou encore la guerre civile au Yémen..., Djibouti apparaît plus que jamais comme l'unique îlot de stabilité dans la Corne de l'Afrique. Et son président comme le dernier sage capable de jouer les conciliateurs à l'échelle de la sous-région. Pas question donc de laisser la situation interne se détériorer pour IOG, plus que jamais garant de la paix et du développement de son pays durant ce qui devrait être son dernier mandat. En 2026, il aura en effet dépassé la limite d'âge, fixée à 75 ans par la Constitution, qu'il s'est une nouvelle fois engagé à respecter lors de son investiture. ●

Handicap Accessibilité accélérée

La mise en place d'une agence spécialisée a permis à la cause des personnes atteintes d'une infirmité de faire d'énormes avancées ces dernières années. Une initiative très rare sur le continent.

En décembre prochain, Djibouti abritera la troisième édition de la Semaine nationale du handicap, sous le patronage de la présidence, qui profite de l'événement pour organiser de nouvelles assises nationales. Les précédentes, tenues il y a quatre ans, avaient donné lieu à un rapport, remis à Ismaïl Omar Guelleh (IOG), qui a, depuis, considérablement changé la vie des personnes en situation de handicap à Djibouti.

« En dehors du réseau associatif, il n'existait pas de politique publique sur ce dossier », rappelle Doualeh Saïd Mahamoud, non-voyant, directeur général depuis 2018 de l'Agence nationale des personnes handicapées (ANPH), qu'il a contribué à créer. Depuis les assises de 2017, tout est en effet allé très vite. IOG s'est emparé du dossier, « ce qui a permis à la cause des handicapés de faire un bond énorme en seulement quelques années », reconnaît le directeur de l'ANPH. Un bond institutionnel d'abord, avec la création effective de cette agence dès juin 2018, juridique ensuite, avec la définition d'une stratégie nationale

du handicap devant s'articuler sur la période 2021-2025.

Outils numériques

« Cette stratégie doit permettre de sortir les 8,5 % de Djiboutiens concernés de leur anonymat », explique Doualeh Saïd Mahamoud, qui a eu le temps d'étudier le système suédois pendant ses vingt années de pratique à Stockholm. Élaboré par l'agence en collaboration avec les associations qui lui sont liées, le document établit des priorités en matière d'accès au logement et d'accès à l'emploi, il prévoit une série d'engagements allant de la prévention du handicap aux problématiques de fin de vie. Il répond surtout à l'une des principales missions de l'ANPH : adapter les structures administratives, les équipements et les aménagements aux besoins des personnes en situation de handicap.

L'agence peut compter sur son ancrage institutionnel et sur le soutien présidentiel pour sensibiliser les différents ministères concernés afin qu'ils intègrent cette stratégie dans leurs propres plans d'action.

À commencer par l'utilisation des outils numériques pour effectuer les démarches administratives. Déjà enregistrées dans l'inventaire des personnes vulnérables utilisé par le ministère des Affaires sociales, les personnes en situation de handicap devraient être parmi les premiers Djiboutiens à bénéficier des services de l'e-gouvernement, dont la mise en place est en cours. ●

Olivier Caslin



Doualeh Saïd Mahamoud (à g.), directeur général de l'ANPH.

ABOUBAKER MOHAMMED HALLOTTA

DIPLOMATIE

Mahmoud Ali Yousseuf

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

« L'Éthiopie ne va pas se disloquer »

PROPOS RECUEILLIS À DJIBOUTI PAR OLIVIER CASLIN

Nommé à la tête du ministère des Affaires étrangères en 2005, Mahmoud Ali Yousseuf, 56 ans, est un chef de la diplomatie expérimenté. Pressenti pour prendre les rênes du gouvernement au lendemain de la réélection du président Ismaïl Omar Guelleh à un cinquième mandat, en avril, Mahmoud Ali Yousseuf est pourtant reconduit dans ses fonctions, qu'il connaît sur le bout des doigts. Tout comme la géopolitique de la sous-région. À l'heure où la situation éthiopienne commence à faire craindre le pire pour la stabilité de la Corne de l'Afrique et au-delà, il revient sur les enjeux de cette crise et, plus généralement, sur les

priorités diplomatiques du pays et ses nouvelles représentations sur le continent.

Jeune Afrique : Quelle feuille de route le chef de l'État vous a-t-il confiée pour ce quinquennat ?

Mahmoud Ali Yousseuf : Nous voulons d'abord continuer de préserver la paix et la stabilité dans notre pays et dans la région. C'est une question transfrontalière aujourd'hui, car ce qui se passe chez nos voisins se répercute automatiquement chez nous, que ce soit sur le plan sécuritaire et sanitaire, mais également au niveau économique. Notre diplomatie va notamment veiller à être plus active sur ce dernier

volet pour accompagner la diversification de notre économie vers des secteurs où nous avons encore beaucoup à faire, comme le numérique, le tourisme ou l'énergie. Cette diplomatie économique, axée sur des secteurs prioritaires, est devenue obligatoire et nécessaire pour soutenir le développement durable de notre pays. Nos représentations diplomatiques à l'étranger ont reçu des directives pour travailler dans ce sens. Nos attachés économiques et commerciaux, les ambassadeurs eux-mêmes, doivent être les porte-voix de cette politique.

Est-ce pour répondre à ces missions qu'un vaste remaniement parmi vos



VINCENT FOURNIER POUR JA

À la tête des Affaires étrangères depuis 2005, Mahmoud Ali Yousseuf connaît ses dossiers mieux que personne.

ambassadeurs est engagé depuis le mois de juin ?

Nous venons en effet de relever de leurs fonctions ou de mettre à la retraite quatre de nos ambassadeurs, et six autres ont été rappelés. Leurs remplaçants sont en cours de nomination, ainsi que notre premier ambassadeur en Côte d'Ivoire, puisque nous allons très prochainement y inaugurer une représentation diplomatique. La Côte d'Ivoire est une locomotive de l'économie ouest-africaine et abrite également le siège de la BAD [Banque africaine de développement]. Il est donc très important pour notre diplomatie, qui vise aujourd'hui à attirer les investissements, d'ouvrir sa première ambassade en Afrique de l'Ouest, plus particulièrement à Abidjan.

Les ambassadeurs d'Éthiopie et de Somalie figurent parmi les « rappelés ». Est-ce lié au contexte de crise actuelle dans la sous-région ?

Les relations de Djibouti avec ses deux voisins sont aujourd'hui stables. Nous devons maintenir avec eux un lien de proximité, focalisé sur nos intérêts partagés en matière de sécurité ou de développement du commerce et de l'économie. L'actuel changement d'ambassadeurs répond à un besoin de renouvellement naturel de nos cadres diplomatiques dans la région.

Votre pays ressent-il les effets de la crise qui agite l'Éthiopie depuis plusieurs mois ?

Djibouti est le premier à subir les dommages collatéraux du conflit éthiopien. Nos économies sont tellement interdépendantes que nos relations sont quasi organiques. Toute perturbation chez notre premier partenaire commercial a donc des répercussions immédiates chez nous, et nous commençons à les ressentir depuis quelques semaines. Les trafics portuaires à l'import ainsi que le transit ont fortement baissé, tandis que, dans l'autre sens, nos produits importés d'Éthiopie, comme les céréales, les fruits et les légumes, peinent à être acheminés. L'impact est réel, et nous ne maîtrisons pas le cours des événements.

Craignez-vous un scénario catastrophe ?

Nous sommes persuadés que l'Éthiopie ne va pas se disloquer. C'est un pays complexe, habitué à traverser des crises profondes. La phase de transition entamée ces dernières années montre les limites du fédéralisme ethnique mis en place il y a trente ans. Et une succession de décisions malheureuses prises, tant par le gouvernement central que par le TPLF [Front de libération du peuple du Tigré], ont conduit à cette situation dramatique sur le plan politique et humanitaire.

« **Notre pays est le premier à subir les dommages collatéraux du conflit éthiopien. Nos économies sont si interdépendantes que nos relations sont quasi organiques.** »

Il va falloir beaucoup de temps pour que cette crise soit résolue une fois pour toutes. Et cela ne pourra se faire que sur la base du dialogue. C'est ce que souhaite la communauté internationale et c'est, du point de vue de Djibouti, la seule issue souhaitable. Il est aujourd'hui très difficile de voir comment vont évoluer les choses, mais il y a urgence à ce qu'un cessez-le-feu puisse être instauré le plus tôt possible. La situation nous préoccupe beaucoup, et nous espérons vraiment qu'Abiy Ahmed, le Premier ministre éthiopien, règle cette crise. Djibouti souhaite travailler avec une Éthiopie unie pour voir nos économies continuer d'avancer vers une plus grande intégration.

Quelles conséquences les tensions communautaires éthiopiennes peuvent-elles avoir sur les populations afar et issa de Djibouti ? Des heurts sont intervenus au début d'août dans certains quartiers de la capitale...

Des incidents ont en effet eu lieu dans certains quartiers où vivent les deux communautés. Ils sont l'œuvre d'agitateurs rapidement arrêtés et traduits devant la justice. La classe politique djiboutienne dans son ensemble doit rester très vigilante sur cette question et ne jamais donner l'impression de chercher à importer chez nous les problèmes communautaires éthiopiens. C'est le rôle de notre gouvernement de préserver la paix et la stabilité du pays et, pour cela, de suivre avec la plus grande attention les évolutions de l'Éthiopie.

En recevant le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, en juin, Ismaïl Omar Guelleh n'a-t-il pas craint de contrarier Addis-Abeba, qui est en froid avec Le Caire sur la question du barrage de la Renaissance ?

Djibouti ne joue pas la carte de l'Éthiopie contre l'Égypte ni le contraire. Ce n'est pas dans son intérêt. Quant au barrage, notre position consiste à rappeler à nos deux pays frères qu'ils doivent avant tout privilégier le dialogue. Et c'est exactement ce que nous avons rappelé au président Sissi lors de sa visite.

Face à ce contexte régional délicat, Djibouti semble pouvoir compter sur le soutien de la France. Comment qualifiez-vous aujourd'hui les relations avec Paris ?

Elles sont très bonnes, en effet. Les deux chefs d'État se comprennent et partagent la même analyse face aux enjeux régionaux. Nous avons pu avoir l'impression par le passé que Paris n'avait peut-être pas mesuré la force et l'importance de cette relation, notamment pour assurer la stabilité dans la sous-région. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Malgré les rumeurs, le partenariat entre la France et Djibouti est solide et a été réaffirmé en février dernier, à Paris, par l'accord de principe des deux présidents sur l'ouverture des négociations pour la reconduction du traité de coopération en matière de défense qui devrait lier les deux pays pour encore dix ans. ●

EXÉCUTIF

Les femmes du président

Elles sont six sur les vingt-six membres du gouvernement. Et dirigent des portefeuilles clés du nouveau quinquennat. Portraits.

OLIVIER CASLIN

Lorsqu'il a dévoilé, le 24 mai 2021, la composition du premier gouvernement de son nouveau quinquennat, Ismaïl Omar Guelleh (IOG) semble s'être appliqué à lui-même son slogan de campagne. Tout juste réinvesti, le chef de l'État a en effet décidé de « continuer ensemble », en reconduisant la grande majorité des membres de son précédent gouvernement, Premier ministre en tête. En dehors du jeu de chaises musicales pour l'attribution des grands ministères régaliens, les changements ont été rares au sein de la nouvelle équipe (qui compte 26 membres, contre 23 auparavant). Ils n'en sont que plus significatifs des directions qu'entend donner IOG à son mandat. À commencer par le renforcement de la représentativité et du rôle des femmes dans les sphères politiques et socio-économiques djiboutiennes, qui retient l'attention du président depuis longtemps.

Ce n'est donc pas un hasard si leur nombre a doublé, passant de trois à six dans l'actuel gouvernement, nouveau record pour le pays. Il a nommé les trois nouvelles venues à la tête de portefeuilles clés, représentatifs de ses priorités – comme les Affaires sociales et les Solidarités, confiées à Ouloufa Ismaïl Abdo, et l'Économie numérique et l'Innovation, à Mariam Hamadou Ali –, mais aussi révélateurs des changements qu'il entend insuffler dans la société, avec un ministère de la Jeunesse et de la Culture (pour la première fois émancipée de la tutelle religieuse), piloté par Hibo Moumin Assoweh. Rencontre avec ces trois représentantes revendiquées de la « génération IOG ». ●



OLIVIER CASLIN POUR JA

OULOUPA ISMAÏL ABDO

Cheffe de mission sociale

À 40 ans, Ouloufa Ismaïl Abdo est là où elle veut être, à proximité du président, qu'elle soutient depuis sa jeunesse. Elle avoue sans peine son « émotion lors du premier Conseil des ministres », mais aussi sa surprise devant l'étendue de son portefeuille. Compte tenu de son parcours, l'ancienne directrice de l'Office djiboutien de la propriété intellectuelle et commerciale (ODPIC), qui fut ensuite présidente de la Commission nationale de la communication (CNC), de 2016 jusqu'en mai 2021, « pensait [se] voir attribuer le Commerce ou la Communication ». Et la voilà à la tête du ministère des Affaires sociales et des Solidarités, fer de lance de l'action présidentielle pour les cinq années à venir en matière d'emploi, de formation professionnelle, et de développement économique et social en général.

Une promotion qui vient récompenser la carrière de cette juriste de formation, passée par les bancs de l'université de Reims (dans l'est de la France), qui a su démontrer ses capacités à diriger les institutions du pays. Défenseuse de la première heure de la cause des femmes, elle se sent aujourd'hui investie d'une mission, celle « de contribuer à sortir [son] pays de la pauvreté ». Elle sait pouvoir compter sur le soutien d'IOG, tout en étant bien consciente que le chef de l'État attend des résultats et que son agenda s'annonce des plus chargés. « La population aussi attend », conclut Ouloufa Ismaïl Abdo. ●

HIBO MOUMIN ASSOWEH

La jeunesse d'abord

Elle a beau être poétesse, docteure en sciences littéraires générales et comparées, spécialiste de littérature djiboutienne, maître de conférences en littératures francophones (depuis 2004) et directrice du centre de recherche universitaire à l'université de Djibouti, Hibo Moumin Assoweh corrige : l'intitulé de son portefeuille est bien celui de la Jeunesse et de la Culture. Pas le contraire. « C'est le mandat de la jeunesse ! » insiste la ministre, comme pour rappeler le sens des priorités du chef de l'État. Et donc des siennes.

Passerelles culturelles

Première femme dans l'histoire du pays à occuper ce maroquin, elle voit déjà les passerelles culturelles qu'elle compte lancer « pour solliciter les jeunes, les intégrer culturellement, mais aussi économiquement, à la société ». Les jeunes Djiboutiens, Hibo Moumin Assoweh les connaît bien pour les avoir accompagnés pendant toute sa carrière d'enseignante. Du collège Charles-de-Foucauld, situé dans le quartier 7 bis de la capitale, où elle a grandi et où elle habite toujours, jusqu'aux hautes fonctions universitaires qu'elle occupe depuis des années. « C'est la première fois que j'arrête d'enseigner », confie-t-elle. À 39 ans, elle n'en affiche pas moins une collection de diplômes (des universités françaises de Montpellier, de Bourgogne et de Paris-Sorbonne, où elle obtient son doctorat en 2011), mais aussi d'honneurs littéraires, pour ses recueils de poésies qui font la part



OLIVIER CASLIN POUR L'JA

belle à son pays, aux femmes, aux racines, à la culture de Djibouti. Et que cette dernière soit pour la première fois détachée du ministère des Affaires musulmanes et des Biens waqfs (entre lesquels elle était jusqu'à présent « intercalée ») n'est pas pour lui déplaire. « Cela évite toute ambiguïté », tranche la ministre. ●



ABOUBAKER MOHAMED HALLOTTA

MARIAM HAMADOU ALI

L'économie sur le bout des doigts

Mariam Hamadou Ali vient de fêter ses 49 ans, dont vingt-quatre passés au sein du ministère de l'Économie et des Finances. Une grande maison à laquelle est rattaché le tout nouveau portefeuille de l'Économie numérique et de l'Innovation, à la tête duquel elle a été nommée le 24 mai 2021. Elle n'a donc pas vraiment quitté le ministère où elle est entrée en 1997, dont, jeune cadre, elle ne s'est absentée que pendant deux ans afin de poursuivre ses études en économie du développement à l'université de Clermont-Ferrand (dans le centre de la France), avant d'y reprendre du service, en 2004, en tant que sous-directrice du Plan, puis directrice de l'Économie, à partir de 2008.

Au cours de ces années, elle participe à l'élaboration du plan prospectif « Vision Djibouti 2035 », après s'être attelée à une

étude rétrospective sur son pays portant sur la période 1977-2007. Elle peut donc affirmer aujourd'hui « bien connaître les réalités économiques de Djibouti » sans crainte d'être contredite. C'est aussi l'avis de son ministre de tutelle, Ilyas Moussa Dawaleh, avec lequel elle a travaillé pendant onze ans et qui a fortement soutenu sa nomination à l'Économie numérique et à l'Innovation. Férue de données statistiques, elle avoue cependant se retrouver aujourd'hui « devant une feuille blanche ». En matière de transformation numérique des services publics, tout est à faire à Djibouti. Mais, forte de son passé professionnel, la ministre a déjà un plan. Et ce n'est pas parce que cette technicienne aguerrie sort de l'ombre et prend pour la première fois un peu de lumière qu'elle va changer de méthode. ●

Façonner un avenir durable en Afrique.



Leader de la révolution énergétique en Afrique, Siemens Gamesa est le premier fournisseur de solutions éoliennes sur le continent. Disposant de l'un des portefeuilles de produits les plus vastes du secteur, d'une technologie de pointe et d'une capacité d'innovation sans pareille, l'entreprise est capable d'offrir une proximité plus importante avec ses clients, mais aussi de garantir des normes plus élevées en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement. Avec près de 4 GW, soit 59 % de sa capacité installée sur le continent, Siemens Gamesa est le partenaire énergétique de confiance des acteurs africains.

www.siemensgamesa.com

SIEMENS Gamesa
RENEWABLE ENERGY



HU Bin,
Ambassadeur
de Chine
accrédité
à Djibouti

La Chine est un partenaire majeur de Djibouti dans le domaine économique et commercial, surtout en matière d'infrastructures. Un rapport de la Banque mondiale publié en mai 2021 a classé le port de Djibouti premier en Afrique en termes de performances. Quelles sont les principales raisons de ce succès de coopération ?

Ce sont surtout les idées partagées et le principe de gagnant-gagnant, car cette coopération correspond aux besoins des deux parties. Pour Djibouti, terre d'échanges et de rencontres, sa « Vision 2035 » vise à faire valoir son atout géographique qu'est un nœud névralgique des échanges économiques et commerciales entre les différents continents en construisant des infrastructures portuaires modernes et en attirant activement des investissements étrangers. L'Initiative « Ceinture et Route » proposée par la Chine est en parfaite adéquation avec la Vision de Djibouti. Les infrastructures comme Doraleh MultiPurpose Port, la zone franche internationale et le chemin de fer djibouto-éthiopien réalisées avec l'assistance de la Chine ont créé nombre d'emplois à Djibouti et favorisé sa croissance rapide ces dernières années. Malgré le choc de la pandémie, Djibouti a été une des rares économies du monde à avoir dégagé une croissance positive.

À en croire certains, les investissements chinois à Djibouti feraient tomber Djibouti dans le « piège de la dette ». Faut-il s'en préoccuper ?

Les investissements étrangers sont nécessaires pour le développement d'un pays, cela a été le cas pour la Chine

LA COOPÉRATION SINO-DJIBOUTIENNE AVEC UN AVENIR PLUS PROSPÈRE

Face à l'impact de la COVID-19, le partenariat stratégique entre la Chine et Djibouti marche toujours à un niveau élevé. Basé sur la coopération gagnant-gagnant, il sera plus prospère dans le futur.

qui a ouvert sa porte il y a plus de 40 ans, c'est d'autant plus vrai pour Djibouti qu'elle, œuvrant à devenir un hub logistique mondial, construit des infrastructures d'envergure. Dans la coopération sino-djiboutienne en matière d'investissement, les principes de bénéfices mutuels ainsi que les règles générales du marché sont respectés. Djibouti est l'actionnaire principal des projets d'infrastructures, elle n'a rien hypothéqué à la Chine et il n'y a pas non plus de la « piège de la dette ». Les institutions financières chinoises intéressées et la partie djiboutienne ont conclu, par des consultations amicales, un accord de reconstitution de la dette qui ne peut pas être remboursée dans les délais prévus. Le problème de la dette de Djibouti sera résolu avec son développement continu.

La Chine entend travailler avec Djibouti à la promotion d'une coopération gagnant-gagnant

La base militaire de la Chine installée à Djibouti a aussi attiré beaucoup d'attention, même suscité des interrogations sur son arrière-pensée.

En fait, une Base de Soutien en outre-mer est nécessaire pour la Chine, un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU afin d'assumer davantage d'obligations internationales et d'offrir des biens de sécurité publique internationaux. L'établissement de cette Base résulte des consultations amicales entre la Chine et Djibouti. Un officiel djiboutien de haut niveau m'a exprimé sa fierté de voir la Chine décider d'établir sa première base à Djibouti. Plusieurs pays y avaient déjà créé des bases, pourquoi s'inquiéter quand il s'agit de la Chine ?

Cette terre d'échanges doit être une plateforme de coopération, au lieu de foyer de suspicion ou de confrontation. Nous souhaitons que tous les pays étrangers coexistent d'une manière propice à la stabilité et à l'ouverture du pays hôte.

Qu'attend la Chine du partenariat stratégique sino-djiboutien ?

La Chine entend travailler avec Djibouti à la promotion d'une coopération gagnant-gagnant, à la consolidation des fondements politiques de leurs relations, à savoir le respect mutuel, l'attachement à la voie de développement adaptée à la réalité du pays et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, ainsi qu'à la construction d'un ordre international juste et équitable et à la sauvegarde des intérêts communs des pays en développement.

Cette année, à l'occasion du centenaire du Parti communiste chinois, la Chine entreprend une nouvelle marche pour construire un pays socialiste moderne sur tous les plans (l'objectif du deuxième Centenaire). Quant à Djibouti, le Président Ismail Omar Guelleh a été réélu et mobilisé le nouveau gouvernement dans la promotion de la cohésion et du développement du pays. Il est sûr que les relations d'amitié et de coopération est prometteuses entre la Chine et Djibouti et apportera plus de bénéfices aux peuples des deux pays comme à ceux du monde entier.

Ambassade de la République populaire de Chine en République de Djibouti

<https://twitter.com/chineambdjibout>

<http://dj.china-embassy.org/fra/>



ÉCONOMIE

Solidement amarré à la croissance

Sanitaire ou sécuritaire, les crises semblent glisser sur les différents secteurs d'activité, notamment la logistique portuaire, grâce à laquelle Djibouti s'est imposé comme la porte d'entrée orientale du continent. Décryptage.

OLIVIER CASLIN

Si depuis le début de la pandémie du Covid-19, en mars 2020, l'économie mondiale marche au ralenti, celle de Djibouti semble avoir vite retrouvé son rythme de croisière. Pas au point d'atteindre les 7 % de croissance qu'elle affichait ces dernières années, mais, avec 5 % attendus pour 2021 (*lire « Repères » p. 234*), elle a su échapper à la récession qui guette encore ses voisins.

Aujourd'hui, Djibouti semble d'ailleurs rattraper les quelques mois perdus durant le confinement : depuis le début de l'année, il a réceptionné un nouveau port à Tadjourah, la deuxième ville du pays, ainsi que



Nouveau terminal au Doraleh Multipurpose Port (DMP), en octobre 2020.

V. FOURNIER POUR L'A

l'ultime tronçon goudronné qui relie cette dernière à la frontière éthiopienne. Dans les prochains mois doivent également être livrés un parc éolien d'une capacité installée de 60 MW et une ferme solaire (30 MW), un nouvel hôpital de référence (futur CHU), un complexe commercial et hôtelier aux dimensions et au style aussi dubaïotes que ses investisseurs, sans oublier un centre de conférences, premier édifice du nouveau « Business District » qui sera développé sur le vieux port au cours des prochaines années.

Djibouti poursuit également la politique de « hub-érisation » de son économie dans les télécoms en

capitalisant sur les huit câbles sous-marins qui lui sont connectés, dans la finance, en accueillant de nouveaux établissements (comme le groupe burkinabè IB Bank, arrivé en janvier), et, surtout, dans la logistique et les transports, véritable levier de développement du pays depuis maintenant plus d'une décennie.

Destin singapourien

D'ici à 2035, la future Djibouti Damerjog Industrial Free Zone (DDIFZ), en cours de construction, qui représente un investissement supérieur à 1 milliard de dollars, accueillera un vaste dépôt de stockage pétrolier et sa raffinerie, un nouveau port polyvalent avec un terminal à conteneurs et un chantier de construction navale, une zone pour industries légères et une cimenterie. La zone franche, d'une superficie totale de 30 km² (dont 20 km² gagnés sur la mer), comptera également une centrale électrique, un parc photovoltaïque et la deuxième usine de dessalement du pays (après celle livrée en mars dans la baie de Doraleh).

Par ses dimensions et les sommes investies, la DDIFZ est le pendant, au sud de la capitale, du pôle constitué, dès 2005, au nord de Djibouti-Ville par le terminal pétrolier de Doraleh, par le Doraleh Container Terminal (DCT) et, depuis 2018, le Doraleh Multipurpose Port (DMPP), qui jouxte la Djibouti International Free Trade Zone (DIFTZ). « La vocation commerciale de ce premier complexe sera complétée et renforcée par l'activité industrielle du second », explique un conseiller à la présidence, où l'on suit de très près l'avancée des travaux destinés à faire du pays la principale porte d'entrée d'une façade maritime est-africaine qui en manque tant.

« C'est pour cette raison que Djibouti construit des ports », souligne Aboubaker Omar Hadi, président de l'Autorité portuaire et aux commandes de la Great Horn Investment Holding (GHIH), où est regroupé depuis 2016 l'ensemble des différents maillons djiboutiens de la chaîne logistique destinée à irriguer la sous-région. À commencer par l'Éthiopie, avec laquelle les liens économiques vont continuer de se renforcer à mesure de l'avancée des

travaux sur Damerjog, prévu pour recevoir à terme le principal dépôt pétrolier éthiopien ainsi que l'usine de liquéfaction du gaz acheminé depuis l'Ogaden pour être exporté vers la Chine. « Avec Damerjog, Djibouti se rend encore plus indispensable auprès de l'Éthiopie », confirme le directeur général du Fonds de développement économique de Djibouti (FDED), Ali Daoud Houmed.

Cette interdépendance inquiète cependant, à l'heure où le conflit dans le Tigré, déclenché en novembre 2020, menace sérieusement la stabilité de la fédération éthiopienne et de toute la région. « L'Éthiopie est éternelle ! » préfère croire Aboubaker Omar Hadi, même

Depuis le début du conflit tigréen en Éthiopie, en novembre 2020, le volume de trafic dans les ports djiboutiens a diminué d'environ 6 %.

si, ces dernières semaines, il commence à sentir l'impact de la crise, « avec une baisse des trafics portuaires de l'ordre de 6 % dans les deux sens ». Pas question pour autant de reporter les travaux déjà bien avancés sur Damerjog. « Quand la situation redeviendra normale, nous serons prêts », martèle encore le patron des ports.

Djibouti se sent l'âme décomplexée d'un miraculé à qui tout serait enfin permis. Retranché derrière les bases militaires étrangères installées sur son territoire, fort d'une monnaie indexée sur le dollar américain et les nombreux capitaux apportés par les diasporas yéménite et somalienne, le pays se prédit toujours un avenir singapourien où il rejoindrait Durban et Tanger au rang des premières interfaces industrialo-portuaires du continent.

Il est pourtant loin de disposer des moyens pour financer ses ambitieux projets. Même si la dette avec la Chine a bien été ramenée aux alentours →

REPÈRES

Croissance solide, mais risque de surendettement

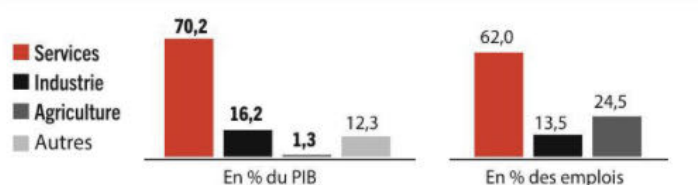
	2019	2020	2021	2022
			Projections	
			(en %)	
Croissance (PIB réel, à prix constants)	7,5	-1,0	5,0	5,5
Inflation (moyenne annuelle)	3,3	2,9	2,3	2,1
			(en % du PIB)	
Solde budgétaire global	-0,8	-1,3	-2,0	-1,8
Recettes	21,7	21,2	18,6	18,8
Dépenses	22,5	22,5	20,6	20,6
Balance des paiements	13,0	2,9	-2,0	-0,7
Investissements	27,8	29,5	26,3	33,2
Dette publique totale	66,5	72,9	67,7	64,5
Dette des administrations publiques	38,7	42,2	40,2	38,2

Des progrès à pérenniser

IDH	Indice de développement humain (IDH) 0,524 , contre une moyenne de 0,547 en Afrique subsaharienne, soit le 166^e rang sur 189 pays classés dans le monde
	Espérance de vie 67,1 ans , au-dessus de la moyenne de 61,5 ans en Afrique subsaharienne
	Population 1 million d'habitants , dont 77,6 % d'urbains : très supérieur à la moyenne de 39,7 % en Afrique subsaharienne
	Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1,90 \$ par jour) 28,2 % : bien moins que la moyenne de 45,7 % en Afrique subsaharienne
	Taux de chômage 11,6 % de la population active
	Durée moyenne de scolarisation d'un Djiboutien âgé de 25 ans 4,1 ans : au-dessous de la durée attendue de 6,2 ans et de la moyenne de 5,6 ans en Afrique subsaharienne
	Classement « Doing Business » 112^e rang sur 190 pays étudiés, avec un score de 60,5 sur 100 dans l'édition 2020 du classement de la Banque mondiale sur la facilité à faire des affaires

SOURCES : PNUD, RDH 2020 ; BANQUE MONDIALE ET FMI, AVRIL 2021

Le tertiaire, pilier de l'économie



→ de 70 % du PIB en 2020. « Le risque de surendettement existe toujours. La plupart des investissements réalisés sont productifs et vont donc un jour atteindre leur seuil de rentabilité, mais, d'ici là, ils constituent un fardeau pour le pays », estime Boubacar-Sid Barry, résident pour la Banque mondiale à Djibouti. Une situation parfaitement illustrée par la ligne de chemin de fer djibouto-éthiopienne, qui, trois ans après son inauguration, n'a toujours pas trouvé son rythme de croisière.

Partage des richesses

Afin de poursuivre sa politique de développement sans charger davantage la barque de l'endettement, Djibouti multiplie donc les partenariats public-privé (PPP), diversifiant son économie en même temps que la nationalité de ses partenaires. Après avoir pratiquement disparu du paysage djiboutien, les entreprises françaises font ainsi un retour remarqué ces derniers mois, comme Eiffage et Engie dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.

Mais Djibouti ne compte pas se développer qu'avec « l'argent des autres ». Le pays dispose aujourd'hui de deux véhicules financiers pour soutenir son économie : la GHIH, qu'Aboubaker Omar Hadi voit comme le futur « Temasek » djiboutien (du nom de l'entité présente dans les principaux secteurs économiques singapouriens), et, depuis juin 2020, le Fonds souverain de Djibouti (FSD). Son objectif ? « Faire profiter la population de la croissance », explique Mohamed Sikieh Kayad, président du FSD. « On ne peut en effet parler de développement économique que lorsque la très grande majorité des gens dispose d'un niveau de vie acceptable, rappelle le représentant local de l'un des bailleurs de fonds du pays. Ce qui est encore loin d'être le cas au regard des principaux indicateurs sociaux. »

Pour rendre le modèle djiboutien inclusif, « le pays doit renforcer la productivité de ses infrastructures en formant son capital humain », explique Boubacar Si-Barry. Comme a justement su si bien le faire Singapour, qui fait plus que jamais figure d'exemple à suivre à Djibouti. ●

QUESTIONS À...

Houssein Ahmed Houssein

Directeur général de Horizon Djibouti Terminals Limited (HDTL)

Djibouti dans le sillage de Singapour et Tanger

Si Djibouti s'enorgueillit aujourd'hui de disposer d'un chapelet d'installations portuaires le long de son littoral, le pays a dû attendre près de cent vingt ans entre la construction du vieux port installé au cœur de la capitale et celle d'un nouveau terminal dans la baie de Doraleh. En 2005, le groupe dubaïote Emirates National Oil Company (Enoc) choisit la petite République et son littoral en eau profonde pour réaliser son premier dépôt pétrolier hors des Émirats arabes unis et pour être sa porte d'entrée sur le continent africain. Quinze ans plus tard, la filiale d'Enoc, Horizon Djibouti Terminals Limited (HDTL), a trouvé son marché dans la sous-région, approvisionnant l'Éthiopie et stockant les réserves stratégiques de l'armée américaine. Elle est devenue le principal distributeur de produits pétroliers raffinés dans la Corne de l'Afrique. Au point de démarrer une nouvelle phase de son développement à Djibouti, malgré le conflit éthiopien en cours.

Jeune Afrique : Entre le Covid-19 et la crise éthiopienne, comment se portent vos activités de stockage ?

Houssein Ahmed Houssein : En 2020, avec la pandémie, nos volumes se sont maintenus au niveau de ceux de l'année précédente, à 5,1 millions de m³, alors que nous tablions sur 5,9 millions, soit l'équivalent de la hausse de 5 % enregistrée généralement chaque année, et que nous retrouvons depuis le début de 2021 malgré la crise éthiopienne.

Plus de 90 % des volumes stockés dans vos installations sont destinés à l'Éthiopie. Comptez-vous poursuivre vos projets d'expansion dans ces conditions ?

Tout à fait ! Après deux premières phases, réalisées entre 2004 et 2006, qui nous permettent de disposer de 371 000 m³ de capacité, nous avons attaqué, à la fin de 2019, la troisième phase, qui nous permettra de porter ces capacités à plus de 500 000 m³. Nous serons ainsi en mesure de répondre à la demande constatée en matière de stockage pétrolier dans la sous-région, auprès de l'Éthiopie [dont les besoins augmentaient



OLIVIER CASLIN POUR JA

jusqu'à présent de 10 % par an], comme auprès des forces armées américaines stationnées à Djibouti. Dans le même temps, nous allons aussi augmenter de 6 000 m³ nos capacités de stockage en GPL. Enfin, nous espérons être connectés dès 2022 à la voie de chemin de fer, qui nous permettra alors de fluidifier nos échanges avec le dépôt pétrolier d'Awash, en Éthiopie. Une quatrième phase est même déjà envisagée, en fonction des évolutions du marché. Fidèle à sa logique de hub en matière de distribution de produits pétroliers raffinés, Horizon Terminals applique le même modèle d'expansion à Djibouti que sur ses terminaux de Singapour et de Tanger.

Que pensez-vous de l'arrivée annoncée des futures installations de stockage pétrolier à Damerjog ?

Elles seront complémentaires des nôtres. La demande est réelle, et les besoins de stockage sur Djibouti sont actuellement estimés à plus de 1 million de m³. Selon moi, la réalisation de ce futur dépôt d'une capacité de 300 000 m³, en plus de notre propre extension, devrait même permettre à Djibouti de rassurer sa clientèle éthiopienne, et d'ainsi faire face à la concurrence en devenant dans la sous-région. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin



OLIVIER CASLIN POUR JA

Le grand bassin de la Piscine nationale a ouvert ses portes au public en mars.

SPORTS ET LOISIRS

Dans le grand bain

Destinée aux compétiteurs mais aussi au grand public, la première piscine du pays aux normes internationales – sans être olympiques – a été inaugurée il y a quelques mois.

OLIVIER CASLIN

Le 15 décembre 2020, Djibouti inaugurait la première « vraie » piscine du pays. Un événement suffisamment significatif pour que le président Ismaïl Omar Guelleh vienne en personne couper le ruban, devant un parterre d'officiels qui, malgré la

moiteur ambiante, avaient préféré conserver leurs costumes plutôt que d'enfiler leurs maillots de bain... Et depuis l'ouverture au public des deux bassins du complexe, en mars, Ali Adabo Ali, lui, ne boude pas son plaisir. Il suffit de regarder ce quadragénaire s'amuser dans l'eau

– sous prétexte de donner des leçons aux apprentis nageurs – pour voir qu'il est dans son élément. Il semble presque ému lorsque, depuis le bord du grand bassin, il chronomètre les jeunes talents de la Fédération djiboutienne de natation (FDN), dont il a la charge depuis toujours et

qu'il préside. « Il y a quelques mois encore, rappelle-t-il, ils étaient obligés de s'entraîner en mer. » Il se pincerait presque pour y croire.

Impératifs de rentabilité

Voilà plus de dix ans qu'Ali Adabo Ali et, avec lui, les quelques centaines de licenciés de la FDN attendaient de pouvoir plonger dans l'eau calme et transparente de la Piscine nationale. Promis depuis 2009, avec l'annonce du Fonds de coopération koweïtien qu'il participait à sa réalisation à hauteur de 1,5 million de dollars, le projet a « vu passer cinq ministres » avant de se concrétiser. Son bassin principal – de 25 mètres de long sur 15 m de large – a été raboté d'une longueur de 25 m et n'atteint donc pas les normes olympiques annoncées au départ. Mais pour Ali Adabo Ali, « cela reste un joyau ! » dont il entend prendre le plus grand soin. « C'est un outil de travail exceptionnel » qui, plus encore que de doper

le nombre de licenciés officiels et les performances des meilleurs, « va permettre aux Djiboutiens d'apprendre à nager », explique-t-il.

Les jours de week-end, ils sont une centaine à venir profiter des instal-

Les week-ends, ils sont une centaine à profiter du complexe. Les samedis et les lundis sont réservés aux femmes, les autres jours sont mixtes.

lations, devant les tribunes parsemées de mères un peu inquiètes. « La plupart sont des enfants qui viennent prendre des cours », confirme Ibrahim Mohamed Abdou, directeur de la Piscine nationale, qui précise que « les samedis et les

lundis sont réservés aux dames, les autres jours restent mixtes ». Entre les impératifs de rentabilité imposés par le ministère de tutelle, qui rendent le prix du ticket d'entrée assez cher – 2 000 francs djiboutiens (environ 9.50 euros) pour un adulte, 1 000 francs pour un enfant –, et le scepticisme d'une large partie de la population devant les activités aquatiques en général, la Piscine nationale n'a donc pas encore vraiment rencontré son public. Mais elle peut compter sur Ali Adabo Ali, son premier soutien, qui ne manque pas d'idées pour booster l'affluence. La FDN compte lancer le programme « Natation pour tous, natation pour la vie », afin de populariser dans la capitale la pratique d'une activité traditionnellement cantonnée aux villes côtières d'Obock et de Tadjourah. Et pour que « le seul sport praticable par tous, de 3 à 99 ans », comme le rappelle l'éducateur, soit enfin accessible à l'ensemble des Djiboutiens. ●

**Jeune Afrique
Business+**

- Fusions-acquisitions
- Levées de fonds
- Nominations...



**Soyez le premier informé,
et prenez les meilleures décisions d'investissements**

**DÉCOUVREZ
JEUNEAFRIQUEBUSINESSPLUS.COM**

abonnements@jeuneafriquebusinessplus.com
+33 1 44 30 19 03



Tribune

Moustapha Mohamed Mahamoud

Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Du monolinguisme exclusif au trilinguisme inclusif

Ilot francophone entouré de pays anglophones et arabophones, Djibouti a vécu son isolement linguistique comme un handicap durant toute la période coloniale. Aussi, dès son indépendance (1977), la jeune République, devenue membre de la Ligue arabe et de l'Union africaine, a mis le curseur sur le développement de l'arabe et de l'anglais. Pour s'ouvrir à ses voisins, mais aussi pour affirmer son appartenance à l'espace arabo-africain.

En 1978, l'enseignement de l'arabe a été introduit dans le système éducatif. Objectif : réhabiliter une identité nationale délaissée par un siècle de colonisation et mettre fin à un monolinguisme exclusif. Élevée en 1992 au rang de langue officielle au même titre que le français, l'arabe a connu depuis une évolution substantielle, avec, entre autres, l'introduction de son enseignement et de l'éducation islamique dès les premières années du primaire. Le nombre croissant de Djiboutiens diplômés des universités des pays de la Ligue arabe démontre le succès de cette politique.

Nous avons mis fin au modèle élitiste hérité de l'administration coloniale en rendant l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans et avons opéré une refonte des programmes, pour qu'ils soient en phase avec l'environnement et les valeurs socioculturelles des élèves. La révision des curricula

de l'enseignement fondamental engagée par mon département en 2017-2018 marque un tournant décisif dans l'histoire de notre système éducatif et permet de répondre aux objectifs mondiaux en matière d'éducation.

De nouvelles dimensions favorisant la citoyenneté mondiale ont été introduites (comme les compétences numériques) et l'accent a été mis sur le renforcement des langues internationales. Ainsi, les jeunes Djiboutiens évoluant déjà dans un environnement plurilingue sont formés pour être de parfaits trilingues maîtrisant le français, l'arabe et l'anglais, désormais généralisé

C'est la fin de l'élitisme hérité d'un siècle de colonisation.

dès la 3^e année, puis progressivement renforcé, en cohérence avec les niveaux du Cadre européen de référence des langues.

Désenclavé linguistiquement, le pays échange aujourd'hui dans un espace arabophone de 800 millions de consommateurs, ce qui lui confère des opportunités politiques, économiques et culturelles certaines. En investissant dans ce trilinguisme équilibré et inclusif, Djibouti s'inscrit

bien dans cette mondialisation. Comme le rappelait le président Ismaïl Omar Guelleh, « nous devons nous adapter, anticiper les changements, pour ne pas pénaliser les futures générations ».

Vecteur d'emploi

Les choix éducatifs et en matière de formation professionnelle sont en phase avec les besoins d'un marché du travail qui s'est mondialisé, les orientations géostratégiques du pays et les réformes qui visent à faire de Djibouti un hub économique et logistique. En étudiant ces trois langues, les Djiboutiens demandeurs d'emploi multiplient leurs chances d'être recrutés, car c'est sur leurs compétences linguistiques que, à profil égal, les candidats sont départagés.

Mais derrière ces aspects se cachent une philosophie, une histoire et une culture. Si le trilinguisme est jugé nécessaire, socialement et économiquement, il ne doit ni faire oublier l'importance de la maîtrise des langues nationales ni être facteur d'acculturation. En effet, de récentes études menées dans plusieurs pays africains ont démontré que l'introduction des langues nationales à l'école primaire renforce la qualité des apprentissages et le taux de réussite. Mieux : les langues nationales sont une source de motivation pour les élèves, elles favorisent une scolarité plus longue et constituent un puissant facteur de construction identitaire. ●

Mener la révolution de l'énergie verte au cœur de Djibouti

S'étendant sur 23 000 km², Djibouti est aujourd'hui dépendant de la production thermique nationale et des importations en provenance d'Éthiopie pour sa consommation d'énergie.

La demande d'électricité de Djibouti devrait augmenter considérablement au cours des prochaines années, à un rythme de 3 à 5% par an, grâce à divers projets d'infrastructure à grande échelle, notamment des ports, des zones franches et des chemins de fer, que le gouvernement s'est engagé à construire.

Pour aider à répondre à la demande croissante d'énergie du pays et sa volonté d'accroître considérablement sa part en énergies renouvelables, Siemens Gamesa a scellé un contrat au début de l'année 2020 pour construire le tout premier parc éolien du pays d'une capacité de 59 MW.

Le projet terrestre se situe dans la région d'Arta, un emplacement qui a été privilégié en raison de ses vitesses de vent moyennes constantes tout au long de l'année, ainsi que de la présence d'un

réseau routier existant pour accéder au site depuis Djibouti-ville.

Le projet éolien couvre une superficie de 395 hectares à proximité d'une ressource naturelle qui fait vivre de nombreux habitants de la Corne de l'Afrique : le lac Assal. Ce lac est considéré comme l'une des plus grandes réserves de sel au monde, puisqu'il contient plus de six millions de tonnes de sel précieux.

Le parc éolien de Goubet vise à préserver l'identité de Djibouti et les lieux proches qui font son histoire comme le lac Assal et permettra de fournir une autre source de revenus que la collecte de sel. En début de l'année, Goubet a reçu avec succès la livraison des composants des 17 turbines terrestre SG 3.4-132 qui seront installés sur le projet. En juillet 2021, grâce à une grande détermination et à un travail d'équipe, la première éolienne du pays a été installée.

Bien que Djibouti connaisse actuellement une bonne dynamique économique, l'accès à l'électricité reste un énorme défi. Environ 110 000 foyers djiboutiens vivent actuellement sans électricité. En tant qu'acteur de



Le parc éolien de Goubet vise à préserver l'identité de Djibouti et les lieux proches qui font son histoire, comme le lac Assal.

la révolution énergétique, Siemens Gamesa a pour objectif de contribuer à la transition du pays vers une production d'électricité basée à 100 % sur les énergies renouvelables et de réduire ses émissions de 40 % d'ici 2030. Ce faisant, l'entreprise jouera un rôle majeur dans la prospérité économique du pays et apportera une valeur locale au sein de la communauté en créant des emplois, en assurant le développement des compétences au sein du groupe et en contribuant à une énergie plus propre, plus fiable et plus abordable à Djibouti.

JAMG - © : D.R.



Djibouti dispose d'un grand potentiel pour développer l'énergie solaire, géothermique et éolienne.



MINISTÈRE DES EAUX, FORÊTS
CHASSE ET PÊCHE

DIRECTION DE CABINET

PROJET DE GOUVERNANCE DES
RESSOURCES NATURELLES

SERVICE DE PASSATION DES MARCHÉS



WORLD BANK GROUP
THE WORLD BANK
IBRD - IDA



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
UNITÉ-DIGNITÉ-TRAVAIL

Appel à candidatures pour le recrutement d'un Spécialiste en biodiversité.

Préambule

Le Projet « Gestion Intégrée des Ressources Naturelles de la Forêt de Ngotto et le Parc National de Mbaéré-Bodingué (PIGRN-FN-PNMB) » est un projet initié par la RCA dans le cadre de sa participation au Programme d'impact sur les paysages durables du bassin du Congo (CBSL IP) financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) géré par la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie des ressources pour financer le « recrutement d'un Spécialiste en biodiversité ».

Description du poste

Le/la candidat(e) au poste de spécialiste en biodiversité travaillera sous l'autorité du Coordonnateur National (également Point Focal « Forêt » du projet au MEFCP) qui est l'interface entre le Gouvernement et la Banque Mondiale ainsi qu'avec l'ensemble des bénéficiaires

Son travail consistera entre autres à :

- Gestion** : Gérer et assurer la bonne planification des tous les activités au terrain- avec WWF pour composante 5 et la firme recruté (composante 6)
- Planification et Gestion** : Un aspect des activités de la **composante 5** est la mise en place d'un système de gestion du parc. En collaboration avec le WWF et le gouvernement, vous serez chargé de veiller à ce que la gestion du parc soit opérationnelle. Que tous les éco-gardes soient recrutés et formés (le WWF se chargera de la formation), que tout l'équipement nécessaire soit acheté et distribué (achat par le gouvernement), qu'une surveillance quotidienne soit assurée selon un plan de surveillance (en collaboration avec le WWF), que l'amélioration de l'infrastructure soit achevée (le WWF évaluera quels sites devront être mis à jour, le gouvernement achètera l'équipement) et que toutes les activités de surveillance aient commencé avant la fin de la deuxième année du projet.
- Biodiversité** Travailler avec le WWF pour identifier, sur la base des données et des études, les zones du parc national qui ont besoin d'améliorations en termes de flore, de plantations de délimitation, etc. Planifier et mettre en œuvre avec le WWF les améliorations nécessaires au parc.
- Réviser les études** et les données (biologiques et socio-économiques) et les données de biosurveillance produites par le WWF avant de les envoyer à l'approbation finale de la Banque.

- Composante 6** : Travailler avec l'entreprise recrutée pour améliorer la mise en œuvre, examiner leur travail et leurs progrès, assurer un suivi étroit pour garantir une progression rapide de la mise en œuvre.
- Organiser des réunions** bimensuelles avec le WWF et la société recrutée et les parties prenantes si nécessaire pour gérer les progrès et accélérer la mise en œuvre. S'il y a des questions et des problèmes, assurez une résolution rapide de ces questions.
- Le volet 6** nécessite un engagement et une communication poussés avec les parties prenantes, ainsi que la mise en œuvre de sous-projets sur le terrain. La personne dans ce rôle travaillera avec une entreprise recrutée pour s'assurer que les sous-projets très ambitieux sont mis en œuvre dans une période de 3 ans.

I. Qualifications requises

- Être titulaire d'un master ou plus et avoir 5 ans d'expérience dans la gestion de projets internationaux en biodiversité, planification, gestion de projet;
- La personne dans ce rôle doit avoir une expérience internationale pertinente dans la planification, la gestion de projets et en tant qu'expert technique (biodiversité) (au moins 6 ans).
- Avoir coordonné un projet similaire;
- La personne dans ce rôle sera très expérimentée dans le domaine de la biodiversité et en particulier de la gestion des aires protégées, et aura géré une aire protégée ou aura contribué de manière significative à la gestion d'une aire protégée, ou à la gestion d'une aire protégée
- Connaissance du sauvegardes de la banque mondiale et comment assurer leur mis en œuvre dans le terrain
- Avoir de bonnes capacités, planification, analytique et rédactionnelle ;
- Avoir une bonne connaissance de la zone du projet ou de zones similaires;
- Il est prêt à travailler sur le terrain et à passer beaucoup de temps à suivre et à faire avancer le projet;
- La personne qui occupera ce poste devra fournir de bons conseils et des solutions qui accéléreront la mise en œuvre et assureront une bonne qualité des produits livrables, sans bloquer la mise en œuvre.

Livrables :

- Gérer les activités de point de vue biodiversité- suivre les activités de WWF et l'autre firme recruté dans la zone
- Rapports bimestriels sur l'état d'avancement des composantes 5 et 6 avec la Banque
- Appels téléphoniques bimensuels avec la Banque pour évaluer l'avancement des travaux.
- Révision des rapports du WWF et de l'entreprise recrutée pour la composante 6 avant leur envoi au gouvernement et à la Banque.
- Visites sur le terrain pour évaluer l'état d'avancement lorsque le travail sur le terrain est en cours (par le WWF et la société recrutée pour la composante 6) et rapports bimestriels de reconnaissance sur le terrain.
- Pour l'amélioration des infrastructures du parc, preuve de la coordination avec les spécialistes de la passation de marchés et du FM pour s'assurer que le matériel adéquat est acheté et livré, que l'entreprise/le personnel de construction est engagé pour effectuer les travaux.
- Sauvegardes : preuve de travail avec le spécialiste des sauvegardes à Bangui pour s'assurer que tous les documents et diligences environnementales et sociales nécessaires sont achevés avant le début des travaux.
- Rapports, avec le WWF, sur l'équipement, la formation et la surveillance des éco-gardes.
- Rapport sur la surveillance quotidienne, hebdomadaire et mensuelle et sur le succès de la surveillance en collaboration avec les agents du gouvernement.
- Plan relatif aux améliorations de la biodiversité (plantation, etc.) dans le parc national et acquisition des plantes nécessaires pour améliorer certaines zones dégradées de l'habitat Bimonthly reports for progress on components 5 and 6 with the Bank
- Former un comité de consultation entre les acteurs sur le terrain- WWF, la firme, agents du Gouvernement, représentative de Eco-personnel pour le suivi du parc, membres des communautés pour discuter des progrès du projet

Type et durée du contrat :

Un contrat de Consultant sera établi en conformité avec les Directives "Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID Edition de Janvier 2011 révision juillet 2016." Le Consultant sera sélectionné selon la Méthode Sélection de Consultants Individuels (SCI).

- Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

Conditions d'emploi

Les candidats (es) doivent jouir de leurs droits civiques, et remplir les conditions d'aptitudes physiques exigées par le poste.

La réception des candidatures est ouverte à partir de la publication du présent appel à candidatures.

Date de prise de fonction

La durée de mission est de trois (3) ans avec une période d'essai de six (6) mois.

Le/la candidat (e) retenu (e) devra être disponible à occuper le poste dès notification.

Lieu de travail

L'Expert sera basé sur le terrain (Ngotto/Bambio) et rendra compte au Coordonateur Adjoint du PGRN. Il sera assisté par un assistant administratif.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires ainsi que retirer les Tdrs par mail ou à l'adresse ci-dessous et aux heures des bureaux de 9 heures à 15 heures (heure locale) :

Secrétariat de l'Unité de Coordination du PGRN
Sis au 200 villas en face de l'entrée du Camp Béal.
BP 830 Bangui - RCA
Tél.: (+236) 70 16 27 70 / (+236) 70 98 21 56

Le dossier de candidature comprend les éléments suivants :

Le dossier de candidature sera composé de :

- une lettre de motivation présentant les principales qualifications du consultant et ses expériences;
- le CV et les références du consultant ;
- la démarche méthodologique pour chacun des résultats attendus ;
- le chronogramme de réalisation.

Tout dossier incomplet sera rejeté. Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour un entretien. Ils/elles seront soumis(e) à une série de tests écrits et oraux permettant de mesurer leurs capacités communicatives et leurs connaissances techniques.

Le dossier complet doit être déposé au plus tard le 12 octobre 2021 à 12 H 30 mn, heure locale sous pli fermé avec la mention suivante :

« Avis de recrutement d'un Spécialiste en biodiversité au sein du Projet de Gouvernance des Ressources Naturelles (PGRN) »

A l'attention de :
Monsieur Eugène BOUAWA
Coordonnateur National du Projet de Gouvernance des Ressources Naturelles (PGRN)

Secrétariat de l'Unité de Coordination du PGRN
Sis aux 200 villas en face de l'entrée du Camp BEAL.
BP 830 Bangui - RCA

Tél: (+236) 75 20 46 34 / (+236) 75 05 64 21
Courriel : ebouawa66@yahoo.fr avec copie à vfgrepande56@yahoo.fr

Le Coordonnateur National
Directeur de Cabinet ai
Ministère des Eaux Forêts Chasse et Pêche
Eugène BOUAWA

Retrouvez
toutes
nos
annonces
sur le site :

www.jeuneafrique.com

Adjaye Associates JOB OPPORTUNITIES

PROJECT ARCHITECT

We are looking for a talented Project Architect with a minimum of 8 years experience in the role to join our team in Accra to lead high profile projects across the firm. You will be a good communicator who is able to guide and supervise an architectural team, directly interfacing with clients and contractors. Skills required :

- Experience and high level knowledge of; all Autodesk packages (including Revit), Rhino, Adobe Creative Cloud
- 8 year experience in the role.
- 5+ of professional experience.

SENIOR INTERIOR DESIGNER

The Senior Interior Designer will have proven experience successfully leading an interiors team overseeing projects from inception to completion. The candidate will have a portfolio of high-quality interiors in hospitality, residential, civic, & commercial/mixed-use sectors. Skills required :

- Design, coordination, management, & attention to detail.
- Experience, & proficiency in Revit, Adobe Creative suite & Office Suite.
- 7+ years' postgraduate experience
- Experience working in Africa is a plus.
- Experience of FF&E selection, budgeting, scheduling & procurement.
- Strong understanding of construction & manufacturing of FF&E (materials, finishes, detailing & scheduling) & procurement.

Application deadline: 29th October 2021
To apply please email: ghcareers@adjaye.com
Website: www.Adjaye.com



Banque des États de l'Afrique Centrale - Services Centraux Commission Générale de passation des marchés n°01

**Appel d'offres international ouvert n°126/BEAC/SG-DPMG/AOIO/Bien/2021
du 20 septembre 2021 pour la fourniture et l'installation, en lots indépendants,
de divers équipements destinés au nouvel immeuble de la Direction Nationale
pour la Centrafrique à Bangui**

Dans le cadre de sa politique de gestion du patrimoine, la Banque des États de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, d'acquies divers équipements pour l'aménagement du nouvel immeuble de sa Direction Nationale à Bangui. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission. Le présent appel d'offres est subdivisé en quatre lots indépendants ainsi qu'il suit :

- lot 1 « éclairage - lampes » ;
- lot 2 « électroménager – appareil électrique » ;
- lot 3 « tapis – objets – rideaux » ;
- lot 4 « linge de maison et vaisselle ».

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX

Direction Générale de l'Exploitation – CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

☎ : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431,

5412 ou 5403

☎ : (+237) 222 23 33 29

@ : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme

non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA par lot ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris, sur rendez-vous, en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) FCFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **jeudi 21 octobre 2021 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX BUREAU D'ORDRE 15^{ème} étage, porte 15.01

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en deux phases. Les plis administratifs et techniques seront ouverts, le **jeudi 21 octobre 2021 à 13 heures** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis financiers, pour les offres jugées conformes, seront ouverts à une date qui sera communiquée ultérieurement. Les séances d'ouverture ne seront pas publiques en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19.

Le Président de la Commission,

Banque Arabe pour le Développement
Economique en Afrique



République du Tchad



Le Fonds de l'OPEP pour le
Développement International



Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
INSTITUT NATIONAL SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNIQUES D'ABÉCHÉ



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N°030/PR/MESRSI/DGM/INSTA/PE-INSTA/2021 du 27 août 2021

Pour la fourniture et l'installation des équipements de laboratoire et des équipements en mobilier dans le cadre du Projet d'extension de l'Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché (INSTA).

1 – Objet

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, lance pour le compte de l'Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché (INSTA), un Appel d'Offres International ouvert pour la fourniture et l'installation des équipements de laboratoires et des équipements en mobilier dans le cadre du Projet d'extension de l'INSTA à Abéché, Province du Ouaddaï à l'Est du Tchad.

2 – Consistance du marché

La fourniture et l'installation des équipements de laboratoires et des équipements en mobilier, objet du présent Appel d'Offres, sont réparties en quatre (4) lots suivants :

- **Lot 1** : Le programme porte sur les équipements de paillasse et hottes pour les laboratoires ;
- **Lot 2** : Le programme porte sur la fourniture, l'installation, la mise en marche et la formation du personnel à l'utilisation du matériel de laboratoires ;
- **Lot 3** : Le programme porte sur la fourniture du consommable et des produits réactifs de laboratoires ;
- **Lot 4** : Le programme porte sur la fourniture et l'installation des équipements en mobilier.

3 – Participation et origine

Le présent Appel d'offres international est ouvert à égalité de chance à toutes les sociétés qui peuvent soumissionner pour un lot et plus.

4 – Financement

La fourniture et l'installation des équipements, objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont cofinancées par la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds OPEP) à hauteur respective de 50% hors taxes et impôts.

5 – Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Dès publication du présent Avis, le Dossier d'Appel d'Offres international peut être consulté aux heures ouvrables au secrétariat de l'Unité d'Exécution du Projet d'Extension de l'Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché sise au Centre National de la Recherche pour le Développement (CNRD) à côté du Trésor Public.

6 – Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres complet en français, peut être obtenu aux heures ouvrables à partir du 01 septembre 2021 auprès du secrétariat de l'Unité d'Exécution du Projet d'Extension de l'Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché sise au Centre National de la Recherche pour le Développement (CNRD) à côté du Trésor Public, BP 6077 N'Djaména, République Tchad, Tél. : (+235) 66 29 05 45 - (+235) 99 29 05 45, Email: malloum.soultan@gmail.com, cc: abdelkaderdjida53@gmail.com, sur présentation de l'original de la quittance de versement ou virement d'une somme non remboursable de trois cent mille Francs (300 000) FCFA, payable au compte N° 6000 0002 37102504301 57 PROJET COMPTE DE PE-INSTA-GOUV ouvert à Commercial Bank Tchad.

7 – Présentation et remise des offres

Le soumissionnaire établira son offre conformément aux Instructions aux

Soumissionnaires et en **cinq (05) exemplaires dont (01) un original et quatre (04) copies reliés** au volume présentant le modèle de soumission et indiquant visiblement « ORIGINAL » et « COPIE ». En cas de divergences entre l'original et les copies, l'original fera foi.

Les offres devront parvenir sous pli fermé auprès du secrétariat de l'Unité d'Exécution du Projet, sise à l'adresse susmentionnée à l'article 6, au plus tard le **02 novembre 2021 à 10 heures (heure locale)**, soit par poste en courrier recommandé avec accusé de réception, soit déposées contre récépissé et devra porter la mention :

«APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N°030/PR/MESRSI/DGM/INSTA/PE-INSTA/2021»

- **LOT N°1** : Equipements de paillasse pour laboratoire
- **LOT N°2** : Matériel de laboratoire
- **LOT N°3** : Consommable et produits réactifs de laboratoire
- **LOT N°4** : Mobiliers

« A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT ».

Les offres parvenues après les dates et heure limites de dépôt des offres ne seront pas reçues.

8 – Ouverture des offres

Les Soumissions seront ouvertes physiquement en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister le **02 novembre 2021 à 11 h 00 (heure locale)** dans la salle de réunion de l'Unité d'Exécution du Projet d'Extension de l'Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché.

9 – Recevabilité des offres

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'un montant :

- Pour le lot 1 : 15 000 000 F CFA HT ;
- Pour le lot 2 : 26 000 000 F CFA HT ;
- Pour le lot 3 : 8 000 000 F CFA HT ;
- Pour le lot 4 : 15 000 000 F CFA HT ;

selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire de premier rang, agréé par le Ministre en charge des Finances.

10 – Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation du programme des équipements suivant chaque lot est de six (6) mois à partir de la notification de démarrage.

12 – Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant cent vingt (120) Jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

N'Djaména, le 27 août 2021
Le Directeur Général du Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche et de l'Innovation
Pr REOUNODJI FREDERIC

APPEL D'OFFRES



Autorité de Régulation des
Télécommunications et des Postes

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT À L'INTERNATIONAL (AAOI)

Avis d'Appel d'Offres – Cas sans pré qualification

AUTORITÉ DE RÉGULATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DES POSTES (ARTP)

N° F_ARTP_007

APPEL D'OFFRES

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien d'informations générales « Sud Quotidien » n°8292 du jeudi 07 janvier 2021.
2. L'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) a obtenu dans le cadre de son budget 2020 des fonds, afin de financer l'achat de chaînes de mesures aménagées dans un véhicule spécialisé de type 4x4 et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché N° F_ARTP_007, « **Acquisition d'un véhicule aménagé de type 4X4 d'une chaîne de mesure QOS** ».
3. L'ARTP sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir une chaîne de mesure aménagée dans un véhicule spécialisé de type 4x4.
Des variantes ne pourront pas être considérées.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à l'international tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes auprès de **Madame Mana AIDARA (Email : mana.aidara@artp.sn) ou de Mamadou Dieng (Email : mamadou.dieng@artp.sn)** ; et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : **Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, Ouakam, Route des Almadies en face Ex Clinique des Mamelles**, au rez-de-chaussée, bureau A 020 ouvert du lundi au jeudi de 9 heures à 15 heures avec un temps de pause de 13 heures à 13 heures 30 et le vendredi de 9 heures à 13 heures.
6. Les exigences en matière de qualification sont :
 - o La production des états financiers certifiés pour les années, 2017, 2018 et 2019. Ils doivent être certifiés par un « expert-comptable » agréé par l'Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés du Sénégal (ONECCA) ou par un « cabinet d'expertise comptable » agréé pour les candidats Sénégalais. Pour les non Sénégalais, les états financiers doivent être certifiés par un organisme équivalent ou similaire à l'ONECCA dans l'Etat dont ils sont ressortissants,
 - o La réalisation, durant les cinq (5) dernières années (2015, 2016, 2017, 2018 et 2019) d'au moins, un (1) marché de nature et de taille similaire ;
 - o Le soumissionnaire devra disposer d'une équipe ayant une bonne connaissance dans les domaines objet de l'appel d'offres. Le candidat doit prouver qu'il dispose d'au moins un ingénieur en électronique et/ou radiocommunication ou équivalent ayant au moins cinq (5) années d'expérience générale dans le support et l'assistance commerciale de Client ayant acquis les outils techniques objet du présent appel d'offres. De façon spécifique il devra avoir une expérience technique d'au moins trois (3) ans dans l'exploitation et la maintenance des chaînes de mesures destinées à la QoS avec de solides connaissances en instrumentation, en fournissant le curriculum vitae.
 - o La capacité d'exécuter des obligations contractuelles en matière de formation du personnel en prouvant la disponibilité d'un formateur avec un profil d'ingénieur en Télécommunications ou Electronique équivalent avec au moins 5 années d'expérience et ayant de solides connaissances dans le domaine des réseaux de radiocommunications, toutes technologies confondues ;
 - o Le soumissionnaire doit apporter la preuve que le type de matériel proposé a déjà fonctionné dans au moins un (1) pays ayant les conditions climatiques similaires à celles du Sénégal.
- Une marge de préférence de 15% sera applicable à certaines fournitures fabriquées dans les Etats membres de l'UEMOA sera octroyée aux candidats éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.
7. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après : l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, **Ouakam, Route des Almadies en face Ex Clinique des Mamelles**, contre un paiement non remboursable de **25.000 F CFA (vingt-cinq mille)**. La méthode de paiement sera par chèque certifié au nom de l'ARTP ou en espèces. Le document d'Appel d'offres sera adressé par retrait au niveau de l'ARTP ou téléchargeable sur les sites www.artp.sn ou www.marchespublics.sn.
Un exemplaire sera disponible sur place pour être consulté gratuitement.
8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, **Ouakam, Route des Almadies en face Ex Clinique des Mamelles, au rez-de-chaussée au bureau A 020** au plus tard le **18 novembre 2021 à 12 heures précises**. Les offres soumises après la date et heure limite de dépôt des offres, ne seront pas acceptées.
Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après susmentionnée à la salle de conférence du 4^{ème} étage le **18 novembre 2021 à 12 heures précises**. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de sept millions (7.000.000) FCEA. La garantie de soumission doit être délivrée par un Etablissement financier ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et du Budget pour les candidats de droit sénégalais. Pour les candidats non Sénégalais, cette garantie doit être délivrée par un organisme équivalent ou similaire dans l'Etat dont ils sont ressortissants. La durée de validité de la garantie de soumission est de vingt-huit (28) jours après l'expiration de celle des offres. Les offres demeureront valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Le Directeur Général



RÉPUBLIQUE DU NIGER
MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

PRÉ-QUALIFICATION POUR L'OCTROI DE CONCESSIONS D'UNE DÉLÉGATION DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ INDÉPENDANTE AU NIGER

1. L'État nigérien (**État ou Autorité Contractante**) a mandaté la Société Financière Internationale (**IFC**), agissant par l'intermédiaire de son département de services de conseil en transactions PPP (**IFC Advisory**), pour agir en qualité de principal conseiller de transaction. Avec le soutien d'IFC Advisory, l'État entend inviter des investisseurs privés à participer à un processus de sélection compétitif d'un producteur indépendant d'électricité (**IPP**) pour la conception, le financement, la construction, l'installation, la mise en service et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque d'une capacité installée anticipée d'environ 50 MWac située sur le plateau de Gourou Banda au Niger (**Scaling Solar™ Niger ou le Projet**). L'État structurera le Projet en ayant recours à l'initiative Scaling Solar™ du Groupe de la Banque mondiale. Il est envisagé que la durée de la Convention de Délégation soit de vingt-cinq (25) ans. Le site web www.ifc.org/scalingsolar contient plus d'informations sur le sujet.
2. Conformément à la loi 2018-40 du 5 juin 2018 portant régime des contrats de partenariat privé (**la Loi PPP**) et à la réglementation sectorielle en vigueur au Niger, et plus précisément la Loi n° 2016-05 du 17 mai 2016 portant code de l'électricité (**la Loi sur l'Electricité**) et le Décret n° 2020-385/PRN/M/E du 19 mai 2020 déterminant les conditions et les modalités de conclusion des conventions de délégation et d'attribution des licences dans le cadre de l'exercice du service public de l'énergie électrique (**le Décret CODELEC**), ainsi que la réglementation relative aux délégations de service public, l'octroi à un IPP d'une convention de délégation portant concession de production d'énergie électrique se fera par voie d'appel d'offres.
3. La première étape du processus d'appel d'offres Scaling Solar™ consiste en une pré-qualification des soumissionnaires potentiels possédant l'expérience, l'expertise et les ressources financières requises pour réaliser un projet de production indépendante d'énergie de source solaire de grande taille dans des délais serrés. Dans le cadre de la seconde étape du processus, les

soumissionnaires pré-qualifiés seront invités à présenter leur offre conformément au document d'appel d'offres (**le Document d'Appel d'Offres**).

4. L'État invite par conséquent les soumissionnaires potentiels en mesure de remplir les critères de pré-qualification à transmettre des dossiers de pré-qualification conformément aux exigences énoncées dans le document de pré-qualification (**le Document de Préqualification**). Les candidats intéressés peuvent obtenir le Document de Préqualification en formulant une demande par courriel à l'attention de l'État à l'adresse électronique groubanda2.solaire50mw@gmail.com; avec copie à l'attention d'IFC Advisory à l'adresse électronique Niger_Solar@ifc.org, contre un paiement non remboursable des frais de participations de 500 000 francs CFA ou son équivalent en Euros ou Dollars Américains au taux de change correspondant le jour du paiement. Le paiement se fera en espèces auprès du Régisseur en charge de l'Énergie dudit Ministère ou par virement sur un compte bancaire qui sera communiqué si nécessaire sur demande.
5. Les dossiers de pré-qualification devront obligatoirement être déposés en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies y compris une copie PDF scannée sur clé USB et soumis à l'adresse ci-après :
Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables
À l'attention de : Secrétaire Général dudit Ministère
Tél. : (00 227) 20 73 45 82 ou (00 227) 90 19 31 20
Au plus tard le **22 novembre 2021 à 10 heures 00 minutes heure locale**.
6. Les dossiers de pré-qualification en retard ne seront pas acceptés.

Le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables

MANIFESTATION D'INTÉRÊT - DIVERS

BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT

+ DE 400 000 M² VENDUS EN AFRIQUE

+ ROBUSTE
+ QUALITATIF
+ ABORDABLE

~1 000m²
\$49 050*

1 Conteneur 40'OT

~900m²
\$50 891*

1 Conteneur 40'OT

*Prix départ HT, voir site internet. Photos non contractuelles. Seul vendeur au monde.

00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com
Tél : 00352 20 20 10 12 afrique.batimentsmoinschers.com

Votre fabricant de parcs de loisirs pour l'Afrique

Parcs aquatiques
Parcs de loisirs
Piscines collectives

Thématisation
Terrains multi-sport
Fitness

www.parknplay.fr

Tél : +33 4 77 20 67 11
info@parknplay.fr

Bien s'informer, mieux décider

Offre
Print + Digital
99€*
au lieu de 129€



Offre réservée aux particuliers

ABONNEZ-VOUS !

**Pour les abonnements entreprises,
merci de nous contacter au + 33 (0)1 44 30 18 23**



à renvoyer avec votre règlement à : Service Abonnements Jeune Afrique - 56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

+ SIMPLE + RAPIDE
abonnez-vous sur

www.laboutiquejeuneafrique.com

Je choisis ma formule
en cochant la case
correspondante

France	UE	Reste du monde
99€	134€	139€

Pour une licence digitale multi-utilisateurs,
contactez-nous au 01 44 30 18 23 ou
par mail : mkt@jeuneafrique.com

Nom* : Prénom* :

Société :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Pays* : Téléphone mobile* :

E-mail*: _____@_____

* Champs obligatoires.

Mon règlement :

Je règle par :

☐ Chèque (joint à l'ordre de SIFIJA)

☐ Virement bancaire : CIC Paris EST Tolboud GCE - 11 bis, Bd Haussmann - 75009 Paris - I BAN FR76 3006 6106 6000 0100 4680 237

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ☐ OUI ☐ NON

Date et signature obligatoires

www.jeunefrique.com/abonnements/

+33(0)1 44 70 14 74

abonnement-ja@jeuneafrique.com

Service Abonnements Jeune Afrique
56, rue du Rocher - 75008 Paris - France

Offre valable jusqu'au 01/09/2021 en France métropolitaine. Les articles peuvent être achetés séparément. Prix de vente au numéro : 7,90 €. *Jeune Afrique* est une publication de SIFA, S.A au capital de 15 000 000 € au 31/12/2020, 52 bis, rue d'Alsace, 75016 Paris, France - SIFA 784 683 484 00025. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant et d'un droit de suppression. Pour plus d'informations, contactez serviceclients@jeuneafrique.com

► Le tour de la question

Alpha Condé Un putsch prévisible ?



À Conakry,
le 16 septembre.

Cela faisait longtemps qu'un coup d'État n'avait pas suscité pareille fascination. Des putschs, la sous-région en a pourtant vu d'autres – vingt et un depuis 1990. Mais quand les premiers coups de feu ont retenti sur la presqu'île de Kaloum, au centre de Conakry, vers 8 heures du matin, et qu'une cinquantaine de camions et de pick-up armés de mitrailleuses ont foncé vers le palais présidentiel, chancelleries et journalistes ont retenu leur souffle.

Est-ce parce que la chute d'Alpha Condé, survenue le 5 septembre, a donné raison à tous ceux qui avaient alerté sur la fragilité de l'État guinéen ou parce que quelques heures auront suffi pour tourner la page d'une présidence tumultueuse, entamée onze ans plus tôt dans l'enthousiasme démocratique ?

Surréalistes

Nous, journalistes, tentions encore d'évaluer la situation quand sont apparues sur les réseaux sociaux les premières images surréalistes d'un Alpha Condé sonné aux mains de ses tombeurs encagoulés, donnant corps

à ce qui restera peut-être comme le premier putsch 3.0 de cette partie du continent.

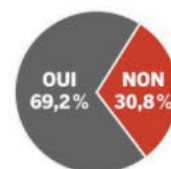
D'autres ont bientôt suivi, qui montraient cette fois le chef des putschistes, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya. Mais qui était donc ce Malinké à qui Alpha Condé avait accordé sa confiance en le nommant, en 2018, à la tête du Groupement des forces spéciales ? Le président déchu se méfiait des militaires, qu'il avait combattus pendant vingt-cinq ans, mais il s'était entiché de ce grand gaillard qui était passé par la Légion française et avait fait le coup de feu en Afghanistan et en Côte d'Ivoire.

Ces dernières années, ses services de renseignements et certains de ses ministres avaient bien tenté de mettre le président en garde, mais il les avait ignorés. Alpha Condé détestait se déjuger et voulait croire en la fidélité de l'enfant de Kankan. Obstiné jusque dans la chute, lui qui, détenu dans une aile du Palais du peuple, refusait encore, à la fin de septembre, de signer sa démission ou de prendre le chemin de l'exil. ●

La rédaction

Paroles d'abonnés

Le putsch perpétré en Guinée par Mamady Doumbouya semble relativement accepté par la population guinéenne et la communauté internationale. Selon vous, ce coup d'État peut-il être considéré comme légitime ?



OUI. *Il faut que les politiques apprennent à quitter le pouvoir. Nul n'est indispensable. Même sans nous, la Terre continuera de tourner.*
Ganymede FILSDUPERE,
Sénégal

NON. *Quelle que soit la situation, un coup d'État ne peut être légitime ou légitimé !*

Jean Marc SIKA,
Cameroun-Kenya

NOTRE RÉPONSE

Le dernier coup d'État en Guinée apparaît comme légitime aux yeux des citoyens, car, selon eux, des conditions objectives le justifient. Seul l'avenir tranchera. Cela dit, les coups d'État heurtent les principes démocratiques, même s'ils ont parfois, en Afrique, marqué le début de transformations jugées positives.

► Ce jour-là...

6 octobre 1981

Sadate, ou la parade de la mort

Il y a quarante ans, le raïs égyptien était assassiné par des extrémistes islamistes alors qu'il assistait à un défilé militaire. Un moment irréel, relaté à l'époque par **François Soudan**.

Octobre 1981. Deux jeunes soldats rentrent de permission. Le sous-officier de service, qui connaît son règlement, leur ordonne d'aller se rafraîchir le visage chez le coiffeur de la caserne. Refus : « l'islam l'interdit ». Expulsés de l'armée, les deux hommes endossent leurs habits civils et disparaissent.

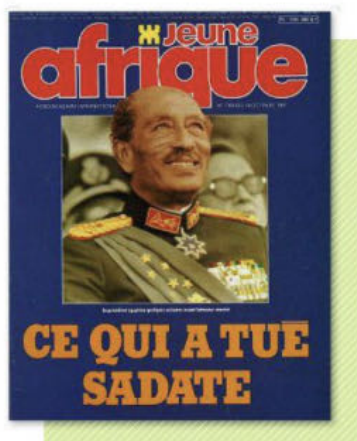
Très vite, les deux rebelles barbus sont contactés par la plus activiste des organisations islamistes, Takfir wal Hijra (« repentir et retraite »), qui prône la désobéissance civile et la violence. Comme toutes les formations clandestines intégristes, elle a ses relais au sein de l'armée, notamment dans le corps des sous-officiers. C'est l'un d'eux, le sous-lieutenant d'artillerie Khalid Hassan Chafiq, qui fournit les armes et prépare les actions de commando.

Au début de 1980, Chafiq rencontre les deux réfractaires et leur expose leur mission : assassiner le président Anouar el-Sadate ! En juin 1981, la date est fixée : ce sera pour la seconde quinzaine de septembre.

Mais un « choc électrique » éclate brusquement à l'aube du 2 septembre : 1536 « extrémistes » sont arrêtés par la police au cours d'une gigantesque rafle ; parmi eux, 469 membres de Takfir wal Hijra. Le complot du sous-lieutenant est alors reporté. Il fixe une nouvelle date : le 6 octobre.

Ce mardi-là, au Caire, doit se tenir le défilé annuel commémorant la traversée victorieuse, en 1973, du canal de Suez. Assis à l'avant

d'un camion soviétique Zil de trois tonnes tractant un canon de 130 millimètres, Chafiq se retourne : ses trois complices sont là, sagement assis dans leur tenue vert olive, kalachnikov entre les genoux.



● ● ●
Uniformes multicolores, symphonie d'or, de bleu, de rouge.

Onze heures cinq : une Cadillac noire s'arrête devant la tribune d'honneur et Sadate, uniforme bleu resplendissant, en descend, suivi d'un long cortège de Mercedes. Assis à sa droite, Hosni Moubarak, vice-président ; à sa gauche : le général Abou Ghazala, ministre de

la Défense. Uniformes multicolores, symphonie d'or, de bleu, de rouge. Les yeux au ciel, extasié comme un enfant, Sadate sourit aux cabrioles des petits jets d'entraînement qui dessinent des arabesques folles.

Sous un amas de chaises

Dans la cabine de son Zil, Chafiq vient de pointer son arme sur la tempe du conducteur. Il est 1 heure 4 minutes. « L'exécution » commence. Chafiq saute par l'autre portière, dégoupille une grenade et la lance sur la tribune. Sadate s'est levé en voyant Chafiq bondir hors du camion. Fawzi Abdoul Hafez, le conseiller du raïs, se précipite sur son président pour le « plaquer » au moment même où la grenade explose. En trois secondes, les trois complices de Chafiq ont sauté de la benne et commencent à arroser le premier rang. Chafiq, qui a atteint le bord de la tribune, lève sa kalachnikov pour viser Sadate, allongé sous sa chaise. Les balles traversent le siège et vont se loger dans son artère pulmonaire, son cou et son genou gauche.

Personne, pendant une vingtaine de secondes, ne saura ce qui est arrivé à Sadate. On finit par le retrouver, agonisant sous un amas de chaises.

Vingt heures, ce mardi 6 octobre. La nuit est tombée sur Le Caire, lourde comme toutes les autres nuits des dernières chaleurs. Sur l'écran de télévision, Hosni Moubarak annonce la mort d'Anouar el-Sadate. Dehors, dans la rue, l'indifférence. ●

CANAL+ ADVERTISING



RÉGIE
N°1
EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE

TELEVISION | DIGITAL | CINEMA



ACCELERATEUR DE VISIBILITE

COMMUNICATION PANAFRICAINNE & LOCALE

CANAL+
PREMIERE

CANAL+
POP

CANAL+
SPORT

NOVELAS

NOLLYWOOD TV



TV5MONDE
AFRIQUE

TRACE

CANAL OLYMPIA

SUNU
YEUF

NOVE GASY

ROK

COMMERCIAL.ADVERTISING@CANAL-PLUS.COM

DECouvrez NOS OFFRES SUR WWW.CANALPLUSADVERTISING.COM

Source : N°1 en part d'audience (Kantar-Africascope) et en chiffre d'affaires (Omédia)



Post-Scriptum **Fouad Laroui**

Et les militaires, dans tout ça ?

Dans le passionnant recueil de souvenirs publié par Alain Peyrefitte sous le titre *C'était de Gaulle*, on trouve, page 528, un dialogue aussi savoureux qu'instructif entre le général et Nikita Khrouchtchev, qui était alors président du conseil des ministres de l'Union soviétique et premier secrétaire du Parti – le patron, quoi. De Gaulle s'étonne : « Mais enfin, Nikita, quand travaillez-vous ? Vous voyagez tout le temps, vous faites des discours, vous chassez puis vous allez vous reposer en Crimée... Quand trouvez-vous le temps de travailler ? »

Et Khrouchtchev de répondre : « Moi ? Je ne travaille jamais. »

Il explique, le plus sérieusement du monde : « Pourquoi le ferais-je ? Le Plan a tout prévu. Il suffit de l'exécuter. Ça, c'est le boulot des fonctionnaires. »

On imagine d'ici la face interloquée du général...

L'Union soviétique n'est plus – hélas, dirait Poutine... –, mais ce dialogue reste d'actualité. Est-ce aux fonctionnaires de travailler, comme le pensait le camarade

Khrouchtchev ? Regardons la carte de notre chère Afrique.

Il y a des régimes dirigistes qui comptent sur des fonctionnaires pour exécuter le Plan – quand il y en a un – ou bien les lubies et les velléités des dirigeants. Quelle est la motivation de ces fonctionnaires ? Faible, très faible voire nulle : ils sont de toute façon payés. Inutile de dire que ces pays ne produisent pas grand-chose et que leur population manque de tout – sauf quand ils disposent d'une rente pétrolière ou minière grâce à laquelle ils peuvent importer tout ce qu'ils consomment. Dans un cas comme dans l'autre, le modèle est intenable à long terme.

● ● ●
Quand ils se mêlent de politique au lieu de monter la garde aux frontières du pays, c'est qu'on n'a pas commencé à construire l'État.

Et puis il y a les pays qui n'ont aucune rente, ni pétrolière ni minière, et dont la population travaille, bien obligée, sinon elle crèverait de faim. Chacun doit se retrousser les manches, faire preuve d'endurance, d'esprit d'initiative et mener à bien ce qu'il entreprend. C'est un modèle robuste. On mange ce qu'on produit. En passant, on développe le pays, si on a une vision au sommet de l'État.

À quoi servent les fonctionnaires, dans ce dernier cas ? De Gaulle donne la réponse dans le même livre, page 254 :

« Ce qui tient bon dans les coups durs, Peyrefitte, c'est le réseau des préfets et des sous-préfets. C'est l'État ! »

En somme, les fonctionnaires doivent faire marcher la machine de l'État, le peuple doit travailler, c'est-à-dire produire la richesse du pays, ce dont tout le monde devrait profiter.

Où sont les galonnés ?

Et les politiques ? Eh bien, s'ils arrivent à bien organiser ce qui précède, rien ne les empêche de faire comme Khrouchtchev : un speech, une bonne partie de chasse puis on va se reposer en Crimée ou au-delà du fleuve et sous les arbres.

En tant qu'Africain, je me suis posé une question en refermant l'ouvrage de Peyrefitte : où sont les galonnés ? Les militaires ne sont cités nulle part, ni par Khrouchtchev – qui avait participé à la bataille de Stalingrad – ni par de Gaulle – qui était général deux étoiles ! Des deux côtés de la barrière, deux importants acteurs de la Guerre froide ne mentionnaient même pas la Grande Muette dans la bonne marche de l'État.

La conclusion est claire. Quand les militaires se mêlent de politique au lieu de se contenter de monter la garde aux frontières du pays, c'est qu'on n'est même pas au niveau du dialogue ci-dessus, c'est qu'on n'a même pas encore commencé à construire l'État et à mettre au travail la nation. Tout reste à faire... ●



NOS RACINES, NOTRE AVENIR



LES RACINES DE NOS TERRES

COCKTAIL ALCOOLISÉ À BASE D'EXTRAITS
ET ARÔMES NATURELS AFRICAINS.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.   18+

MOBILISÉS POUR NOS 175 000 ENTREPRISES CLIENTES EN AFRIQUE

Nous sommes à vos côtés,
présents dans 19 pays
sur le continent africain,
pour vous accompagner
dans tous vos projets d'avenir.



Outstanding Leadership
in Sustainable Finance
in Africa.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Société Générale, S.A. au capital de 1 066 714 367,50 € - 552 120 222 RCS PARIS - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. Crédit photo : Vitaly Yurasov - Septembre 2021.